

COMMUNE D'ETTERBEEK

GEMEENTE ETTERBEEK

**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL**  
**UITTREKSEL UIT HET NOTULENBOEK VAN DE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**

Séance du23.06.2008Zitting van**PRESENTS / AANWEZIGEN :**

M./Dhr. Vincent DE WOLF, Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter, , Marie-Rose GEUTEN, MM./HH. Bernard de MARCKEN de MERKEN, Isi HALBERTHAL, Frank VAN BOCKSTAL, Jean-Luc ROBERT, Echevins/ Schepenen ; Mme/Mw. Eliane PAULISSEN-DE MEULEMEESTER, MM./HH. Stéphane VAN VAERENBERGH, André du BUS de WARNAFFE, Laurent VLEMINCKX, Mme/Mw. Gisèle MANDAILA, M./Dhr Jean LAURENT, Rachid MADRANE, Rik JELLEMA, Ahmed M'RABET, Patrick LENAERS, Mmes/Mw Marie-Pascale MINET, Kathy MOTTET, MM./Dhren Nourdine TAYBI, Mme/Mw. Sandrine ES, MM/HH. Christophe GASIA, Mme/Mw. MM/HH. Rik BAETEN, Patrick CUISINIER, Mme/Mw. Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK, MM/HH Charles de BERGEYCK, Mme/Mw. Jacqueline BERGER, Mme/Mw. Chantal HOORNAERT, Claire ALLARD, M/Dhr Jean-Claude BILQUIN, Mme/Mw. Viviane SCHOLLIERS Conseillers communaux/ Gemeenteraads- leden ; M./Dhr. Christian DEBATY, Secrétaire Communal/Gemeentesecretaris.

**Absents et excusés / afwezigen en verontschuldigen :**

M./Dhr Didier van EYLL, Mme/Mw. Françoise BERTIEAUX, M./Dhr Jean-Claude LAURENT, Mmes/Mwen Françoise CARTON de WIART, Christina KARKAN.

*Les procès-verbaux des séances des 21 avril 2008 et 19 mai 2008 ont été transmis au domicile des chefs de groupe 7 jours francs avant la séance du conseil communal. Ils ont été mis à disposition des conseillers communaux une heure avant la séance.*

*Aucune remarque n'a été formulée à leur sujet. Les procès-verbaux sont adoptés à l'unanimité.*

*De proces-verbalen van de zittingen van 21 april en 19 mei 2008 werden aan huis bezorgd van de fractieleiders 7 dagen voor de zitting van de gemeenteraad. Ze werden ter beschikking van de gemeenteraadsleden gesteld één uur voor de vergadering.*

*Geen bezwaren werden erover gezegd. De proces-verbalen werden met éénparigheid van stemmen goedgekeurd.*

*La séance est ouverte à 20 h15.*

*De zitting wordt om 20 u 15 geopend.*

*Monsieur Jean-Claude BILQUIN vote le premier aux appels nominaux par ordre alphabétique.*

*De heer Jean-Claude BILQUIN wordt de eerste te stemmen bij naamafroeping in alfabetische volgorde.*

*Les points en urgences sont adoptés à l'unanimité.*

*De punten in spoedeisendheid worden met éénparigheid van stemmen aangenomen.*

*Le point 24 est retiré.*

*Punt 24 wordt ingetrokken.*

**SEANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING**

**(1) Interpellation du public concernant les déjections canines dans le quartier Chambéry.  
Interpellatie van het publiek betreffende uitwerpselen van honden in de Chambérywijk.**

Groupe concerné: les habitants du la rue Chambéry

Représenté par: Annabelle Baumal et Pascal Cledda (Rue Chambéry 14)

Conformément à la possibilité qui est donné aux habitants de la commune de déposer une demande d'interpellation sur un sujet d'intérêt général, je vous demanderais, mesdames, messieurs du Conseil de bien vouloir prendre un peu de votre temps afin d'étudier la demande ci-dessous et de la mettre à l'agenda du prochain Conseil :

Notre demande : il y a environ 2 mois ½, de gros travaux ont été entrepris afin de rénover les trottoirs de notre rue ainsi que ceux des rues avoisinantes. Nous en sommes très reconnaissants à la commune, le résultat est très réussie. Cependant il est un problème qui persiste, à savoir les déjections canines le long du mur arrière de l'école (à l'angle de la rue de Chambéry et de l'avenue Eudore Pirmez).

Avant les travaux, le long de ce mur où ne se trouvent pas d'habitations, cet endroit semblait être le lieu tout désigné et établi pour que les maîtres de chien viennent faire soulager leur chien. A l'époque j'en ai parlé à une patrouille de police qui m'a répondu plein d'humour que ce phénomène était connu depuis longtemps, qu'ils avaient l'habitude de surnommer cette rue « la rue à crottes ». Difficile à accepter.

Naïvement nous avons pensé qu'une fois les travaux effectués, la beauté des nouveaux trottoirs pousseraient les maîtres de chiens à plus de vigilance, qu'il ne laisseraient plus leurs chiens faire sur nos trottoirs.

Nous avons bien vite déchanté. Les travaux à peine terminés et le trottoir mentionné ressemble déjà à un champ miné. Et personne (police) ne semble effectuer quelque contrôle que ce soit.

C'est pourquoi nous avons (Mlle Baumal et Mr Cledda) fait circuler une pétition afin de demander à la commune d'agir et d'installer une de ces boites jaunes contenant des sachets à disposition des maîtres afin qu'ils puissent ramasser les déjections de leurs animaux. En plus de cela, nous demandons également à la commune d'apposer (si possible) un panneau à l'angle de la rue de Chambéry et Eudore Pirmez mentionnant soit l'interdiction de laisser les déjections sur les trottoirs ou de tout autre message que vous jugerez plus approprié. Finalement, si de temps à autre un préposé au nettoyage des trottoirs pouvait faire un détour le long de ce mur nous serions vraiment reconnaissants à la commune.

Ci-joint une série de lettre signée par les habitants, attestant qu'il s'agit d'un problème d'intérêt public. D'autres lettres devraient suivre.

Nous ne pensons pas que notre demande soit disproportionnée. En tant que citoyens de cette commune, nous estimons avoir le droit de vivre dans un endroit propre.

Enfin, nous aimerions savoir ce qui est fait par la commune afin d'inciter les propriétaires d'animaux à plus de propreté.

*Le Bourgmestre répond que la commune a installé sur son territoire des canistes et des distributeurs de sacs à crottes. Nous avons installé en priorité les distributeurs dans les quartiers où il n'y avait pas de canisite et ce, dans la mesure du possible et selon la nécessité.*

*Dans le cadre de la rue Chambéry, il y a aussi bien un canisite (derrière l'église) que des distributeurs (Jules Maou/Saint-Antoine, « place » de Theux et carrefour Baucq/Capiaumont). Tous les sites sont indiqués dans la liste jointe ci-dessous. La liste évoque 2 sites de réserve, mais ils ont déjà été utilisés suite à du vandalisme.*

*Il faut savoir que malgré la présence des distributeurs, de nombreux maîtres rechignent à ramasser les déjections laissées par leur animal ou laissent encore sur place à terre le sachet rempli et fermé. Pour peu qu'il ait été jeté dans le caniveau, une voiture roule dessus, écrase et ouvre le sachet. Le but n'est donc pas atteint complètement, même si cela aide quant même beaucoup à garder la commune un peu plus propre. Faut-il pour autant installer un distributeur à chaque coin de rue ? Certainement pas. Le Service des Travaux-Voirie précise qu'il ne pourrait pas gérer la maintenance de ceux-ci (c'est déjà difficile avec 38) et que le budget à y consacrer deviendrait énorme.*

*Les maîtres peuvent par ailleurs marcher 100 m de plus pour trouver un distributeur et rien n'interdit d'en prendre 4 ou 5 à la fois pour avoir une réserve de sachets en cas d'accident. Pour le moment, environ 9.000 € sont dépensés par an en fourniture de sachets.*

*Le Service des Travaux-Voirie ajoute concernant le placement d'un panneau d'interdiction que par expérience ce genre de panneau (comme pour le nourrissage des pigeons et les dépôts) semble attirer plus ce pour quoi ils sont interdits que le contraire. Il le déconseille donc fortement.*

*Concernant les contrôles éventuels, le RGP prévoit, dans ses articles 90 et 91, l'obligation, pour les personnes ayant la garde d'un chien, de veiller à ce que l'animal « n'incommode pas le public, de quelque manière que ce soit », et n'abandonne ses « déjections que dans les rigoles, égouts ou avaloirs d'égouts, ou dans les endroits spécialement aménagés à cet effet ». Ces articles ajoutent que ces personnes doivent « faire disparaître immédiatement les excréments défectueux par lui sur le domaine public, à l'exception des caniveaux et des endroits spécialement prévus et aménagés à cet effet »*

*Le problème n'est donc pas de sanctionner, mais de prendre les contrevenants sur le fait, faute de quoi il est bien évidemment impossible d'infliger une amende administrative. La seule chose que l'on puisse faire (et cela est fait) est d'informer les 24 agents constatateurs des endroits qui nous sont signalés comme étant plus problématiques, afin qu'ils puissent, dans la mesure de leurs possibilités, y renforcer leur présence. Il est cependant impossible et irréaliste pour eux de rester en stand-by pendant des heures afin de prendre quelqu'un sur le fait.*

*Par ailleurs, il faut savoir que le nettoyage des trottoirs est à la charge des propriétaires des trottoirs. Nous avons, à ce sujet, l'intention de rappeler à l'école Sainte-Geneviève l'étendue de ses obligations en la matière.*

*Enfin, l'Echevin de la propreté à l'intention de développer une brochure d'information à destination des propriétaires de chien afin de leur rappeler les règles de savoir vivre. Nous espérons pouvoir éditer cette brochure en 2009 ou 2010 si le budget est disponible. Cela étant, la brochure « Vos déchets ? Du balai ! » qui vient d'être actualisée et distribuée en toutes-boîtes début de ce mois de juin, reprend sur une carte de la commune (en plus des emplacements bulles à verres et des points de collecte de la déchetterie mobile), les emplacements de tous les canistes et de tous les distributeurs de « sacs à crottes ».*

#### Liste des Smily (distributeurs)

1. Place du Roi Vainqueur : 4
2. Square de Mérode : 1
3. Paradis des Enfants : 3
4. Eglise du Sacré-Cœur : 1
5. Square Forte dei Marmi : 1
6. Place Van Meyel : 1
7. Rue Père de Deken : 1
8. Rue de la Grande Haie : 1
9. Ecole rue Gérard : 1
10. Réserve : 1
11. Coin ménapiens/Braffort
12. Rue des Tongres sur le plateau côté galerie
13. Place Saint Pierre coin Celtes
14. Angle Champ du Roi/Titz
15. Edouard de Thibaut/Général Tombeur près des bancs
16. Place des Acacias
17. Cornet/Tourelle
18. Cornet/Jourdan/Froissart
19. Gray/Jourdan
20. Clos des Etangs
21. Ranch
22. Keith Haring
23. Préau
24. Place de Theu
25. Baucq/Capiaumont/Grand Duc
26. Jules Malou/Saint Antoine
27. Nothom/Casernes
28. Beckers/Delhaize

29. Jean Glineur
30. Nouvelle 181
31. Champs/Fontenay
32. Fivé/Fontenay
33. Aimé Dandoy
34. Jean Absil
35. Ponthier/Piret
36. Ponthier/Le Marinel
37. Mesens/Vandersmissen
38. Plissart/Lacomblé
39. Baron Dhanis (placette)
40. Réserve

\*\*\*

Betrokken groep: de inwoners van de Chambérystraat

Vertegenwoordigd door: Annabelle Baumal en Pascal Cleda (Chambérystraat 14)

Onze aanvraag: zo'n twee en een halve maand geleden werden er werken ondernomen met het oog op de renovatie van de trottoirs in onze straat en die van de omringende straten. Wij zijn de Gemeente erg dankbaar, het resultaat loont echt de moeite. Niettemin blijft er een probleem over, te weten, de hondenpoep langsheen de muur achter de school (aan de hoek van de Chambérystraat en de Eudore Pirmezlaan).

Voor de werkzaamheden en langsheen deze muur waar er geen woningen staan, was deze plaats vooral DE plaats waar de baasjes met hun honden kwamen om ze te ontlasten. Ik had er toen aan een Politiepatrouille over gesproken die mij met veel humor beantwoorde dat dit fenomeen hen al lang bekend was en dat ze de gewoonte hadden om deze straat de "hondenpoepstraat" te noemen. Dit is toch moeilijk te aanvaarden!

We waren echt naïf om te denken dat eens de werken voltooid, de mooie aspecten van de nieuwe trottoirs de aanleiding aan de baasjes van de honden zou geven om waakzamer te zijn, dat ze hun honden niet meer zouden toelaten om hun behoeften op onze trottoirs te doen.

Maar we waren al vrij snel teleurgesteld. De werken waren amper voltooid dat de trottoir meer en meer op een mijnveld ging lijken. En niemand leek een controle uit te oefenen.

Daarom hebben wij (Mev Baumal en Dhr Cleda) een petitie laten circuleren die aan de Gemeente vraagt snel tussen te komen en om één van deze geel doosjes te plaatsen die hondenpoep opruimzakjes ter beschikking stelt aan de baasjes opdat ze de uitwerpselen van hun dieren kunnen oprapen. Daar bovenop hebben wij ook aan de Gemeente gevraagd om, indien mogelijk, een bord aan de hoek van de Chambérystraat en de Eudore Pirmezstraat te plaatsen met de vermelding dat het verboden is om de hondenpoep op de straat achter te laten of om het even welk bericht dan ook dat u meer aangepast zou vinden.

Tenslotte, indien iemand van de openbare reinigheid soms eens door onze straat zou langs komen zouden we de Gemeente echt dankbaar zijn.

In bijlage zal u een reeks brieven van de inwoners vinden bewijzende dat het om een probleem van openbare nut gaat. Er zullen nog andere brieven volgen.

We denken niet dat onze aanvraag overdreven is. Als burger uit deze Gemeente hebben we het recht en willen we in een propere en nette Gemeente leven.

Uiteindelijk zouden we willen weten wat de Gemeente al uitgevoerd heeft om de eigenaars van dieren een beetje meer netheid aan te sporen.

*De Burgemeester antwoordt dat de gemeente op haar grondgebied hondenpoeptoletten alsook verdelers voor plasticzakken voor hondenpoep geplaatst heeft. Wij hebben bij voorkeur verdelers geplaatst in de wijken waar er geen hondenpoeptoletten zijn en dit, naargelang de noden en de mogelijkheden.*

*Er zijn wel hondenpoeptoletten in en rondom de Chambérystraat aanwezig (achter de kerk) plus ook nog verdelers van plasticzakken voor hondenpoep (Jules Maloulaan/St-Antoon, De Theux Plaats en het kruispunt Baucq/Capiaumont). Al deze plaatsen zijn aangeduid in de hierbijgevoegde lijst. De lijst vermeldt 2 «reserve» plaatsen, maar deze werden jammer genoeg al het slachtoffer van vandalisme.*

*Men moet weten dat, ondanks de aanwezigheid van verdelers, talrijke hondenbaasjes een zuur gezicht trekken als ze de uitwerpselen van hun dieren moeten oprapen, of ze laten ook slecht gesloten zakjes ter plaatse achter, en het is genoeg dat één van deze zakjes, die in de goot geworpen werden, door een wagen verpletterd worden, dat de zakjes verder openscheuren, met al de gevolgen van dien... Het doel is dus niet helemaal bereikt zelfs indien dit het een steuntje betekent om de Gemeente proper te houden. Moet men daarom een hondentoilet of een verdeler aan elke hoek van de straat plaatsen? Zeker niet! De dienst van de Openbare werken en van de openbare reinheid verduidelijken dat zij het beheer van dit alles niet aankunnen (het is zo al moeilijk genoeg met 38) en dat de te besteden begroting aanzienlijk zou zijn.*

*Bovendien kunnen de hondenbaasjes wel eens 100 m verder lopen om een verdeler te vinden en het is niet verboden om er telkens zo'n 4 tot 5 te nemen om over een reserve te beschikken in geval van een «ongelukje». Momenteel wordt er jaarlijks zo'n 9.000 € uitgegeven voor de aanschaffing van zakjes.*

*De dienst van de Openbare werken zegt dat wat de plaatsing van verbodstekens betreft, dat ze uit ervaring weet dat dit soort panelen (zoals bijvoorbeeld het verbod om de duiven te voeren en het sluikestorten) meer een tegenovergestelde effect heeft dan het nagestreefde doel. De dienst raad het echt af.*

*Voor wat de eventuele controles betreft, voorziet het Algemeen Politierglement, in artikel 90 en 91, de verplichting voor de eigenaars van dieren erover te zorgen dat het dier «het publiek niet lastig valt, op welke manier dan ook» en «hun uitwerpselen enkel in de straatgoten, riolen, rioolkolken of op speciaal daartoe ingerichte plaatsen mogen achterlaten». Deze artikels voegen ook bij dat de personen «verplicht zijn onmiddellijk de uitwerpselen die het dier achtergelaten heeft op het openbaar domein te verwijderen, met uitzondering van de straatgoten en de speciaal daartoe ingerichte plaatsen».*

*Het probleem is dus niet te straffen om te straffen maar om de overtreder op heterdaad te betrappen, zoniet is het natuurlijk onmogelijk om een administratieve sanctie op te leggen. Het enige wat we kunnen doen (en wat al verwezenlijkt werd) is de 24 vaststellende ambtenaren in te lichten over de meest problematische plaatsen om er, naargelang hun mogelijkheden, hun aanwezigheid, indien nodig, te kunnen versterken. Het is natuurlijk onmogelijk en niet-realistisch om er gedurende uren en uren iemand in stand-by te plaatsen om misschien iemand op heterdaad te kunnen betrappen.*

*Bovendien, het reinigen van de trottoirs valt ten laste op de eigenaars van de trottoirs. Wij hebben wat dit betreft nog een eitje te pellen met de «Ecole Sainte-Geneviève» betreffende de verplichtingen voor wat die aangaat.*

*Tenslotte heeft de Schepen voor Openbare reinheid besloten om een informatiefolder uit te delen, voor de hondenbaasjes, met een herinnering aan de wellevendheidsregels. Wij hopen deze brochure tegen 2009 of 2010 uit te geven indien we over de nodige begroting beschikken. Dit zijnde, de folder «Uw afval, weg ermee» die zopas up-to-date uitgegeven werd en die begin juni in al de brievenbussen van de Gemeente uitgedeeld werd, herneemt op een kaart van de Gemeente (naast de plaatsen van de glascontainers en de verzamelpunten voor de mobiele stortplaats) de ligging van al de hondenpoepoiletten en van de verdelers van plasticzakken voor hondenpoep.*

#### Lijst van de smily (verdelers)

1. Koning Overwinnaarsplein : 4
2. De Mérode square : 1
3. Paradis des Enfants : 3
4. Onze-Lieve-Vrouw van het Heilig Hart
5. Forte dei Marmi square : 1
6. Van Meyelplein : 1
7. Pater de Dekenstraat: 1
8. Groothaagstraat: 1
9. Gerardstraat: 1
10. Reserve: 1
11. Hoek Menapiërsstraat/Stafhouder Braffortstraat
12. Tongerenstraat verkeersdrempel langs de kant van de Galerij
13. Sint-Pietersplein hoek Keltenlaan
14. Hoek Koninsveldstraat/Titzstraat
15. Edouard de Thibaultstraat/Generaal Tombeurstraat – bij de banken
16. Acaciaplein

17. *Hoornestraat/Torenkenstraat*
18. *Hoornstraat/Jourdan/Froissart*
19. *Graystraat/Jourdan*
20. *Vijvergaarde*
21. *Ranch*
22. *Keith Haring*
23. *Pandhoflaan*
24. *De Theuxstraat*
25. *Baucqstraat/Capiaumontstraat/Groothertogstraat*
26. *Jules Maloulaan/Sint-Antoonplein*
27. *Nothombstraat/Kazernenlaan*
28. *Beckerstraat/Delhaize*
29. *Jean Glineur square*
30. *Nieuwelaan 181*
31. *Veldstraat/Fontenay*
32. *Generaal Fivéstraat/Fontenay*
33. *Aimé Dandoyplein*
34. *Jean Absil*
35. *Kommandant Ponthierstraat/Piret*
36. *Ponthier/Le Marinel*
37. *Edmond Mesenstraat/Vandersmissenlaan*
38. *Nestor Plissartsraat/Edouard Lacomblélaan*
39. *Baron Dhanisstraat*
40. *Reserve*

**(22) Réaménagement du site des Jardins de la Chasse - Schéma directeur - Présentation  
Heraanleg van de site van ""de Tuinen van de Jacht"" - Richtschema - Presentatie**

*Le Schéma directeur du site est exposé.  
De Richtschema van de site wordt uitgelegd.*

Le Conseil communal,

Considérant la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15 février 2007 de désigner un groupe de travail composé d'agents communaux chargé de toutes les démarches préalables à la demande d'établissement d'un schéma directeur par un bureau d'études ;

Considérant que ce schéma directeur traduit les options retenues par le Collège des Bourgmestre et Echevins en vue du réaménagement du site des Jardins de la Chasse ;

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins a adopté la procédure négociée sans publicité comme mode de passation pour la désignation du bureau d'étude chargé de l'élaboration de ce schéma directeur et de sa traduction en un certificat d'urbanisme ;

Considérant la décision collégiale du 20 décembre 2007 de désigner le bureau d'études Archi 2000 pour établir le schéma directeur du site ;

Considérant qu'il convient au Conseil communal de prendre connaissance des données du schéma directeur sélectionné ;

**DECIDE**

de prendre connaissance du schéma directeur présenté par le bureau d'architecture Archi 2000 et relatif au réaménagement du site des Jardins de la Chasse.

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Overwegende het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 februari 2007 om een werkgroep met gemeentelijke agenten aan te duiden die belast zijn met alle voorafgaandelijke stappen aan de vraag een richtschema te laten opmaken door een studiebureau;

Overwegende dat dit richtschema de opties weerspiegelt die door het College van Burgemeester en Schepenen in aanmerking werden genomen voor de heraanleg van de site van de « Tuinen van de Jacht »;

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking heeft goedgekeurd als gunningswijze van de opdracht voor de aanduiding van het studiebureau dat belast is met de uitwerking van dit richtschema en zijn omzetting naar een stedenbouwkundig attest;

Overwegende de beslissing van het College van 20 december 2007 om het studiebureau Archi 2000 aan te duiden om het richtschema van de site op te maken;

Overwegende dat de Gemeenteraad kennis moet nemen van de gegevens van het geselecteerde richtschema;

### **BESLIST**

kennis te nemen van het richtschema voorgesteld door het architectenbureau Archi 2000 betreffende de heraanleg van de site van de “Tuinen van de Jacht”.

*Voir annexe – Zie bijlage*

### **(2) Cabinet du Bourgmestre - Vol - Décharge au Receveur communal. Kabinet van de Burgemeester - Diefstal - Kwijting aan de Gemeenteontvanger.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :*

*Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Considérant qu'entre le 11 et le 14.01.2008, un vol a été commis au Cabinet du Bourgmestre ; qu'à cette occasion, une somme de 763,65 euros a disparu;

Considérant qu'il ressort de l'audition du 14.01.2008 de M. Marc VAN BENEDEN, Chef de cabinet, par les services de police, que la responsabilité du Receveur communal n'est nullement engagée;

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale;

Vu le règlement général sur la comptabilité communale;

### **DECIDE**

De donner décharge au Receveur communal de la responsabilité de la somme de 763,65 euros volée au Cabinet du Bourgmestre en janvier 2008.

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Overwegende dat er tussen 11 en 14.01.2008 in het Kabinet van de Burgemeester een diefstal werd gepleegd; dat bij deze gelegenheid een bedrag van 763,65 € verdwenen is;

Overwegende dat uit de auditie van 14.01.2008 van Dhr. Marc VAN BENEDEN, Kabinetsoverste, door de politiediensten, blijkt het dat de aansprakelijkheid van de Heer Gemeenteontvanger geenszins betrokken is;

Gelet op artikel 131 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

### **BESLIST**

kwijting aan de Gemeenteontvanger te geven voor de verantwoordelijkheid van het bedrag van 763,65 € die in januari 2008 in het Kabinet van de Burgemeester gestolen werd.

- (3) Asbl Activités Socio-récréatives du Bourgmestre et de la Commune d'Etterbeek - Budget 2008 - Approbation.**  
**Vzw Activités Socio-Récréatives du Bourgmestre de la Commune d'Etterbeek - Begroting 2008 - Goedkeuring.**

*Par 24 oui et 6 non, le Conseil communal prend la délibération suivante :*

*Met 24 ja-stemmen en 6 neen-stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

*Ont voté oui/Hebben ja gestemd*

*Jean Claude BILQUIN, Patrick CUISINIER, Bernard de MARCKEN de MERKEN, Sandrine ES, Christophe GASIA, Marie-Rose GEUTEN, Isi HALBERTHAL, Chantal HOORNAERT, Rik JELLEMA, Jean LAURENT, Patrick LENAERS, Ahmed M'RABET, Rachid MADRANE, Gisèle MANDAILA, Marie-Pascale MINET, Eliane PAULISSEN, Jean Luc ROBERT, Nourdine TAYBI, Frank VAN BOCKSTAL, Laurent VLEMINCKX, Claire ALLARD, Rik BAETEN, Jacqueline BERGER, Vincent DE WOLF.*

*Ont voté non/Hebben neen gestemd*

*Charles de BROUCHOVEN de BERGEYCK, Corinne DE HENAU – MIKOLAJCZAK, André du BUS de WARNAFFE, Kathy MOTTET, Viviane SCHOLLIERS, Stéphane VAN VAERENBERGH*

Le Conseil communal,

Vu le règlement relatif au contrôle de l'octroi de subventions adopté par le Conseil communal en date du 15 octobre 2007;

Vu le budget 2008, en annexe, approuvé par l'Assemblée Générale du 21 mai 2008;

Attendu que le Conseil communal a inscrit au budget 2008 un subside de 45.000,00 € en faveur de l'Asbl Activités Socio-Récréatives du Bourgmestre de la Commune d'Etterbeek;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

### **DECIDE**

D'approuver le budget 2008 de l'ASBL Activités Socio-Récréatives du Bourgmestre de la Commune d'Etterbeek avec une intervention communale limitée à 45.000,00 €.

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Gelet op het reglement betreffende het toezicht op het toekennen van subsidies goedgekeurd door de Gemeenteraad op 15 oktober 2007;

Gelet op de begroting 2008, in bijlage, goedgekeurd door de Algemene Vergadering van 21 mei 2008;



Overwegende dat de Gemeenteraad, in de begroting 2008 een subsidie van 45.000,00 € heeft ingeschreven voor de VZW Activités Socio-Récréatives du Bourgmestre de la Commune d'Etterbeek;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet;

## **BESLUIT**

De begroting 2008 van de VZW Activités Socio-Récréatives du Bourgmestre de la Commune d'Etterbeek met een gemeentelijke tussenkomst beperkt tot 45.000,00 € goed te keuren.

*Voir annexe – Zie bijlage.*

**(4) Asbl Activités Socio-Récréatives du Bourgmestre de la Commune d'Etterbeek - Comptes 2005 - Approbation.  
Vzw Activités Socio-Récréatives du Bourgmestre de la Commune d'Etterbeek - Rekeningenn 2005 - Goedkeuring.**

*Par 19 oui et 11 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :  
Met 19 ja-stemmen en 11 onthoudingen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

*Ont voté oui/Hebben ja gestemd*

*Jean Claude BILQUIN, Patrick CUISINIER, Bernard de MARCKEN de MERKEN, Sandrine ES, Christophe GASIA, Marie Rose GEUTEN, Isi HALBERTHAL, Jean LAURENT, Patrick LENAERS, Ahmed M'RABET, Rachid MADRANE, Gisèle MANDAILA, Eliane PAULISSEN, Jean Luc ROBERT, Frank VAN BOCKSTAL, Laurent VLEMINCKX, Rik BAETEN, Jacqueline BERGER, Vincent DE WOLF.*

*Se sont abstenus/Hebben zich onthouden*

*Charles de BROUCHOVEN de BERGEYCK, Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK, André du BUS de WARNAFFE, Chantal HOORNAERT, Rik JELLEMA, Marie Pascale MINET, Kathy MOTTET, Viviane SCHOLLIERS, Nourdine TAYBI, Stéphane VAN VAERENBERGH, Claire ALLARD.*

Le Conseil communal,

Vu le règlement relatif au contrôle de l'octroi de subventions adopté par le Conseil communal en date du 15 octobre 2007;

Vu les comptes 2005, en annexe, approuvés par l'Assemblée Générale du 27 juin 2006;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale;

## **DECIDE**

D'approuver les comptes 2005 de l'ASBL Activités Socio-Récréatives du Bourgmestre de la Commune d'Etterbeek, arrêtés au 31 décembre 2005.

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Gelet op het reglement betreffende het toezicht op het toekennen van subsidies goedgekeurd door de Gemeenteraad op 15 oktober 2007;

Gelet op de rekeningen 2005, in bijlage, goedgekeurd door de Algemene Vergadering van 27 juni 2006;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet;

**BESLUIT**

De rekeningen 2005 van de VZW Activités Socio-Récréatives du Bourgmestre de la Commune d'Etterbeek afgesloten op 31 december 2005 goed te keuren.

*Voir annexe – Zie bijlage.*

**(5) Asbl Activités Socio-Récréatives du Bourgmestre de la Commune d'Etterbeek - Compte 2006 - Approbation.  
Vzw Activités Socio-Récréatives du Bourgmestre de la Commune d'Etterbeek - Rekeningen 2006 - Goedkeuring.**

*Par 19 oui et 11 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :  
Met 19 ja-stemmen en 11 onthoudingen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

*Ont voté oui/Hebben ja gestemd*

*Jean Claude BILQUIN, Patrick CUISINIER, Bernard de MARCKEN de MERKEN, Sandrine ES, Christophe GASIA, Marie Rose GEUTEN, Isi HALBERTHAL, Jean LAURENT, Patrick LENAERS, Ahmed M'RABET, Rachid MADRANE, Gisèle MANDAILA, Eliane PAULISSEN, Jean Luc ROBERT, Frank VAN BOCKSTAL, Laurent VLEMINCKX, Rik BAETEN, Jacqueline BERGER, Vincent DE WOLF.*

*Se sont abstenus/Hebben zich onthouden*

*Charles de BROUCHOVEN de BERGEYCK, Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK, André du BUS de WARNAFFE, Chantal HOORNAERT, Rik JELLEMA, Marie Pascale MINET, Kathy MOTTET, Viviane SCHOLLIERS, Nourdine TAYBI, Stéphane VAN VAERENBERGH, Claire ALLARD.*

Le Conseil communal,

Vu le règlement relatif au contrôle de l'octroi de subventions adopté par le Conseil communal en date du 15 octobre 2007;

Vu les comptes 2006, en annexe, approuvés par l'Assemblée Générale du 25 octobre 2007;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale;

**DECIDE**

D'approuver les comptes 2006 de l'ASBL Activités Socio-Récréatives du Bourgmestre de la Commune d'Etterbeek, arrêtés au 31 décembre 2006.

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Gelet op het reglement betreffende het toezicht op het toekennen van subsidies goedgekeurd door de Gemeenteraad op 15 oktober 2007;

Gelet op de rekeningen 2006, in bijlage, goedgekeurd door de Algemene Vergadering van 25 oktober 2007;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet;

**BESLUIT**

De rekeningen 2006 van de VZW Activités Socio-Récréatives du Bourgmestre de la Commune d'Etterbeek afgesloten op 31 december 2006 goed te keuren.

*Voir annexe – Zie bijlage.*

**(6) Asbl Activités Socio-Récréatives du Bourgmestre de la Commune d'Etterbeek - Comptes 2007 - Approbation.  
Vzw Activités Socio-Récréatives du Bourgmestre de la Commune d'Etterbeek - Rekeningen 2007 - Goedkeuring.**

*Par 24 oui et 6 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :*

*Met 24 ja-stemmen en 6 onthoudingen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

*Ont voté oui/Hebben ja gestemd*

*Jean Claude BILQUIN, Patrick CUISINIER, Bernard de MARCKEN de MERKEN, Sandrine ES, Christophe GASIA, Marie-Rose GEUTEN, Isi HALBERTHAL, Chantal HOORNAERT, Rik JELLEMA, Jean LAURENT, Patrick LENAERS, Ahmed M'RABET, Rachid MADRANE, Gisèle MANDAILA, Marie-Pascale MINET, Eliane PAULISSEN, Jean Luc ROBERT, Nourdine TAYBI, Frank VAN BOCKSTAL, Laurent VLEMINCKX, Claire ALLARD, Rik BAETEN, Jacqueline BERGER, Vincent DE WOLF.*

*Se sont abstenus/Hebben zich onthouden*

*Charles de BROUCHOVEN de BERGEYCK, Corinne DE HENAU – MIKOLAJCZAK, André du BUS de WARNAFFE, Kathy MOTTET, Viviane SCHOLLIERS, Stéphane VAN VAERENBERGH*

Le Conseil communal,

Vu le règlement relatif au contrôle de l'octroi de subventions adopté par le Conseil communal en date du 15 octobre 2007;

Vu les comptes 2007, en annexe, approuvés par l'Assemblée Générale du 21 mai 2008;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

**DECIDE**

D'approuver les comptes 2007 de l'ASBL Activités Socio-Récréatives du Bourgmestre de la Commune d'Etterbeek, arrêtés au 31 décembre 2007.

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Gelet op het reglement betreffende het toezicht op het toekennen van subsidies goedgekeurd door de Gemeenteraad op 15 oktober 2007;

Gelet op de rekeningen 2007, in bijlage, goedgekeurd door de Algemene Vergadering van 21 mei 2008;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet;

**BESLUIT**

De rekeningen 2007 van de VZW Activités Socio-Récréatives du Bourgmestre de la Commune d'Etterbeek afgesloten op 31 december 2007 goed te keuren.

*Voir annexe – Zie bijlage.*

*Nous joignons le point 38 au point 7.  
Punt 38 wordt aan punt 7 bijgelaagd.*

Madame Françoise BERTIEAUX entre en séance.  
Mevrouw Françoise BERTIEAUX komt de zitting binnen.

**(7) Règlement général de police - Modifications.  
Algemeen politiereglement - Wijzigingen.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :  
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Amendement

*Article 23 du Règlement de police :*

*2. : « Hormis l'usage de systèmes d'alarme dans les conditions déterminées par le présent règlement, il est également interdit d'utiliser ou de procéder au placement de tout dispositif répulsif qu'il soit sonore ou à ultrasons dont la propagation des ondes incommode ou est susceptible d'incommoder une ou plusieurs personnes se trouvant soit sur la voie publique, soit dans un lieu ou un établissement accessible au public ».*

Amendement

*Artikel 23 van de Algemeen politiereglement :*

*2. : « Buiten het gebruik van alarmsystemen in de bij dit reglement vastgelegde voorwaarden, is het tevens verboden over te gaan tot de plaatsing of het gebruik van een afschrikmiddel dat geluid of ultrasone geluiden voortbrengt waarvan de golven mensen kunnen storen die zich op de openbare weg bevinden of in een instelling die voor het publiek toegankelijk is ».*

Le Conseil communal,

Vu le règlement général de police, arrêté le 20.02.2006;

Considérant que le dispositif anti-jeunes « Mosquito » a fait son apparition en Belgique ;  
Considérant que le Mosquito est un appareil qui émet un son à haute fréquence, irritant pour les oreilles de celles et ceux qui peuvent l'entendre; que ce son ne serait incommode que pour une partie de la population, à savoir les jeunes de moins de 25 ans ;

Considérant que certains jeunes, victimes de ce son irritant, ont souffert de bourdonnements ou de maux de tête violents; qu'à ce jour, aucune étude scientifique sur l'impact du Mosquito sur la santé n'a été réalisée ;

Considérant que l'objectif avoué de cet appareil est de faire fuir les jeunes qui se rassemblent dans un lieu public et dont le comportement serait dérangeant pour les adultes; que ce procédé est en outre stigmatisant et discriminatoire vis-à-vis de toute une partie de la population; que ce procédé ne tient en effet absolument pas compte du comportement du jeune mais se base uniquement sur son âge ou ses capacités auditives ;

Considérant que ce dispositif va à l'encontre de la politique communale en faveur de la jeunesse, de la politique intergénérationnelle, de l'égalité, de la volonté de vivre ensemble, et de la politique de prévention ;

Considérant que le Mosquito porte atteinte à la dignité humaine et contrevient à la Convention internationale des droits de l'enfant en ces articles :

Considérant que l'article 23, §1 du règlement général de police stipule que l'usage sur la voie publique d'appareils produisant ou reproduisant des ondes sonores est interdite sans autorisation;

Considérant que le dispositif de type "Mosquito" est visé par cette disposition;

Considérant qu'il est inenvisageable de laisser la possibilité d'autoriser l'installation et l'utilisation de ce type d'appareil; qu'il est donc préférable de l'interdire purement et simplement et ce, vis-à-vis de toute catégorie de citoyen qui pourrait être visé par tout dispositif de cette nature;

## **DECIDE**

De modifier comme suit le règlement général de police précité :

### **Article 23, §1 – Section 9 - Tranquillité et sécurité publiques :**

#### **Ancien article 23, §1:**

§1. 1. Sans autorisation de l'autorité compétente, sont interdits sur la voie publique :

- les auditions vocales, instrumentales ou musicales ou autres prestations de nature artistique,
- l'usage de haut-parleurs, d'amplificateurs ou d'autres appareils produisant ou reproduisant des ondes sonores,
- les parades et musiques foraines.

2. Sans autorisation de l'autorité compétente, la diffusion de musique est interdite dans les lieux accessibles au public.

3. Sans autorisation de l'autorité compétente, sont interdits sur la voie publique et dans les lieux accessibles au public tous divertissements tels que fêtes, bals, exhibitions, spectacles, karaokés, illuminations.

#### **Nouvel article 23, §1 :**

§1. 1. Sans autorisation de l'autorité compétente, sont interdits sur la voie publique :

- les auditions vocales, instrumentales ou musicales ou autres prestations de nature artistique,
- l'usage de haut-parleurs, d'amplificateurs ou d'autres appareils produisant ou reproduisant des ondes sonores,
- les parades et musiques foraines.

2. Hormis l'usage de systèmes d'alarme dans les conditions déterminées par le présent règlement, il est également interdit d'utiliser ou de procéder au placement de tout dispositif répulsif qu'il soit sonore ou à ultrasons dont la propagation des ondes incommode ou est susceptible d'incommoder une ou plusieurs personnes se trouvant soit sur la voie publique, soit dans un lieu ou un établissement accessible au public.

3. Sans autorisation de l'autorité compétente, la diffusion de musique est interdite dans les lieux accessibles au public.

4. Sans autorisation de l'autorité compétente, sont interdits sur la voie publique et dans les lieux accessibles au public tous divertissements tels que fêtes, bals, exhibitions, spectacles, karaokés, illuminations.

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Gelet op het Algemeen politiereglement, goedgekeurd op 20.02.2006

Overwegende dat de anti jeugd apparaat «Mosquito » in België verschenen is;

Ovewegende dat de Mosquito een apparaat is die een geluid op hoge frequentie uitzendt en die irritant is voor diegenen die het horen, dat dit hoog, scherp en onaangenaam geluid maar alleen hoorbaar is voor een deel van de bevolking, te weten de jongeren onder 25 jaar;

Overwegende dat sommige jongeren, slachtoffer van dit irritant geluid, over duizeligheid of hevige hoofdpijnen klagen; dat tot op heden geen enkel ernstig wetenschappelijk onderzoek uitgevoerd werd betreffende de invloed van de Mosquito op de gezondheid;

Overwegende dat het de expliciete bedoeling is om via dit apparaat jongeren, die zich op en openbare plaats verzamelen en waarvan de houding voor de volwassenen storend zou zijn, te verjagen ; dat deze methode bovendien stigmatiserend en discriminerend is tegenover een heel deel van de bevolking ; dat dit procédé absoluut geen rekening houdt met het gedrag van de jongeren maar zich uitsluitend baseert op de leeftijd en op de gehoorcapaciteiten;

Overwegende dat deze schikking in tegenspraak is met het gemeentelijk beleid ten gunste van de jeugd, van het intergenerationeel beleid, de gelijkheid, de wil om samen te leven, en het preventiebeleid ;

Overwegende dat de “Mosquito” de waardigheid van de mens schendt en het Verdrag van de rechten van het kind in zijn artikels overtreedt.

Overwegende dat artikel 23§1 van het Algemeen politiereglement uitdrukkelijk laat weten dat het gebruik op de openbare weg van apparaten die geluidsgolven produceren of reproduceren verboden zijn zonder toestemming;

Overwegende dat het apparaat van het “Mosquito” type door deze schikking gevisieerd is;

Overwegende dat het ondenkbaar is om de kleinste mogelijkheid toe te laten voor het plaatsen en het gebruiken van dit type van apparatuur, dat het dus wenselijk is deze rondweg te verbieden en dit, tegenover al de categorieën van burgers die zouden kunnen gevisieerd zijn door die soort toestel;

**BESLIST** met éénparigheid van stemmen

Het voornoemde Algemeen politiereglement als volgt te wijzigen :

**Artikel 23,§1 – Afdeling 9 – Openbare rust en veiligheid :**

**Gewezen artikel 23,§1:**

§1.1. Behoudens vergunning van de bevoegde overheid zijn volgende zaken verboden op de openbare weg:

- stem-, instrumentale of muzikale audities of andere prestaties van artistieke aard;
- het gebruik van luidsprekers, versterkers of andere apparaten die geluidsgolven produceren of reproduceren;
- parades en kermismuziek.

2.2. Behoudens vergunning van de bevoegde overheid is het uitzenden van muziek in de voor het publiek toegankelijke plaatsen verboden.

§3. Behoudens vergunning van de bevoegde overheid zijn het vermaak zoals feesten, bals, vertoningen, spektakels, karaokés, verlichtingen op de openbare weg en in de voor het publiek toegankelijke plaatsen verboden.

**Nieuw artikel 23,§1:**

§1.1. Behoudens vergunning van de bevoegde overheid zijn volgende zaken verboden op de openbare weg:

- stem- instrumentale of muzikale audities of andere prestaties van artistieke aard;
- het gebruik van luidsprekers, versterkers of andere apparaten die geluidsgolven produceren of reproduceren;
- parades en kermismuziek.

2. Buiten het gebruik van alarmsystemen in de bij dit reglement vastgelegde voorwaarden, is het tevens verboden over te gaan tot de plaatsing of het gebruik van een afschrikmiddel dat geluid of ultrasone geluiden voortbrengt waarvan de golven mensen kunnen storen die zich op de openbare weg bevinden of in een plaats of een instelling die voor het publiek toegankelijk is.

3. Behoudens vergunning van de bevoegde overheid is het uitzenden van muziek in de voor het publiek toegankelijke plaatsen verboden.

4. Behoudens vergunning van de bevoegde overheid zijn het vermaak zoals feesten, bals, vertoningen, spektakels, karaokés, verlichtingen op de openbare weg en in de voor het publiek toegankelijke plaatsen verboden.

**(38) Motion proposée par Monsieur Rachid MADRANE concernant l'interdiction des mosquitos sur le territoire de la commune d'Etterbeek.**

**Motie voorgesteld door de heer Rachid MADRANE betreffende het verbod van mosquitos op het grondgebied van de gemeente Etterbeek.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :  
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Considérant qu'un nouveau système « anti-jeunes » appelé le « Mosquito » a fait son apparition en Belgique ;

Considérant que ce système émet des sons aigus uniquement perceptibles par les jeunes oreilles dont les conséquences sur la santé n'ont pas été étudiées ;

Considérant que ce boîtier est commercialisé par une entreprise britannique et a déjà fait son entrée sur le territoire belge ;

Considérant qu'une pétition est mise en circulation par l'asbl « Territoire de la mémoire, centre d'éducation à la tolérance et à la résistance » ;

Considérant que ce système va à l'encontre même de la Politique communale mise en place pour la Jeunesse, à savoir la volonté de leur donner des espaces d'information, d'expression et d'actions en tant que citoyens à part entière ;

Considérant que ce système constitue une atteinte à la Convention Internationale des Droits de l'Enfant :

Art. 2. 2. Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour que l'enfant soit effectivement protégé contre toutes formes de discrimination ou de sanction motivées par la situation.

Art.3. 3. Les États parties veillent à ce que le fonctionnement des institutions, services et établissements qui ont la charge des enfants et assurent leur protection soit conforme aux normes fixées par les autorités compétentes, particulièrement dans le domaine de la sécurité et de la santé et en ce qui concerne le nombre et la compétence de leur personnel ainsi que l'existence d'un contrôle approprié.

Art. 19. 1. Les États parties prennent toutes les mesures législatives, administratives, sociales et éducatives appropriées pour protéger l'enfant contre toutes formes de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales, d'abandon ou de négligence, de mauvais traitements ou d'exploitation, y compris la violence sexuelle, pendant qu'il est sous la garde de ses parents ou de l'un d'eux, de son ou ses représentants légaux ou de toute autre personne à qui il est confié.

Ces mesures de protection comprendront, selon qu'il conviendra, des procédures efficaces pour l'établissement de programmes sociaux visant à fournir l'appui nécessaire à l'enfant et à ceux à qui il est confié, ainsi que pour d'autres formes de prévention, et aux fins d'identification, de rapport, de renvoi, d'enquête, de traitement et de suivi pour les cas de mauvais traitements de l'enfant décrits ci dessus, et comprendre également, selon qu'il conviendra, des procédures d'intervention judiciaire ;

Sur proposition faite, par MM.Rachid Madrane, Jean Laurent, Rik Jellema, André du Bus de Warnaffe.

#### **AFFIRME**

respecter la convention des droits de l'enfant ;

#### **DECIDE**

que les mesures adéquates soient prises pour interdire l'installation de ces appareils sur le territoire de la Commune,

#### **DEMANDE**

aux Gouvernements Fédéral, Régionaux et Communautaires d'interdire la commercialisation de ce produit et au Gouvernement Fédéral de saisir la Commission européenne à ce sujet.

\*\*\*

De Gemeenteraad;

Overwegende dat een nieuw “Anti-hangjongeren” systeem, “Mosquito” genaamd, in België verschenen is;

Overwegende dat dit systeem scherpe tonen uitzendt die uitsluitend door de jongeren waarneembaar zijn en waarvan de effecten op de gezondheid nog niet onderzocht werden;

Overwegende dat dit apparaat door een britse onderneming op de markt gebracht werd en dat het al op het Belgisch grondgebied te vinden is;

Overwegende dat er een petitie ingevoerd werd door de vzw “Territoire de la mémoire, Centre d’éducation à la tolérance et à la résistance”;

Overwegende dat dit systeem in tegenspraak is met het Gemeentelijk beleid dat voor de jeugd opgestart werd, te weten, de wil om hen een informatie- uitdrukings- en actieruimte te geven in de hoedanigheid van volwaardige burgers;

Overwegende dat dit systeem een schending vormt voor het Internationaal Verdrag inzake de Rechten van het Kind;

Art.2.2. De Staten die partij zijn, nemen alle passende maatregelen om te waarborgen dat het kind wordt beschermd tegen alle vormen van discriminatie of bestraffing op grond van de omstandigheden.

Art.3.3. De Staten die partij zijn, waarborgen dat de instellingen, diensten en inrichtingen die verantwoordelijk zijn voor de zorg of voor de bescherming van kinderen, voldoen aan de door de bevoegde autoriteiten vastgestelde normen, met name ten aanzien van de veiligheid en de gezondheid, het aantal personeelsleden en hun geschiktheid alsmede bevoegd toezicht.

Art.19.1. De Staten die partij zijn nemen alle passende wettelijke en bestuurlijke maatregelen op sociaal en opvoedkundig gebied om het kind te beschermen tegen alle vormen van lichaaamelijk of geestelijk geweld, van verwaarlozing of nalalige behandeling, mishandeling of exploitatie, met inbegrip van seksueel misbruik, terwijl het kind onder de hoede is van de ouder(s) of één van hen, van zijn wettige voogd(en) of iemand anders die de zorg voor het kind heeft.

Deze maatregelen ter becherming dienen, indien van toepassing, doeltreffende procedures te omvatten voor de invoering van sociale programma’s om te voorzien in de de nodige ondersteuning van het kind en van diegenen aan wie het kind toevertrouwd werd, alsmede de procedures voor andere vormen van voorkoming en van opsporing, melding, verwijzing, onderzoek, behandeling en follow-up van de gevallen van kindermishandeling zoals hierboven beschreven en, indien van toepassing, voor inschakeling van rechterlijke instanties;

Op voorstel van Dhr Rachid Madrane, Jean Laurent, Rik Jellema, André du Bus de Warnaffe ;

## **BEVESTIGT**

het Internationaal Verdrag inzake de Rechten van het Kind te eerbiedigen;

## **BESLIST**

Dat er aangepaste maatregelen zullen genomen worden om de plaatsing van zo’n apparaten op het grondgebied van de Gemeente te verbieden ;

## **VRAAGT**

aan de Federale- en Gewestelijke Regering, alsook aan de Gemeenschappen het verbod om dit produkt op de markt te brengen en vraagt tevens aan de Federale Regering hiervan de Europese Commissie op de hoogte te stellen.

*Madame Françoise BERTIEAUX quitte la séance.  
Mevrouw Françoise BERTIEAUX verlaat de zitting.*



**(8) Arrêté organique pour le personnel administratif et technique - Chapitre I: des services - Service des gardiens de la paix.  
Organiek besluit voor het administratief en technisch personeel - Hoofdstuk I: de diensten - Dienst van de gemeenschapswachten.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :  
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) portant modification des arrêtés organiques pour le personnel administratif et technique, de la Régie foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d'assistance et parascolaire – enseignement non subventionné en vue de l'application de la charte sociale, rendue exécutoire par la lettre du Service de la Tutelle du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale (réf. : 005-97/11749-iv) du 04/09/1997 ;

Revu plus particulièrement le chapitre I de l'arrêté organique pour le personnel administratif et technique relatif aux services communaux ;

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119 bis de la nouvelle loi communale, notamment les articles 2, 3 et 6 ;

Considérant que cette loi impose aux administrations communales de créer par décision du Conseil communal un nouveau service des Gardiens de la Paix, de désigner un fonctionnaire communal comme responsable dudit service et de créer une procédure de plainte ouverte aux citoyens ;

Considérant que les fonctions dévolues par cette loi aux gardiens de la paix sont actuellement exercées par les Agents de prévention de sécurité, les Agents contractuels de surveillance et les Ouvriers auxiliaires gardiens de parc, engagés notamment dans le cadre du Contrat de Sécurité et de Prévention ; qu'ils seront amenés à continuer à exercer ces missions à titre principal ;

Vu l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis aux organisations syndicales représentatives lors de la réunion du Comité Particulier de Négociation du 20.06.2008 ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis au Comité d'Accompagnement du 19.06.2008 ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

## **DECIDE**

### **Article 1**

de créer, à l'article 1 du Chapitre I de l'arrêté organique pour le personnel administratif et technique, le service des Gardiens de la Paix, qui aura les missions suivantes :

1. la sensibilisation du public à la sécurité et à la prévention de la criminalité ;
2. l'information des citoyens en vue de garantir le sentiment de sécurité ainsi que l'information et le signalement aux services compétents des problèmes de sécurité, d'environnement et de voirie ;
3. l'information des automobilistes au sujet du caractère gênant ou dangereux du stationnement fautif et la sensibilisation de ceux-ci au respect du règlement général sur la police de la circulation routière et à l'utilisation correcte de la voie publique, ainsi que l'aide pour assurer la sécurité de la traversée d'enfants, d'écoliers,

4. la constatation d'infractions aux règlements et ordonnances communaux dans le cadre de l'article 119bis, § 6, de la nouvelle loi communale, qui peuvent exclusivement faire l'objet de sanctions administratives, ou la constatation d'infractions aux règlements communaux en matière de redevance ;
5. l'exercice d'une surveillance de personnes en vue d'assurer la sécurité lors d'événements organisés par les autorités communales ou des instances où elles sont représentées.

## **Article 2**

de désigner le Secrétaire communal, comme responsable du service des Gardiens de la Paix ;

## **Article 3**

d'approuver la création de la procédure de plainte suivante :

« Les citoyens peuvent déposer plainte contre le service des Gardiens de la Paix par lettre recommandée adressée à M. le Bourgmestre. »

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Receveur communal, au service « Gestion des Ressources Humaines » ainsi que, dans les trois mois, au SPF Intérieur.

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Gelet op zijn beraadslaging van 26/05/1997 (ref. 26.05.97/A/002) houdende wijziging van de organieke besluiten voor het administratief en technisch, van het grondbeleid, werklieden- en meesterschaps-, verzorgings-, bijstands- en buitenschoolspersoneel – niet gesubsidieerd onderwijzend personeel met het oog op de toepassing van het sociaal handvest, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 04/09/1997 (ref. 005-97/11749-iv) ;

Gelet in het bijzonder het hoofdstuk I van het Organiek Besluit voor het administratief en technisch personeel betreffende de diensten ;

Gelet de Wet van 15 mei 2007 tot instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot wijziging van artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet, in bijzonder artikels 2, 3 en 6 ;

Overwegende dat deze wet de gemeentebesturen verplicht om een nieuwe dienst van de Gemeenschapswachten te scheppen, om een gemeentelijke functionaris aan te stellen als verantwoordelijke van deze dienst en om een klachtprocedure voor de burgers te scheppen, door een beslissing van de Gemeenteraad ;

Overwegende dat deze taken, voorzien in de wet, nu vervuld worden door de Stadswachters, de Contractuele Toezichtagenten en de Parkbewaarders, aangeworven onder andere in het kader van het Veiligheids- en Preventiecontract ; dat ze deze taken nog altijd voornamelijk zullen vervullen ;

Gelet op het koninklijke besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Overwegende dat het project van deze beraadslaging werd onderworpen aan de vertegenwoordigde vakbonden tijdens de reünie van het Bijzonder Onderhandelingscomité van 20.06.2008 ;

Overwegende dat het project van deze beraadslaging werd onderworpen aan het begeleidingscomité van 19.06.2008 ;

Gelet op artikelen 100, 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet ;

## **BESLIST**

### **Artikel 1**

1. om de dienst van de Gemeenschapswachten te scheppen, in het artikel 1 van het hoofdstuk I van het organiek besluit voor het administratief en technisch personeel, die de volgende voornaamste activiteiten zal hebben :
2. het sensibiliseren van het publiek aangaande de veiligheid en de criminaliteitspreventie ;
3. het informeren van de burgers om het veiligheidsgevoel te verzekeren en het informeren en signaleren aan de bevoegde diensten van problemen op het vlak van veiligheid, milieu en het wegennet ;
4. het informeren van automobilisten over het hinderlijk of gevaarlijk karakter van verkeerd parkeren en hen sensibiliseren met betrekking tot het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en het correct gebruik van de openbare weg, alsook het helpen van kinderen, scholieren, gehandicapten en ouderen bij het veilig oversteken ;
5. het vaststellen van inbreuken op de gemeentelijke reglementen en verordeningen in het kader van artikel 119bis, § 6, van de nieuwe gemeentewet die uitsluitend het voorwerp kunnen uitmaken van administratieve sancties of het vaststellen van inbreuken op gemeentelijke retributiereglementen ;
6. het uitoefenen van toezicht op personen met het oog op het verzekeren van de veiligheid bij evenementen georganiseerd door de overheid

## **Artikel 2**

om de Gemeentesecretaris aan te stellen als verantwoordelijke van de dienst van de Gemeenschapswachten ;

## **Artikel 3**

om volgende klachtprocedure goed te keuren :

“De burgers kunnen klacht indienen tegen de dienst Gemeenschapswachten per aangetekende brief ter attentie aan Mhr. De Burgemeester.”

Afschrift van deze beraadslaging zal worden overgemaakt aan de H. Minister-Voorzitter van het Gouvernement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, aan de H. Gemeenteontvanger, aan de dienst « Personeelsbeleid », alsook in een termijn van drie maanden aan de H. Minister van de Binnenlandse Zaken.

- (9) Convention de collaboration relative à l'échange d'informations mutuel entre la police locale et le service des gardiens de la paix.  
Samenwerkingsovereenkomst betreffende de wederzijdse informatie-uitwisseling tussen de lokale politie en de dienst Gemeenschapswachten.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :*

*Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117 et 119 bis;

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119 bis de la nouvelle loi communale, notamment les articles 6 § 3 et 15 ;

Vu la délibération du Conseil communal de ce jour, portant création du service des gardiens de la paix;

## **DECIDE**

D'approuver la convention suivante, relative à l'échange d'informations entre la police locale et le service des gardiens de la paix.

**Convention de collaboration entre la commune d'Etterbeek et la zone de police 5343 « Montgomery », relative à l'échange d'informations entre la police locale et le service des gardiens de la paix.**

Entre :

La commune d'Etterbeek, représentée par M. Vincent DE WOLF, Bourgmestre et M. Christian DEBATY, Secrétaire communal,

et

La zone de police 5343 « Montgomery », représentée par M. Olivier MAINGAIN, Président du Collège de police et M. Jean-Marie BRABANT, Chef de corps,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

La loi du 15 mai 2007 relative à la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la Nouvelle loi communale prévoit (art.15, 1<sup>er</sup> alinéa et art. 6 §3) :

*« Les gardiens de la paix et les gardiens de la paix constatateurs portent sans délai à la connaissance de la police locale relevant du territoire sur lequel ils exercent leurs missions tous les faits qui constituent un délit ou un crime. » ;*

*« La commune (...) conclut avec la police locale une convention qui désigne une personne de contact au sein du service de police et qui mentionne la nature de l'échange d'informations mutuel, ainsi que les accords concrets pris pour l'exercice des activités au sein de la commune (...) ».*

La présente convention a pour objectif de préciser les modalités pratiques d'exécution de ces dispositions.

**Article 1er**

Le fonctionnaire dirigeant du service des gardiens de la paix ou son délégué transmet au Bourgmestre les constats pertinents, relatant les situations de troubles à l'ordre public ou dérangements publics susceptibles de constituer un délit ou un crime.

Mensuellement, une réunion de concertation a lieu entre le bourgmestre, le chef de corps et le fonctionnaire dirigeant du service des gardiens de la paix, ou leurs délégués.

**Article 2**

Le chef de corps ou son délégué informe le Bourgmestre et le fonctionnaire dirigeant du service des gardiens de la paix ou son délégué des suites réservées à ces constats et des situations portées à la connaissance de la police locale justifiant une action des gardiens de la paix.

**Article 3**

Le Bourgmestre, le chef de corps et le fonctionnaire dirigeant du service des gardiens de la paix ou leurs délégués se concertent pour mener des actions conjointes.

**Article 4**

La présente convention entre en vigueur le .....2008. Sa durée correspond à la législature communale.

**POUR LA COMMUNE D'ETTERBEEK :**

Par Ordonnance :

Le Secrétaire Communal,

M. Christian DEBATY.

Le Bourgmestre,

M. Vincent DE WOLF.

**POUR LA ZONE DE POLICE 5343 « MONTGOMERY » :**

Le Chef de corps

M. Jean-Marie BRABANT

Le Président du Collège de Police,

M. Olivier MAINGAIN.

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117 en 119 bis ;

Gelet op de wet van 15 mei 1997 betreffende de instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot de wijziging van artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder van artikels 6§3 en 15;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van heden, houdende de instelling van de dienst van de gemeenschapswachten;

## **BESLIST**

De volgende overeenkomst, met betrekking op de uitwisseling van informatie tussen de lokale politie en de dienst van de gemeenschapswachten, goed te keuren.

### **Samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en de Politiezone 5343 «Montgomery» betreffende de uitwisseling van informatie tussen de lokale politie en de dienst van de gemeenschapswachten.**

Tussen,

De Gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Vincent DE WOLF, Burgemeester, en de heer Christian DEBATY, Gemeentesecretaris;

En,

De Politiezone 5343 “Montgomery”, vertegenwoordigd door de heer Olivier MAINGAIN, Voorzitter van het Politiecollege, en de heer Jean-Marie BRABANT, Korpsoverste,

Werd overeengekomen wat volgt:

## **Inleiding**

De wet van 15 mei 2007 met betrekking tot de instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot wijziging van artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet voorziet (art.15 1ste alinea en art.6§3);

*«De gemeenschapswachten en de gemeenschapswachten-vaststellers brengen aan de lokale politie van het grondgebied waar ze hun taken uitoefenen, onverwijld alle feiten ter kennis die een wanbedrijf of een misdaad uitmaken»;*

*«De gemeente sluit een overeenkomst af met de lokale politie, waarin een contactpersoon binnen de politiedienst aangewezen wordt, en die de aard van de wederzijdse informatie-uitwisseling vermeldt, alsook de concrete afspraken die aangaande bij het uitoefenen van activiteiten in de Gemeente».*

Het doel van onderhavige overeenkomst is bedoeld om de uitvoeringsmodaliteiten en de schikkingen te verduidelijken.

## **Artikel 1**

De leidende ambtenaar van de dienst gemeenschapswachten of zijn afgevaardigde brengt aan de Burgemeester een oordeelkundig proces-verbaal van bevinding over, houdende de vermeldingen van toestanden vatbaar voor het verstoren van de openbare rust of die een strafbaar feit en/of een misdaad zouden kunnen vormen.

Een overlegbijeenkomst vindt elke maand plaats tussen de Burgemeester, de Korpsoverste en de leidende ambtenaar van de dienst gemeenschapswachten of hun afgevaardigden.

## **Artikel 2**

De korpsoverste of zijn afgevaardigde stelt de Burgemeester en de leidende ambtenaar van de dienst gemeenschapswachten of zijn afgevaardigde op de hoogte van het gevolg gegeven aan deze P-V's en de

toestanden die aan de lokale politie ter kennis gebracht werden houdende de rechtvaardiging van een tussenkomst van de gemeenschapswachten.

### **Artikel 3**

De Burgemeester; de Korpsverste en de leidende ambtenaar van de dienst gemeenschapswachten of hun afgevaardigden plegen samen overleg voor het nemen van gezamenlijke acties.

### **Artikel 4**

Onderhavige overeenkomst treedt in werking op ... 2008. De duur van de overeenkomst komt overeen met de duur van de gemeentelijke legislatuur.

#### **VOOR DE GEMEENTE ETTERBEEK**

De Gemeentesecretaris, Christian DEBATY, De Burgemeester, Vincent DE WOLF.

#### **VOOR DE POLITIEZONE 5343 « MONTGOMERY »**

De Korpsverste, Jean-Marie BRABANT, De Voorzitter van het Politiecollege, Olivier MAINGAIN

#### **(10) Sanctions administratives communales - Subvention du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale à titre de soutien à l'application de la loi relative aux sanctions administratives - Année 2008 - Convention.**

**Gemeentelijke administratieve sancties - Toelage van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ter ondersteuning van de toepassing van de wet op de administratieve sancties - Jaar 2008 - Overeenkomst.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :*

*Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20.03.2008 accordant une subvention de 1.248.480 € pour l'année 2008 aux communes bruxelloises à titre de soutien à l'application de la loi relative aux sanctions administratives dans les communes;

Considérant que cet arrêté dispose que chaque commune bruxelloise reçoit un montant de 41.265,34 €, représentant le traitement annuel d'un fonctionnaire de niveau universitaire dont la mission consistera à assurer l'application de la loi relative aux sanctions administratives;

Considérant qu'il ajoute qu'en ce qui concerne les communes ayant conclu un contrat de sécurité et de prévention, un montant complémentaire sera alloué;

Considérant que le montant total pouvant revenir à Etterbeek s'élève à 55.189,58 €

Considérant que, pour avoir droit à ce subside, il convient de conclure une convention avec la Région de Bruxelles-Capitale, et de faire parvenir à l'Administration régionale une déclaration de créance, des justificatifs, un relevé des dépenses et recettes se rapportant à l'activité subsidiée;

Considérant qu'il est de bonne administration que ce soit le fonctionnaire sanctionnateur, agent principalement concerné par la loi relative aux sanctions administratives, qui soit chargé de l'application de celle-ci;

Considérant qu'en séance du 20.12.2004, le Conseil communal a désigné Mme Valérie LEYS en qualité de fonctionnaire chargé d'infliger les amendes administratives;

### **DECIDE**

Après en avoir délibéré, d'approuver la convention ci-dessous :

## CONVENTION

ENTRE

la RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

représentée par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au développement, Charles PICQUÉ ;  
ci-après dénommée "la Région"

ET

La commune d'Etterbeek

représentée par le Bourgmestre , M. Vincent DE WOLF, et le secrétaire communal, M. Christian DEBATY ;  
ci-après dénommée "le bénéficiaire"

IL EST DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

### **Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention règle les modalités de la mise à disposition du bénéficiaire d'une subvention de la Région d'un montant de € 55.189,58 € conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 mars 2008 accordant une subvention de € 1.248.480,00 pour l'année 2008 aux communes bruxelloises à titre de soutien à l'application de la loi relative aux sanctions administratives dans les communes.

En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

La subvention allouée au bénéficiaire est ventilée comme suit :

- un montant forfaitaire annuel de 41.265,34 euros destiné à couvrir la rémunération d'un fonctionnaire de niveau universitaire dont la mission consistera à assurer l'application de la loi relative aux sanctions administratives.

- le solde du subside (soit 13.924,24 € euros) peut servir à couvrir les frais de personnel supplémentaires et/ou les frais de fonctionnement en rapport avec l'activité subsidiée.

En cas de non-exécution d'une ou plusieurs dispositions de cette convention, l'autorité subsidiaire peut décider de réduire la subvention, de la supprimer ou d'en réclamer la restitution entière ou partielle.

### **Article 2 : Durée**

La convention porte sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2008.

Les dépenses doivent être effectuées entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2008.

### **Article 3 : Contrôle des subventions**

Les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle sont d'application immédiate et générale dès qu'il est question d'une subvention.

Ces articles sont reproduits *in extenso* ci-dessous :

Art 92 : Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, *fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes*, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

*Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention.*

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

Art 93 : Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, précitée, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'entité régionale le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

*L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Gouvernement. Celui-ci fait appel notamment, pour ce contrôle, aux inspecteurs des finances.*

Art 94 : Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, précitée, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

- 1° *qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;*
- 2° *qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;*
- 3° *qui met obstacle au contrôle visé à l'article 93 ;*
- 4° *qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.*

*Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 92, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.*

Art 95 : Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, précitée, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 92 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 93.

Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

Il convient également de rappeler que la Cour des Comptes a le droit d'exercer un contrôle sur l'usage des subsides octroyés

#### **Article 4 : Modalités de liquidation**

La subvention de € 55.189,58 € représente des frais de personnel (et de fonctionnement) et sera liquidée en deux tranches :

- une première tranche de € 27.594,79 € (soit 50 % du subside) sur la base d'une déclaration de créance introduite pour le 1<sup>er</sup> novembre 2008 au plus tard ;

- le solde sera liquidé après réception et analyse des pièces justificatives. Une fois réalisée la vérification desdites pièces, le bénéficiaire sera invité par l'ordonnateur compétent à transmettre, dans le délai de 15 jours à compter de la réception de l'invitation, une déclaration de créance reprenant le montant final qui lui est octroyé suite au contrôle.

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires. Ils ont lieu dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

Le bénéficiaire s'engage à ne plus fournir de pièces justificatives supplémentaires et à ne pas solliciter de subvention complémentaire, à partir de la date à laquelle la déclaration de créance relative au décompte final a été transmise à la Direction de la Comptabilité.

#### **Article 5 : Pièces à fournir lors de la demande de paiement**



La demande de paiement se fait sous la forme d'une « déclaration de créance » dont l'original est adressé à la Région de Bruxelles-Capitale, Direction de la Comptabilité, CCN, Rue du Progrès 80, 8<sup>ème</sup> étage à 1035 Bruxelles.

Cette déclaration doit mentionner impérativement les éléments suivants :

le motif du paiement ;  
 le montant demandé en paiement (pour le solde, le montant final octroyé) ;  
 le numéro du visa d'engagement fourni par l'Administration ;  
 le numéro de compte bancaire sur lequel ce montant doit être versé.

En outre, cette déclaration de créance doit être rédigée sur papier à en-tête, datée et signée par une personne habilitée à engager le bénéficiaire.

Une copie de cette « déclaration de créance » sera adressée à la Région de Bruxelles-Capitale, Administration des Pouvoirs Locaux, Direction des Initiatives Spécifiques, à l'attention de monsieur Michel Van der Stichele, Directeur général, boulevard du Jardin Botanique, 20 à 1035 Bruxelles.

#### **Article 6 : Liste et présentation des pièces justificatives**

Les pièces justificatives doivent être introduites au plus tard pour le 31 mars 2009 au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Administration des Pouvoirs Locaux, Direction des Initiatives Spécifiques, à l'attention de monsieur Michel Van der Stichele, Directeur général, boulevard du Jardin Botanique, 20 à 1035 Bruxelles.

Liste des pièces justificatives :

Les frais de personnel comprennent : le salaire brut, les remboursements ou primes, les cotisations patronales, le paiement éventuel d'un préavis et l'intervention légale dans le cadre du trajet domicile/travail. Il convient, pour chaque agent subsidié, de fournir une copie du diplôme, ainsi qu'un extrait de la décision du Collège ou du Conseil communal désignant le travailleur subsidié, afin d'étayer le juste usage du subside.

Le compte individuel 2008 doit également être envoyé, reprenant les données personnelles, la date d'entrée en service, la date de fin éventuelle, ainsi que le salaire brut, les contributions patronales et les remboursements et primes éventuels. Le montant final sera calculé sur base de ce compte individuel.

Les frais de fonctionnement comprennent : les frais de gestion administrative liés à l'application du système des sanctions administratives.

Exemples de coûts acceptables:  
 frais de correspondance, timbres ;  
 frais de communication téléphonique (ligne fixe et portables) ;  
 littérature spécialisée ;  
 fournitures de bureau ;  
 frais de formation ;  
 frais de nourriture et de boissons lors des réunions ;  
 téléphones portables (d'une valeur inférieure à € 125) ;  
 mobilier de bureau (d'une valeur inférieure € 500) ;  
 dépliants et brochures.

Cette liste n'est pas exhaustive. D'autres frais éventuels peuvent être acceptés. Il convient de demander l'autorisation de l'Administration des Pouvoirs Locaux pour tout frais non repris dans ces exemples.

Présentation des pièces justificatives :

Tous les frais afférents aux moyens de fonctionnement doivent être repris dans un tableau récapitulatif mentionnant, de façon chronologique et numérotée, les différentes dépenses qui doivent avoir lieu durant la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2008 au 31 décembre 2008. Le tableau récapitulatif se terminera par un total et sera daté et signé par une personne habilitée à engager le bénéficiaire.

Pour chaque dépense, une copie de la facture doit être fournie. Il doit clairement ressortir des factures que les frais sont directement liés à l'objectif concerné pour lequel le subside est accordé. Autrement dit, chaque facture doit pouvoir être clairement reliée à l'application des dispositions de la loi relative aux sanctions administratives.

La date de facturation doit correspondre à la période du subside, à savoir du 1er janvier au 31 décembre 2008, et la facture doit être adressée à la commune. Une preuve de paiement sera également jointe (extraits de compte bancaire ou tout autre forme de preuve de paiement).

Le contrôle des pièces justificatives par le service administratif gestionnaire doit permettre d'établir que toutes les dépenses engagées ont été réellement effectuées pour la réalisation des actions telles que prévues par la présente convention.

#### **Article 7 : Réclamations**

Si après contrôle des pièces justificatives, le montant que représente les justificatifs acceptés est inférieur au montant du subside alloué, la subvention ne sera liquidée qu'à due concurrence des justificatifs acceptés.

En tout état de cause, au terme du contrôle du dossier justificatif, le bénéficiaire recevra une lettre confirmant le montant définitivement alloué et l'invitant à transmettre, dans les 15 jours, une déclaration de créance de ce montant. A compter de la réception de la lettre, le bénéficiaire dispose d'un délai d'un mois calendrier pour soumettre ses arguments en cas de désaccord sur les montants proposés.

L'ordonnateur compétent prend la décision finale après analyse des moyens de défense du bénéficiaire.

#### **Article 8 : Litiges**

Toute contestation ou litige relatif à la présente convention sera soumis aux Tribunaux de Bruxelles, seuls compétents.

#### **Article 9 : Transmission des documents**

Toutes les notifications ou communications à faire en vertu de la présente convention seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes :

##### **1. Pour la Région**

Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale  
Administration des Pouvoirs locaux  
Direction des Initiatives Spécifiques  
A l'attention de monsieur Michel Van der Stichele, Directeur général  
City Center – 1<sup>er</sup> étage  
Boulevard du Jardin Botanique, 20  
1035 Bruxelles

##### **2. Pour le Bénéficiaire**

Au collège des Bourgmestre et Echevins de la commune d'Etterbeek  
Avenue d'Auderghem 113-115  
1040 - Bruxelles

Pour la **RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**,

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propriété publique et de la Coopération au développement,  
Charles PICQUÉ

Pour la **COMMUNE D'ETTERBEEK**

le Bourgmestre, Vincent DE WOLF, le Secrétaire communal, M. Christian DEBATY

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20.03.2008 houdende de toekenning van een toelage van 1.248.480 € voor het jaar 2008 ter ondersteuning van de toepassing van de wet met betrekking op de administratieve sancties in de gemeenten;

Overwegende dat dit besluit schikt dat elke Brusselse gemeente een bedrag van 41.265,34 € ontvangt vertegenwoordigende de jaarwedde van een ambtenaar van universitair niveau en waarvan de taak bestaat in het verzekeren van de toepassing van de wet betreffende de administratieve sancties;

Overwegende dat men bijvoegt dat voor de gemeente die een veiligheids- en preventiecontract afgesloten hebben, een complementair bedrag zal toegekend worden;

Overwegende dat het totale bedrag voor Etterbeek oploopt tot 55.189,58 €;

Overwegende dat, om van deze subsidie te kunnen genieten, het geschikt is om een overeenkomst af te sluiten met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en een afgifte te laten worden van een schuldvordering, met verantwoordingsstukken en een overzicht van de uitgaven en ontvangsten met betrekking op de betoelaagde activiteit;

Overwegende dat het, voor een behoorlijk bestuur, de vaststellende ambtenaar is, de ambtenaar hoofdzakelijk betrokken met de wet betreffende de administratieve sancties, die belast is met de toepassing van deze wet;

Overwegende dat in zijn zitting van 20.12.2004, de Gemeenteraad Mevrouw Valérie LEYS aangesteld heeft in de hoedanigheid van vaststellende ambtenaar belast met het opleggen van administratieve sancties;

## **BESLIST**

Na beraadslaging, de volgen overeenkomst goed te keuren :

## **OVEREENKOMST**

TUSSEN

het BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

vertegenwoordigd door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking, Charles PICQUÉ;  
hierna “het Gewest” genoemd

EN

De gemeente Etterbeek

vertegenwoordigd door de burgemeester, dhr. Vincent DE WOLF en de gemeentesecretaris, dhr. Christian DEBATY ;

hierna “de begunstigde genoemd”

OVER HET VOLGENDE:

### **Artikel 1 : Voorwerp van de overeenkomst**

Deze overeenkomst bepaalt de regels volgens welke aan de begunstigde een subsidie van 55.189,58 € ter beschikking wordt gesteld door het Gewest overeenkomstig het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 maart 2008 betreffende de toekenning van een subsidie van € 1.248.480,00 aan de Brusselse gemeenten voor het jaar 2008 ter ondersteuning van de toepassing van de wet op de administratieve sancties in de gemeenten.

Het toepassingsgebied van bovengenoemd besluit kan niet gewijzigd, beperkt of uitgebreid worden door deze overeenkomst.

De aan de begunstigde toegekende subsidie is als volgt verdeeld:

een jaarlijks forfaitair bedrag van 41.265,34 euro voor de bezoldiging van een ambtenaar van universitair niveau die zal instaan voor het garanderen van de toepassing van de wet op de administratieve sancties.

het saldo van de subsidie (zijnde 13.924,24 € ) kan dienen om bijkomende personeels- en/of werkingskosten te dekken die verband houden met de gesubsidieerde activiteit.

Bij niet-uitvoering van een of meerdere bepalingen van deze overeenkomst kan de subsidiërende overheid beslissen om de subsidie te verminderen, te schrappen of de volledige of gedeeltelijke terugbetaling te eisen.

### **Artikel 2 : Duur**

De overeenkomst heeft betrekking op de periode van 1 januari tot 31 december 2008.

De uitgaven moeten plaatsvinden tussen 1 januari en 31 december 2008.

### **Artikel 3 : Controle van de subsidies**

De artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle zijn onmiddellijk en algemeen van toepassing van zodra er sprake is van een subsidie.

Deze artikelen worden hieronder *in extenso* weergegeven:

Art 92 : Conform artikel 11 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.

Art 93 : Conform artikel 12 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen aan de gewestelijke entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

De Regering zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle. Voor deze controle doet zij met name een beroep op de inspecteurs van financiën.

Art 94 : Conform artikel 13 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie de begunstigde:

- 1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend;
- 2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend;
- 3° die de in artikel 93 bedoelde controle verhindert;
- 4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.

Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 92 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen.

Art 95: Conform artikel 14 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 92 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 93 bepaalde controle te onderwerpen.

Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

Er moet tevens aan worden herinnerd dat het Rekenhof het recht heeft een controle uit te voeren op de aanwending van de toegekende subsidies.

#### **Artikel 4: Regels voor de uitbetaling**

De subsidie van 55.189,58 € heeft betrekking op personeels- en werkingskosten en zal in twee schijven worden uitbetaald:

een eerste schijf van 27.594,79 € (zijnde 50 % van de subsidie) op basis van een schuldvordering die uiterlijk tegen 1 november 2008 moet ingediend worden ;

het saldo wordt uitgekeerd na ontvangst en analyse van de verantwoordingsstukken. Nadat voornoemde stukken gecontroleerd zijn, wordt de begunstigde door de bevoegde ordonnateur verzocht een schuldvordering over te maken, binnen een termijn van 15 dagen vanaf de uitnodiging, met vermelding van het eindbedrag dat hem toegekend is op grond van de controle.

De betalingen gebeuren binnen de grenzen van de begrotingskredieten. Deze betalingen worden zo spoedig mogelijk uitgevoerd rekening houdend met de controlevereisten.

De begunstigde verbindt zich ertoe geen bijkomende bewijsstukken meer te verstrekken en geen bijkomende subsidie meer aan te vragen, vanaf de datum waarop de schuldvordering met betrekking tot de eindafrekening aan de Directie Comptabiliteit is bezorgd.

#### **Artikel 5 : Bij de betalingsaanvraag te bezorgen stukken**

De betalingsaanvraag dient te gebeuren in de vorm van een “schuldvordering” waarvan het origineel gericht moet worden aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Directie Comptabiliteit, CCN, Vooruitgangstraat 80, 8<sup>ste</sup> verdieping te 1035 Brussel.

Deze schuldvordering moet verplicht de volgende elementen vermelden :

de betalingsreden ;  
 het gevraagde te betalen bedrag (voor het saldo, het toegekende eindbedrag);  
 het visumnummer voor de vastlegging, verstrekt door de Administratie;  
 het nummer van de bankrekening waarop het bedrag moet worden gestort.

Bovendien moet deze schuldvordering opgesteld worden op papier met briefhoofd, gedateerd en ondertekend door een persoon die gemachtigd is de begunstigde te binden.

Een kopie van deze “schuldvordering” moet gericht worden aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Bestuur Plaatselijke Besturen, Directie Specifieke Initiatieven, ter attentie van de Heer Michel Van der Stichele, Directeur-generaal, Kruidtuinlaan 20 te 1035 Brussel.

#### **Artikel 6 : Lijst van de bewijsstukken**

De verantwoordingsstukken moeten uiterlijk op 31 maart 2009 ingediend worden bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Bestuur Plaatselijke Besturen, Directie Specifieke Initiatieven, ter attentie van de Heer Michel Van der Stichele, Directeur-generaal, Kruidtuinlaan 20 te 1035 Brussel.

Lijst van de verantwoordingsstukken :

De personeelskosten omvatten : het brutoloon, de vergoedingen of premies, de werkgeversbijdragen, de eventuele uitbetaling van een opzeggingstermijn en de wettelijke tegemoetkoming voor het woon/werkverkeer. Voor elk gesubsidieerd personeelslid moet een kopie van het diploma worden bezorgd, evenals een uittreksel van de beslissing van het Schepencollege of de Gemeenteraad tot aanwijzing van het gesubsidieerde personeelslid, teneinde de juiste aanwending van de subsidie te ondersteunen.

De individuele rekening 2008 moet eveneens verstuurd worden, met vermelding van de persoonlijke gegevens, de datum van indiensttreding, de eventuele einddatum, het brutoloon, de werkgeversbijdragen en eventuele vergoedingen of premies. Het eindbedrag zal berekend worden op basis van deze individuele rekening.

De werkingskosten omvatten : de kosten inzake administratief beheer die verband houden met de toepassing van de wet op de administratieve sancties.

Voorbeelden van in aanmerking komende kosten:

briefwisseling, postzegels;  
 telefoongesprekken (vaste lijn en gsm's);  
 gespecialiseerde literatuur;  
 kantoorbenodigdheden;  
 opleidingen;  
 drank en voeding tijdens vergaderingen;  
 gsm's (voor een waarde minder dan € 125);  
 kantoormeubilair (voor een waarde minder dan € 500);  
 folders en brochures.

Deze lijst is niet uitputtend. Ook andere eventuele kosten kunnen aanvaard worden. Voor kosten die niet bij deze voorbeelden zijn opgesomd moet de toestemming van het Bestuur Plaatselijke Besturen worden gevraagd.

Voorstelling van de verantwoordingsstukken :

Alle kosten met betrekking tot de werkingsmiddelen moeten opgenomen worden in een recapitulatieve tabel die de verschillende uitgaven, chronologisch en genummerd, vermeldt. De uitgaven moeten plaatsvinden tijdens de periode van 1 januari 2008 tot 31 december 2008. De recapitulatieve tabel wordt met een totaal afgesloten en dient gedateerd en getekend te worden door een persoon die bevoegd is om de begunstigde te binden.

Voor elke uitgave moet een kopie van de factuur worden verstrekt. Uit de facturen moet duidelijk blijken dat de kosten rechtstreeks verband houden met de betrokken doelstelling waarvoor de subsidie werd toegekend. Of om het anders te zeggen: elke factuur moet duidelijk verbonden kunnen worden met de toepassing van de bepalingen van wet op de administratieve sancties.

De facturatedatum moet overeenstemmen met de subsidieperiode, met name de periode van 1 januari tot 31 december 2008, en de factuur moet aan de gemeente gericht zijn. Er moet tevens een betalingsbewijs worden toegevoegd (bankrekeninguittreksels of elke andere vorm van betalingsbewijs).

Indien een uitgave gesubsidieerd wordt door meerdere overheden, moet een uitsplitsing volgens subsidiërende overheid mee bezorgd worden.

De controle van deze stukken door de beherende administratieve dienst moet het mogelijk maken uit te maken of de vastgelegde uitgaven werkelijk plaatsvonden voor de verwezenlijking van de acties waarin deze overeenkomst voorziet.

#### **Artikel 7 : Bezwaar**

Indien na controle van de bewijsstukken het bedrag van de aanvaarde bewijsstukken lager ligt dan het bedrag van de toegekende subsidie, zal de subsidie slechts uitbetaald worden ten belope van het bedrag van de aanvaarde bewijsstukken.

In ieder geval zal elke begunstigde, na de controle van het dossier van de bewijsstukken, een brief ontvangen waarin het definitief toegekende bedrag bevestigd wordt en waarin de begunstigde, binnen de 15 dagen, uitgenodigd wordt een schuldvordering met dit bedrag over te maken. Vanaf de ontvangst van deze brief heeft de begunstigde één kalendermaand tijd om zijn argumenten voor te leggen indien hij niet akkoord gaat met de voorgestelde bedragen.

De bevoegde ordonnateur neemt de eindebeslissing na de analyse van de verweermiddelen van de begunstigde.

#### **Artikel 8 : Geschillen**

Elke betwisting of elk geschil over deze overeenkomst zal voorgelegd worden aan de rechtbanken te Brussel, die daartoe als enige bevoegd zijn.

## Artikel 9: Verzending van de documenten

Alle kennisgevingen of mededelingen ingevolge onderhavige overeenkomst moeten op geldige wijze door de partijen naar de volgende adressen verzonden worden:

### 1. Voor het Gewest

Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest  
Bestuur Plaatselijke Besturen  
Directie Specifieke Initiatieven  
Ter attentie van de Heer Michel Van der Stichele, Directeur-generaal  
City Center – 1<sup>ste</sup> verdieping  
Kruidtuinlaan 20  
1035 Brussel

### 2. Voor de begunstigde

College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Etterbeek  
Ouderghemselaan, 115-117  
1040 - Brussel

Voor het BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST,  
De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking, Charles PICQUÉ

Voor de GEMEENTE ETTERBEEK,  
De burgemeester, Vincent DE WOLF, de gemeentesecretaris, Christian DEBATY

### (11) Régie Foncière - Fixation des conditions de divers marchés publics - Article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale - Communication pour information. Regie van Grondbeleid - Vaststelling van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten - Artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet - Mededeling ter kennisgeving.

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :  
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 17 § 2-1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de 67.000 €, hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 22 mai 2008.

Objet : Patrimoine immobilier géré par le service de la Régie Foncière – Fourniture d'armoires de cuisine en kit – de plans de travail et d'accessoires ad hoc (pieds – plinthes – poignées – etc ...) Approbation du cahier des

charges administratif et technique – Estimation du coût - Choix du mode d'attribution du marché par procédure négociée sans publicité préalable – Liste des fournisseurs à consulter – Exercice 2008.

Estimation de la dépense : 15.000,00 €, hors T.V.A.

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2008 de la Régie Foncière.

## DECIDE

De prendre pour information les décisions du Collège de Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 17 § 2-1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

Aangezien dat het opdrachten betreft gegund bij onderhandelingsprocedure waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van 67.000 €, B.T.W. niet begrepen, niet overschrijdt ;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen moeten ter kennisgeving medegedeeld worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering ;

Aangezien dat de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

Datum : 22 mei 2008.

Onderwerp : Onroerend patrimonium beheerd door de dienst van de Regie van Grondbeleid – Levering van keukenkasten in zelfbouwpakket – werkbladen en aangepaste benodigdheden (poten – plinten – handgrepen – enz ...) - Goedkeuring van administratief en technisch lastenkohier – Schatting van de kosten - Keuze van de gunningswijze van de opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaandelijke publiciteit – Lijst van de leveranciers te raadplegen – Dienstjaar 2008.

Raming van de uitgave : 15.000,00 €, zonder B.T.W.

Begrotingsartikel : 614.01 van de gewone begroting 2008 van de Regie van Grondbeleid.

## BESLIST

Kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 derde lid van de nieuwe gemeentewet

- (12) Patrimoine Régie/Rénovation - Piétonnier sis chaussée de Wavre - Loyers des baux commerciaux - Réduction - Prolongation.  
Patrimonium Regie/Renovatie - Voetgangersstraat gelegen Waversesteenweg - Huurprijzen van de handelshuurcontracten - Vermindering - Verlenging.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :*

*Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil Communal du 23 juin 1994 accordant une remise sur les loyers de base des commerces des immeubles de la Régie Foncière sis chaussée de Wavre 295 à 345 et du 344 à 392 pour une période de 3 ans prenant cours le 1er octobre 1994 ;



Vu que cette délibération a été approuvée par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 30.08.1994 (réf. 005.94/11906-bve) ;

Vu les délibérations du Conseil Communal des 06.10.1997, 17.02.2000, 25.06.2003, 26.06.2006 et du 26.02.2007 par lesquelles cette mesure a été reconduite pour les périodes du 01.10.1997 au 30.09.2000, du 01.10.2000 au 30.09.2003, du 30.09.2003 au 30.09.2006, du 01.10.2006 au 30.09.2007 et du 01.10.2007 jusqu'au 30.09.2008 ;

Vu que la conjoncture économique ne s'est toujours pas améliorée ;

Considérant que plusieurs commerçants ont dû cesser leurs activités et que la situation financière d'une majorité des commerçants n'est guère brillante ;

Considérant que la location des commerces du piétonnier s'avère difficile ;

Considérant dès lors qu'il serait dans l'intérêt de la Régie Foncière de prolonger cette remise afin d'éviter que les commerçants encore en place n'aient des difficultés de paiement des loyers et ne se trouvent dans l'obligation de cesser leurs activités ce qui aurait inévitablement une conséquence néfaste sur le plan financier ;

Vu l'article 232 de la loi communale stipulant que le Conseil Communal arrête les conditions de location des propriétés communales ;

### **DECIDE**

De prolonger l'application de remise de 10 % sur les loyers de base des commerces des immeubles de la Régie Foncière sis chaussée de Wavre 295 à 345 et du 344 à 392 et ce pour une période de trois ans, du 1er octobre 2008 jusqu'au 30 septembre 2011.

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23 juni 1994 welke een vermindering toestaat op de basishuurprijzen van de handelsruimten van de gebouwen van de Regie van Grondbeleid, gelegen Waverssesteenweg 295 tot 345 en van 344 tot 392 en dit voor een periode van 3 jaar met aanvang op 1 oktober 1994 ;

Gelet op het feit dat deze beraadslaging goedgekeurd werd door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 30.08.1994 (ref. 005.94/11906-bve) ;

Gelet op de beraadslagingen van de Gemeenteraad van 06.10.1997, 17.02.2000, 25.06.2003, 26.06.2006 en van 26.02.2007 volgens dewelke deze maatregel wordt voortgezet voor de perioden gaande van 01.10.1997 tot 30.09.2000, van 01.10.2000 tot 30.09.2003, van 01.10.2003 tot 30.09.2006, van 01.10.2006 tot 30.09.2007 en van 01.10.2007 tot 30.09.2008 ;

Gelet op het feit dat er nog geen verbetering is gekomen in de economische conjunctuur ;

Overwegende dat de verhuring van handelsruimten in de voetgangersweg zeer moeilijk blijkt te zijn ;

Overwegende dat het bijgevolg in het belang van de Regie van Grondbeleid is om deze vermindering te verlengen teneinde te vermijden dat de huidige handelaars in moeilijkheden zouden komen met de betaling van hun huurprijs en verplicht zouden zijn hun activiteiten te staken hetgeen onvermijdelijk een nefaste invloed zou hebben op financieel vlak ;

Gelet op artikel 232 van de gemeentewet die stelt dat de Gemeenteraad de huurvoorwaarden bepaalt van de eigendommen van de gemeente ;

### **BESLUIT**

De toepassing van een vermindering met 10 % op de basishuurprijzen van de handelsruimten der gebouwen van de Regie van Grondbeleid gelegen Waversesteenweg 295 tot 345 en van 344 tot 392 te verlengen met een periode van drie jaar, van 1 oktober 2008 tot en met 30 september 2011.

**(13) Patrimoine Communal - Concession d'un emplacement réservé à la vente de fleurs au carrefour de l'avenue de Tervueren et de la rue des Tongres - Cahier des charges.  
Gemeentelijke Patrimonium - Concessie van een standplaats voorbehouden voor de verkoop van bloemen op het kruispunt van de Tervurenlaan en de Tongerstraat - Lastenkohier.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :*

*Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Attendu que la concession de l'emplacement situé au carrefour de l'avenue de Tervueren et de la rue des Tongres, prévue pour un terme de 5 ans prenant cours le 1<sup>er</sup> janvier 2004, arrive à échéance le 31 décembre 2008;

Attendu que le concessionnaire actuel a demandé le renouvellement de la concession, que d'autres personnes ont manifesté leur intérêt pour l'emplacement ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

**DECIDE**

De remettre en concurrence la concession pour un terme de 5 ans et arrête le cahier des charges ci-après :

**Article 1**

Il est concédé un droit de stationnement au carrefour de l'avenue de Tervueren et de la rue des Tongres dont l'affectation est la vente de fleurs.

**Article 2**

Le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra concéder d'autres emplacements aux conditions imposées par le présent cahier des charges. Dans ce cas, un concessionnaire déjà établi pourra, trois mois avant l'échéance annuelle, renoncer à la poursuite de son contrat mais sans remboursement ni indemnité quelconque, si la nouvelle concession est de nature à lui causer préjudice à cause de sa proximité.

**Article 3**

Cette concession, qui sera soumise à un appel à candidature, est accordée pour un terme de 5 ans prenant cours le 1<sup>er</sup> janvier 2009 pour se terminer de plein droit le 31 décembre 2013. La concession peut à tout moment être dénoncée moyennant un préavis de six mois, tant par le concessionnaire que par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

**Article 4**

Les offres doivent être adressées au Collège des Bourgmestre et Echevins et envoyées, sous pli fermé, par lettre recommandée.

**Article 5**

L'offre doit être d'au moins € 5.000,00 (cinq mille euros). Ce montant est annuel et indexé chaque année au 1<sup>er</sup> janvier en fonction des variations de l'indice santé du mois de décembre précédant. Il est payable par trimestre et par anticipation au compte 091-0059740-17 de la Régie Foncière d'Etterbeek.

En cas d'égalité des offres, il sera proposé aux candidats concernés d'améliorer leur offre. Si aucun d'eux ne souhaite changer son offre, l'attribution se fera par tirage au sort.

#### **Article 6**

A défaut d'offre répondant au critère de l'article 4, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut néanmoins décider d'attribuer la concession.

#### **Article 7**

Le concessionnaire devra fournir à tout moment, la preuve qu'il est enregistré à la banque Carrefour des entreprises, qu'il est régulièrement assujéti à la TVA, qu'il est en possession de la carte de commerçant ambulant et qu'il a satisfait aux prescriptions de la loi sur l'accès à la profession.

#### **Article 8**

Le concessionnaire ne peut céder sa concession qu'avec l'autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins. Cette autorisation peut être refusée ; elle est sans appel.

#### **Article 9**

Le concessionnaire se conformera à toutes les prescriptions imposées par l'Administration communale dans l'exercice de son travail et notamment aux injonctions de la police. Les installations et leurs abords devront toujours être en état de propreté parfaite et répondre à toutes les conditions d'hygiène et de sécurité que le Collège des Bourgmestre et Echevins estimerait devoir imposer. Par ailleurs, le Collège des Bourgmestre et Echevins se réserve le droit de refuser l'offre d'un concessionnaire en fonction de la nature de son activité.

#### **Article 10**

Le concessionnaire devra entretenir en bon père de famille les installations mises à sa disposition pendant toute la durée de la concession.

#### **Article 11**

L'Administration communale décline toute responsabilité quant aux accidents survenant pendant le travail de l'adjudicataire et par le fait de celui-ci, quelles qu'en soient les victimes.

#### **Article 12**

A défaut par le concessionnaire de se conformer à l'une ou l'autre des clauses du présent cahier des charges, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra mettre fin à la concession par lettre recommandée sans indemnité ni remboursement.

#### **Article 13**

L'adjudication ne deviendra définitive qu'après approbation des autorités de tutelle.

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de concessie van een standplaats gelegen op het kruispunt van de Tervurenlaan en de Tongerenstraat, voorzien voor een termijn van 5 jaar met een aanvang op 1<sup>ste</sup> januari 2004, op 31 december 2008 eindigt;

Overwegende dat de huidige concessiehouder de vernieuwing van de concessie heeft gevraagd, dat andere personen in de standplaats geïnteresseerd zijn;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

## **BESLUIT**

De concessie voor een termijn van 5 jaar opnieuw in mededinging te zetten en het hiernavolgend lastenkohier vast te leggen;

### **Article 1**

Er wordt op het kruispunt van de Tervurenlaan en de Tongerenstraat een standplaats verleend met een bestemming voor de verkoop van bloemen;

### **Article 2**

Het College van Burgemeester en Schepenen mag andere standplaatsvergunningen toestaan aan de door dit lastenkohier voorziene voorwaarden. In dit geval mag een reeds gevestigde concessiehouder, mits een vooropzeg van drie maanden voor de jaarlijkse vervaldag, een einde stellen aan zijn contract maar zonder terugbetaling noch enige vergoeding, indien de nieuwe vergunning schade zou kunnen berokkenen aan zijn zaak wegens de nabijheid;

### **Article 3**

Deze concessie, aan een oproep tot kandidaturen onderworpen, wordt toegewezen voor een periode van vijf jaar met aanvang op 1 januari 2009.

De concessie mag op elk ogenblik worden opgezegd mits een vooropzeg van zes maanden, zowel door de concessiehouder als door het College van Burgemeester en Schepenen.

### **Article 4**

De aanbiedingen moeten aan het College van Burgemeester en Schepenen gericht zijn en onder gesloten omslag, per aangetekende schrijven verzonden worden.

### **Article 5**

De aanbidding moet minstens 5.000,00 € (vijfduizend euros) bedragen. Dit bedrag is jaarlijks en wordt op 1 januari telkens aangepast volgens de fluctuatie van de gezondheidsindexcijfer van december. Dit bedrag moet per trimester vooraf betaald worden op bankrekening 091-0059740-17 van de Regie van Grondbeleid van Etterbeek.

In geval van gelijkheid van de offertes, zal men de betrokken kandidaten voorstellen om hun aanbidding te verbeteren. Als geen enkel van hen zijn aanbidding wil veranderen, zal de toewijzing door loting gebeuren.

### **Article 6**

Bij gebrek aan offertes die aan de voorwaarden van artikel 4 beantwoorden, mag het College van Burgemeester en Schepenen niettemin besluiten om de concessie toe te kennen.

### **Article 7**

De concessiehouder zal op ieder ogenblik moeten bewijzen dat hij ingeschreven is bij de Kruispuntbank van Onderneming, regelmatig onderworpen is aan de B.T.W., in het bezit is van de kaart van ambulante handelaar en dat hij voldoet aan de voorschriften van de wet op de toelating tot het beroep.

### **Article 8**

De concessiehouder mag zijn vergunning slechts overlaten met de toestemming van het College van de Burgemeester en Schepenen. Die toestemming kan geweigerd worden, de weigering is onherroepelijk.

### **Article 9**

De concessiehouder is gehouden zich te schikken naar alle door het Gemeentebestuur uitgevaardigde voorschriften en de bevelen van de politie betreffende de uitoefening van zijn beroep. De installaties en hun omgeving dienen steeds perfect rein gehouden te worden en moeten beantwoorden aan alle voorwaarden van

hygiëne en veiligheid opgelegd door het College van Burgemeester en Schepenen. Anderzijds behoudt het College van Burgemeester en Schepenen zich het recht voor een offerte van een concessiehouder te weigeren naar gelang de aard van zijn activiteit.

#### **Article 10**

De concessiehouder moet als een goed huisvader de installaties onderhouden die tijdens de volledige duur van de concessie ter beschikking worden gesteld.

#### **Article 11**

Het Gemeentebestuur wijst alle verantwoordelijkheid van de hand voor gebeurlijke ongevallen die zich zouden voordoen tijdens de uitbating door en in hoofde van de uitbater, welk ook de slachtoffers zijn.

#### **Article 12**

Indien de concessiehouder weigert zich te schikken naar een of ander clause van het onderhavig lastenkohier kan het College van Burgemeester en Schepenen, per aangetekend schrijven, onmiddellijk een einde stellen aan de vergunning en dit zonder enige terugbetaling of vergoeding.

#### **Article 13**

De aanbesteding wordt slechts definitief na goedkeuring door de toezichthoudende overheid.

**(14) Patrimoine Régie - Immeuble sis chaussée Saint-Pierre 71 - Fixation des modalités et des conditions de vente.  
Patrimonium Regie - Gebouw gelegen Sint-Pietersesteenweg 71 - Vaststelling van de modaliteiten en de verkoopvoorwaarden.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :*

*Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Attendu que la Commune est propriétaire de l'immeuble situé à Etterbeek, chaussée Saint-Pierre 71, cadastré Division 4 Section B n° 0001 d, d'une superficie de 1 a 10 ca ;

Attendu qu'il comporte 2 pièces au rez-de-chaussée, 3 chambres aux étages, 1 grenier, des caves et 1 jardin ;

Attendu que cet immeuble devrait être entièrement rénové avant toute mise en location (toiture, châssis, techniques spéciales) ;

Attendu qu'il s'agit d'un immeuble unifamilial; qu'il n'est pas possible de le diviser en appartements ; que la Régie Foncière reçoit très peu de demande de location pour des maisons et que le loyer serait trop élevé au vu des revenus des candidats locataires ;

Attendu par contre que la Régie Foncière reçoit régulièrement des demandes de personnes intéressées par l'acquisition de maisons unifamiliales ;

Vu le rapport du Comité d'Acquisition de Bruxelles 1, estimant la valeur minimum de vente à 120.000,00 € ;

Attendu qu'il y a lieu de tenir compte du potentiel de la maison ;

Attendu que la vente est prévue à l'article 221-41 du budget 2008 de la Régie Foncière ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

**DECIDE**

1. De vendre l'immeuble situé à Etterbeek, 71 chaussée Saint-Pierre, cadastré Division 4 Section B n° 0001 d, au prix minium de 140.000,00 €.
2. De charger le Comité d'Acquisition de Bruxelles 1 du choix et de l'exécution de la procédure de vente la plus adéquate (procédure de gré à gré ou adjudication publique) et de représenter la Commune durant cette procédure.

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de Gemeente eigenares is van het gebouw gelegen te Etterbeek, Sint-Pietersesteenweg 71, gekadastraerd 4<sup>de</sup> Divisie Sectie B nr. 0001 d, met een oppervlakte van 1 a 10 ca ;

Overwegende dat het gelijkvloers 2 kamers telt, 3 kamers op de verdiepingen, 1 zolder, kelders en 1 tuin ;

Overwegende dat dit gebouw volledig vernieuwd zou moeten worden voor enige verhuring (dak, ramen, speciale technieken) ;

Overwegende dat het om een eengezinsgebouw gaat; dat het niet mogelijk is om het in appartementen te verdelen; dat de Regie van Grondbeleid weinig verhuringaanvragen voor huizen ontvangt en dat de huurprijs te hoog zou zijn gezien de inkomsten van de kandidaten huurders ;

Overwegende daarentegen dat de Regie van Grondbeleid regelmatig aanvragen krijgt van personen die interesse hebben voor eengezinshuizen ;

Gezien het verslag van het aankoopcomité van Brussel 1, dat de minimale verkoopwaarde op 120.000,00 € schat ;

Overwegende dat er rekening moet gehouden worden met het potentieel van het huis ;

Overwegende dat de verkoop voorzien is op artikel 221-41 van de begroting 2008 van de Regie van Grondbeleid ;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

**BESLUIT**

1. Het gebouw gelegen Sint-Pietersesteenweg 71, gekadastraerd 4<sup>de</sup> Divisie Sectie B nr. 0001 d, te verkopen aan de minimum prijs van 140.000,00 €.
2. Het aankoopcomité van Brussel 1 te belasten met de keuze en de uitvoering van de meest passende verkoopprocedure (onderhandelingsprocedure of openbare aanbesteding) en de Gemeente van Etterbeek tijdens deze procedure te vertegenwoordigen.

**(15) Patrimoine Régie - Immeuble sis rue de Gerlache 51 - Fixation des modalités et des conditions de vente.**

**Patrimonium Regie - Gebouw gelegen de Gerlachestraat 51 - Vaststelling van de modaliteiten en de verkoopvoorwaarden.**

*A l'unanimité de voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :*

*Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 23 janvier 2006 fixant les modalités et conditions de vente de l'immeuble situé rue de Gerlache 51 ;

Attendu que la Commune est propriétaire de l'immeuble situé à Etterbeek, rue de Gerlache 51, cadastré Division 3 Section B n° 482 d 5, d'une superficie de 82 ca ;

Attendu qu'il comporte au rez-de-chaussée un séjour, un salon et une cuisine, 3 chambres aux étages, 1 salle de bain, 1 grenier et des caves ;

Attendu que cet immeuble devrait être entièrement rénové avant toute mise en location (toiture, châssis, techniques spéciales) ;

Attendu qu'il s'agit d'un immeuble unifamilial; qu'il n'est pas possible de le diviser en appartements ; que la Régie Foncière reçoit très peu de demande de location pour des maisons et que le loyer serait trop élevé au vu des revenus des candidats locataires ;

Attendu par contre que la Régie Foncière reçoit régulièrement des demandes de personnes intéressées par l'acquisition de maisons unifamiliales ;

Vu le rapport du Comité d'Acquisition de Bruxelles 1, estimant la valeur minimum de vente à 260.000,00 € ;

Attendu qu'il y a lieu de tenir compte du potentiel de la maison ;

Attendu que la vente est prévue à l'article 221-41 du budget 2008 de la Régie Foncière ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale.

## **DECIDE**

De vendre l'immeuble situé à Etterbeek, 51 rue de Gerlache, cadastré Division 3 Section B n° 482 d 5, au prix minimum de 280.000,00 €.

De charger le Comité d'Acquisition de Bruxelles 1 du choix et de l'exécution de la procédure de vente la plus adéquate (procédure de gré à gré ou adjudication publique) et de représenter la Commune durant cette procédure.

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van 23 januari 2006 betreffende de vaststelling van de modaliteiten en de verkoopvoorwaarden van het gebouw gelegen de Gerlachestraat 51 ;

Overwegende dat de Gemeente eigenares is van het gebouw gelegen te Etterbeek, de Gerlachestraat 51, gekadastréerd 3<sup>de</sup> Divisie Sectie B nr. 482 d 5, met een oppervlakte van 82 ca ;

Overwegende dat het gelijkvloers een living, een salon en een keuken telt, 3 kamers op de verdiepingen, 1 badkamer, 1 zolder en kelders ;

Overwegende dat dit gebouw volledig vernieuwd zou moeten worden voor enige verhuring (dak, ramen, speciale technieken) ;

Overwegende dat het om een eengezinsgebouw gaat; dat het niet mogelijk is om het in appartementen te verdelen; dat de Regie van Grondbeleid weinig verhuringsaanvragen voor huizen ontvangt en dat de huurprijs te hoog zou zijn gezien de inkomsten van de kandidaten huurders ;

Overwegende daarentegen dat de Regie van Grondbeleid regelmatig aanvragen krijgt van personen die interesse hebben voor eengezinshuizen ;

Gezien het verslag van het aankoopcomité van Brussel 1, dat de minimale verkoopwaarde op 260.000,00 € schat ;

Overwegende dat er rekening moet gehouden worden met het potentieel van het huis ;

Overwegende dat de verkoop voorzien is op artikel 221-41 van de begroting 2008 van de Régie van Grondbeleid ;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet.

## **BESLUIT**

Het gebouw gelegen de Gerlachestraat 51, gekadastraerd 3<sup>de</sup> Divisie Sectie B nr. 482 d 5, te verkopen aan de minimum prijs van 280.000,00 €.

Het aankoopcomité van Brussel 1 te belasten met de keuze en de uitvoering van de meest passende verkoopprocedure (onderhandelingsprocedure of openbare aanbesteding) en de Gemeente van Etterbeek tijdens deze procedure te vertegenwoordigen.

**(16) Patrimoine Régie - Immeuble sis avenue d'Auderghem 195 - Fixation des modalités et des conditions de vente.  
Patrimonium Regie - Gebouw gelegen Oudergemlaan 195 - Vaststelling van de modaliteiten en de verkoopvoorwaarden.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :*

*Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil Communal,

Attendu que la Commune est propriétaire de l'immeuble situé à Etterbeek, avenue d'Auderghem 195, cadastré Division 4 Section B n° 0044 c 3, d'une superficie de 1 a ;

Attendu qu'il comporte 2 pièces en enfilade au rez-de-chaussée et 1 cuisine, 2 chambres aux étages, 1 grenier, des caves et 1 jardin ;

Attendu que cet immeuble devrait être entièrement rénové avant toute mise en location (toiture, châssis, techniques spéciales) ;

Attendu qu'il s'agit d'un immeuble unifamilial; qu'il n'est pas possible de le diviser en appartements ; que la Régie Foncière reçoit très peu de demande de location pour des maisons et que le loyer serait trop élevé au vu des revenus des candidats locataires ;

Attendu par contre que la Régie Foncière reçoit régulièrement des demandes de personnes intéressées par l'acquisition de maisons unifamiliales ;

Vu le rapport du Comité d'Acquisition de Bruxelles 1, estimant la valeur minimum de vente à 150.000,00 € ;

Attendu qu'il y a lieu de tenir compte du potentiel de la maison ;

Attendu que la vente est prévue à l'article 221-41 du budget 2008 de la Régie Foncière ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale.

## **DECIDE**

De vendre le l'immeuble situé à Etterbeek, 195 avenue d'Auderghem, cadastré Division 4 Section B n° 0044 c 3, au prix minium de 170.000,00 €.



De charger le Comité d'Acquisition de Bruxelles 1 du choix et de l'exécution de la procédure de vente la plus adéquate (procédure de gré à gré ou adjudication publique) et de représenter la Commune durant cette procédure.

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de Gemeente eigenares is van het gebouw gelegen te Etterbeek, Oudergemlaan 195, gekadastrerd 4<sup>de</sup> Divisie Sectie B nr. 0044 c 3, met een oppervlakte van 1 a ;

Overwegende dat het gelijkvloers 2 kamers in enfilade en een keuken telt, 2 kamers op de verdiepingen, 1 zolder, kelders en 1 tuin ;

Overwegende dat dit gebouw volledig vernieuwd zou moeten worden voor enige verhuring (dak, ramen, speciale technieken) ;

Overwegende dat het om een eengezinsgebouw gaat; dat het niet mogelijk is om het in appartementen te verdelen; dat de Regie van Grondbeleid weinig verhuringsaanvragen voor huizen ontvangt en dat de huurprijs te hoog zou zijn gezien de inkomsten van de kandidaten huurders ;

Overwegende daarentegen dat de Regie van Grondbeleid regelmatig aanvragen krijgt van personen die interesse hebben voor eengezinshuizen ;

Gezien het verslag van het aankoopcomité van Brussel 1, dat de minimale verkoopwaarde op 150.000,00 € schat ;

Overwegende dat er rekening moet gehouden worden met het potentieel van het huis ;

Overwegende dat de verkoop voorzien is op artikel 221-41 van de begroting 2008 van de Regie van Grondbeleid ;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet.

## **BESLUIT**

Het gebouw gelegen Oudergemlaan 195, gekadastrerd 4<sup>de</sup> Divisie Sectie B nr. 0044 c 3, te verkopen aan de minimum prijs van 170.000,00 €.

Het aankoopcomité van Brussel 1 te belasten met de keuze en de uitvoering van de meest passende verkoopprocedure (onderhandelingsprocedure of openbare aanbesteding) en de Gemeente van Etterbeek tijdens deze procedure te vertegenwoordigen.

### **(17) Conditions d'octroi du mérite sportif et des récompenses sportives Toekeningvoorwaarden voor de sportverdiensstetrofee en sportive beloningen**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :*

*Met ééndarigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Vu la volonté des autorités communales de récompenser les sportifs méritants ;

Vu le Règlement visant à attribuer des trophées du mérite sportifs à des clubs, associations ou à des personnes ayant particulièrement brillé dans le domaine du sport ;

Considérant que ce Règlement communal n'est plus d'actualité et qu'il convient de le renouveler ;

Vu l'article 117 et 119 de la Nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins

## **ARRETE**

Comme suit le nouveau règlement figurant les conditions d'octroi du mérite sportif Etterbeekois et des récompenses sportives

### **Article 1.**

Aux fins de promouvoir la pratique des sports et d'honorer comme il se doit les performances réalisées dans ce domaine, la commune d'Etterbeek attribuera chaque année « Le Mérite Sportif Etterbeekois » et des « Récompenses sportives » sur base des résultats obtenus au cours de la saison précédente.

### **Article 2.**

En vue de l'octroi de ces récompenses, toutes les disciplines sportives seront prises en considération, qu'elles soient exercées au niveau amateur ou professionnel, par des personnes valides ou moins valides, soit individuellement, soit par équipe.

### **Article 3.**

Peuvent être proposés comme candidats, les sportifs domiciliés à Etterbeek et affiliés à une fédération ou une équipe, un club, le membre d'un club ou d'une équipe dont le siège social est établi ou dont les activités principales se déroulent régulièrement sur le territoire d'Etterbeek.

### **Article 4.**

« Le mérite sportif » et les « Récompenses sportives » comprennent un maximum de 6 catégories :

1). Le Mérite sportif de la commune d'Etterbeek :

c'est la plus haute récompense, toutes catégories confondues. Il est destiné à récompenser les talents, les efforts, les qualités ou exploits d'une personne, d'une équipe ou d'un club. Toutes les candidatures reçues seront prises en compte pour l'attribution de ce prix.

2) Le Sportif de l'année :

Cette récompense est destinée à mettre à l'honneur un sportif pour les talents, efforts, qualités, performances ou exploits en cours d'année.

3) L'Equipe de l'année :

Cette récompense est destinée à mettre à l'honneur une équipe pour ses talents, efforts, qualités, performances ou exploits en cours d'année.

4) L'Espoir de l'année :

Cette récompense est destinée à mettre à l'honneur un sportif ou une équipe de jeunes pour ses talents, efforts, qualités, performances ou exploits en cours d'année. L'âge maximum du sportif ou des jeunes de l'équipe sera de 18 ans.

5) Le Club de l'année :

Cette récompense est destinée à mettre à l'honneur un club pour sa politique de développement de la pratique du sport chez les jeunes.

6) La Reconnaissance sportive :

Cette récompense est destinée à mettre à l'honneur, un dirigeant, journaliste, arbitre, entraîneur ou toute personne bénévole qui a fait preuve tangible de dévouement en faveur du sport durant de nombreuses années, notamment en mettant au premier plan le fair-play et la convivialité, qui sont les fondements mêmes de l'esprit sportif.

### **Article 5.**

Le public et les groupements sportifs seront informés pour le dépôt des candidatures par les soins de l'administration par voie d'un courrier, par la presse et/ou tout autre moyen jugé utile.

#### **Article 6.**

Les candidatures écrites devront être adressées à l'Administration Communale, service des sports.

Chaque candidature spécifiera :

- \* Nom, prénom et adresse du candidat
- \* Lieu et date de naissance
- \* Discipline sportive
- \* Performance ou mérite du candidat, de l'équipe ou du club
- \* Désignation du club ou de la personne présentant la candidature.

#### **Article 7.**

Le « Trophée du Mérite sportif » et les « Récompenses sportives » sont attribués par décision d'un jury composé du membre du Collège ayant le sport dans ses attributions ou de son représentant, un membre de chaque groupe politique représenté au Conseil Communal en ce y compris le groupe dont est issu le membre du collège, du responsable du Centre des Sports d'Etterbeek ou de son représentant ainsi qu'un sportif ou ancien sportif de haut niveau.

#### **Article 8.**

Le secrétaire-rapporteur (Service communal des sports) rassemblera et contrôlera tous les documents qui devront permettre au jury de se faire une opinion exacte sur la valeur des performances à confronter et transmettra son rapport aux différents membres du jury.

#### **Articles 9.**

La décision du jury est prise par vote à la majorité des voix et sera communiquée pour approbation au Collège des Bourgmestre et Echevins.

#### **Article 10.**

Pour toutes les réunions, le jury sera composé de d'au moins 7 membres, en plus du secrétaire-rapporteur.

#### **Article 11.**

Le trophée du mérite sportif et le prix de la reconnaissance ne seront attribués qu'une seule fois à la même personne, club, groupement ou école endéans une période de 2 ans.

Le jury peut décider de la non attribution du « Mérite sportif » et des « Récompenses sportives » cette décision est prise à la majorité des membres présents.

#### **Article 12.**

Le Mérite Sportif consiste en une œuvre d'art, exposée en permanence à l'administration communale d'Etterbeek. Le nom et l'année de l'exploit sportif du lauréat y seront mentionnés. En outre, une récompense sera remise au lauréat. Les récompenses sportives deviennent la propriété des lauréats.

#### **Article 13**

La séance officielle de remise du « Mérite sportif » et des « Récompenses sportives » se tiendra dans le courant du 2<sup>ème</sup> semestre de chaque année, lors d'une réunion dont le genre et la date seront fixés par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

#### **Article 14.**

Tout cas non prévu par le présent règlement sera tranché par le Jury, à l'unanimité des voix.

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Gezien de wil van het Gemeentelijke bestuur om de verdienstelijke sporters te belonen ;  
Gezien de verordening strekkende tot het toekennen van trofees voor sportverdienste aan clubs, verenigingen of personen die uitzonderlijk gepresteerd hebben in een sportdomein ;  
Overwegende dat deze gemeentelijke verordening niet meer actueel is en het past deze te vernieuwen ;

Gezien het artikel 117 en 119 van de nieuwe gemeentelijke wetgeving ;

Op voorstel van het college van de Burgemeester en schepenen ;

## **BESLUIT**

Hier volgt het nieuwe reglement omtrent de toekenningsvoorwaarden van de “Etterbeekse trofee voor sportverdienste” en de “Sportieve beloningen” :

### **Artikel 1**

Om de praktijk van sport te promoten en de gerealiseerde prestaties in dit gebied te vereren, zal de Gemeente Etterbeek elk jaar een « Etterbeekse Trofee voor Sportverdienste » en « Sportieve Beloningen » toekennen op basis van de behaalde resultaten tijdens het voorbije sportseizoen.

### **Artikel 2**

Voor de toekenning van deze beloningen zullen alle sportieve disciplines in aanmerking genomen worden, zowel amateurs als beroepssporters, validen als mindervaliden, individuele- als ploegsporten.

### **Artikel 3**

Mogen voorgesteld worden als kandidaten : sporters die in Etterbeek wonen en die aangesloten zijn bij een sportfederatie ; een ploeg, een club, een lid van een club of van een ploeg dat zijn sociale zetel in Etterbeek heeft of waarvan de voornaamste activiteiten regelmatig op het grondgebied van Etterbeek uitgeoefend worden.

### **Artikel 4**

De “Sportverdienste” en de “Sportieve Beloningen” bevatten maximum 6 categorieën:

1) De Sportverdienste trofee van de gemeente Etterbeek:

Het is de grootste beloning, alle categorieën doorheen. Het is bestemd om de talenten, de inspanningen, de kwaliteiten of de topprestaties van een persoon, van een ploeg of van een club te belonen. Alle kandidaturen zullen in aanmerking genomen worden voor het toekennen van die prijs.

2) De Sporter van het jaar:

Deze beloning vereert een sporter voor zijn talent, inspanningen, kwaliteiten, sportprestaties of zijn topprestaties die hij gedurende het voorbije sportseizoen heeft behaald.

3) De Ploeg van het jaar:

Deze beloning vereert een ploeg voor zijn talenten, inspanningen, kwaliteiten, sportprestaties of zijn topprestaties die ze gedurende het voorbije sportseizoen hebben behaald.

4) De Belofte van het jaar:

Deze beloning vereert een sporter of een jeugdploeg voor zijn talenten, inspanningen, kwaliteiten, sportprestaties of zijn topprestaties die ze gedurende het voorbije sportseizoen behaald hebben. De sporter of de leden van de ploeg moeten jonger zijn dan 18 jaar.

5) De Club van het jaar:

Deze beloning vereert een club voor zijn politiek omtrent het praktijk van sport voor jongeren.

#### 6) De Sportieve Herkenning:

Deze beloning vereert een dirigent, journalist, scheidsrechter, trainer, of een andere vrijwilliger voor zijn toewijding aan sport gedurende veel jaren, met name door aan de voorgrond het fair play en de gezelligheid te zetten, die de grondslagen van de sportiviteit zijn.

#### **Artikel 5**

Het publiek en de sportgroepen zullen op de hoogte gebracht worden door de administratie om hun kandidaturen binnen te brengen via een brief, via de pers en/of via een andere nuttige middeling.

#### **Artikel 6**

De schriftelijke kandidaturen moeten worden toegestuurd naar het Gemeentelijke bestuur, Dienst Sport. Iedere kandidatuur zal de volgende gegevens moeten specificeren:

- \* Naam, voornaam en adres van de kandidaat
- \* Datum en geboorteplaats
- \* Sportieve discipline
- \* Sportprestaties of verdienste van de kandidaat, van de ploeg of van de club
- \* Aanduiding van de club of van de persoon die de kandidatuur voorstelt

#### **Artikel 7**

De “Sportverdiens­te trofee” en de “Sportieve beloningen” worden toegekend door een jury samengesteld uit het lid van het College die sport in zijn bevoegdheid heeft of zijn vertegenwoordiger, een lid van iedere politieke partij die in de gemeenteraad vertegenwoordigd is, hierin is de groep van het lid van het college ook begrepen, de verantwoordelijke van het sportcentrum van Etterbeek of een vertegenwoordiger, evenals een huidige of voormalige topsporter.

#### **Artikel 8**

De “secretaris-rapporteur” (De gemeentelijke sportdienst) zal de documenten die het mogelijk maken dat de jury een juiste opinie vormt over de verschillende sportprestaties verzamelen en controleren , evenals zijn verslag overbrengen aan de vershillende juryleden.

#### **Artikel 9**

De beslissing van de Jury is genomen per stemming aan de meerderheid en zal gecommuniceerd worden aan het College van Burgemeester en Schepenen voor goedkeuring.

#### **Artikel 10**

Voor alle vergaderingen zal de jury minstens 7 leden bevatten en de “secretaris-rapporteur”.

#### **Artikel 11**

De Sportverdiens­te Trofee en de sportieve beloning zullen maar een keer uitgereikt worden aan eenzelfde persoon, club, groepering, of school in een periode van twee jaar.

De Jury mag beslissen om de Sportverdiens­te Trofee en de sportieve beloningen niet toe te kennen. Deze beslissing zal genomen worden door de meerderheid van de aanwezige leden.

#### **Artikel 12**

De Sportverdiens­te Trofee bestaat uit een kunstwerk die voortdurend vertoond zal worden in het Gemeentebestuur van Etterbeek.

De naam en het jaar van de topprestatie van de sporter zullen op het kunstwerk geschreven worden. Tevens, een beloning zal aan de laureaat gegeven worden.

De sportbeloningen bekomen het eigendom van de laureaten.

#### **Artikel 13**

De officiële uitreiking van de “Sportverdienste trofee” en de “Sportieve beloningen” zal plaatsvinden tijdens het tweede semester van ieder jaar, gedurende een vergadering waarvan het type en datum bepaald wordt door het College van de Burgemeester en Schepenen.

#### **Artikel 14**

Elk punt dat niet in dit reglement voorzien is zal beslist worden door de Jury bij unanimité van de stemmen.

**(18) Contrat de Sécurité et de Prévention de la Commune d'Etterbeek - Convention 2008 - Approbation.  
Veiligheids- en Preventiecontract van de gemeente Etterbeek - Overeenkomst 2008 - Goedkeuring.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :  
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Considérant l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 mars 2008 accordant des subventions en matière de sécurité et de prévention pour l'année 2008 à la Commune d'Etterbeek ;

Vu le Contrat de Sécurité et de Prévention 2008 de la Commune d'Etterbeek transmis par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que le Contrat de Sécurité et de Prévention entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008 et se termine le 31 décembre 2008,

#### **DECIDE**

D'approuver le Contrat de Sécurité et de Prévention 2008 de la Commune d'Etterbeek ci-annexé.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

**CONTRAT DE SECURITE ET DE PREVENTION DE LA COMMUNE D'ETTERBEEK  
2008  
CONVENTION**

#### **ENTRE**

la **RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**,  
représentée par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au développement, Charles PICQUÉ ;  
ci-après dénommée "la Région"

ET

La commune d'ETTERBEEK,  
représentée par la Bourgmestre, M. Vincent DE WOLF, et le secrétaire communal, M. Christian DEBATY ;  
ci-après dénommée "le bénéficiaire"

IL EST DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

#### **Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention règle les modalités de la mise à disposition du bénéficiaire d'une subvention de la Région d'un montant de € 804.064,99 conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 mars 2008 accordant des subventions en matière de sécurité et de prévention pour l'année 2008.

En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

La subvention est allouée au bénéficiaire pour couvrir partiellement ou en totalité les frais liés à la mise en place de différents projets relatifs au contrat de sécurité et de prévention de la Région de Bruxelles-Capitale, présentés à l'annexe 2, et subdivisés en frais de personnel, frais de fonctionnement et frais d'investissement.

Le budget prévisionnel est présenté à l'annexe 1 de la présente convention.

D'éventuelles modifications pourront être apportées au contrat moyennant l'approbation du comité de suivi ou suite à une demande écrite préalable adressée au Ministre-Président.

Pour chaque contrat de sécurité et de prévention est instauré un comité de suivi. Ce comité, dont les membres ne sont pas nommément désignés, est composé de représentants des parties contractantes, de leur administration, ainsi que d'un membre du corps de la police locale.

Le but de ces comités de suivi est de vérifier la bonne exécution du contrat. Ce comité constitue aussi le forum idéal pour résoudre les problèmes administratifs, pratiques ou de fond. Des projets pourront si nécessaire y être réorientés.

## **Article 2 : Durée**

La convention porte sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2008.

## **Article 3 : Contrôle des subventions**

L'autorité régionale peut demander à tout moment toutes pièces et toutes informations lui permettant de procéder à l'évaluation permanente des actions faisant l'objet de la subvention.

L'autorité régionale se réserve le droit de suspendre, de retirer ou de récupérer la subvention à tout projet ne répondant plus aux objectifs qui ont fait l'objet de son approbation.

Les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle sont d'application immédiate et générale dès qu'il est question d'une subvention.

Ces articles sont reproduits *in extenso* ci-dessous :

Art 92 : Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, précitée, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

Art 93 : Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, précitée, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'entité régionale le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Gouvernement. Celui-ci fait appel notamment, pour ce contrôle, aux inspecteurs des finances.

Art 94 : Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, précitée, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

- 1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;
- 2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;
- 3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 93 ;
- 4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 92, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art 95 : Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, précitée, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 92 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 93.

Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

#### **Article 4: Modalités de liquidation**

La subvention de € 804.064,99 est fractionnée en deux selon le type de frais : € 771.070,99 pour les frais de personnel et de fonctionnement, et € 32.994,00 pour les frais d'investissement.

La subvention relative aux frais de personnel et de fonctionnement sera liquidée en deux tranches :

une première tranche de € 462.642,59 (soit 60 % du subsidie) sur la base d'une déclaration de créance introduite pour le 1er juin 2008 au plus tard ;

le solde intitulé « décompte final » sur présentation du décompte final des dépenses et recettes, appuyé des pièces justificatives des frais exposés, à concurrence du montant accepté par l'Administration des Pouvoirs locaux suite à l'analyse des pièces justificatives ou du montant global de la subvention.

Le dossier complet doit être introduit, en une seule fois, au plus tard le 31 mars 2009.

Le paiement des subventions, pour les dépenses d'investissement est effectué en une seule fois, sur présentation du décompte final des dépenses et recettes, appuyé des pièces justificatives des frais exposés, à concurrence du montant accepté par l'Administration des Pouvoirs locaux suite à l'analyse des pièces justificatives ou du montant global de la subvention.

Le dossier complet doit être introduit, en une seule fois, au plus tard le 31 mars 2009.

#### **Article 5 : Pièces à fournir lors de la demande de paiement**

La demande de paiement se fait sous la forme d'une « déclaration de créance » dont l'original est adressé à la Région de Bruxelles-Capitale, Direction de la Comptabilité, CCN, Rue du Progrès 80, 8<sup>ème</sup> étage à 1035 Bruxelles.

Cette déclaration doit mentionner impérativement les éléments suivants :

- le motif du paiement ;
- le montant demandé en paiement ;
- le numéro du visa d'engagement fourni par l'Administration ;
- le numéro de compte bancaire sur lequel ce montant doit être versé.

En outre, cette déclaration de créance doit être rédigée sur papier à en-tête, datée et signée par une personne habilitée à engager le bénéficiaire.

Une copie de cette « déclaration de créance », accompagnée des pièces justificatives, sera adressée à la Région de Bruxelles-Capitale, Administration des Pouvoirs locaux, Direction des Initiatives spécifiques, à l'attention de



monsieur Michel VAN DER STICHELE, Directeur général, boulevard du Jardin Botanique, 20 à 1035 Bruxelles.

Les documents requis en qualité de pièces justificatives sont déterminés par la circulaire du 29 septembre 2005, relative aux directives financières applicables aux contrats de sécurité et de prévention subsidiés par la Région de Bruxelles-Capitale, et applicable aux subventions visées par la présente convention.

Le contrôle de ces pièces par le service administratif gestionnaire doit permettre d'établir que toutes les dépenses engagées ont été réellement effectuées pour la réalisation des actions telles que prévues par la présente convention.

L'Administration des Pouvoirs locaux informera ensuite le bénéficiaire du montant accepté de la subvention.

#### **Article 6 : Présentation des pièces justificatives**

Les pièces justificatives seront accompagnées des preuves de leur paiement : extraits de compte bancaire ou toute autre forme de transfert bancaire.

Elles doivent être numérotées selon l'ordre chronologique et précédées d'une liste reprenant, dans l'ordre des numéros de pièces : le nom du fournisseur, la date de la pièce et son montant.

La liste doit se clôturer par un total et être datée et signée par une personne habilitée à engager le bénéficiaire.

#### **Article 7 : Paiement**

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires. Ils ont lieu dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

Outre le dossier introduit, en une seule fois, au plus tard le 31 mars 2009, le bénéficiaire s'engage à ne plus fournir de pièces justificatives supplémentaires et à ne pas solliciter de subvention complémentaire, à partir de la date à laquelle la déclaration de créance relative au décompte final a été transmise à la Direction de la Comptabilité.

#### **Article 8 : Marchés publics**

Lorsque le bénéficiaire de la subvention est une personne dotée d'une personnalité juridique qui, à la date de la décision de lancer un marché, a été créée pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial et dont :

soit l'activité est financée à plus de cinquante pour cent par les services du Gouvernement ou un organisme administratif autonome,

soit la gestion est soumise à un contrôle desdits services ou organismes,

soit plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance sont désignés par lesdits services et organismes,

celle-ci est soumise aux dispositions de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, conformément à l'article 4 de ladite loi.

#### **Article 9 : Litiges**

Toute contestation ou litige relatif à la présente convention sera soumis aux Tribunaux de Bruxelles, seuls compétents.

#### **Article 10 : Transmission des documents**

Toutes les notifications ou communications à faire en vertu de la présente convention seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes :

##### **1. Pour la Région**

Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale

Administration des Pouvoirs locaux  
 Direction des Initiatives Spécifiques  
 A l'attention de Monsieur Michel VAN DER STICHELE, Directeur général  
 City Center – 1<sup>er</sup> étage  
 Boulevard du Jardin Botanique, 20  
 1035 Bruxelles

## 2. Pour le Bénéficiaire

Au collège des Bourgmestre et Echevins  
 de la commune d'Etterbeek  
 avenue d'Auderghem, 113-115  
 1040 - Bruxelles

Pour la RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE,  
 Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au développement,  
 Charles PICQUÉ

Pour la commune d'Etterbeek,  
 le Bourgmestre, Vincent DE WOLF, le Secrétaire communal, Christian DEBATY.

### ANNEXE 1 : budget prévisionnel

Etterbeek
-----------

<u>Frais de personnel :</u>	652.676,17 €	
<u>médiation sociale</u>	64.452,32 €	
2 médiateurs sociaux niveau B	64.452,32 €	
		Personnel et
<u>2 médiateurs scolaires niveau A</u>	79.325,92 €	fonctionnement
<u>Animations culturelles et sportives</u>	225.583,12 €	771.070,99 €
1 coordinateur Animation niveau B	32.226,16 €	
2 animateurs niveau B (1TP et 2 1/2T)	64.452,32 €	
4 animateurs niveau C	109.073,16 €	
1 animateur niveau E	19.831,48 €	
coordinateur <u>APS</u> niveau B	32.226,16 €	
<u>Gardiens de parc</u>	166.088,65 €	
1 coordinateur niveau C	27.268,29 €	
7 gardiens de parc niveau E	138.820,36 €	
<u>Surplus salarial</u>	60.000 €	
<u>vacataires (fctt)</u>	25.000,00 €	
<u>Frais de fonctionnement :</u>	118.394,82 €	118.394,82 €
médiation sociale	11.000,00 €	
médiation scolaire	5.000,00 €	
Animation	95.394,82, €	
Gardiens de parc	7.000,00 €	Investissement
<u>Frais d'investissement :</u>	32.994,00 €	32.994,00 €
Total :	804.064,99 €	804.064,99 €

### ANNEXE 2 : projets

## **PREAMBULE**

L'action de la prévention en Région de Bruxelles-Capitale s'entend avant tout en terme de prévention sociale et intégrée.

La prévention ne peut pas être enfermée dans un rôle unique et doit être englobée dans un dispositif plus large visant à répondre aux attentes légitimes de tous en matière d'emploi, de logement et de cadre de vie.

Il est fondamental que les initiatives communales sur le terrain mettent en avant ces préoccupations au travers de projets s'articulant autour des objectifs suivants :

Contribuer sensiblement à l'amélioration de la qualité de vie de tous les citoyens,  
Rencontrer les besoins locaux en matière de sécurité,  
Veiller à développer des mesures d'accompagnement des différents publics afin d'offrir une alternative concrète à la délinquance,  
Développer les dispositifs de sanctions, notamment la lutte contre les incivilités dans un contexte intégrant l'élément pédagogique.

Ces objectifs s'articuleront autour des 6 priorités suivantes:

la médiation sociale,  
la médiation scolaire et l'accrochage scolaire,  
le travail de rue,  
les gardiens de parc,  
les investissements de techno-prévention,  
la toxicomanie via le centre Transit.

De plus, la commune d'Etterbeek sera particulièrement attentive à développer et à mettre en perspective les synergies entre le dispositif de prévention subventionné par la Région et les autres projets coexistant sur le terrain, notamment ceux liés à la cohésion sociale et à la rénovation urbaine mais également ceux qui émanent des instances fédérales ou européennes.

## **I. CONTEXTUALISATION ET ENVIRONNEMENT**

Structure de fonctionnement : Service communal

Situation socio-démographique :

Description socio-démographique de la commune :

La commune d'Etterbeek s'étend sur 315 Ha, entourée par les communes de Schaerbeek, Ixelles, Bruxelles Ville, Woluwé-St-Pierre, Woluwé-St-Lambert et Auderghem. De par sa proximité avec Schaerbeek, Ixelles et Bruxelles Ville, Etterbeek est considérée comme une commune à risques, ce qui lui vaut de bénéficier d'un Contrat de Sécurité (et de Prévention) depuis 1994.

Au niveau de l'historique du Contrat de Sécurité et de Prévention d'Etterbeek, il est à noter que, dès la naissance des Contrats de Sécurité en 1992, Monsieur Vincent De Wolf, bourgmestre de la commune, a réalisé l'intérêt dont Etterbeek pourrait bénéficier si les moyens nous étaient accordés pour la mise en place d'une telle infrastructure.

En 1994, un Contrat de Sécurité est implanté à Etterbeek. Plusieurs facteurs dits « à risques », proximité avec Ixelles et Bruxelles-Ville, passage intense d'écoliers et d'automobilistes sur le territoire etterbeekois, près de 50 établissements scolaires tous types confondus, de nombreux logements sociaux, comptant 1500 familles, nombreuses bouches de métro, plusieurs lignes de trams et de bus et des espaces verts. Ces éléments ont permis à la commune d'Etterbeek de bénéficier de subsides accordés par le Ministère de l'Intérieur et par la Région de Bruxelles-Capitale pour la création et le fonctionnement de ce que l'on appelait alors « le Contrat de Sécurité et de Société ».

En 1994, le Contrat de Société était composé d'une cellule animation sportive et culturelle (deux personnes), d'un dispositif « accrochage scolaire » (une personne), d'un service de médiation sociale (une personne), d'un Bureau d'Assistance aux Victimes (deux personnes) et d'un assistant de concertation.

A côté de ce volet préventif, le volet répressif a été renforcé. La présence policière sur le terrain a été accrue et une antenne de Police a été créée Rue Général Tombeur.

Le Bourgmestre, Vincent De Wolf, Manager du Contrat de Sécurité a développé l'idée en 1995 de mener un sondage sur le sentiment de sécurité à Etterbeek. Cette étude fut réalisée par l'école des Sciences Criminologiques de l'ULB. L'objectif de cette enquête était de photographier les réalités sociales.

Il en est ressorti les nécessités suivantes :

1. Une meilleure connaissance des Policiers de quartier.
2. Une présence visible et bienveillante des Policiers.
3. Demande d'un renforcement des patrouilles de Police nocturnes.
4. Mise à disposition des citoyens d'un répertoire communal avec les coordonnées de tous les services, associations... existant à Etterbeek.
5. Les habitants aimeraient pouvoir prévenir facilement un officier de Police de la présence de dépôts clandestins d'immondices.
6. Améliorer l'éclairage dans certaines rues.
7. Protéger la circulation des piétons (limitations de vitesse, casse-vitesse...).

En 1995, deux animateurs supplémentaires sont engagés.

Dès janvier 2002, avec la réforme des polices, les contrats deviennent exclusivement « préventifs » et sont alors appelés : « Contrat de Sécurité et de Prévention ».

Janvier 2002 représente aussi un tournant important dans l'histoire des contrats. En effet, l'équipe augmente considérablement. Aujourd'hui, le cadre est constitué de la coordination (fonctionnaire de prévention, gestionnaire administrative et financière et évaluateur interne), de 2 médiatrices sociales, de 3 médiatrices scolaires, de 8 animateurs sportifs et culturels et leur coordinateur, de 16 APS et leur coordinatrice, de douze gardiens d'espaces verts et leur coordinateur, d'un Service d'Encadrement des Mesures Judiciaires Alternatives (dépendant du SPF Justice), de la Maison de la Prévention et de 8 stewards de nuit et leur coordinatrice. Ce dernier projet est financé par la commune depuis juillet 2004.

En ce qui concerne la description socio-démographique elle-même, en 2004, Etterbeek compte 41.064 habitants dont 27.628 belges (67,3%) et 13.436 (32,7%) étrangers (voir diagrammes ci-dessous). Parmi les étrangers, 72% (9673) sont ressortissants de l'Union Européenne, 28% (3763) sont non-européens. Les européens les plus représentés sont français, italiens, espagnols et puis portugais. Les non-européens sont surtout marocains, puis congolais et chinois. La population etterbeekoise est composée de 19.298 hommes (47%) pour 21.766 femmes (53%).

La densité de population est élevée, soit 12.585 hab./km<sup>2</sup>. Cette densité place Etterbeek à la cinquième place en Région bruxelloise (sur base du PCD adopté par le Conseil Communal le 28/11/05).

Le nombre de ménages privés a augmenté en dix ans de près de 1250 unités. La taille moyenne des ménages est faible. Elle est en effet de 1,82 personnes par ménage, ce qui est inférieur à la moyenne régionale. En 2002, les ménages d'une personne représentaient plus de 58% des ménages etterbeekoïses, ceux de deux personnes, 21%.

En 1998, l'âge moyen des hommes est de 36,7 ans et 41,2 ans pour les femmes. 35,8% des habitants ont entre 20 et 39 ans.

En 1998, 22.018 ménages étaient recensés à Etterbeek, dont le type le plus fréquent est la cohabitation par deux. Jusqu'à 79,7% de la population vit seule ou par deux, ensuite se démarquent les familles de trois. Les chefs de ménage masculins sont au nombre de 12.756. Les chefs de ménage féminins sont 9.438, soit 42,2%. Elles ont environ 54,4 ans.

Concernant le confort des logements, au 1er janvier 1991, les logements sans petit confort représentent 13,6% du parc de logement, 44% présentent un grand confort. Les logements disposant d'un chauffage central représentent 51,1% du parc immobilier, les logements bénéficiant du téléphone 85,6%. 61,2% des ménages disposent au moins d'une voiture.

En 1991, les titulaires d'un diplôme d'étude se répartissent de la façon qui suit. Primaire : 7,7% ; Secondaire inférieur : 11,7% ; Secondaire supérieur : 11,8% ; Supérieur non-universitaire : 6,9% ; Supérieur universitaire : 5,7%.

En 1991, la population minimexée s'élève à 3,8% de la population etterbeekoise.

La population active représente 32,8%. L'âge moyen des actifs est 37,6 ans. Les cadres supérieurs représentent 34,1%. 42,2% des actifs travaillent dans le secteur des services, 59,1% sont employés, 24,4 % sont ouvriers et 16,5% sont indépendants

Le secteur non marchand (santé, éducation,..) est le premier pourvoyeur d'emplois dans la commune (24,9% des emplois). L'administration publique pourvoit 22,4% des emplois. Les activités financières représentent elles aussi une part importante de l'emploi (près de 2500 emplois). A Etterbeek, il faut également tenir compte de l'emploi international lié à l'Union européenne ainsi que d'un certain nombre d'ambassades et de représentations. On retiendra aussi l'importance des professions libérales (médecins, avocats,..) dont la représentation est plus importante que la moyenne régionale (sur base du PCD adopté par le Conseil Communal le 28/11/05).

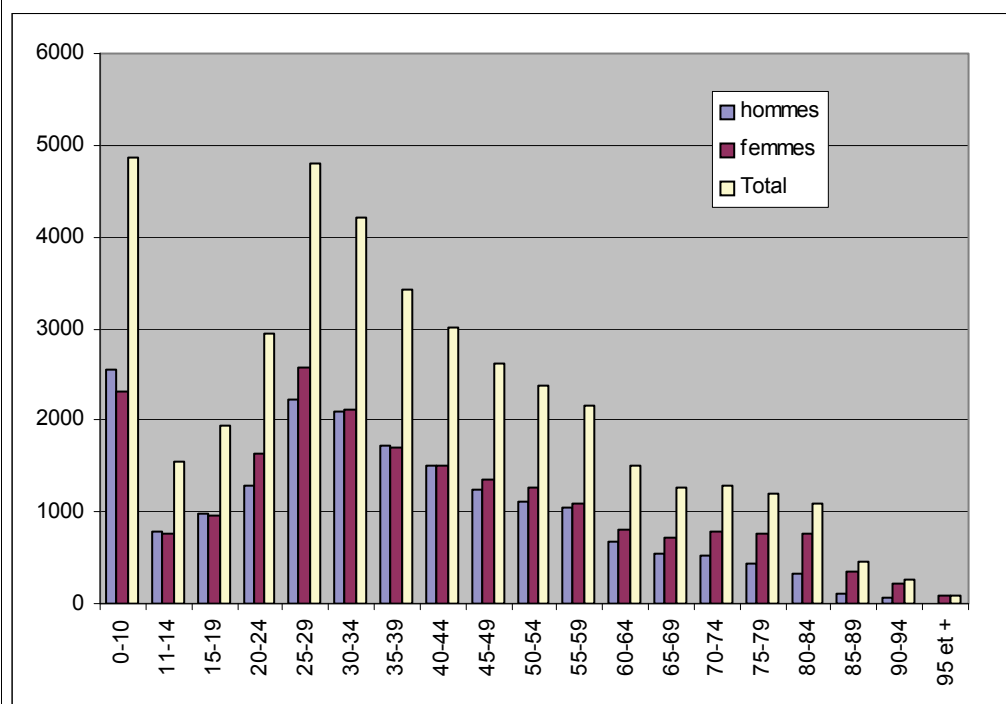
Enfin, Etterbeek dispose d'un nombre très important d'établissements scolaires : cinquante environs, tous types confondus, régime linguistique compris.

La population bénéficie de trois musées, six théâtres, trois salles de concert, trois bibliothèques, une ludothèque, une médiathèque ainsi que de nombreuses associations sans but lucratif

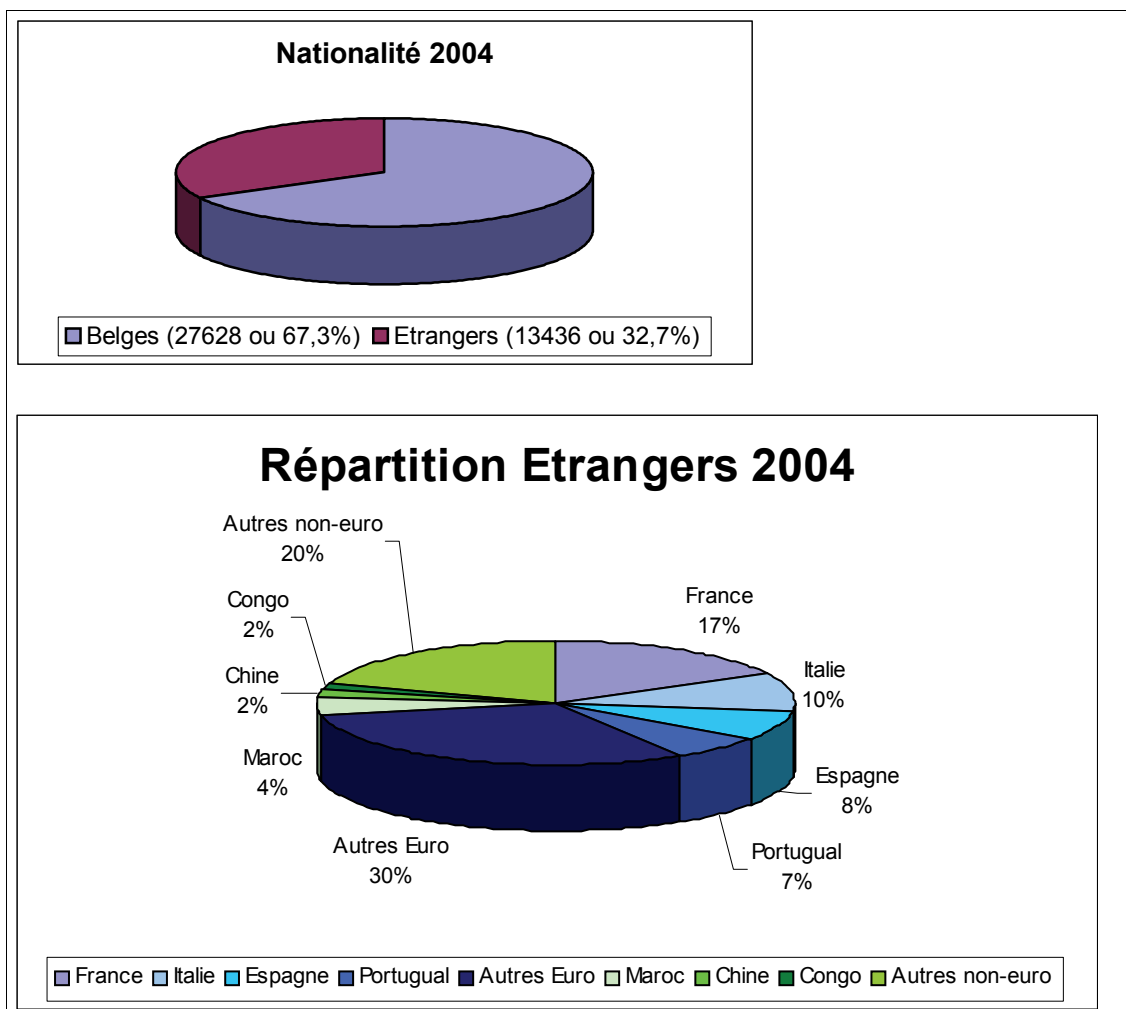
#### Données démographiques chiffrées

Nombre d'habitants : 41.064 (chiffres 2004)

Pyramide des âges :



Origines démographiques :



#### Données socio-économiques chiffrées

##### Indicateurs de pauvreté

**Chômage :** En 2004, le taux de chômage s'élève à 17,7% (contre 19,9% pour la Région), et se répartit par genre de la façon suivante : 16,7% des hommes (contre 18,7% pour la Région) et 18,8 % des femmes (contre 21,4% pour la Région).

La Commune compte 2.211 chômeurs complets indemnisés dont 1147 hommes et 1064 femmes. Il y a 352 chômeurs à temps partiel.

**RIS :** en 1991, la population minimexée s'élève à 3,8% de la population etterbeekoise. En 2004, on compte 1285 titulaires de ces revenus.

Au niveau des revenus, sur base des chiffres de 1999 et 2000, on constate que la répartition des revenus nets imposables correspond à la répartition moyenne de la Région de Bruxelles-Capitale (soit 4% du revenu net imposable régional dans chaque tranche de revenu).

En 2000, sur les 16552 déclarations etterbeekaises, 30% portent sur des montants supérieurs à 24.789,35 € ; 21% sur des montants entre 17.352,55 € et 24.789,35 € ; 20% sur des montants entre 12.394,68 € et 17.352,55 € ; 20% sur des montants entre 6.197,34 € et 12.394,68 € ; 6% sur des montants entre 2478,94 € et 6.197,34 € ; 3% sur des montants inférieurs à 2478,94 €.

#### Structure du bâti

##### Description du bâti de la commune ou des zones

Dans le cas d'une description par zone, il est demandé de réaliser une description pour chaque zone identifiée. (sur base du PCD adopté par le Conseil Communal le 28/11/05)

La commune d'Etterbeek compte 85% d'appartements et 15 % de maisons unifamiliales. Le logement s'inscrit dans une trame urbaine serrée, composée d'immeubles mitoyens et d'îlots resserrés construits en ordre fermé.

En 2004, on compte 396 résidences secondaires (sur base des taxes perçues sur les résidences secondaires par la commune).

Le parc de logements d'Etterbeek est plus ancien que la moyenne régionale (près de 70% des logements ont été construits entre 1900 et 1945).

Les nécessités de rénovation se marquent essentiellement dans la partie ouest de la commune (rue de Haerne, rue de Theux,...).

Les activités administratives se présentent sous deux formes :

Les immeubles de bureaux classiques qui représentent environ 185.000 m<sup>2</sup> de surfaces de plancher (cours Saint-Michel, rue de Mot,...).

Les petits bureaux disséminés dans le tissu résidentiel (immeubles à appartements, maisons de maître), le plus souvent occupés par des professions libérales, des représentations étrangères, des petites entreprises, etc

Les principaux noyaux commerciaux d'Etterbeek sont ceux de la Chasse et de la rue des Tongres, dont le rayonnement dépasse les limites de la commune. D'autres pôles existent, qui ont un rayonnement plus local : place Jourdan, place van Meyel, rue Thieffry, rue de l'Escadron. A côté de ces concentrations, on observe une diffusion de commerces à travers la commune (sauf dans le quartier résidentiel sis au-delà des boulevards des grandes ceintures).

Les logements sociaux sont au nombre de 1466. Ils sont majoritairement répartis en six ensembles (av. Nouvelle, rue Commandant Pontier, rue Joseph Buedts, rue de Haerne, rue Fort de Bonnelles, rue de l'Etang). Il y a également quelques implantations dispersées (dont av. d'Auderghem et rue Louis Hap). Un tiers des logements est géré par SORELO, les deux autres tiers sont gérés par le Foyer Etterbeekois (Source PCD 2003).

Les zonings industriels ou parc d'entreprises sont absents du paysage etterbeekois

Chiffres de la criminalité

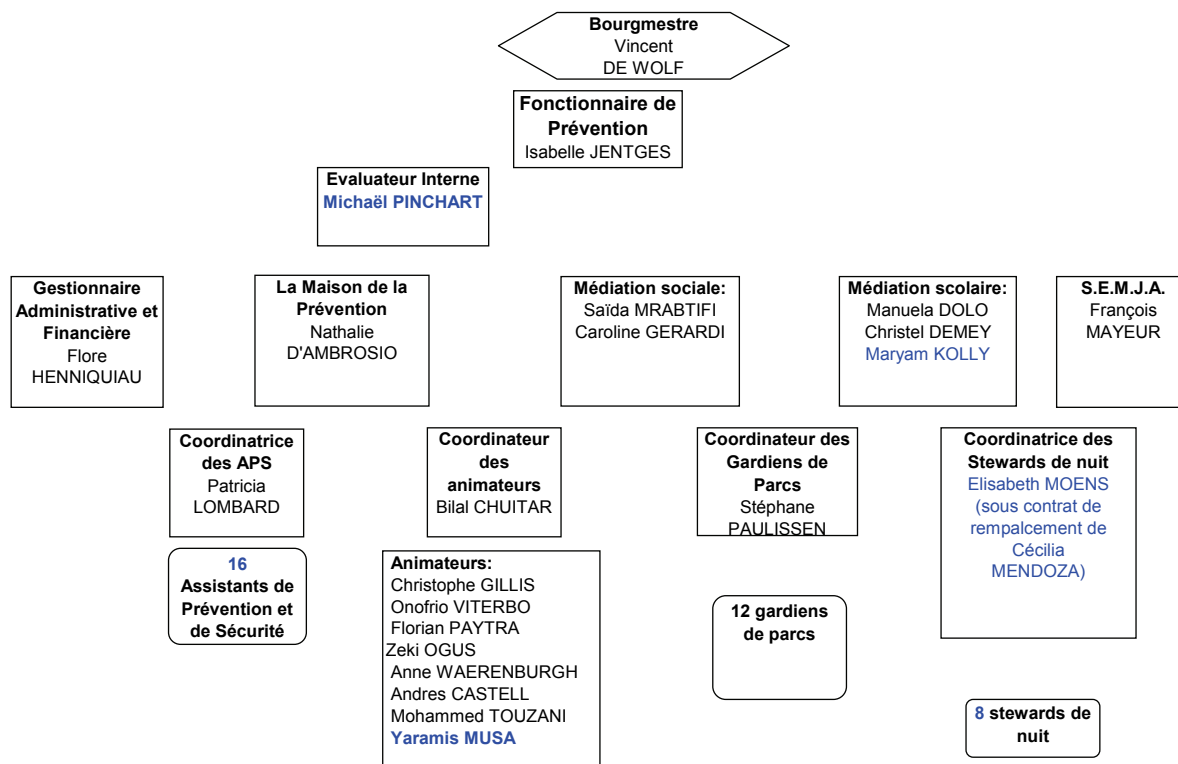
Les catégories les plus représentées sont les vols dans véhicules suivis des vols dans habitation. Suivent ensuite les vols avec violence et menaces et les coups et blessures.

## **II. UNE MEILLEURE INTÉGRATION DES GROUPES CIBLES**

Introduction

Nous précisons ici qu'une enveloppe « Indexation des barèmes » est inscrite dans notre Contrat régional. Cette enveloppe s'élève à 60.000,00€ et compense le surcoût salarial à charge de la Commune tant pour le personnel régional que fédéral du Contrat de Sécurité et de Prévention d'Etterbeek.

Après l'organigramme reprenant tous les membres composant le Contrat de Sécurité et de Prévention, nous vous présenterons brièvement les projets non financés par le Région de Bruxelles-Capitale.



## 1. Coordination générale

La fonctionnaire de prévention

La fonctionnaire de prévention a pour mission le développement et la mise en œuvre d'une politique locale de prévention. A cette fin, elle assure la coordination des actions de prévention menées au niveau local. La fonctionnaire gère toute l'équipe du Contrat de Sécurité, favorise et coordonne la mise en place d'un travail impliquant les services communaux concernés. Elle encourage toutes formes de collaboration entre les différents acteurs et veille enfin à la diffusion de l'information concernant le Contrat de Sécurité auprès de la population et des acteurs locaux.

L'évaluateur interne

L'évaluateur interne est responsable de l'évaluation permanente des différents projets du Contrat. Il assure le recueil des données pertinentes et est responsable de leur analyse. Il apporte un soutien méthodologique pour chacune des actions développées. L'évaluateur est associé à l'élaboration de tout nouveau projet.

Il réalise également des rapports d'évaluation qui doivent être régulièrement transmis au Ministère de l'Intérieur et à la Région.

La gestionnaire administrative et financière

La gestionnaire administrative et financière est responsable de la comptabilité et du bon déroulement des procédures administratives liées aux activités du Contrat. Elle veille à l'inscription correcte des moyens disponibles dans le budget communal de manière à pouvoir en disposer sans retard lors des activités du Contrat. Celle-ci rassemble également les pièces justificatives en vue du paiement du subside par la Région et le SPF Intérieur.

## 2. Assistants de Prévention et de Sécurité

L'équipe est encadrée par une coordinatrice chargée de mettre au point les programmes et horaires de travail, de les écouter et de les soutenir dans leur travail.

L'objectif principal du travail des APS est de diminuer le sentiment d'insécurité des citoyens, fût-il subjectif. Pour cela, les APS surveillent les abords des écoles et des espaces publics. Ils assurent une surveillance spéciale à l'occasion des fêtes de quartiers, brocantes, braderies, foire de la Place Jourdan, fête médiévale, fête de l'avenue de Tervueren, fête nationale le 21 juillet, etc.

Deux brigades cyclistes parcourent également tout le territoire communal.



Les APS informent leur coordinatrice des différents problèmes pouvant exister sur le territoire communal (état du matériel communal, situation aux abords des écoles, problèmes entre les jeunes et les habitants, etc.). Celle-ci renvoie ensuite l'information vers les différents services compétents afin de résoudre le problème.

Les APS sont à l'écoute des habitants, répondent à leurs questions dans la mesure du possible et les dirigent vers les services communaux appropriés.

### 3. Maison de la prévention

La Maison de la Prévention, gérée par une coordinatrice, comporte deux volets : le volet techno-prévention et le volet social. Le volet techno-prévention comprend la gestion des primes à la sécurisation des habitations contre le cambriolage et des subsides alloués en matière de sécurisation des logements sociaux. Il comprend aussi l'installation et la gestion du système de caméras de surveillance. Le volet social vise le développement de diverses initiatives de prévention en faveur de la population etterbeekoise. Seront instaurées dans ce cadre des réunions d'habitants, des séances d'informations sur un thème défini, etc. Un espace est réservé à la présentation de divers systèmes de sécurisation. La maison de la prévention offre l'opportunité de prodiguer de nombreux conseils de prévention.

Montant des postes 1, 2 et 3 :

1. Subside de la Région de Bruxelles-Capitale : Il s'agit du coût du salaire de la coordinatrice des APS.

Frais de personnel	32.226,16 €	%
--------------------	-------------	---

2. Autres financements du projet :

En 2004, 2005 et 2006, le Contrat de Sécurité et de Prévention a bénéficié d'une intervention financière du SPF Intérieur dans le cadre des Sommets Européens.

Le SPF Intérieur subventionne le salaire et les frais d'action et de fonctionnement à concurrence de 227.372€

La Commune d'Etterbeek met à disposition des locaux Rue Général Tombeur à 1040 Etterbeek.

La Commune intervient également au niveau des frais de personnel en prenant en charge une partie du salaire, l'ancienneté et le paiement de chèques-repas. La commune prend également en charge certaines formations.

### 4. Stewards de nuit

Une équipe de 8 stewards de nuit, dirigée par une coordinatrice, sillonne les rues d'Etterbeek de 16h00 à 22h00. Durant les mois de juin à septembre, l'équipe se renforce pour compter 12 personnes. Les plages horaires s'étendent alors de 18h00 à 1h00.

Leurs missions rejoignent et complètent celles des APS : diminuer le sentiment d'insécurité, renseigner, informer et dialoguer avec la population.

Montant du poste :

1. Montant total : 207.000,03 €

2. Subside de la Région de Bruxelles-Capitale : 3 Agents Contractuels Subventionnés de niveau E (59.494,44€)

3. Autres financements du projet (indiquez le montant et l'origine) :

En 2007, ce projet a bénéficié d'une intervention financière de 207.000€ du SPF Intérieur dans le cadre des Sommets Européens

En 2006, la Commune est intervenue en partie dans le financement de ce poste, en l'occurrence en intervenant au niveau des frais de personnel de l'ensemble de l'équipe.

En outre, la Commune prend en charge certaines formations pour son personnel ainsi que les frais d'équipement (uniforme, GSM, etc.).

Enfin, la Commune d'Etterbeek fournit les locaux.

### 5. Service d'Encadrement des Mesures Judiciaires Alternatives (SEMJA)

Le SEMJA veille à l'organisation, à la surveillance et à l'encadrement pédagogique des mesures et peines d'intérêt général, tant pour les adultes que les mineurs, au niveau local. Il informe les autorités judiciaires concernées, de l'exécution des mesures et peines et établit une base de données reprenant les différents services ou organismes communaux susceptibles d'accueillir les prestataires (personnes devant prester des travaux d'intérêt général).

Montant du poste :

1. Montant total : 54.353,54 €
2. Subside de la Région de Bruxelles-Capitale : Néant
3. Autres financements du projet : Le poste bénéficie d'un subside émanant du SPF Justice à concurrence de 39.622,96 €.

En 2007, la Commune est intervenue également à concurrence de 14.730,58€ au niveau de l'ancienneté et du paiement des chèques-repas.

En outre, la Commune prend en charge certaines formations pour son personnel.

Enfin, la Commune d'Etterbeek fournit les locaux.

### 6. Approche du problème de la toxicomanie

Le Contrat de Sécurité et de Prévention d'Etterbeek perçoit du SPF Intérieur un montant de 5.684,29 € pour l'approche de la problématique de la toxicomanie, somme versée au Centre TRANSIT.

#### Médiation sociale (A2/1)

**Date de lancement du projet :** 1994

**Ce projet concerne :**

La médiation sociale	La médiation scolaire et l'accrochage scolaire
Le travail de rue	Les gardiens de parc

Lieu d'intervention :

Le projet concerne toute la commune.

Description du ou des groupe(s) cible(s)

Ce projet ne concerne pas un groupe cible spécifique, il s'adresse à tous les habitants de la commune.

#### A quelle problématique(s), besoin(s) répond le projet ?

1. Assurer la médiation dans tous les types de conflits de voisinage et de famille détectés sur le territoire, éventuellement synergie avec d'autres services de la commune (chômage, pensions, CPAS, BAV, Police, ...)
2. Informer, guider, orienter, accompagner. Répondre à toute demande émanant d'un citoyen. Le médiateur social intervient seul et/ou en collaboration avec un ou plusieurs services et peut être amené à accompagner les personnes qui le souhaitent, dans des démarches administratives ou autres (mutuelle, allocations, logements sociaux, ...)
3. Attirer l'attention des élus locaux, des responsables sur certains dysfonctionnements et/ou situations particulières vécues par les familles et pouvant être ressenties comme « injustes » ainsi que proposer des pistes de remédiation.

4. Ecouter et identifier les demandes de la population locale afin de favoriser la participation à la vie sociale et culturelle notamment via un comité seniors, en initiant et favorisant les échanges intergénérationnels...

**Adéquation des objectifs poursuivis par le projet avec ceux de la Région tels que définis dans le préambule du contrat de sécurité et de prévention :**

La médiation sociale rencontre effectivement pleinement l'objectif 1 du Préambule (Contribuer sensiblement à l'amélioration de la qualité de la vie de tous les citoyens). En effet, par un accueil, une écoute et le soutien du citoyen pour faire face aux problèmes sociaux qu'il rencontre, les médiatrices sociales améliorent tant que faire se peut la qualité de la vie des personnes qui les consultent et de manière indirecte la qualité de la vie dans les quartiers.

La médiation sociale, par la recherche de l'apaisement des conflits entre citoyens, vient également rencontrer l'objectif 2 (Rencontrer les besoins de sécurité) et l'objectif 3 (Veiller à développer des mesures d'accompagnement des différents publics afin d'offrir une alternative concrète à la délinquance).

**Fonctionnement du projet :**

Humains :

Le projet compte 2 membres : 2 niveaux B. Leur temps de travail se répartit entre permanences, suivis et activités en vue de se faire connaître et reconnaître par les citoyens comme personnes ressources en cas de difficultés sociales

Matériels :

Les lundis, les permanences ont lieu à la Maison communale d'Etterbeek de 8h30 à 10h30 et sur rendez-vous.

Les mardis et jeudis, les permanences ont lieu au Service de Prévention, rue Général Tombeur, 53A de 8h30 à 10h30 et sur rendez-vous.

Les médiatrices se déplacent également à domicile

**Quels partenaires sont mobilisés à titre formel ou informel dans le cadre du projet ?**

Axe individuel :

Les médiatrices sociales travaillent avec un grand nombre de partenaires avec lesquels elles collaborent pour tenter de trouver une réponse aux situations exposées par le citoyen. Cela va d'une simple orientation d'une personne vers un service plus adéquat à une collaboration plus étroite pour accompagner la personne.

Axe collectif :

Travail en partenariat avec le réseau associatif (asbl Aile, asbl Aigle, asbl LHS, Centre culturel Senghor, l' asbl Atelier 210, l'asbl Arrière-Scène,...)

Comme les autres projets, la médiation sociale travaille en partenariat avec les autres volets du Contrat de Sécurité et de Prévention : échange d'informations, orientation de personnes vers les autres services du contrat, soutien dans l'organisation d'activités, etc.

**Calendrier du projet :**

Axe individuel :

Le projet se déroule en continu. Il n'y a pas d'étapes ou d'événements particuliers organisés par le service de médiation sociale en lui-même.

Axe collectif :

Une sortie mensuelle avec les seniors.

Rencontre hebdomadaire dans le cadre du comité des aînés.

Sorties ponctuelles en fonction des opportunités.

Les médiatrices participent aux réunions d'équipe mensuelles qui rassemblent les différents services du Contrat de Sécurité et de Prévention.

### Résultats déjà obtenus

Parmi les résultats obtenus le service relève une amélioration de la situation des familles suite aux suivis.  
 Augmentation très nette du nombre de membre du comité des aînés.  
 Augmentation du nombre de participants aux différentes activités proposées  
 Augmentation du nombre d'activités dans le cadre du comité de l'asbl l'Aigle  
 Mise à disposition 2x par semaine du local communautaire, situé rue général Henri, 134

### Perspectives

Axe individuel :

A moyen terme (un an) : Augmentation du nombre de dossiers aboutissant à une réussite ; continuation du projet.

Axe collectif :

Continuation

Multiplier les activités intergénérationnelles en incitant la participation active des personnes âgées.

A long terme (2 ans et plus) : Collaboration plus étroite avec les autres services du Contrat.

### Montant du projet

1. Montant total : 75.452,32 €

2. Subside de la Région de Bruxelles-Capitale :

Frais de personnel	64.452,32 €	85%
Frais d'action	11.000,00€	15%
Total	75.452,32€	

Les frais d'investissement sont regroupés dans une enveloppe unique pour un montant de 32.994€

3. Autres financements du projet :

En 2007, la Commune est intervenue également au niveau des frais de personnel en prenant en charge l'ancienneté et le payement des chèques-repas.

En outre, la Commune prend en charge certaines formations pour son personnel.

Affectation de locaux pour les 2 médiatrices, une à l'administration elle-même, l'autre, au sein de l'implantation rue Générale Tombeur 53 à 1040 Etterbeek.

### Référent(e) en charge du suivi du projet (coordonnées complètes)

Nom : JENTGES Prénom : Isabelle  
 Fonction : Fonctionnaire de Prévention  
 Adresse : Rue Général Tombeur, 51 à 1040 Etterbeek  
 GSM : 0497 599 847 Tél. : 02 627 27 95 Fax : 02 734 56 49  
 e-mail : i.jentges@etterbeek-prevention.be

### Documents relatifs au projet disponibles : /

### Médiation scolaire (A2/2)

Date de lancement du projet : 1994

Ce projet concerne :

La médiation sociale	La médiation scolaire et l'accrochage scolaire
Le travail de rue	Les gardiens de parc

**Lieu d'intervention :**

Le projet concerne toute la commune.

**Description du ou des groupe(s) cible(s)**

Ce projet concerne un groupe cible spécifique :

**Justification du choix du groupe cible**

La commune d'Etterbeek comprend un nombre particulièrement élevé d'établissements scolaires, soit une vingtaine d'écoles maternelles, primaires et secondaires dont une est reconnue en discrimination positive. La médiation s'exerce prioritairement au bénéfice des jeunes soumis à l'obligation scolaire et qui connaissent un problème d'absentéisme ou d'exclusion. Néanmoins, de manière exceptionnelle, les médiatrices scolaires répondent également à la demande de majeurs en recherche de formation. Il est à noter que le territoire etterbeekois comprend un grand nombre d'écoles supérieures.

**Composition du groupe cible**

Les jeunes de 6 à 18 ans fréquentant les établissements scolaires etterbeekois, tous réseaux confondus, et/ou habitant la commune. En 2004, on compte 5069 jeunes âgés de 6 à 18 ans habitant sur le territoire de la commune, soit 12% de la population etterbeekoise.

**Estimation du nombre de personnes concernées**

Le projet de médiation scolaire est au service des élèves fréquentant les écoles des différents réseaux d'enseignement sur la commune d'Etterbeek, soit environ 10.000 élèves.

**A quelle problématique(s), besoin(s) répond le projet ?**

Les causes menant au décrochage ou à la violence scolaire étant multiples, le champ d'action des médiatrices scolaires est large et les groupes ciblés par les projets sont variés.

La médiation scolaire s'exerce prioritairement au bénéfice des jeunes soumis à l'obligation scolaire. Le rôle des médiatrices scolaires est de permettre aux jeunes de poursuivre leur scolarité et de favoriser le maintien d'un bon climat à l'école

**Adéquation des objectifs poursuivis par le projet avec ceux de la Région tels que définis dans le préambule du contrat de sécurité et de prévention :**

La médiation scolaire rencontre de manière indirecte l'objectif 1 du Préambule (Contribuer sensiblement à l'amélioration de la qualité de la vie de tous les citoyens), tout comme les objectifs 2 (Rencontrer les besoins de sécurité) et 3 (Veiller à développer des mesures d'accompagnement des différents publics afin d'offrir une alternative concrète à la délinquance).

**Fonctionnement du projet :**

**Humains :**

Le projet compte 2 membres de niveau A.

**Matériels :**

Les deux médiatrices scolaires travaillent aux heures de bureau, soit de 9 à 17 heures.

Les médiatrices reçoivent sur rendez-vous dans leurs bureaux ou se déplacent à domicile

**Quels partenaires sont mobilisés à titre formel ou informel dans le cadre du projet ?**



**Ce projet concerne :**

La médiation sociale	La médiation scolaire et l'accrochage scolaire
Le travail de rue	Les gardiens de parc

**Lieu d'intervention :**

Le projet concerne toute la commune et plusieurs quartier(s)/secteur(s) spécifique(s) :

En fonction des actions, certaines couvrent toute la commune et d'autres sont plus spécifiques à un quartier. Deux animateurs (une femme et un homme) axent leur travail spécifiquement sur un quartier de logements sociaux (quartier Boncelles).

Un animateur concentre son travail sur un deuxième quartier de logements sociaux (quartier Rolin).

Deux animateurs développent diverses actions sur le quartier St-Antoine (1 temps plein et un mi-temps).

Les trois autres mettent en place des actions destinées aux jeunes d'Etterbeek en général (activités sportives, ateliers artistiques et studio d'enregistrement).

**Description du ou des groupe(s) cible(s)**

Ce projet concerne un groupe cible spécifique :

Justification du choix du groupe cible

Par essence, les animateurs s'adressent aux jeunes etterbeekois ou ayant une attache sur la commune (école, etc.). Selon les projets, une limite d'âge a été fixée pour, d'une part, ne pas tomber dans l'occupationnel avec un public trop jeune et, d'autre part, permettre aux jeunes plus âgés de prendre leur envol et les pousser dans la vie active.

La détermination des limites d'âges tient compte de la réalité des quartiers dans lesquels les projets se déroulent.

Composition du groupe cible

Quartier Boncelles : Essentiellement composé de jeunes enfants, les adolescents n'y sont quasi pas présents. Les animateurs s'adressent essentiellement aux enfants de 6 ans à 15 ans. Ce groupe est mixte tant sur le point de vue des origines que du genre, par contre tous sont issus de familles qui connaissent des difficultés sociales.

Quartier Rolin : Public essentiellement de garçons d'origine maghrébine âgés de 11 à 17 ans. Le choix du public s'impose le plus souvent de par le fait que ce sont ces jeunes qui occupent le plus l'espace public. Les projets tentent toutefois d'attirer des publics différents dans un objectif de mixité.

Quartier St-Antoine : Espace très particulier car la majorité des enfants et jeunes de ce quartier sont issus de la communauté chaldéenne. Garçons et filles se côtoient sans problème.

Autres : Les autres actions menées touchent un public plus large. Il est essentiellement etterbekois ou ayant une attache sur la commune, notamment via la fréquentation d'un établissement scolaire. La fréquentation et la composition des groupes est fonction de la motivation à participer aux projets proposés.

Estimation du nombre de personnes concernées

En tenant compte de tous les quartiers et de toutes les actions, nous estimons le nombre d'enfants et de jeunes qui participent à nos projets à environ cent cinquante

**A quelle(s) problématique(s), besoin(s) répond le projet ?**

La mission des animateurs est triple: éducation, participation à la vie communautaire et lutte contre les comportements inciviques.

Le Projet Animation consiste à placer les jeunes face à des responsabilités, des normes, des lois. L'animateur se doit d'être une référence éducative par excellence. L'objectif général des animateurs est d'encourager les jeunes et les habitants à participer au développement social de leur quartier. L'aspect « lutte contre les comportements inciviques » est travaillé via les deux premiers.

Concrètement, un programme d'activités est établi par les animateurs. Ces activités sont accessibles toute l'année, et durant les périodes de vacances scolaires. Parmi ces activités, citons notamment des voyages, des stages, des cours de tennis, football, roller, théâtre.

Par ailleurs, l'équipe participe aussi au projet « mise en autonomie ». L'objectif de celui-ci est de permettre à un groupe de jeunes ayant un projet clair ou à définir, de le mettre en place avec le soutien du Contrat de Sécurité et de Prévention. Les jeunes restent pleinement responsables de leur projet et les animateurs interviennent principalement comme facilitateurs ou pour aiguiller les jeunes dans la réalisation de leur projet.

Les problématiques auxquelles nous sommes confrontés sont essentiellement de l'ordre de la cohabitation entre jeunes et adultes au sein des quartiers. De plus, nous pointons la fréquence des difficultés scolaires des jeunes.

Adéquation des objectifs poursuivis par le projet avec ceux de la Région tels que définis dans le préambule du contrat de sécurité et de prévention

Le projet Animation tente de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie de tous les citoyens, mais particulièrement des jeunes. De manière indirecte, l'action des animateurs contribue à rencontrer les besoins locaux en matière de sécurité. Elle développe des mesures d'accompagnement pour les jeunes afin de leur offrir notamment une alternative concrète à la délinquance

Fonctionnement du projet

Humains :

L'équipe est composée d'1 coordinateur de niveau B, d'1 animateur temps plein de niveau B, de 2 animateurs mi-temps de niveau B, de 4 animateurs de niveau C et d'1 animateur de niveau E. Parmi les membres de l'équipe d'animation, on compte une animatrice.

Matériels :

Deux animateurs (un homme et une femme) disposent d'un local pour leurs activités sur le site des logements sociaux de Boncelles. Ce local est le siège social de l'asbl AILE avec laquelle le Contrat de Prévention et de Sécurité travaille en collaboration. Les activités des animateurs se déroulent essentiellement là. Le local est ouvert du lundi au samedi et accueille les activités des animateurs de 15h30 à 19h00. Au besoin, certaines activités se déroulent au siège du Contrat, rue Général Tombeur 53 à 1040 Bruxelles.

Deux animateurs disposent d'un local appelé « Le Chalet » situé sur le site des logements sociaux de Rolin. Ce local est ouvert du mardi au samedi de 15h30 à 19h30.

La salle communautaire des logements sociaux SORELO est également mise à notre disposition pour l'école des devoirs, dont l'accueil est notamment assuré par un animateur à mi-temps. Cette salle accueille des enfants du lundi au jeudi de 17h00 à 20h00.

Le Contrat de Sécurité et de Prévention dispose également d'un studio d'enregistrement de qualité semi-professionnelle sur le site de la rue Général Tombeur 53. Le studio est ouvert le mercredi et le samedi de 14 à 18h ou sur rendez-vous.

Quels partenaires sont mobilisés à titre formel ou informel dans le cadre du projet ?

Partenaire 1 : Les services communaux « Animation » et « Information » pour la diffusion d'informations concernant les activités des animateurs.

Partenaire 2 : Différentes asbl présentes sur le territoire Etterbeekoïse dont notamment l'Aile, l'Aigle, Chambéry, Samarcande, Ettercité et Tour de Babel. Certains projets sont organisés en partenariat avec ces associations comme par exemple des camps, un carnaval ou une fête de Saint-Nicolas.

Partenaire 3 : L'asbl Logement et Harmonie Sociale est partenaire dans l'organisation de divers projets dont la fête des logements sociaux ou la fête de Saint-Nicolas et les rencontres intergénérationnelles.

Partenaire 4 : Les services de police avec lesquels une relation saine et efficace a été mise en place. Citons à titre d'exemple, l'information par la police de l'existence de situations problématiques dans certains quartiers ou la discussion entre agents de quartier et animateurs pour résoudre des difficultés survenues dans certains quartiers.

Partenaire 5 : Les deux sociétés de logements sociaux présentes sur Etterbeek : Sorelo et Le Foyer Etterbeekoïse. Echanges d'informations, organisations d'événements en partenariat.

Partenaire 6 : Tous les autres volets du Contrat de Sécurité et de Prévention. Echange d'informations, orientation de personnes vers les autres services du contrat, soutien dans l'organisation d'activités, etc.



### Calendrier du projet :

Une réunion avec les animateurs est organisée chaque semaine.

Une réunion regroupant toute l'équipe de coordination du Contrat de sécurité et de Prévention a lieu chaque mois.

Le coordinateur du projet Animation participe à des réunions bi-mensuelles avec le chef de cabinet du Bourgmestre, la fonctionnaire de prévention, la gestionnaire administrative et financière, et l'évaluatrice interne.

Pour 2008, outre les activités hebdomadaires, les projets programmés sont les suivants :

- ferme équestre
- festival du clip vidéo musical
- tournoi de foot en Italie, du 28/06 au 08/07:
- projet d'échange de jeunes à Montréal (BIJ)
- échange avec Essaouira
- ferme pédagogique
- création artistique collective en partenariat avec l'asbl Amalgame
- projet audio-visuel autour du thème « du dialogue interculturel » initié par le CBAI
- projet « sport-aventure à Durbuy »
- projet « échange multilatéral en Suède pour la lutte contre le racisme et la xénophobie »-
- projet « les Petits Gilles d'Etterbeek »
- projet « chorale des écoles communales d'Etterbeek, dans le cadre du Télévie

### Résultats déjà obtenus

En terme de résultats, un certain nombre de projets qui ont été réalisés ont contribué à améliorer les relations entre les différents acteurs de terrain (jeunes, habitants, police, commerçants, etc.). Concrètement, les fêtes de quartiers organisées en partenariat avec l'asbl Logement et Harmonie Sociale et les deux sociétés de logements sociaux présentes sur Etterbeek ont permis de créer du lien entre les différents acteurs. Les fêtes interculturelles permettent aux habitants de cultures différentes de mieux se connaître. Le travail de première ligne permet d'améliorer les relations entre les habitants dans un objectif de création de liens sociaux.

En terme de manque, on souligne la nécessité d'approfondir la formation des animateurs sur des aspects spécifiques aux problèmes rencontrés sur le terrain.

### Perspectives

A moyen terme (un an) :

- Augmentation du nombre de groupes de jeunes dans le cadre du volet « projet d'autonomie » ;
- Mise en place de nouveaux partenariats avec le secteur culturel etterbekois en vue de la réalisation de projets culturels ;
- Mise en place de projets internationaux.
- Multiplier les projets intergénérationnels

A long terme (2 ans et plus) :

- Grâce à la formation, mise en place d'une équipe d'animateurs mieux outillés pour répondre aux différentes attentes et besoins du projet ;
- Ouverture d'une salle polyvalente pour la mise en place d'activités sportives et culturelles ;
- Développement de partenariats solides et sur le long terme avec le secteur culturel et l'associatif etterbekois ;
- Amélioration de la reconnaissance auprès du secteur associatif bruxellois.

Montant du projet

1. Montant total : 345.977,94€
2. Subside de la Région de Bruxelles-Capitale :

Frais de personnel	225.583,12€	65%
Frais d'action	95.394,82 €	28%
Emplois vacataires	25.000 €	7%
Total	345.977,94€	

Les frais d'investissement sont regroupés dans une enveloppe unique pour un montant de 32.994€

### 3. Autres financements du projet

En 2007, la Commune est intervenue également au niveau des frais de personnel en prenant en charge l'ancienneté et le paiement des chèques-repas.

En outre, la Commune prend en charge certaines formations pour son personnel.

Enfin, la Commune d'Etterbeek fournit les locaux (un bureau pour le coordinateur, un studio d'enregistrement et une salle de répétition, une salle de réunion, un chalet, etc.).

#### Référent(e) en charge du suivi du projet (coordonnées complètes)

Nom : CHUITAR Prénom : Bilal  
 Fonction : Coordinateur Volet Animation  
 Adresse : Rue Général Tombeur, 51 à 1040 Etterbeek  
 GSM : 0497 599 859 Tél. : 02 627 27 93 Fax : 02 734 56 49  
 e-mail : [b.chuitar@etterbeek-prevention.be](mailto:b.chuitar@etterbeek-prevention.be)

#### Documents relatifs au projet disponibles :

Affiches des réalisations ;  
 CD réalisé dans le cadre du projet « Tous égaux, tous différents ».

### III. SURVEILLANCE FONCTIONNELLE, TECHNOPRÉVENTION ET APPROCHE DU SENTIMENT D'INSÉCURITÉ

#### Gardiens d'espaces publics (A2/4)

Date de lancement du projet : 2002

Ce projet concerne :

La médiation sociale	La médiation scolaire et l'accrochage scolaire
Le travail de rue	Les gardiens de parc

Lieu d'intervention :

Le projet concerne un ou plusieurs quartier(s)/secteur(s) spécifique(s) : Ce projet concerne tous les espaces verts de la commune d'Etterbeek.

#### Description du ou des groupe(s) cible(s)

Ce projet ne concerne pas un groupe cible spécifique : Les parcs communaux sont ouverts à tout public.

#### A quelle problématique(s), besoin(s) répond le projet ?

Les gardiens ont pour mission d'assurer la surveillance, la propreté, la promotion et la convivialité dans les différents espaces verts. Ces espaces jouent un rôle primordial dans l'image de marque de la commune, chaque habitant peut y trouver un lieu de quiétude et de bien-être. Une gestion régulière de ces espaces par les gardiens contribue au développement durable de la qualité de vie en milieu urbain

Adéquation des objectifs poursuivis par le projet avec ceux de la Région tels que définis dans le préambule du contrat de sécurité et de prévention :

Ce projet rencontre les objectifs 1, 2 et 3 du Préambule. Il contribue sensiblement à l'amélioration de la qualité de vie de tous les citoyens, rencontre les besoins locaux en matière de sécurité et veille à développer des mesures d'accompagnement des différents publics afin d'offrir une alternative concrète à la délinquance

Fonctionnement du projet :

Humains :

Un coordinateur de niveau C gère l'équipe des gardiens. Ses missions sont diverses :

Gestion du personnel (organiser et planifier les horaires, réunions, management de l'équipe,...) ;

Gestion des espaces verts (assurer la réalisation journalière d'un état des lieux complet des parcs et squares, assurer un rôle d'économiste afin que les parcs disposent des produits et du matériel nécessaire pour accueillir le public, transmettre et assurer le suivi des rapports rédigés par les gardiens et ce, auprès des services compétents, etc.).

L'équipe des gardiens est composée de 12 personnes de niveau E : 7 sont subsidiées par la Région et 5 sont prises en charge par la commune.

Les gardiens de parcs surveillent les espaces verts et publics. Cette responsabilité comprend l'inspection régulière de ces lieux et les interventions lors de tout manquement aux règles d'occupation d'un parc public.

Ils réalisent des petits travaux de jardinage comprenant essentiellement le nettoyage des allées et des pelouses, le ramassage des papiers et la vidange des poubelles.

Ils participent à la mise en place de la petite signalisation urbaine et aux autres travaux réalisés dans les parcs.

Ils apportent leur aide lors de manifestations et de festivités dans les parcs d'Etterbeek.

Leur travail consiste également à renseigner les visiteurs sur les différents services communaux mis à leur disposition. Ils tiennent également un journal de bord afin de faire un rapport de leur journée contenant des remarques éventuelles.

Matériels :

Les gardiens disposent d'un local dans différents parcs : Parc de Fontenay ; Parc Félix Hap ; Parc du Paradis des Enfants.

Ces parcs sont ouverts de septembre à fin mai de 9h00 à 18h30, en juin et juillet de 9h00 à 21h00 et en août de 9h00 à 20h00.

Les gardiens disposent également d'un espace au stade communal dont les heures d'ouverture dépendent de la saison et des écoles qui viennent s'y entraîner. En général le stade est accessible du lundi au vendredi de 7h30 à 22h30, le samedi de 8h30 à 20h30 et le dimanche de 8h30 à 18h30.

### **Quels partenaires sont mobilisés à titre formel ou informel dans le cadre du projet ?**

Partenaire 1 : Les différents services communaux afin d'assurer le suivi des rapports des gardiens : service des travaux, de la voirie,...

Partenaire 2 : Différents partenaires lors d'organisation de festivités dans un parc (service Information et Animation de l'administration, diverses associations, etc.).

Partenaire 3 : Les services de police (informations données par la police zonale en cas de problèmes dans un espace vert).

Partenaire 4 : Tous les autres volets du Contrat de Sécurité et de Prévention. Echange d'informations, orientation de personnes vers les autres services du contrat, soutien dans l'organisation d'activités, etc.

### **Calendrier du projet :**

Une réunion mensuelle avec l'équipe des gardiens de parc est organisée par le coordinateur.

Le coordinateur participe à la réunion mensuelle entre tous les membres du contrat.

### **Résultats déjà obtenus**

La fréquentation des parcs communaux est importante. Un grand nombre de personnes âgées et de familles ont investi les parcs, ce qui témoigne de la réussite du mode de gestion proposée par les gardiens et leur coordinateur. Ces visiteurs font occasionnellement part de leur satisfaction.

Grâce aux rapports journaliers transmis par le coordinateur aux différents services communaux compétents et au suivi qui leur est apporté, nous pouvons observer une évolution positive des aménagements des parcs et espaces verts.

## Perspectives

A moyen terme (un an) : -Réalisation de brochures de présentation des différents parcs.  
-Animations dans les parcs pendant les vacances scolaires.

A long terme (2 ans et plus) : Engagement de gardiens supplémentaires afin d'assurer un service optimum aux habitants

## Montant du projet

1. Montant total : 173.088,65€
2. Subside de la Région de Bruxelles-Capitale :

Frais de personnel	166.088,65 €	96%
Frais d'action	7.000€	4%
Total	173.088,65€	

Les frais d'investissement sont regroupés dans une enveloppe unique pour un montant de 32.994€

3. Autres financements du projet :

En 2007, la Commune est intervenue également au niveau des frais de personnel en prenant en charge le salaire de cinq membres du personnel, ainsi que l'ancienneté et le paiement des chèques-repas de toute l'équipe.

En outre, la Commune prend en charge certaines formations pour son personnel.

Enfin, la Commune d'Etterbeek fournit les locaux (un bureau pour le coordinateur, locaux dans différents parcs,...).

## Référent(e) en charge du suivi du projet (coordonnées complètes)

Nom : PAULISSEN Prénom : Stéphane  
 Fonction : Coordinateur des gardiens de parcs  
 Adresse : Rue général Tombeur, 51 à 1040 Etterbeek  
 GSM : 0497 599 843

## Documents relatifs au projet disponibles : /

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Overwegende het besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20 maart 2008 die subsidies inzake veiligheid en preventie voor het jaar 2008 aan de Gemeente Etterbeek toekent;

Gelet op Veiligheids-en preventiecontract van de gemeente Etterbeek 2008 die door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt toegezonden;

Overwegende dat het Veiligheids-en preventiecontract van de gemeente Etterbeek in werking treedt op 1 januari 2008 en loopt op 31 december 2008 af;

**BESLIST** met éénparigheid van stemmen

De hier bijgevoegde Veiligheids-en preventiecontract van de gemeente Etterbeek 2008 goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan het overheidstoezicht onderworpen worden.

## VEILIGHEIDS- EN PREVENTIECONTRACT VAN DE GEMEENTE ETTERBEEK 2008 OVEREENKOMST

TUSSEN

het BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

vertegenwoordigd door de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking, Charles PICQUÉ;  
hierna “het Gewest” genoemd

EN

de gemeente ETTERBEEK

vertegenwoordigd door de Burgemeester, dhr. Vincent DE WOLF, en de gemeentesecretaris, dhr. Christian DEBATY  
hierna “de begunstigde” genoemd

WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

### **Artikel 1 : Voorwerp van de overeenkomst**

Deze overeenkomst bepaalt de regels volgens welke aan de begunstigde een subsidie van € 804.064,99 ter beschikking wordt gesteld door het Gewest overeenkomstig het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 maart 2008 tot toekenning van subsidies in het kader van het Veiligheidsplan voor het jaar 2008.

Het toepassingsgebied van bovengenoemd besluit kan niet gewijzigd, beperkt of uitgebreid worden door deze overeenkomst.

De subsidie wordt toegekend aan de begunstigde om ten dele of volledig de kosten te dekken die zijn verbonden aan de implementatie van verschillende projecten met betrekking tot het Veiligheidsplan van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die voorgesteld worden in bijlage 2, onderverdeeld in personeelskosten, werkingskosten en investeringskosten.

De voorlopige begroting wordt voorgesteld in bijlage 1 van deze overeenkomst.

Eventuele wijzigingen kunnen aan het contract worden aangebracht met de goedkeuring van de opvolgingscommissie of na voorafgaand schriftelijk verzoek aan de Minister-Voorzitter.

Voor elk Veiligheids- en preventiecontract wordt een opvolgingscommissie opgericht. Deze commissie, waarvan de leden niet bij naam worden aangewezen, is samengesteld uit vertegenwoordigers van de contractanten en van hun administratie, alsook een lid van het lokale politiekorps.

Het doel van deze opvolgingscommissies is de goede uitvoering van het contract na te gaan. Deze commissie vormt ook het ideale forum om de administratieve, praktische of inhoudelijke problemen op te lossen. Projecten kunnen indien nodig aangepast worden.

### **Artikel 2 : Duur**

Deze overeenkomst heeft betrekking op de periode van 1 januari 2008 tot 31 december 2008.

### **Artikel 3 : Controle van de subsidies**

De gewestelijke overheid kan op elk moment alle stukken en alle informatie opvragen die haar in staat stellen de door haar gesubsidieerde acties voortdurend te evalueren.

De gewestelijke overheid behoudt zich het recht voor de subsidie voor elk project dat niet meer beantwoordt aan de door haar goedgekeurde doelstellingen, op te schorten, in te trekken of terug te vorderen.

De artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle zijn onmiddellijk en algemeen van toepassing van zodra er sprake is van een subsidie.

Deze artikelen worden hieronder volledig weergegeven:

Art 92 : Conform artikel 11 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.

Art 93 : Conform artikel 12 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen aan de gewestelijke entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

De Regering zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle. Voor deze controle doet zij met name een beroep op de inspecteurs van financiën.

Art 94 : Conform artikel 13 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie de begunstigde:

1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend;

2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend;

3° die de in artikel 93 bedoelde controle verhindert;

4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.

Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 92 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen.

Art 95 : Conform artikel 14 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 92 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 93 bepaalde controle te onderwerpen. Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

#### **Artikel 4: Regels voor de uitbetaling**

De subsidie van € 804.064,99 wordt in twee gesplitst volgens het soort kosten: € 771.070,99 voor de personeels- en werkingskosten, en € 32.994,00 voor de investeringskosten.

De subsidie voor de personeels- en werkingskosten zal in twee schijven uitbetaald worden:

een eerste schijf van € 462.642,59 (dat is 60 % van de subsidie) op basis van een schuldvordering die ten laatste op 1er juni 2008 ingediend moet worden;

het saldo, de “eindafrekening” genoemd, tegen overlegging van de eindafrekening van de uitgaven en ontvangsten, gestaafd met bewijsstukken voor de verrichte uitgaven, ten belope van het bedrag dat aanvaard werd door het Bestuur Plaatselijke Besturen na het onderzoek van de bewijsstukken of ten belope van het totale bedrag van de subsidie.

Het volledige dossier moet in één keer en ten laatste op 31 maart 2009 ingediend worden.

De uitbetaling van de subsidies voor de investeringskosten vindt in één keer plaats, tegen overlegging van de eindafrekening van de uitgaven en ontvangsten, gestaafd met bewijsstukken voor de verrichte uitgaven, ten belope van het bedrag dat aanvaard werd door het Bestuur Plaatselijke Besturen na het onderzoek van de bewijsstukken of ten belope van het totale bedrag van de subsidie.

Het volledige dossier moet in één keer en ten laatste op 31 maart 2009 ingediend worden.

#### **Artikel 5 : Stukken die voorgelegd moeten worden bij de betalingsaanvraag**

De betalingsaanvraag gebeurt in de vorm van een “schuldvordering” waarvan het origineel verstuurd moet worden naar het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Directie Comptabiliteit, CCN, Vooruitgangstraat 80, 8ste verdieping, 1035 Brussel.

De vordering moet verplicht de volgende elementen vermelden:

de reden van betaling;  
het bedrag waarvan betaling gevraagd wordt;  
het visumnummer van de vastlegging verstrekt door het Bestuur;  
het bankrekeningnummer waarop het bedrag moet gestort worden.

Bovendien moet deze schuldvordering op papier met briefhoofd opgesteld zijn, gedateerd en ondertekend door een persoon die ertoe gemachtigd is de begunstigde te verbinden.

Een kopie van deze “schuldvordering” moet samen met de bewijsstukken opgestuurd worden naar het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Bestuur Plaatselijke Besturen, Directie Specifieke Initiatieven, t.a.v. meneer Michel VAN DER STICHELE, Algemeen directeur, Kruidtuinlaan 20 te 1035 Brussel.

Welke documenten vereist zijn als bewijsstukken wordt bepaald door de omzendbrief van 29 september 2005 betreffende de financiële richtlijnen van toepassing op de veiligheids- en preventiecontracten die worden gesubsidieerd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die van toepassing is op de subsidies bedoeld in deze overeenkomst.

De controle van deze stukken door de beherende administratieve dienst dient om uit te maken of alle aangegane uitgaven werkelijk gebruikt zijn voor de uitvoering van de acties waarin deze overeenkomst voorziet.

Het Bestuur Plaatselijke Besturen zal de begunstigde vervolgens het aanvaarde subsidiebedrag meedelen.

#### **Artikel 6 : Voorlegging van de bewijsstukken**

De bewijsstukken moeten vergezeld zijn van hun betalingsbewijzen: bankrekeninguittreksels of elke andere vorm van betalingsbewijs.

Ze moeten chronologisch genummerd zijn en vooraan moet een lijst zitten die volgens de nummers van de bewijsstukken de naam van de leverancier vermeldt, de datum van het bewijsstuk en het bedrag.

De lijst moet afgesloten worden met het totale bedrag en moet gedateerd en ondertekend zijn door een persoon die ertoe gemachtigd is de begunstigde te verbinden.

#### **Artikel 7 : Betaling**

De betaling gebeurt binnen de grenzen van de begrotingskredieten. De betaling wordt zo snel mogelijk uitgevoerd, rekening houdend met de controlevereisten.

Behoudens het in één keer en ten laatste op 31 maart 2009 ingediende dossier, verbindt de begunstigde zich ertoe niet nog bijkomende bewijsstukken in te dienen en geen bijkomende subsidie aan te vragen, vanaf de datum waarop de schuldvordering met betrekking tot de eindafrekening verstuurd werd naar de directie Comptabiliteit.

#### **Artikel 8 : Overheidsopdrachten**

Indien de begunstigde van de subsidie een rechtspersoon is die op de datum van de beslissing om een overheidsopdracht uit te schrijven, opgericht is om specifiek te voldoen aan behoeften van algemeen belang die niet van industriële of commerciële aard zijn en waarvan:

ofwel de activiteit voor meer dan 50% gefinancierd wordt door de diensten van de regering of door een autonome bestuursinstelling,  
ofwel het beheer onderworpen is aan de controle van de voornoemde diensten of instellingen;  
ofwel meer dan de helft van de leden van het bestuursorgaan, de directie of het toezichtorgaan benoemd worden door de voornoemde diensten of instellingen,

dan is de begunstigde onderworpen aan de bepalingen van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, volgens artikel 4 van de voornoemde wet.

#### **Artikel 9 : Geschillen**

Elke betwisting of elk geschil over deze overeenkomst zal voorgelegd worden aan de rechtbanken te Brussel, die daartoe als enige bevoegd zijn.

#### **Artikel 10 : Verzending van de documenten**

Alle officiële kennisgevingen of mededelingen die moeten plaatsvinden op grond van deze overeenkomst moeten om geldig te zijn door de partijen naar de volgende adressen verstuurd worden:

##### **1. Voor het Gewest**

Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest  
Bestuur Plaatselijke Besturen  
Directie Specifieke Initiatieven  
T.a.v. meneer Michel VAN DER STICHELE, Algemeen directeur  
City Center – 1<sup>ste</sup> verdieping  
Kruidtuinlaan 20  
1035 Brussel

##### **2. Voor de Begunstigde**

College van Burgemeester en Schepenen  
van de gemeente ETTERBEEK  
Ouderghemselaan, 115-117  
1040 Brussel

Voor het BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST,  
de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,  
Charles PICQUÉ

Voor de gemeente ETTERBEEK,  
de burgemeester, Vincent DE WOLF, de Gemeentesecretaris, Christian DEBATY.

#### **BIJLAGE 1 : voorlopige begroting**

##### **Etterbeek**

<u>Frais de personnel</u> :	652.676,17 €	
<u>médiation sociale</u>	64452,32 €	
2 médiateurs sociaux niveau B	64.452,32 €	
		Personnel et
<u>2 médiateurs scolaires niveau A</u>	79.325,92 €	Fonctionnement
<u>Animations culturelles et sportive</u>	225.583,12 €	771.070,99 €
1 coordinateur Animation niveau B	32.226,16 €	
2 animateurs niveau B (1TP et 2 1/2T)	64.452,32 €	
4 animateurs niveau C	109.073,16 €	
1 animateur niveau E	19.831,48 €	
coordinateur <u>APS</u> niveau B	32.226,16 €	
<u>gardiens de parc</u>	166.088,65 €	



1 coordinateur niveau C	27.268,29 €	
7 gardiens de parc niveau E	138.820,36 €	
<u>Surplus salarial</u>	60.000 €	
<u>Contribution Transit</u>	16.540,32 €	
<u>Vacataires (fett)</u>	25.000,00 €	
<u>Frais de fonctionnement :</u>	118.394,82 €	118.394,82 €
médiation sociale	11.000 €	
médiation scolaire	5.000 €	
Animation	95.394,82 €	
gardiens de parc	7.000,00 €	Investissement
<u>Frais d'investissement :</u>	32.994,00 €	32.994,00 €
Total :	804.064,99 €	804.064,99 €

## I. CONTEXT EN OMGEVING

### Werkingsstructuur: gemeentedienst

### Sociaaldemografische situatie:

### Sociaaldemografische beschrijving van de gemeente:

De gemeente Etterbeek heeft een oppervlakte van 315 ha. Zij wordt begrensd door de gemeenten Schaarbeek, Elsene, Brussel-Stad, Sint-Pieters-Woluwe, Sint-Lambrechts-Woluwe en Oudergem. Door de onmiddellijke nabijheid van Schaarbeek, Elsene en Brussel-Stad wordt Etterbeek als een risicogemeente beschouwd. Precies daarom kan het sinds 1994 een beroep doen op een Veiligheids- (en Preventie-)contract.

Wat de geschiedenis van het Veiligheids- en Preventiecontract van Etterbeek betreft, kan het volgende worden opgemerkt. Vanaf het ontstaan van de Veiligheidscontracten in 1992 heeft de heer Vincent De Wolf, burgemeester van Etterbeek, ingezien van welk voordeel zijn gemeente zou kunnen profiteren indien ons de middelen werden toegekend om een dergelijke infrastructuur te realiseren.

In 1994 wordt er een Veiligheidscontract in Etterbeek ingevoerd. Er werden verschillende zogenaamde "risicofactoren" in aanmerking genomen: de onmiddellijke nabijheid van Elsene en Brussel-Stad, het drukke verkeer van scholieren en automobilisten op het grondgebied van Etterbeek, bijna vijftig onderwijsinrichtingen van alle types, talrijke sociale woningen waarin 1500 gezinnen gehuisvest zijn, tal van metro-ingangen, meerdere tram- en buslijnen en groene ruimtes. Wegens al die factoren kreeg de gemeente Etterbeek toelagen van het ministerie van Binnenlandse Zaken en van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de oprichting en werking van wat toen nog een "Veiligheids- en Samenlevingscontract" heette.

In 1994 bestond het Samenlevingscontract uit een sport- en animatiecel (twee personen), een inrichting tegen schoolverzuim (één persoon), een sociale bemiddelingsdienst (één persoon), een bureau voor slachtofferbejegening (twee personen) en een overlegassistent. Naast dit preventieve luik werd het repressieve luik versterkt. De politieaanwezigheid op het terrein werd verhoogd en er werd een politiesteunpost opgericht in de Generaal Tombeurstraat.

Burgemeester Vincent De Wolf, Manager van het Veiligheidscontract, heeft in 1995 het idee uitgewerkt om een opiniepeiling te houden over het veiligheidsgevoel in Etterbeek. Deze studie werd uitgevoerd door de School voor Criminologische Wetenschappen van de ULB. Het doel van deze enquête was het nauwkeurig in kaart brengen van de sociale realiteit.

Daaruit zijn de volgende behoeften naar voren gekomen:

1. Betere vertrouwdheid met de wijkagenten.
2. Vriendelijke politieagenten die in het straatbeeld aanwezig zijn.
3. Meer politiepatrouilles 's nachts.

4. De burgers moeten beschikken over een gemeentelijke lijst met de gegevens van alle bestaande diensten, verenigingen enzovoort in Etterbeek.
5. Inwoners die clandestien afval aantreffen, moeten dit vlot kunnen melden aan een politieofficier.
6. Een betere verlichting in sommige straten.
7. Het voetgangersverkeer moet beter beschermd worden (snelheidsbeperkingen, verkeersdrempels...).

In 1995 werden twee extra opbouwwerkers in dienst genomen.

Sinds de politiehervorming van januari 2002 worden de contracten uitsluitend “preventief” en ze heten van dan af “Veiligheids- en Preventiecontracten”.

Ook voor de geschiedenis van de contracten is januari 2002 een belangrijk keerpunt. Het team wordt namelijk aanzienlijk uitgebreid. Tegenwoordig bestaat het kader uit de coördinatie (preventieambtenares, administratieve en financiële beheerder en interne evaluator), 2 sociaal bemiddelaarsters, 3 schoolbemiddelaarsters, 8 sport- en cultuuranimators plus hun coördinator, 16 stadswachters en hun coördinatrice, twaalf parkwachters en hun coördinator, een dienst voor alternatieve gerechtelijke maatregelen (die afhangt van de FOD Justitie), het Preventiehuis en 8 nachtstewards en hun coördinatrice. Dit laatste project wordt sinds juli 2004 door de gemeente gefinancierd.

Iets meer over de sociaaldemografische situatie zelf: in 2004 telt Etterbeek 41.064 inwoners onder wie 27.628 Belgen (67,3%) en 13.436 (of 32,7%) buitenlanders (zie de diagrammen hieronder). Van de buitenlanders is 72% (9673) onderdaan van de Europese Unie; 28% (3763) is niet-Europeaan. De sterkst vertegenwoordigde Europeanen zijn Fransen, Italianen, Spanjaarden en vervolgens Portugezen. Bij de niet-Europeanen gaat het vooral om Marokkanen, gevolgd door Congolezen en Chinezen. De bevolking van Etterbeek bestaat uit 19.298 mannen (47%) en 21.766 vrouwen (53%).

Etterbeek heeft een hoge bevolkingsdichtheid, namelijk 12.585 inwoners/km<sup>2</sup> en staat daarmee op de vijfde plaats in het Brussels Gewest (op basis van het GemOP dat op 28/11/05 door de Gemeenteraad is goedgekeurd).

Het aantal gezinshuishoudingen is in tien jaar met bijna 1250 eenheden gestegen. De gemiddelde gezinsomvang is klein, namelijk 1,82 gezinsleden. Dat is lager dan het gewestelijke gemiddelde. In 2002 waren er in Etterbeek meer dan 58% eenpersoonsgezinnen en 21% tweepersoonsgezinnen.

In 1998 was de gemiddelde leeftijd van mannen 36,7 jaar en van vrouwen 41,2 jaar. 35,8% van de inwoners is tussen 20 en 39 jaar oud.

In 1998 werden 22.018 gezinnen geteld in Etterbeek. Het meest voorkomende type is het tweepersoonsgezin. 79,7% van de bevolking leeft alleen of met z'n tweeën, dan komen de gezinnen die uit drie personen bestaan. Er zijn 12.756 mannelijke en 9.438 vrouwelijke gezinshoofden. De vrouwelijke gezinshoofden maken dus 42,2% van het totaal uit. De gemiddelde leeftijd van deze vrouwen bedraagt 54,4 jaar.

Wat het woningcomfort betreft: op 1 januari 1991 beschikte 13,6% van het woningpark niet over klein comfort; 44% beschikte daarentegen over groot comfort. In 51,1% van de woningen was er centrale verwarming en in 85,6% was er telefoon. 61,2% van de gezinnen beschikte over één of meerdere wagens.

In 1991 waren de diplomahouders als volgt verdeeld: basisschool: 7,7%; lager middelbaar: 11,7%; hoger middelbaar: 11,8%; hoger niet-universitair: 6,9%; universitair: 5,7%.

In 1991 was 3,8% van de Etterbeekse bevolking aangewezen op een minimumuitkering.

De actieve bevolking vormde een groep van 32,8% en de leden van die groep waren gemiddeld 37,6 jaar oud. De groep van hogere kaderleden maakte 34,1% uit. Van de actieve bevolking werkte 42,2% in de dienstensector, 59,1% was bediende, 24,4% was arbeider en 16,5% zelfstandig.

De niet-commerciële sector (gezondheidszorg, opvoeding...) is de grootste werkgever in de gemeente (24,9% van de jobs). Het overheidsbestuur verschaft 22,4% van de banen. Ook het financieuzen levert een belangrijke bijdrage met bijna 2500 jobs. Daarbij komt nog de internationale tewerkstelling in verband met de Europese Unie en een aantal ambassades en buitenlandse vertegenwoordigingen. Voorts zijn de vrije beroepen (dokters, advocaten...) in Etterbeek sterk vertegenwoordigd, beter dan gemiddeld in het Gewest (op basis van het GemOP dat op 28/11/05 door de Gemeenteraad is goedgekeurd).

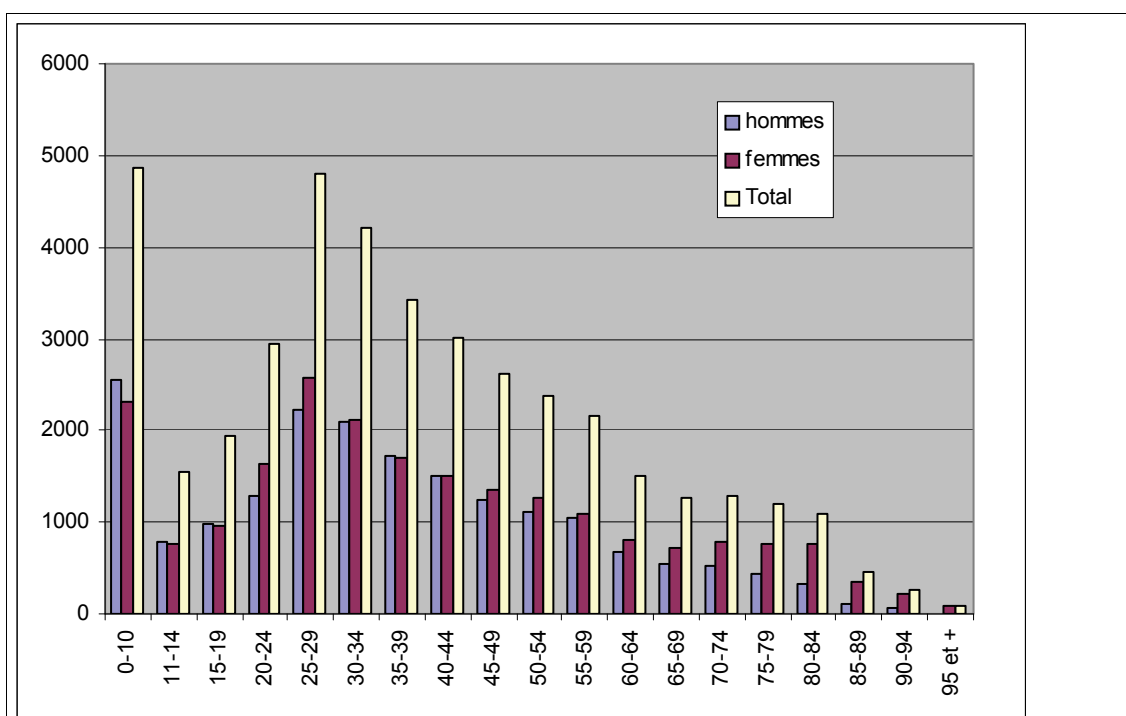
Ten slotte beschikt Etterbeek over een erg hoog aantal schoolinstellingen, een vijftigtal in totaal, van allerlei types en met verschillende voertalen.

Verder zijn er ook nog drie musea, zes theaters, drie concertzalen, drie bibliotheken, een speltheek, een mediatheek en meerdere vzw's.

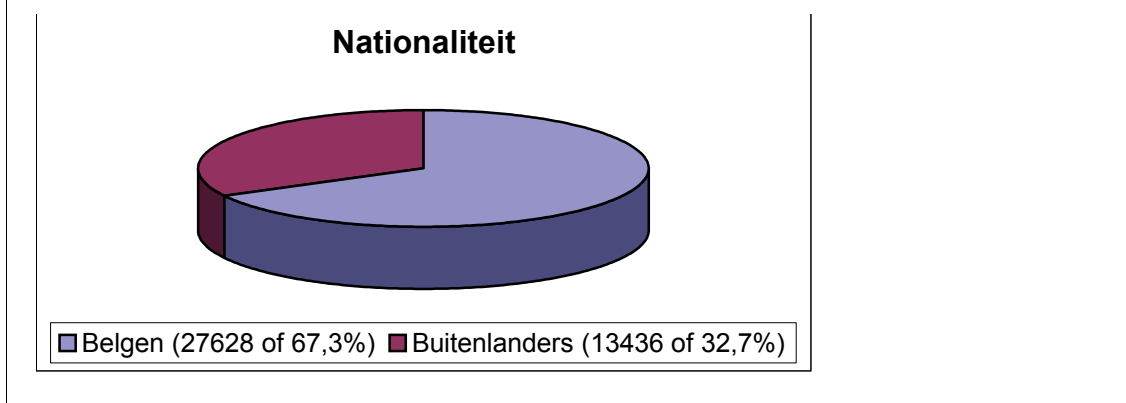
### Demografische cijfergegevens

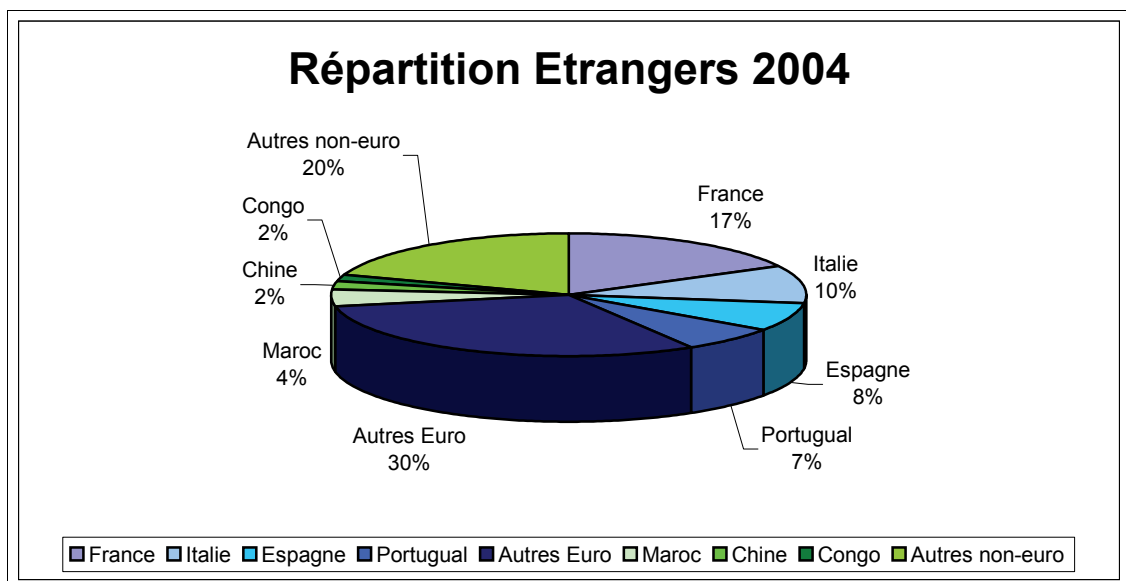
Aantal inwoners: 41.064 (in 2004)

Leeftijdspiramide:



Demografische herkomst:





### Sociaaleconomische cijfergegevens

#### Armoede-indicatoren:

Werkloosheid: In 2004 bedroeg het werkloosheidspeil 17,7% (tegen 19,9% voor het Gewest). Verdeeld naar geslacht kwam dit op: 16,7% mannen (tegen 18,7% voor het Gewest) en 18,8% vrouwen (tegen 21,4% voor het Gewest).

De Gemeente telt 2211 volledig uitkeringsgerechtigde werklozen: 1147 mannen en 1064 vrouwen. Er zijn 352 deeltijdse werklozen.

Leefloon: in 1991 leefde 3,8% van de Etterbeekse bevolking van een minimumuitkering. In 2004 waren er 1285 gerechtigden op het bestaansminimum.

Wat het inkomen betreft, kunnen we op basis van de cijfers voor 1999 en 2000 vaststellen dat de verdeling van het netto belastbare inkomen overeenkomt met de doorsnee verdeling in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (namelijk 4% van het gewestelijk netto belastbaar inkomen in elke inkomensschijf).

In 2000 had 30% van de 16.552 aangiften in Etterbeek betrekking op bedragen hoger dan € 24.789,35; 21% op bedragen tussen € 17.352,55 en € 24.789,35; 20% op bedragen tussen € 12.394,68 en € 17.352,55; 20% op bedragen tussen € 6197,34 en € 12.394,68; 6% op bedragen tussen € 2478,94 en € 6197,34; 3% op bedragen lager dan € 2478,94.

### Bouwstructuur

#### Beschrijving van de bebouwing in de gemeente of de gebieden\*

(In het geval van een beschrijving per gebied wordt gevraagd een beschrijving te geven voor elk vastgesteld gebied)

(op basis van het GemOP dat op 28/11/05 door de Gemeenteraad is goedgekeurd)

De gemeente Etterbeek telt 85% appartementen en 15% eengezinswoningen. De huisvesting zit in een dicht stedelijk patroon dat bestaat uit rijwoningen en dicht op elkaar geplaatste gesloten huizenblokken.

In 2004 werden er 396 tweede verblijfplaatsen geteld (op basis van de gemeentebelasting die werd geïnd op tweede verblijfplaatsen).

De Etterbeekse woningen zijn ouder dan het gewestelijke gemiddelde (bijna 70% van de woningen werd gebouwd tussen 1900 en 1945).

Vooral in het westelijke deel van de gemeente (Haernestraat, de Theuxstraat, enz.) zijn renovatiewerken noodzakelijk.

De administratieve activiteiten nemen twee vormen aan:

klassieke kantoorgebouwen, die goed zijn voor zo'n 185.000 m<sup>2</sup> vloeroppervlakte (Sint-Michielswarande, De Motstraat...);

kleine kantoren die her en der verspreid liggen in residentiële buurten (appartementengebouwen, herenhuizen); meestal worden zij gebruikt door vrije beroepen, buitenlandse vertegenwoordigingen, kleine ondernemingen enz.

De belangrijkste winkelcentra zijn De Jacht en de Tongerenstraat, met aantrekkingskracht tot buiten de eigen gemeente. Enkele andere centra met meer lokale uitstraling zijn: het Jourdanplein, het Van Meyelplein, de Thieffrystraat, de Eskadronstraat. Buiten deze commerciële centra zijn er over de hele gemeente handelszaken verspreid (behalve in de residentiële wijk buiten de lanen van de grote ringen).

De gemeente telt 1466 sociale woningen. Ze zijn grosso modo verdeeld in zes groepen (Nieuwelaan, Commandant Ponthierstraat, Joseph Buedtsstraat, de Haernestraat, Fort van Boncellesstraat, Vijverstraat). Daarnaast liggen er ook enkele meer verspreid (onder meer Oudergemlaan, Louis Hapstraat). Een derde van de sociale woningen wordt beheerd door SORELO, de overige twee derde door de Etterbeekse Haard (bron GemOP 2003).

Etterbeek heeft geen industriegebieden of bedrijvenparken.

### **Criminaliteitscijfers**

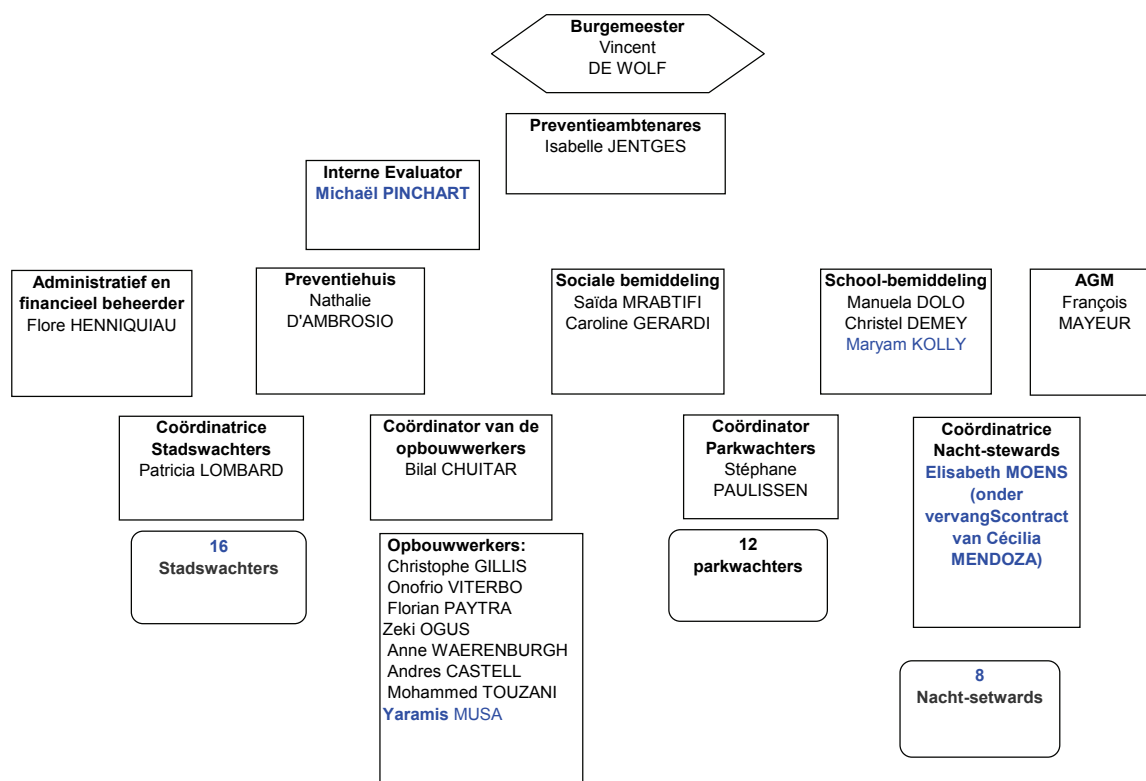
De meest voorkomende vormen van criminaliteit zijn diefstal in voertuigen gevolgd door diefstal in woningen. Daarna volgen diefstal met geweld of bedreiging, en slagen en verwondingen.

## **II. BETERE INTEGRATIE VAN DE DOELGROEPEN**

### **Inleiding**

Het gewestelijke Contract voorziet een bedrag voor de « indexering der barema's ». Een bedrag van € 60.000 compenseert de loonmeerkosten ten laste van de Gemeente zowel federaal als regionaal, voor het personeel van het Veiligheids- en Preventiecontract van Etterbeek.

Na het algemene organogram van het Veiligheids- en Preventiecontract van Etterbeek worden de projecten, die niet door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden gefinancierd, kort beschreven.



## 1. Algemene coördinatie

De preventieambtenares

De preventieambtenares is verantwoordelijk voor de ontwikkeling en de tenuitvoerlegging van een lokaal preventiebeleid. Hiertoe doet zij de coördinatie van de preventieacties die op lokaal niveau worden gevoerd. De preventieambtenares leidt het hele team van het Veiligheidscontract en begunstigt en coördineert een werking waarbij de gemeentediensten in kwestie betrokken zijn. Zij moedigt alle samenwerkingsvormen tussen de verschillende actoren aan en zorgt ten slotte voor de verspreiding van informatie over het Veiligheidscontract bij de bevolking en bij de lokale actoren.

De interne evaluatie

De interne beoordelaar is verantwoordelijk voor de permanente evaluatie van de verschillende projecten van het Contract. Hij staat in voor het verzamelen van de pertinente gegevens en is verantwoordelijk voor de analyse van die gegevens. Hij verleent methodologische steun voor elke actie die wordt ontwikkeld, en is betrokken bij de uitwerking van elk nieuw project.

Hij stelt ook evaluatierapporten op die regelmatig naar het ministerie van Binnenlandse Zaken en naar het Gewest moeten worden gestuurd.

De administratief en financieel beheerster

De administratief en financieel beheerster is verantwoordelijk voor de boekhouding en voor het goede verloop van de administratieve procedures betreffende de activiteiten van het Contract. Zij ziet er op toe dat de beschikbare middelen correct in het gemeentebudget worden ingeschreven zodat er bij de activiteiten van het Contract onmiddellijk over kan worden beschikt. Tevens verzamelt zij de bewijsstukken met het oog op de betaling van de toelage door het Gewest en de FOD Binnenlandse Zaken.

## 2. Stadswachters

Het team wordt begeleid door een coördinatrice, die de programma's en werkuren verder preciseert. Zij luistert naar de teamleden en ondersteunt hen bij hun werk.

De activiteit van de Stadswachters heeft als voornaamste doel het - al dan niet subjectieve - onveiligheidsgevoel bij de burger te doen verminderen. Met het oog hierop bewaken de stadswachters de omgeving van scholen en publieke ruimten. Zij staan in voor speciaal toezicht tijdens buurtfeesten, rommelmarkten, braderieën, de kermis op het Jourdanplein, het middeleeuws feest, het feest op de Tervurenlaan, de nationale feestdag op 21 juli enzovoort.

Ook twee fietsbrigades zijn op die dagen in de gehele gemeente actief.

De Stadswachters lichten hun coördinatrice in over de problemen die er eventueel in de gemeente bestaan (de staat van het materiaal van de gemeente, de situatie in de omgeving van de scholen, problemen tussen jongeren en inwoners enzovoort). Zij stuurt deze informatie vervolgens door naar de bevoegde diensten, die het probleem dan trachten op te lossen.

De Stadswachters hebben een welwillend oor voor de inwoners en trachten in de mate van het mogelijke te antwoorden op al hun vragen, waarbij ze hen eventueel naar de desbetreffende gemeentelijke dienst doorverwijzen.

### 3. Het Preventiehuis

Het Preventiehuis wordt beheerd door een coördinatrice en dient een dubbel doel: een technisch-preventief en een sociaal. Het technisch-preventieve aspect behelst het beheer van de premies ter beveiliging van woningen tegen inbraak en de subsidies ter beveiliging van sociale woningen. Het omvat ook de installatie en het beheer van het systeem van beveiligingscamera's. Het sociale luik heeft als doel diverse preventie-initiatieven voor de bevolking van Etterbeek te ontwikkelen. In dit verband zullen er onder meer inwonersvergaderingen en informatiesessies over een specifiek thema georganiseerd worden. Een aparte ruimte wordt voorbehouden voor het voorstellen van verschillende beveiligingssystemen. Het preventiehuis kan heel veel preventieve tips aanreiken.

Bedrag van posten 1, 2 en 3:

Toelage van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest: Het gaat om de bijdrage voor het loon van de coördinatrice van de Stadswachters.

Personeelskosten	32.226,16 €	%
------------------	-------------	---

2. Andere financieringen van het project:

In 2004, 2005 en 2006 heeft de FOD Binnenlandse Zaken in het kader van de Europese Toppen een financiële tegemoetkoming verleend voor het Veiligheids- en Preventiecontract.

De FOD Binnenlandse Zaken betoelaagt het loon, de actiemiddelen en de werkingskosten voor een bedrag van 227.372€

De Gemeente Etterbeek stelt lokalen ter beschikking in de Generaal Tombeurstraat, 1040 Etterbeek.

De Gemeente komt ook tegemoet in de personeelskosten door het loon, de anciënniteitspremie en de maaltijdcheques ten laste te nemen. De Gemeente betaalt ook de kosten van sommige opleidingen.

### 4. Nachtstewards

Een team van 8 nachstewards, dat onder leiding staat van een coördinatrice, zal tussen 16.00 uur en 22.00 uur toezicht houden in de straten van Etterbeek. Vanaf juni tot en met september zal het team uitgebreid worden tot 12 leden. De werkuren worden dan aangepast en lopen in die periode van 18.00 uur tot 1.00 uur.

De taak van deze stewards sluit aan bij en vervolledigt de opdracht van de Stadswachters: het onveiligheidsgevoel doen verminderen, inlichtingen en informatie verstrekken en met de bevolking spreken.

#### Bedrag van de post:

1. Totaalbedrag: € 207.000,03€

2. Toelage van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest: 3 Gesubsidieerde Contractueelen (niveau E) (59.494,44€)

3. Andere financieringen van het project (vermeld het bedrag en de herkomst):

In 2007 heeft de FOD Binnenlandse Zaken in het kader van de Europese Toppen een financiële tegemoetkoming gegeven voor een bedrag van € 207.000.

In 2006 is de Gemeente gedeeltelijk tegemoetgekomen in de financiering van deze post, in casu door de personeelskosten van het hele team te dragen.

Bovendien neemt de Gemeente de kosten van bepaalde opleidingen voor haar personeel en ook de uitrustingskosten (uniform, gsm enzovoort) voor haar rekening.

Tot slot stelt de Gemeente Etterbeek ook de lokalen ter beschikking.

## 5. Dienst voor Alternatieve Gerechtelijke Maatregelen

De dienst voor Alternatieve Gerechtelijke Maatregelen zorgt op het lokale niveau voor het toezicht op en de pedagogische omkadering van alternatieve maatregelen en straffen, en dit zowel voor volwassenen als voor minderjarigen. De dienst informeert de betrokken gerechtelijke instanties over de uitvoering van deze maatregelen en straffen en legt een database aan met de verschillende gemeentelijke diensten of instellingen die kunnen zorgen voor de opvang van mensen die een gemeenschapsdienst moeten verrichten.

Bedrag tot het post:

Totaalbedrag: 54.353,54€

Toelage van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest: Nihil

Andere financieringen van het project: De post krijgt een toelage van de FOD Justitie ten bedrage van € 39.622,96.

In 2006 is de Gemeente ook voor € 14730,58 tegemoetgekomen in de anciënniteitspremies en de betaling van maaltijdcheques.

Bovendien bekostigt de Gemeente sommige opleidingen voor het gemeentepersoneel.

Tot slot stelt de Gemeente Etterbeek ook de lokalen ter beschikking.

## 6. Aanpak van het drugsverslavingsprobleem

Het Veiligheids- en preventiecontract van Etterbeek krijgt van de FOD Binnenlandse Zaken een bedrag van € 5.684,29 voor de behandeling van de drugsverslavingsproblematiek. Dat bedrag wordt overgemaakt aan het Centrum TRANSIT.

Sociale bemiddeling (A2/1)

Startdatum van het project: 1994

Dit project betreft:

De sociale bemiddeling	Schoolbemiddeling en strijd tegen schoolverzuim
Straathoekwerk	Parkwachters

Plaats van interventie:

Het project betreft de hele gemeente.

Beschrijving van de doelgroep(en)

Dit project richt zich niet tot een specifieke doelgroep maar tot alle inwoners van de gemeente.

Aan welke proble(e)m(en) of behoefte(n) komt het project tegemoet?

1. Het verzekeren van bemiddeling bij alle soorten buurt- en familieconflicten die op het grondgebied worden vastgesteld; eventueel synergie met andere gemeentelijke diensten (werkloosheid, pensioenen, OCMW, Slachtofferhulp, politie...);



2. Informeren, raad geven, wegwijs maken, begeleiden. Elke vraag van de burger beantwoorden. De sociaal bemiddelaar treedt alleen op en/of in samenwerking met één of meerdere diensten. Personen die dat wensen begeleidt hij eventueel bij het nemen van verdere stappen op administratief of ander vlak (ziekenfonds, uitkeringen, sociale woningen...);

3. De aandacht van de plaatselijke verkozenen en verantwoordelijken vestigen op sommige disfuncties en/of specifieke situaties die door de gezinnen als “onrechtvaardig” kunnen worden ervaren. Eventueel voorstellen doen ter remediëring.

4. Wensen van de lokale bevolking aanhoren en herkennen en zo de deelname aan het sociale en culturele leven bevorderen, namelijk via een seniorencomité en door bevordering van intergenerationele uitwisselingen

Afstemming van de projectdoelstellingen op de doelstellingen van het Gewest zoals omschreven in de inleiding van het veiligheids- en preventiecontract:

De sociale bemiddeling kan inderdaad volledig tegemoetkomen aan de doelstelling 1 uit de Inleiding (sterk bijdragen tot een betere levenskwaliteit van alle burgers). Door een warm onthaal, een luisterend oor en ondersteuning van de burgers bij de sociale problemen waarmee zij te kampen hebben, verbeteren de sociaal bemiddelaarsters in de mate van het mogelijke de levenskwaliteit van de mensen die hen raadplegen en indirect ook de levenskwaliteit in de desbetreffende buurten.

De sociale bemiddeling tracht de conflicten tussen burgers te verzachten en komt zodoende ook tegemoet aan doelstelling 2 (tegemeetkomen aan de veiligheidsbehoeften) en doelstelling 3 (erop toezien dat er voor de verschillende doelgroepen begeleidende maatregelen worden uitgewerkt om zo een concreet alternatief voor delinquentie te bieden).

Projectwerking:

Menselijke hulpmiddelen:

Het project telt 2 leden: 2 van niveau B. Hun werkuren worden ingedeeld in spreekuur, follow-up en activiteiten om zich bij de burgers (her)kenbaar te maken als hulpverstrekkers bij sociale problemen.

Materiële hulpmiddelen:

De bemiddelaars houden vrij spreekuur op maandag van 8.30 uur tot 10.30 uur in het Gemeentehuis van Etterbeek

Ze houden ook vrij spreekuur op dinsdag en donderdag van 8.30 uur tot 10.30 uur in hun kantoor (Gen. Tombeurstraat, 53A)

De bemiddelaarsters ontvangen op afspraak in hun kantoor of komen aan huis.

Welke partners worden formeel of informeel ingeschakeld bij het project?

Individueel:

De sociaal bemiddelaarsters werken met een groot aantal partners met wie ze samen een antwoord trachten te vinden op de vragen en situaties die de burger hen voorlegt. Dat kan variëren van een eenvoudige doorverwijzing naar een geschiktere dienst tot een nauwere samenwerking waarbij de persoon in kwestie begeleid moet worden.

Collectief :

Samenwerking met de VZW-sector (vzw « Aile », vzw « Aigle », vzw « LHS », Senghor Cultureel Centrum, vzw « Atelier 210 », vzw « Arrière-scène », enz.)

Net zoals bij de andere projecten werkt de sociale bemiddeling in een soort van partnerschap met de andere onderdelen van het Veiligheids- en Preventiecontract. Daarbij wordt informatie uitgewisseld, mensen worden doorverwezen naar andere diensten van het contract, er wordt steun verleend bij de organisatie van activiteiten enzovoort.

Tijdschema van het project:

## Individueel:

Het project loopt constant door. De sociale bemiddelingsdienst organiseert zelf geen speciale fases of evenementen.

## Collectief:

Een maandelijks uitstapje met de senioren.  
Wekelijkse bijeenkomst in het kader van het seniorencomité.  
Gerichte acties naargelang de gelegenheden.

De bemiddelaarsters nemen deel aan de maandelijks teamvergaderingen waarop de verschillende diensten van het Veiligheids- en Preventiecontract bijeenkomen.

## Bereikte resultaten

Onder de bereikte resultaten wijst de dienst op een verbetering van de situatie van de gezinnen dankzij de follow-ups.

Zeer duidelijke stijging van het aantal leden van het seniorencomité.

Stijging van het aantal deelnemers aan de verschillende voorgestelde activiteiten.

Stijging van het aantal activiteiten in verband met het comité van "Aigle" vzw.

2x per week beschikbaarstelling van het communautaire lokaal, gelegen Generaal Henristraat, 134

## Vooruitzichten

## Individueel:

Op middellange termijn (één jaar): een hoger aantal dossiers met goed gevolg afhandelen; voortzetting van het project.

## Collectief:

## Voortzetting

Organisatie van meer "intergeneratie" activiteiten door een actieve deelneming van de bejaarden te stimuleren.

Op lange termijn (twee jaar en langer): een nauwere samenwerking met de andere diensten van het Contract Projectbedrag

1. Totaalbedrag: € 75.452,32

2. Toelage van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest:

Personeelskosten	64.452,32 €	85%
Actiemiddelen	11.000 €	15%
Totaal	75.452,32 €	

De investeringskosten worden gezamenlijk in rekening gebracht voor een bedrag van 32.994 €.

## Andere financieringen van het project:

In 2007 kwam de Gemeente ook tegemoet in de personeelskosten, door de anciënniteitspremie en de betaling van maaltijdcheques voor haar rekening te nemen.

Bovendien draagt de Gemeente de kosten van sommige opleidingen van personeel van de gemeente.

Lokalen toegewezen aan de twee bemiddelaarsters: één voor de eigenlijke administratie en een andere in het gebouw in de Generaal Tombeurstraat 53, 1040 Etterbeek).

Referent(e) belast met de projectfollow-up (volledige coördinaten)

Naam: JENTGES Voornaam: Isabelle  
 Functie: Preventieambtenares  
 Adres: Generaal Tombeurstraat 51, 1040 Etterbeek  
 Gsm.: 0497 599 847 Tel.: 02 627 27 95 Fax: 02 734 56 49  
 e-mail : [i.jentges@etterbeek-prevention.be](mailto:i.jentges@etterbeek-prevention.be)

Beschikbare documenten over het project: /  
 Schoolbemiddeling (A2/2)

Startdatum van het project: 1994

Dit project heeft betrekking op:

Sociale bemiddeling	Schoolbemiddeling en strijd tegen schoolverzuim
Straathoekwerk	De parkwachters

Plaats van interventie:

Dit project betreft de hele gemeente.

Beschrijving van de doelgroep(en)

Dit project heeft betrekking op een specifieke doelgroep:

Verantwoording van de doelgroepkeuze:

De gemeente Etterbeek telt een erg hoog aantal schoolinstellingen, namelijk een twintigtal kleuter-, basis- en middelbare scholen, waarvan er één bekendstaat voor positieve discriminatie. De bemiddeling gebeurt er hoofdzakelijk ten voordele van schoolplichtige jongeren die vaak afwezig zijn of uitgesloten worden. Uitzonderlijk kunnen de schoolbemiddelaarsters ook ingaan op de vraag van meerderjarigen die op zoek zijn naar een opleiding. Voorts heeft de gemeente Etterbeek ook een groot aantal hogescholen.

Samenstelling van de doelgroep

Jongeren van 6 tot 18 jaar die een van de Etterbeekse schoolinstellingen bezoeken, eender van welk net, en/of in de gemeente wonen. In 2004 werden er 5069 jongeren van 6 tot 18 jaar geteld die op het grondgebied van de gemeente wonen, dit is 12% van de Etterbeekse bevolking.

Schatting van het aantal betrokken personen

Het schoolbemiddelingsproject staat ter beschikking van de leerlingen die de scholen van de verschillende onderwijsnetten in de gemeente Etterbeek bezoeken, ongeveer 10.000 leerlingen.

Aan welke proble(e)m(en) of behoefte(n) komt het project tegemoet?

Aangezien vele redenen kunnen leiden tot schoolverzuim of geweld op school, is het werkerrein van de schoolbemiddelaarsters erg uitgebreid en zijn de doelgroepen van de verschillende projecten gevarieerd.

De schoolbemiddeling staat in de eerste plaats ten dienste van de schoolplichtige jongeren. De rol van de bemiddelaarsters bestaat erin om de jongeren in staat te stellen hun schoolplicht te vervullen en het behoud van een gunstig klimaat in de school te bevorderen.

Afstemming van de projectdoelstellingen op de doelstellingen van het Gewest zoals omschreven in de inleiding van het veiligheids- en preventiecontract:

De schoolbemiddeling komt indirect niet alleen tegemoet aan doelstelling 1 van de Inleiding (sterk bijdragen tot een betere levenskwaliteit van alle burgers), maar ook aan doelstelling 2 (tegenkomen aan de veiligheidsbehoeften) en 3 (erop toezien dat er voor de verschillende doelgroepen begeleidende maatregelen worden uitgewerkt om zo een concreet alternatief voor delinquentie te bieden).

Projectwerking:

Menselijke hulpmiddelen:

Het project telt 2 leden van het niveau A.

Materiële hulpmiddelen:

De twee schoolbemiddelaarsters doen dienst tijdens de kantooruren, namelijk van 9 tot 17 uur.

De bemiddelaarsters ontvangen op afspraak in hun kantoor of komen aan huis.

Welke partners worden formeel of informeel ingeschakeld bij het project?

De schoolbemiddelaarsters werken in partnerschap met vele andere diensten. Ze hebben onder andere een nauwe samenwerking met verschillende actoren in het domein van de jeugdhulp en jeugdbescherming, namelijk de dienst voor hulpverlening aan de jeugd, de dienst voor gerechtelijke bescherming, het Steunpunt Jeugd, de schoolinstellingen en de Jeugddienst van de Politie.

Net zoals bij de andere projecten werkt de schoolbemiddeling in een soort van partnerschap met de andere onderdelen van het Veiligheids- en Preventiecontract. Daarbij wordt informatie uitgewisseld, worden mensen doorverwezen naar andere diensten van het contract en wordt er steun verleend bij de organisatie van activiteiten enzovoort.

Tijdschema van het project:

Het project loopt constant door. De dienst schoolbemiddeling organiseert zelf geen speciale fases of evenementen.

De bemiddelaarsters nemen deel aan de maandelijkse teamvergaderingen waarop de verschillende diensten van het Veiligheids- en Preventiecontract bijeenkomen.

Bereikte resultaten

Onder de bereikte resultaten vestigt de dienst de aandacht op de schoolse en/of sociaalprofessionele integratie van de jongeren, hun persoonlijke ontplooiing, de verbetering van de intrafamiliale banden of ook de preventie van gewelddadigheden of psychologische problemen.

De dienst stelt soms een gebrek aan familiale betrokkenheid vast of een moeilijke samenwerking met de externe diensten (scholen, verenigingen, enzovoort).

Vooruitzichten

Op middellange termijn (een jaar) en op lange termijn (2 jaar en langer): voortzetting van het project.

Projectbedrag

Totaalbedrag: € 84.325,92

Toelage van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest:

Personeelskosten	79.325,92 €	95%
Actiemiddelen	5.000,00 €	5%
Totaal	84.325,92 €	

De investeringskosten worden gezamenlijk in rekening gebracht voor een bedrag van 32.994 €.

Autres financements du projet :

In 2007 is de Gemeente ook tegemoetgekomen in de personeelskosten, door de anciënniteitspremie en de betaling van maaltijdcheques op zich te nemen.

Bovendien draagt de Gemeente de kosten van sommige opleidingen van gemeentepersoneel.

Lokalen toegewezen aan de twee bemiddelaarsters: Generaal Tombeurstraat 53A en 53B, 1040 Etterbeek.

Referent(e) belast met de projectfollow-up (volledige coördinaten)

Naam: JENTGES  
Functie: Preventieambtenares

Voornaam: Isabelle

Adres: Generaal Tombeurstraat 53, 1040 Etterbeek  
 Gsm.: 0497 599 847 Tel.: 02 627 27 95 Fax: 02 734 56 49  
 e-mail : i.jentges@etterbeek-prevention.be

Beschikbare documenten over het project: /

Cultureel en sportopbouwwerk (A2/3)

Startdatum van het project: 1994

Dit project heeft betrekking op:

Sociale bemiddeling	Schoolbemiddeling en strijd tegen schoolverzuim
Straathoekwerk	De parkwachters

Plaats van interventie:

Het project betreft de hele gemeente en meerdere specifieke buurt(en)/sector(en):

Sommige acties bestrijken de hele gemeente, terwijl andere specifiek op een bepaalde wijk gericht zijn. Twee opbouwwerkers (een vrouw en een man) richten hun inspanningen specifiek op een sociale woonbuurt (de Boncelleswijk). Een opbouwwerker concentreert zijn werk op een tweede sociale woonbuurt (de Rolinwijk). Twee opbouwwerkers werken verschillende projecten uit voor de Sint-Antoniuswijk. (een deeltijdse en een voltijdse opdrachten) De andere drie zetten acties op die bestemd zijn voor de Etterbeekse jongeren in het algemeen (sportactiviteiten, artistieke workshops en een opnamestudio).

Beschrijving van de doelgroep(en)

Dit project heeft betrekking op een specifieke doelgroep:

Verantwoording van de doelgroepkeuze

In wezen richten de opbouwwerkers zich tot de Etterbeekse jongeren of tot jongeren die een zekere band met de gemeente hebben (bijvoorbeeld school). Naar gelang van het project werd er een leeftijdsgrens vastgesteld, om enerzijds niet te vervallen in een soort van bezigheidstherapie voor een te jong publiek en om anderzijds de oudere jongeren de kans te bieden zich te ontwikkelen en hen aan te sporen tot een actief leven. Bij de bepaling van de leeftijdsgrenzen werd wel rekening gehouden met de realiteit van de wijken waar de projecten zich afspelen.

Samenstelling van de doelgroep

Boncelleswijk: Bestaat voornamelijk uit jonge kinderen; tieners vind je er nauwelijks. De opbouwwerkers richten zich voornamelijk tot kinderen van 6 tot 15 jaar. De groep is gemengd qua afkomst en geslacht; alle kinderen maken echter deel uit van gezinnen met sociale problemen.

Rolinwijk: Hier bestaat het publiek vooral uit jongens van Maghrebijnse oorsprong van 11 tot 17 jaar. De reden van deze doelgroepkeuze is dat het vooral deze jongeren zijn die de publieke ruimte innemen. Met het oog op de diversiteit is het nochtans de bedoeling ook andere doelgroepen aan te trekken.

Sint-Antoniuswijk: Zeer specifieke buurt want de meerderheid van de kinderen en jongeren uit deze wijk is afkomstig uit de Chaldeeuse gemeenschap. Jongens en meisjes gaan probleemloos met elkaar om.

Andere: De andere acties bereiken een breder publiek. Dat bestaat voornamelijk uit mensen van Etterbeek zelf of uit mensen die een of andere band met de gemeente hebben, in het bijzonder via de schoolinstelling die ze bezoeken. De deelnemingsgraad en samenstelling van de respectieve groepen lopen wat uiteen, afhankelijk van de belangstelling voor de voorgestelde projecten.

Schatting van het aantal betrokken personen

Rekening houdend met alle wijken en acties schatten we het aantal kinderen en jongeren dat deelneemt aan onze projecten, op ongeveer 150.

Aan welke proble(e)m(en) en behoefte(n) komt het project tegemoet?

De opbouwwerkers hebben een drievoudige taak: opvoeding, deelname aan het gemeenschapsleven en het bestrijden van overlast.

Het Opbouwproject bestaat erin de jongeren te confronteren met verantwoordelijkheden, normen en wetten. De opbouwwerker is bij uitstek een opvoedkundig richtpunt. De algemene doelstelling van de opbouwwerkers bestaat erin de jongeren en de inwoners aan te moedigen om bij te dragen aan de sociale ontwikkeling van hun buurt. Opvoeding en deelname aan het gemeenschapsleven kunnen het deelaspect “strijd tegen overlast” gunstig beïnvloeden.

Meer concreet leggen de opbouwwerkers een activiteitenprogramma vast. Deze activiteiten lopen het hele jaar door, ook tijdens de schoolvakanties. Enkele van die activiteiten zijn: reizen, stages, tennislessen, voetbal, rollerskaten en theater.

Bovendien neemt het team ook deel aan het project “verzelfstandiging”. Dit heeft als doel een groep jongeren de kans te bieden een duidelijk of nog nader te omschrijven project op te zetten met de steun van het Veiligheids- en Preventiecontract. De jongeren blijven ten volle verantwoordelijk voor hun project en de opbouwwerkers treden hoofdzakelijk op als facilitator of om de jongeren bij te sturen tijdens de realisatie van hun project.

De problemen waarmee we geconfronteerd worden, hebben in wezen allemaal te maken met het samenleven van jongeren en volwassenen in buurtverband. Daarbij gaan we ook de frequentie van schoolproblemen na bij jongeren

Afstemming van de projectdoelstellingen op de doelstellingen van het Gewest zoals omschreven in de inleiding van het veiligheids- en preventiecontract

Het Opbouwproject wil een bijdrage leveren tot een betere levenskwaliteit van alle burgers, maar meer in het bijzonder van de jongeren. Indirect komt de actie van de opbouwwerkers tegemoet aan de lokale veiligheidsbehoeften. Met deze actie worden ook begeleidende maatregelen voor de jongeren ontwikkeld om hen met name een concreet alternatief te bieden voor delinquentie.

#### Projectwerking

##### Menselijke hulpmiddelen:

Het team bestaat uit één coördinator van niveau B, één voltijdse opbouwwerker van niveau B, één halftijdse opbouwwerker van niveau B, één halftijdse niveau B is vrij, vier opbouwwerkers van niveau C en één opbouwwerker van niveau E. Het team telt één vrouwelijke opbouwwerker.

##### Materiële hulpmiddelen:

Twee opbouwwerkers (een man en een vrouw) kunnen over een lokaal beschikken voor hun activiteiten in de sociale woonbuurt van Bonnelles. Dit lokaal vormt de zetel van de vzw AILE waarmee het Preventie- en Veiligheidscontract samenwerkt. De activiteiten van de opbouwwerkers hebben grotendeels daar plaats. Het lokaal is open van maandag tot zaterdag en de activiteiten van de opbouwwerkers vinden er plaats van 15.30 uur tot 19.00 uur. Indien nodig worden sommige activiteiten gehouden in het hoofdkantoor van het Contract in de Generaal Tombeurstraat 53, 1040 Etterbeek.

Twee opbouwwerkers beschikken over een lokaal, “Le Chalet” genaamd, dat gelegen is in de Rolin-site met sociale woningen. Het lokaal is open van dinsdag tot zaterdag van 15.30 uur tot 19.30 uur.

Voor de taakschool kunnen we ook over de gemeenschappelijke ruimte van de sociale woningen SORELO beschikken; de opvang gebeurt er voornamelijk door een halftijds werkende opbouwwerkster. Kinderen kunnen in deze ruimte terecht vanaf maandag tot donderdag, telkens vanaf 17.00 uur tot 20.00 uur.

Het Veiligheids- en Preventiecontract beschikt ook over een semiprofessionele opnamestudio in de vestiging in de Generaal Tombeurstraat 53. De studio is toegankelijk op woensdag en zaterdag, telkens van 14.00 uur tot 18.00 uur ofwel op afspraak.

Welke partners worden formeel of informeel ingeschakeld bij het project?

Partner 1: De gemeentediensten “Animaties” en “Informatie” voor het verspreiden van informatie over de activiteiten van de opbouwwerkers.

Partner 2: Verschillende vzw's die op Etterbeeks grondgebied gevestigd zijn, waaronder: l'Aile, l'Aigle, Chambéry, Samarcande, Ettercité en Tour de Babel. Sommige projecten worden georganiseerd in partnerschap met deze verenigingen, bijvoorbeeld kampen, een carnavals- of sinterklaasfeest...

Partner 3: De coördinatie van het Project voor Sociale Cohesie, ook als partner bij de organisatie van verscheidene projecten waaronder het feest van de sociale woningen of het sinterklaasfeest.

Partner 4: De politiediensten, waarmee een evenwichtig en doeltreffend samenwerkingsverband tot stand is gekomen. Twee voorbeelden ter illustratie: 1) Probleemsituaties in sommige buurten worden door de politie gesignaleerd. 2) Wijkagenten en opbouwwerkers bespreken met elkaar de aanpak van specifieke problemen in bepaalde buurten.

Partner 5: De twee socialehuisvestingmaatschappijen in Etterbeek: Sorelo en de Etterbeekse Haard. Er wordt informatie uitgewisseld en er worden evenementen in partnerschap georganiseerd.

Partner 6: Alle andere onderdelen van het Veiligheids- en Preventiecontract. Uitwisseling van informatie, doorverwijzing van mensen naar andere diensten van het contract, ondersteuning bij de organisatie van activiteiten, enz.

Tijdschema van het project:

Elke week zijn er twee vergaderingen met de opbouwwerkers.

Elke maand is er een overkoepelende vergadering van het hele coördinatie team van het Veiligheids- en Preventiecontract.

De coördinator van het project Opbouwwerk neemt deel aan tweemaandelijks vergaderingen met de kabinetschef van de Burgemeester, de preventieambtenares, de administratieve en financiële beheerster en de interne evaluator.

Voor 2008 werden buiten de wekelijkse activiteiten ook nog de volgende projecten op touw gezet:

- ruiterboerderij

festival van musicaal videoclip ;

toernooi van voetbal in Italië, van 28/06 tot 08/07

uitwisseling project van jongeren in Montréal (BIJ)

uitwisseling met Essaouira

pedagogische boerderij

- collectieve artistieke oprichting in partnership met de vzw Amalgame

- audiovisueel project rond het thema van de interculturele dialoog die door ----CBAI is begonnen

- project “sport-avontuur” Durbuy

- project multilaterale uitwisseling in Zweden voor de bestrijding van het racisme en vreemdelingenhaat

project « Kleine Gilles van Etterbeek »

project « choralen van de gemeentescholen van Etterbeek, in verband met Télévie »

Bereikte resultaten

Een aantal gerealiseerde projecten hebben bijgedragen tot een verbetering van de relaties tussen de verschillende veldactoren (jongeren, inwoners, politie, handelaars enzovoort). Concreet hebben de wijkfeesten die georganiseerd werden in samenwerking met het Project voor Sociale Cohesie en met de twee Etterbeekse sociale huisvesters, een band tussen de verschillende actoren kunnen scheppen. De interculturele feesten geven de leden van verschillende culturen de kans elkaar beter te leren kennen. Het frontlijnwerk helpt de relaties tussen de inwoners te verbeteren met als doel sociale banden te smeden.

Er wordt op gewezen dat de opbouwwerkers nood hebben aan een grondiger opleiding over specifieke aspecten van de veldproblemen.

Vooruitzichten

Op middellange termijn (één jaar):

Verhoging van het aantal jongerengroepen in het kader van het onderdeel “autonomieproject”;  
 Het opzetten van nieuwe samenwerkingsverbanden met de culturele sector van Etterbeek met het oog op het realiseren van culturele projecten;  
 Het opzetten van internationale projecten.  
 Stimuleren van intergenerationele projecten.

Op lange termijn (2 jaar en langer):

Aanstelling van een team opbouwwerkers dat dankzij de opleiding beter is toegerust om tegemoet te komen aan de verschillende verwachtingen en behoeften van het project;  
 Opening van een polyvalente ruimte voor het opzetten van sport- en culturele activiteiten;  
 Ontwikkeling van hechte en langlopende partnerschappen met de culturele en verenigingssector van Etterbeek;  
 Betere erkenning bij de Brusselse verenigingssector.

Projectbedrag

Totaalbedrag : 345.977,94€

Toelage van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest:

Personeelskosten	225.583,12€	65%
Actiemiddelen	95.394,82 €	28%
Hulppersoneel	25.000 €	7%
Totaal	345.977,94€	

De investeringskosten worden gezamenlijk in rekening gebracht voor een bedrag van 32.994 €.

3. Andere financieringen van het project:

In 2007 kwam de Gemeente ook tegemoet in de personeelskosten, door de anciënniteitspremie en de betaling van maaltijdcheques voor haar rekening te nemen.  
 Bovendien draagt de Gemeente de kosten van sommige opleidingen van het gemeentepersoneel.  
 Tot slot stelt de Gemeente Etterbeek de lokalen ter beschikking (een kantoor voor de coördinator, een opnamestudio en een repetitielokaal, een vergaderruimte, een chalet enzovoort).

Referent(e) belast met de projectfollow-up (volledige coördinatoren)

Naam: CHUITAR

Voornaam: Bilal

Functie: Coördinator Opbouwwerk

Adres: Generaal Tombeurstraat 51, 1040 Etterbeek

Gsm: 0497 599 859 Tel.: 02 627 27 93

Fax: 02 734 56 49

e-mail : [b.chuitar@etterbeek-prevention.be](mailto:b.chuitar@etterbeek-prevention.be)

Beschikbare documenten over het project:

Affiches van producties;

Cd's opgenomen in het kader van het project “alle verschillend, alle gelijk”.

### III. FUNCTIONEEL TOEZICHT, TECHNOPREVENTIE EN AANPAK VAN HET ONVEILIGHEIDSGEVOEL

Parkwachters (A2/4)

Startdatum van het project: 2002

Dit project heeft betrekking op:

Sociale bemiddeling	Schoolbemiddeling en strijd tegen schoolverzuim
Straathoekwerk	De parkwachters



Plaats van interventie:

Het project betreft één of meerdere specifieke buurt(en)/sector(en): Het project betreft namelijk alle groene ruimtes in de gemeente Etterbeek.

Beschrijving van de doelgroep(en)

Dit project betreft geen specifieke doelgroep: de gemeentelijke parken zijn immers voor iedereen toegankelijk.

Aan welke proble(e)m(en) of behoefte(n) komt het project tegemoet?

De parkwachters staan in voor de bewaking, de netheid, de “promoting“ en de goede sfeer in de verschillende groene ruimtes. De reputatie van onze gemeente is in niet onbelangrijke mate afhankelijk van de kwaliteit van deze ruimtes, waar elke inwoner een aangename en rustige plek kan vinden. Door een degelijk beheer van deze ruimtes dragen de parkwachters bij tot een duurzame ontwikkeling van de levenskwaliteit in een stedelijke omgeving.

Afstemming van de projectdoelstellingen op de doelstellingen van het Gewest zoals omschreven in de inleiding van het veiligheids- en preventiecontract:

Dit project komt tegemoet aan de doelstellingen 1, 2 en 3 van de Inleiding. Het draagt sterk bij tot een betere levenskwaliteit van alle burgers en komt tegemoet aan de lokale veiligheidsbehoeften. Ook wordt er via dit project op gelet dat er begeleidende maatregelen voor de verschillende doelgroepen worden uitgewerkt om een concreet alternatief te bieden voor delinquentie.

Projectwerking:

Menselijke hulpmiddelen:

Een coördinator van niveau C runt het team van parkwachters. Hij heeft verschillende taken:

Het personeel managen (organiseren en plannen van de werkuren, vergaderingen, teammanagement...);

Beheer van de groene ruimtes (dagelijks een volledige staat opmaken van de parken en plantsoenen, er als een soort rentmeester op toezien dat in de parken de nodige middelen en materialen voorhanden zijn voor het publiek, ervoor zorgen dat de verslagen van de parkwachters aan de bevoegde diensten worden bezorgd en de follow-up van die verslagen verzekeren.);

Het team van parkwachters bestaat uit 12 personen van het niveau E: 7 van hen worden betoelaagd door het Gewest en de andere 5 door de gemeente.

De parkwachters houden toezicht op de publieke groene ruimtes. Het behoort tot hun taak deze plaatsen regelmatig te controleren en in te grijpen als ze inbreuken op de geldende voorschriften voor het gebruik van openbare parken vaststellen.

Ze verrichten bepaalde tuinklussen, vooral paden en grasperken onderhouden, papier oprapen en vuilnisbakken leegmaken.

Ze zijn betrokken bij het plaatsen van kleine stedelijke bewegwijzering en bij andere werkzaamheden in de parken.

Ze helpen mee bij manifestaties of festiviteiten in de parken van Etterbeek.

Hun taak bestaat er ook in de bezoekers de nodige informatie te verstrekken over de verschillende gemeentediensten die tot hun beschikking staan. Ze houden ook een soort logboek bij waarin ze verslag uitbrengen van hun dag, eventueel aangevuld met opmerkingen.

Materiële hulpmiddelen:

In verschillende parken kunnen de parkwachters over een lokaal beschikken: in het Fontenaypark, het Felix Happark, het Kinderparadijspark.

Deze parken zijn van september tot eind mei toegankelijk van 9.00 uur tot 18.30 uur, in juni en juli van 9.00 uur tot 21.00 uur en in augustus van 9.00 uur tot 20.00 uur.

De parkwachters kunnen ook over een aparte ruimte beschikken in het gemeentelijke stadion. De openingsuren zijn ook daar afhankelijk van het seizoen en van de scholen die daar trainingen houden. Over het algemeen is het stadion toegankelijk van maandag tot vrijdag, telkens vanaf 7.30 uur tot 22.30 uur, 's zaterdags vanaf 8.30 uur tot 20.30 uur en op zondag vanaf 8.30 uur tot 18.30 uur.

Welke partners worden formeel of informeel ingeschakeld bij het project?

Partner 1: De verschillende gemeentelijke diensten die moeten instaan voor de follow-up van de verslagen van de parkwachters: de dienst Werken, de vuilophaaldienst...

Partner 2: Verschillende partners die betrokken zijn bij de organisatie van festiviteiten in een park (de gemeentelijke diensten Informatie en Animaties, verschillende verenigingen enzovoort).

Partner 3: De politiediensten (informatieverstrekking door de zonale politie als er zich problemen in een groene ruimte voordoen).

Partner 4: Alle andere onderdelen van het Veiligheids- en Preventiecontract. Uitwisseling van informatie, doorverwijzing van mensen naar andere diensten van het contract, ondersteuning bij de organisatie van activiteiten enzovoort.

Tijdschema van het project:

De coördinator organiseert maandelijks een vergadering met het team van parkwachters.  
De coördinator neemt deel aan de maandelijkse vergadering met alle leden van het contract.

Bereikte resultaten

Een gemeentelijk park moet een trekpleister zijn voor de bevolking. Bejaarden en families hebben onze parken in groten getale bezocht. Hieruit blijkt dat de parkwachters en hun coördinator een geslaagd beleid hebben uitgestippeld. Nu en dan geven de parkbezoekers hun tevredenheid te kennen.

Uit de dagelijkse verslagen die de coördinator aan de verschillende bevoegde diensten bezorgt en uit de daaraan gekoppelde follow-up, blijkt dat de aanleg en inrichting van parken en andere groene ruimtes er beter op worden.

Vooruitzichten

Op middellange termijn (één jaar): -de voorstellingsfolders van de verschillende parken uitbrengen.  
-animatie in de parken tijdens de schoolvakantie.

Op lange termijn (2 jaar en langer): indienstneming van extra parkwachters om de inwoners optimaal van dienst te zijn

Projectbedrag

Totaalbedrag : 173.088,65€

Toelage van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest:

Personeelskosten	166.088,65 €	96 %
Actiemiddelen	7.000 €	4 %
Total	173.088,65€	

De investeringskosten worden gezamenlijk in rekening gebracht voor een bedrag van 32.994 €.

Andere financieringen van het project:

In 2007 kwam de Gemeente ook tegemoet in de personeelskosten, door het loon van vijf personeelsleden, alsook de anciënniteitspremie en de betaling van maaltijdcheques voor het hele team voor haar rekening te nemen.

Bovendien draagt de Gemeente de kosten van sommige opleidingen van het gemeentepersoneel.

*Tot slot stelt de Gemeente Etterbeek de lokalen ter beschikking (een kantoor voor de coördinator, lokalen in verschillende parken).*

Referent(e) belast met de projectfollow-up (volledige coördinatoren)

Naam: PAULISSEN Voornaam: Stéphane

Functie: Coördinator van de parkwachters

Adres: Generaal Tombeurstraat 51, 1040 Etterbeek

Gsm:: 0497 599 843

Beschikbare documenten over het project: /

**(19) Plan Sécurité de la Région de Bruxelles-Capitale - Convention 2008 - Approbation.  
Veiligheidsplan van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Overeenkomst 2008 - Goedkeuring.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :  
Met éenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 mars 2008 accordant des subventions à la Commune d'Etterbeek dans le cadre du Plan Sécurité pour l'année 2008 afin de renforcer les efforts en matière de prévention et améliorer la sécurité;

Vu la convention 2008 transmise par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant sur un montant de 66.874,22€ octroyé à notre Commune ;

Attendu que cette convention entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008 et se termine le 31 décembre 2008,

**DECIDE**

D'approuver la convention 2008 relative au Plan Sécurité de la Région de Bruxelles-Capitale ci-annexée.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

Plan Sécurité de la Région de Bruxelles-Capitale

**CONVENTION**

ENTRE

la RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

représentée par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au développement, Charles PICQUÉ ;  
ci-après dénommée "la Région"

ET

La commune d'ETTERBEEK

représentée par le Bourgmestre, M. Vincent DE WOLF, et le secrétaire communal, M. Christian DEBATY ;  
ci-après dénommée "le bénéficiaire"

IL EST DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

**Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention règle les modalités de la mise à disposition du bénéficiaire d'une subvention de la Région d'un montant de € 66.874,22 conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 mars 2008 accordant des subventions dans le cadre du Plan sécurité pour l'année 2008.

En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

La subvention est allouée au bénéficiaire pour couvrir partiellement ou en totalité les frais liés à la mise en place de différents projets relatifs au Plan sécurité de la Région de Bruxelles-Capitale, présentés à l'annexe 2, et subdivisés en frais de personnel, frais de fonctionnement et frais d'investissement

Le budget prévisionnel est présenté à l'annexe 1 de la présente convention.

### **Article 2 : Durée**

La convention porte sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2008.

### **Article 3 : Contrôle des subventions**

Les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle sont d'application immédiate et générale dès qu'il est question d'une subvention.

Ces articles sont reproduits in extenso ci-dessous :

Art 92 : Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, précitée, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

Art 93 : Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, précitée, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'entité régionale le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Gouvernement. Celui-ci fait appel notamment, pour ce contrôle, aux inspecteurs des finances.

Art 94 : Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, précitée, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

- 1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;
- 2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;
- 3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 93 ;
- 4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 92, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art 95 : Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, précitée, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 92 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 93.

Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

### **Article 4: Modalités de liquidation**

La subvention de € 66.874,22 est fractionnée en deux selon le type de frais : € 61.874,22 pour les frais de personnel et de fonctionnement, et € 5.000,00 pour les frais d'investissement.

La subvention relative aux frais de personnel et de fonctionnement sera liquidée en deux tranches :

une première tranche de € 37.124,53 (soit 60 % du subside) sur la base d'une déclaration de créance introduite pour le 1er juin 2008 au plus tard ;

le solde intitulé « décompte final » sur présentation du décompte final des dépenses et recettes, appuyé des pièces justificatives des frais exposés, à concurrence du montant accepté par l'Administration des Pouvoirs locaux suite à l'analyse des pièces justificatives ou du montant global de la subvention.

Le dossier complet doit être introduit, en une seule fois, au plus tard le 31 mars 2009.

Le paiement des subventions, pour les dépenses d'investissement est effectué en une seule fois, sur présentation du décompte final des dépenses et recettes, appuyé des pièces justificatives des frais exposés, à concurrence du montant accepté par l'Administration des Pouvoirs locaux suite à l'analyse des pièces justificatives ou du montant global de la subvention.

Le dossier complet doit être introduit, en une seule fois, au plus tard le 31 mars 2009.

#### **Article 5 : Pièces à fournir lors de la demande de paiement**

La demande de paiement se fait sous la forme d'une « déclaration de créance » dont l'original est adressé à la Région de Bruxelles-Capitale, Direction de la Comptabilité, CCN, Rue du Progrès 80, 8<sup>ème</sup> étage à 1035 Bruxelles.

Cette déclaration doit mentionner impérativement les éléments suivants :

- le motif du paiement ;
- le montant demandé en paiement ;
- le numéro du visa d'engagement fourni par l'Administration ;
- le numéro de compte bancaire sur lequel ce montant doit être versé.

En outre, cette déclaration de créance doit être rédigée sur papier à en-tête, datée et signée par une personne habilitée à engager le bénéficiaire.

Une copie de cette « déclaration de créance », accompagnée des pièces justificatives, sera adressée à la Région de Bruxelles-Capitale, Administration des Pouvoirs locaux, Direction des Initiatives spécifiques, à l'attention de Monsieur Michel VAN DER STICHELE, Directeur général, boulevard du Jardin Botanique, 20 à 1035 Bruxelles.

Les documents requis en qualité de pièces justificatives sont déterminés par la circulaire du 29 septembre 2005, relative aux directives financières applicables aux contrats de sécurité et de prévention subsidiés par la Région de Bruxelles-Capitale, et applicable aux subventions visées par la présente convention.

Le contrôle de ces pièces par le service administratif gestionnaire doit permettre d'établir que toutes les dépenses engagées ont été réellement effectuées pour la réalisation des actions telles que prévues par la présente convention.

L'Administration des Pouvoirs locaux informera ensuite le bénéficiaire du montant accepté de la subvention.

#### **Article 6 : Présentation des pièces justificatives**

Les pièces justificatives seront accompagnées des preuves de leur paiement : extraits de compte bancaire ou toute autre forme de preuve de paiement.

Elles doivent être numérotées selon l'ordre chronologique et précédées d'une liste reprenant, dans l'ordre des numéros de pièces : le nom du fournisseur, la date de la pièce et son montant.

La liste doit se clôturer par un total et être datée et signée par une personne habilitée à engager le bénéficiaire.

#### **Article 7 : Paiement**

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires. Ils ont lieu dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

Outre le dossier introduit, en une seule fois, au plus tard le 31 mars 2009, le bénéficiaire s'engage à ne plus fournir de pièces justificatives supplémentaires et à ne pas solliciter de subvention complémentaire, à partir de la date à laquelle la déclaration de créance relative au décompte final a été transmise à la Direction de la Comptabilité.

### **Article 8 : Marchés publics**

Lorsque le bénéficiaire de la subvention est une personne dotée d'une personnalité juridique qui, à la date de la décision de lancer un marché, a été créée pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial et dont :

soit l'activité est financée à plus de cinquante pour cent par les services du Gouvernement ou un organisme administratif autonome,  
soit la gestion est soumise à un contrôle desdits services ou organismes,  
soit plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance sont désignés par lesdits services et organismes,

celle-ci est soumise aux dispositions de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, conformément à l'article 4 de ladite loi.

### **Article 10 : Litiges**

Toute contestation ou litige relatif à la présente convention sera soumis aux Tribunaux de Bruxelles, seuls compétents.

### **Article 11 : Transmission des documents**

Toutes les notifications ou communications à faire en vertu de la présente convention seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes :

#### **1. Pour la Région**

Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale  
Administration des Pouvoirs locaux  
Direction des Initiatives Spécifiques  
A l'attention de Monsieur Michel VAN DER STICHELE, Directeur général  
City Center – 1<sup>er</sup> étage  
Boulevard du Jardin Botanique, 20  
1035 Bruxelles

#### **2. Pour le Bénéficiaire**

Au collège des Bourgmestre et Echevins de la commune d'ETTERBEEK  
Avenue d'Auderghem, 115-117  
1040 Bruxelles

Pour la **RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**,

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au développement,  
Charles PICQUÉ

Pour la commune d'ETTERBEEK,  
le Bourgmestre, Vincent DE WOLF, le Secrétaire communal, Christian DEBATY

### **ANNEXE 1 : budget prévisionnel**

**Etterbeek**

<b><u>Frais de personnel</u></b>		
Prévention sur le trajet de l'école:	heures sup.	<b>10.098,00 €</b>
Prévention en soirée	heures sup.	<b>6.220,00 €</b>
Cellule de veille	1 niveau A	<b>40.456,22 €</b>
<hr/>		
<b><u>Frais de fonctionnement:</u></b>		
Prévention sur le trajet de l'école:		<b>0,00 €</b>
Prévention en soirée		<b>0,00 €</b>
Cellule de veille		<b>5.100,00 €</b>
<hr/>		
Total frais de fonctionnement et personnel:		<b>61.874,22 €</b>
<hr/>		
<b><u>Frais d'investissement:</u></b>		<b>5.000,00 €</b>
<hr/>		
<b>Total</b>		<b>66.874,22 €</b>

## **ANNEXE 2 : Projets**

Renforcement de la présence d'agents de prévention sur le trajet de l'école-domicile dans le cadre de la lutte contre le vol (steaming) et le racket.

### **Description succincte du projet :**

#### **Assistants de Prévention et de Sécurité.**

Les APS sont 16, 10 temps plein et 6 mi-temps. Ils surveillent les abords des écoles et des espaces publics. Ils assurent une surveillance spéciale lors des fêtes de quartiers, des brocantes, des braderies, d'événements particuliers organisés sur la commune. Deux brigades cyclistes parcourent également tout le territoire communal. Les APS informent leur coordinatrice des problèmes constatés sur la commune et celle-ci transmet ensuite l'information au service communal ou policier compétent qui se chargera de remédier au problème. Les APS sont à l'écoute des habitants et les informent à propos des services communaux mis à leur disposition. Leur présence sur le terrain contribue au renforcement du sentiment de sécurité, leur action vise à sensibiliser au respect des règles de vie en commun.

Nous désirons renforcer la présence d'agents de prévention sur le trajet école-domicile. Ces agents assureront une présence le long des trajets fréquemment empruntés par les élèves, renforçant ainsi leur intervention vis-à-vis des jeunes.

L'accomplissement d'heures supplémentaires par l'équipe des APS permettrait, pour les élèves des écoles secondaires, d'assurer une présence le long des trajets fréquemment empruntés par les élèves pour se rendre au métro ou au bus.

Le Contrat de Sécurité et de Prévention en concertation avec le service famille/ jeunesse de la police d'Etterbeek a pu déterminer des axes d'action prioritaires.

Il s'agit des axes suivants :

Axe 1 : métro Boileau/métro Montgomery via le boulevard Saint-Michel.

Ecoles concernées : Collège Saint-Michel et Athénée Royal néerlandophone d'Etterbeek.

Axe 2 : rue du Cornet/avenue des Nerviens (bus 80)/métro Mérode/avenue des Celtes/place Saint-Pierre.

Ecoles concernées : Saint-Stanislas, Ernest Richard, Saint-Joseph et l'Enfant Jésus.

Axe 3 : Cours Saint-Michel/place du Roi Vainqueur/avenue Hansen Soulie/boulevard Louis Schmidt.

Ecole concernée : Athénée Jean Absil.

Axe 4 : rue Joseph Buedts/rue de Haerne/ quartier de la Chasse.

Ecoles concernées : ISFCE/Institut Reine Fabiola, Ernest Richard.

Axe 5 : Place Van Meyel/rue Général Lemman/Place Jourdan.

Ecole concernée : L'Enfant Jésus, Saint-Joseph.

Ces plages horaires pourraient être couvertes du lundi au vendredi grâce à l'accomplissement d'heures supplémentaires par les APS. Ces heures supplémentaires ne seraient effectuées que pendant les périodes scolaires et donc 39 semaines par an.

#### **Lieu d'intervention :**

AXE 1 à 5

**Le projet s'inscrit-il dans un dispositif existant actuellement ?**    **Oui** / Non

**Si oui, lequel ?**

Les Assistants de Prévention et de Sécurité subsidié par le SPF Intérieur et la Région de Bruxelles-Capitale.

**Combien de personnes sont actuellement affectées à ce projet ?**

16 personnes et une coordinatrice.

Renforcement de la présence préventive en soirée et à des périodes déterminées

**Description succincte du projet :**

#### **Les stewards de nuit**

Huit stewards de nuit sillonnent les rues d'Etterbeek de 16h00 à 22h00. Durant les mois de juin à septembre, l'équipe se renforce et compte 12 personnes. Les plages horaires s'étendent alors de 18h00 à 1h00.

Leurs missions rejoignent et complètent celles des APS. Ils ont un rôle préventif et dissuasif. Ils patrouillent sur tout le territoire communal.

Les stewards informent leur coordinatrice des problèmes constatés sur la commune et celle-ci transmet ensuite l'information au service communal compétent ou le cas échéant aux services de police qui se chargeront de remédier au problème. Ils constituent un vecteur de communication privilégié entre les citoyens, la commune et la police. Les stewards tiennent avant tout un rôle de proximité. Ils développent des contacts avec toutes les tranches d'âge et toutes les catégories de la population ( bandes de jeunes, commerçants, personnes âgées,...)

Nous désirons renforcer la présence préventive des stewards de nuit en soirée et à des périodes déterminées. Il convient, en effet, d'étendre la présence de ce personnel communal de prévention en uniforme agissant sur l'espace public.

Ces heures supplémentaires seraient effectuées par 8 stewards de l'équipe de base mais aussi par les 4 stewards exerçant durant les mois de juin à septembre. Ces 4 agents étant engagés pour une période déterminée de 4 mois, ils n'ont que difficilement la possibilité de récupérer leurs heures supplémentaires prestées. Le payement des heures supplémentaires permettrait de renforcer la présence des stewards sur le terrain.



**Lieu d'intervention :**

Les lieux d'intervention prioritaires ont été déterminés sur base de l'expérience de terrain de l'équipe des stewards et notamment sur base des rapports rédigés par les stewards et transmis à leur coordinatrice.

Il s'agit des lieux suivants :

Place du Roi Vainqueur : lieux de rassemblements de jeunes en soirée. Tags, jeunes avec chiens, jeunes avec mobylettes, problèmes intergénérationnels, nuisances sonores...

Parc ING : rassemblements de jeunes engendrant des nuisances sonores, des actes d'incivisme,...

Quartier des logements sociaux Rolin : rassemblements de jeunes, occupation d'entrées d'immeubles par des jeunes, problèmes de cohabitation entre des populations d'origine sociale et culturelle différentes, problèmes intergénérationnels, actes d'incivisme, acte de vandalisme, petite délinquance, consommation de haschisch...

Place Van Meyel : rassemblements de jeunes, actes de vandalisme, d'incivisme, consommation de haschisch, nuisances sonores, ....

Place Saint-Antoine : rassemblements de jeunes, actes de vandalisme, d'incivisme, nuisances sonores, consommation de haschisch, jeunes avec mobylettes,...

Square Léopoldville : rassemblements de jeunes, actes d'incivisme, nuisances sonores,...

Place de Theux : rassemblements de jeunes, jeux de ballons non autorisés, actes d'incivisme, nuisances sonores,...

**Le projet s'inscrit-il dans un dispositif existant actuellement ?**    **Oui** / Non

**Si oui, lequel?**

Les stewards de nuit sont engagés en partie sur fonds propres et subsidiés pour l'autre partie dans le cadre des subsides des Sommets Européens.

**Combien de personnes sont actuellement affectées à ce projet ?**

L'équipe de base des stewards est composée de 8 personnes. De juin à septembre l'équipe se renforce de 4 personnes. L'équipe est coordonnée par une personne.

Cellule de veille contre le décrochage scolaire

**Description succincte du projet:**

Renforcement de l'ancienne équipe des médiatrices scolaires permettant une intervention à l'échelle de la commune et s'adressant à toutes les écoles tous réseaux confondus.

Cette cellule de veille est un service de première ligne chargé d'écouter, d'informer et d'orienter au mieux le jeune.

Elle est aujourd'hui composée de trois médiatrices scolaires : une criminologue engagée depuis dix ans, une assistante en psychologie et licenciée en sciences de la famille et de la sexualité engagée depuis cinq ans et une sociologue engagée dans le cadre du Plan Sécurité 2007.

La médiation scolaire s'exerce prioritairement au bénéfice des jeunes soumis à l'obligation scolaire. Le rôle des médiatrices scolaires est de permettre aux jeunes de poursuivre leur scolarité et de favoriser le maintien d'un bon climat à l'école. Les médiatrices peuvent être saisies, outre par leurs collègues du service de prévention, par le jeune lui-même, ses parents, l'école, la police, les asbl., etc.

Cette cellule travaille en partenariat étroit avec tous acteurs concernés par le système scolaire (écoles, DAS, service jeunesse-famille de la police, etc.)

En aval du travail de première ligne, la cellule de veille devra déterminer, diagnostiquer les causes du décrochage et de la violence pouvant en découler et rechercher les solutions appropriées.

Nous souhaitons maintenir l'engagement d'une troisième personne pour renforcer ce dispositif.

La commune d'Etterbeek comprend en effet un nombre particulièrement élevé d'établissements scolaires, soit une vingtaine d'écoles maternelles, primaires et secondaires. En 2004, on compte 5069 jeunes âgés de 6 à 18 ans habitant sur le territoire de la commune, soit 12% de la population etterbeekoise. Le projet de médiation scolaire est au service des élèves fréquentant les écoles des différents réseaux d'enseignement sur la commune d'Etterbeek, soit environ 10.000 élèves.

Cette volonté d'engagement découle également du constat de la part des médiatrices scolaires d'un nombre toujours plus élevé des demandes, du temps à consacrer à chaque jeune afin de réaliser un travail en profondeur. Les médiatrices actuelles ont assuré en 2006 le suivi de 104 dossiers.

**Lieu d'intervention :**

Toute la commune. Cette cellule s'adresse à toutes les écoles, tous réseaux confondus.

**Le projet s'inscrit-il dans un dispositif existant actuellement ?**    **Oui** / Non

**Si oui, lequel?**

Le service de médiation scolaire du Contrat de Sécurité et de Prévention, subsidié par la Région de Bruxelles-Capitale

**Combien de personnes sont actuellement affectées à ce projet ?**

3 personnes

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Gelet op het besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20 maart 2008 die subsidies aan de Gemeente Etterbeek in het kader van Veiligheidsplan voor het jaar 2008 toekent om de inspanningen inzake preventie te versterken en de veiligheid te verbeteren;

Gelet op de overeenkomst 2008 die door het Ministerie van Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt toegezonden, betrekking hebbend op een bedrag van 66.874,22€ toegestaan aan onze Gemeente;

Gewacht dat deze overeenkomst in werking treedt op 1 januari 2008 en loopt op 31 december 2008 af,

**BESLIST** met éénparigheid van stemmen

De hier bijgevoegde overeenkomst 2008 betreffende de Veiligheidsplan van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan het overheidstoezicht onderworpen worden.

Veiligheidsplan van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

**OVEREENKOMST**

TUSSEN

het BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

vertegenwoordigd door de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking, Charles PICQUÉ;

hierna “het Gewest” genoemd

EN

de gemeente ETTERBEEK

vertegenwoordigd door de Burgemeester, dhr. Vincent DE WOLF, en de gemeentesecretaris, dhr. Christian DEBATY;

hierna “de begunstigde” genoemd

WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

### **Artikel 1 : Voorwerp van de overeenkomst**

Deze overeenkomst bepaalt de regels volgens welke aan de begunstigde een subsidie van € 66.874,22 ter beschikking wordt gesteld door het Gewest overeenkomstig het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 maart 2008 tot toekenning van subsidies in het kader van het Veiligheidsplan voor het jaar 2008.

Het toepassingsgebied van bovengenoemd besluit kan niet gewijzigd, beperkt of uitgebreid worden door deze overeenkomst.

De subsidie wordt toegekend aan de begunstigde om ten dele of volledig de kosten te dekken die zijn verbonden aan de implementatie van verschillende projecten met betrekking tot het Veiligheidsplan van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die voorgesteld worden in bijlage 2, onderverdeeld in personeelskosten, werkingskosten en investeringskosten.

De voorlopige begroting wordt voorgesteld in bijlage 1 van deze overeenkomst.

### **Artikel 2 : Duur**

Deze overeenkomst heeft betrekking op de periode van 1 januari 2008 tot 31 december 2008.

### **Artikel 3 : Controle van de subsidies**

De artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle zijn onmiddellijk en algemeen van toepassing van zodra er sprake is van een subsidie.

Deze artikelen worden hieronder volledig weergegeven:

Art 92 : Conform artikel 11 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.

Art 93 : Conform artikel 12 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen aan de gewestelijke entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

De Regering zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle. Voor deze controle doet zij met name een beroep op de inspecteurs van financiën.

Art 94 : Conform artikel 13 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie de begunstigde:

1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend;

2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend;

3° die de in artikel 93 bedoelde controle verhindert;

4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.

Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 92 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen.

Art 95 : Conform artikel 14 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 92 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 93 bepaalde controle te onderwerpen. Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

#### **Artikel 4: Regels voor de uitbetaling**

De subsidie van € 66.874,22 wordt in twee gesplitst volgens het soort kosten: € 61.874,22 voor de personeels- en werkingskosten, en € 5.000,00 voor de investeringskosten.

De subsidie voor de personeels- en werkingskosten zal in twee schijven uitbetaald worden:

een eerste schijf van € 37.124,53 (dat is 60 % van de subsidie) op basis van een schuldvordering die ten laatste op 1st juni 2008 ingediend moet worden;

het saldo, de “eindafrekening” genoemd, tegen overlegging van de eindafrekening van de uitgaven en ontvangsten, gestaafd met bewijsstukken voor de verrichte uitgaven, ten belope van het bedrag dat aanvaard werd door het Bestuur Plaatselijke Besturen na het onderzoek van de bewijsstukken of ten belope van het totale bedrag van de subsidie.

Het volledige dossier moet in één keer en ten laatste op 31 maart 2009 ingediend worden.

De uitbetaling van de subsidies voor de investeringskosten vindt in één keer plaats, tegen overlegging van de eindafrekening van de uitgaven en ontvangsten, gestaafd met bewijsstukken voor de verrichte uitgaven, ten belope van het bedrag dat aanvaard werd door het Bestuur Plaatselijke Besturen na het onderzoek van de bewijsstukken of ten belope van het totale bedrag van de subsidie.

Het volledige dossier moet in één keer en ten laatste op 31 maart 2009 ingediend worden.

#### **Artikel 5 : Stukken die voorgelegd moeten worden bij de betalingsaanvraag**

De betalingsaanvraag gebeurt in de vorm van een “schuldvordering” waarvan het origineel verstuurd moet worden naar het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Directie Comptabiliteit, CCN, Vooruitgangstraat 80, 8ste verdieping, 1035 Brussel.

De vordering moet verplicht de volgende elementen vermelden:

de reden van betaling;  
het bedrag waarvan betaling gevraagd wordt;  
het visumnummer van de vastlegging verstrekt door het Bestuur;  
het bankrekeningnummer waarop het bedrag moet gestort worden.

Bovendien moet deze schuldvordering op papier met briefhoofd opgesteld zijn, gedateerd en ondertekend door een persoon die ertoe gemachtigd is de begunstigde te verbinden.

Een kopie van deze “schuldvordering” moet samen met de bewijsstukken opgestuurd worden naar het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Bestuur Plaatselijke Besturen, Directie Specifieke Initiatieven, t.a.v. Meneer Michel VAN DER STICHELE, Algemeen directeur, Kruidtuinlaan 20 te 1035 Brussel.

Welke documenten vereist zijn als bewijsstukken wordt bepaald door de omzendbrief van 29 september 2005 betreffende de financiële richtlijnen van toepassing op de veiligheids- en preventiecontracten die worden gesubsidieerd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die van toepassing is op de subsidies bedoeld in deze overeenkomst.

De controle van deze stukken door de beherende administratieve dienst dient om uit te maken of alle aangegane uitgaven werkelijk gebruikt zijn voor de uitvoering van de acties waarin deze overeenkomst voorziet.

Het Bestuur Plaatselijke Besturen zal de begunstigde vervolgens het aanvaarde subsidiebedrag meedelen.

#### **Artikel 6 : Voorlegging van de bewijsstukken**

De bewijsstukken moeten vergezeld zijn van hun betalingsbewijzen: bankrekeninguittreksels of elke andere vorm van betalingsbewijs.

Ze moeten chronologisch genummerd zijn en vooraan moet een lijst zitten die volgens de nummers van de bewijsstukken de naam van de leverancier vermeldt, de datum van het bewijsstuk en het bedrag.

De lijst moet afgesloten worden met het totale bedrag en moet gedateerd en ondertekend zijn door een persoon die ertoe gemachtigd is de begunstigde te verbinden.

#### **Artikel 7 : Betaling**

De betaling gebeurt binnen de grenzen van de begrotingskredieten. De betaling wordt zo snel mogelijk uitgevoerd, rekening houdend met de controlevereisten.

Behoudens het in één keer en ten laatste op 31 maart 2009 ingediende dossier, verbindt de begunstigde zich ertoe niet nog bijkomende bewijsstukken in te dienen en geen bijkomende subsidie aan te vragen, vanaf de datum waarop de schuldvordering met betrekking tot de eindafrekening verstuurd werd naar de directie Comptabiliteit.

#### **Artikel 8 : Overheidsopdrachten**

Indien de begunstigde van de subsidie een rechtspersoon is die op de datum van de beslissing om een overheidsopdracht uit te schrijven, opgericht is om specifiek te voldoen aan behoeften van algemeen belang die niet van industriële of commerciële aard zijn en waarvan:

ofwel de activiteit voor meer dan 50% gefinancierd wordt door de diensten van de regering of door een autonome bestuursinstelling,  
ofwel het beheer onderworpen is aan de controle van de voornoemde diensten of instellingen;  
ofwel meer dan de helft van de leden van het bestuursorgaan, de directie of het toezichtsorgaan benoemd worden door de voornoemde diensten of instellingen,

dan is de begunstigde onderworpen aan de bepalingen van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, volgens artikel 4 van de voornoemde wet.

#### **Artikel 10 : Geschillen**

Elke betwisting of elk geschil over deze overeenkomst zal voorgelegd worden aan de rechtbanken te Brussel, die daartoe als enige bevoegd zijn.

#### **Artikel 11 : Verzending van de documenten**

Alle officiële kennisgevingen of mededelingen die moeten plaatsvinden op grond van deze overeenkomst moeten om geldig te zijn door de partijen naar de volgende adressen verstuurd worden:

##### **1. Voor het Gewest**

Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest  
Bestuur Plaatselijke Besturen  
Directie Specifieke Initiatieven  
T.a.v. Meneer Michel VAN DER STICHELE, Algemeen directeur  
City Center – 1<sup>ste</sup> verdieping  
Kruidtuinlaan 20

1035 Brussel

## 2. Voor de begunstigde

College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente ETTERBEEK  
Oudergemlaan 115-117  
1040 Brussel

Voor het **BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**,  
de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke  
Ordering, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en  
Ontwikkelingssamenwerking,  
Charles PICQUÉ

Voor de gemeente **ETTERBEEK**,  
de Burgemeester, Vincent DE WOLF, de Gemeentesecretaris, Christian DEBATY

### BIJLAGE 1 : voorlopige begroting

#### Etterbeek

<u>Personeelskosten</u>		
Preventie op de weg naar de school	extra uren	10.098,00 €
Avondpreventie	extra uren	6.220,00 €
Wachtcel	1 niveau A	40.456,22 €
<u>Werkingskosten</u>		
Preventie op de weg naar de school		0,00 €
Avondpreventie		0,00 €
Wachtcel		5.100,00 €
Totaal personeels- en werkingskosten:		61.874,22 €
<u>Investeringskosten</u>		5.000,00 €
<b>Totaal</b>		<b>66.874,22 €</b>

### BIJLAGE 2 : Projecten

Versterking van de aanwezigheid van preventiepersoneel op de weg van en naar de school in het kader van de strijd tegen diefstal (steaming) en racketing

#### Beknopte beschrijving van het project:

##### Stadswachten

Er zijn 16 stadswachten: 10 voltijds en 6 halftijds. Ze bewaken de omgeving van scholen en openbare ruimten. Ze staan in voor speciaal toezicht bij wijkfeesten, rommelmarkten, braderieën, bijzondere evenementen die in de gemeente plaatsvinden. Er rijden ook twee fietsbrigades over het gemeentelijke grondgebied. De stadswachten melden de problemen die ze in de gemeente vaststellen aan hun coördinatrice, die deze informatie vervolgens bezorgt aan de bevoegde gemeente- of politiediensten, die het probleem aanpakken. De stadswachten luisteren naar de bewoners en geven hen info over de gemeentelijke diensten waar ze een beroep op kunnen doen. Hun aanwezigheid op het terrein versterkt het veiligheidsgevoel en hun optreden beoogt te sensibiliseren voor het naleven van de regels van het gemeenschapsleven.

Wij wensen de aanwezigheid van preventief personeel op de weg van en naar de school uit te breiden. Deze personeelsleden zullen een aanwezigheid garanderen langs de trajecten die leerlingen gebruiken, waardoor hun optreden naar de jongeren toe wordt versterkt.

Het presteren van extra uren door het team van stadswachten zal hen in staat stellen een aanwezigheid te garanderen langs de trajecten die regelmatig gebruikt worden door de leerlingen van het secundair onderwijs om zich naar de metro of bus te begeven.

Het Veiligheids- en Preventiecontract heeft in overleg met de dienst jeugd/gezin van de politie van Etterbeek prioritaire werkterreinen kunnen bepalen:

Het gaat om de volgende werkterreinen:

Werkterrein 1: metro Boileau/metro Montgomery via de Sint-Michielslaan

Betrokken scholen: Collège Saint-Michel en Nederlandstalig KA van Etterbeek

Werkterrein 2: Hoornstraat/Nerviërslaan (bus 80)/metro Mérode/Keltenlaan/Sint-Pietersplein

Betrokken scholen: Saint-Stanislas, Ernest Richard, Saint-Joseph en l'Enfant Jésus

Werkterrein 3: Sint-Michielswarande/Koning Overwinnaarplaats/Hansen Soulielaan/Louis Schmidlaan

Betrokken school: Athénée Jean Absil

Werkterrein 4: Joseph Buedtsstraat/de Haerestraat/Jachtwijk

Betrokken scholen: ISFCE/Institut Reine Fabiola, Ernest Richard

Werkterrein 5: Van Meyelplein/Generaal Lemanstraat/Jourdanplein

Betrokken scholen: L'Enfant Jésus, Saint-Joseph

Deze tijdvakken zouden van maandag tot vrijdag gevuld kunnen worden door het presteren van extra uren door de stadswachten. Deze extra uren zouden enkel tijdens schoolperioden gepresteerd worden, dus 39 weken per jaar.

#### **Interventieplaats:**

Werkterreinen 1 tot 5

**Ligt het project in de lijn van een momenteel bestaande voorziening?**    **Ja** / Nee

#### **Zo ja, welke?**

De stadswachten die door de FOD Binnenlandse Zaken en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden gesubsidieerd.

#### **Hoeveel personen zijn momenteel aangesteld in dit project?**

16 personen en 1 coördinatrice.

Versterking van de preventieve aanwezigheid 's avonds en op vastgestelde periodes

#### **Beknopte beschrijving van het project:**

##### **Avondstewards**

8 avondstewards doorkruisen de Etterbeekse straten van 16u00 tot 22u00. Tijdens de maanden juni tot september wordt het team aangevuld tot 12 personen. Hun dienstrooster loopt dan van 18u00 tot 1u00.

Hun opdrachten liggen in het verlengde van die van de stewards en vullen ze aan. Ze hebben een preventieve en ontradende taak. Ze patrouilleren op het hele gemeentelijke grondgebied.

De stewards melden de problemen die ze in de gemeente vaststellen aan hun coördinatrice, die deze informatie vervolgens bezorgt aan de bevoegde gemeentediensten of indien nodig aan de politiediensten, die het probleem aanpakken. Ze vormen een bevoorrechte communicatievector tussen de burgers, de gemeente en de politie. De stewards hebben in de eerste plaats een nabijheidstaak. Ze leggen contacten met alle leeftijdsgroepen en alle bevolkingscategorieën (jongerenbendes, handelaars, ouderen, ...).

Wij wensen de preventieve aanwezigheid van de avondstewards uit te breiden, 's avonds en in bepaalde periodes. De aanwezigheid van dit gemeentelijk preventiepersoneel in uniform in de openbare ruimte moet uitgebreid worden.

Deze extra uren zouden gepresteerd worden door 8 stewards van het basisteam, maar ook door de 4 stewards die prestaties verrichten tijdens de maanden juni tot september. Aangezien deze 4 personeelsleden voor een periode beperkt tot 4 maanden in dienst worden genomen, kunnen ze maar moeilijk hun overuren recupereren. De uitbetaling van de overuren zou het mogelijk maken de aanwezigheid van de stewards op het terrein uit te breiden.

### **Interventieplaats:**

De prioritaire interventieplaatsen werden bepaald op basis van de terreinervaring van het team van stewards en met name op basis van de verslagen die de stewards opstelden en aan hun coördinatrice bezorgden. Het gaat om de volgende plaatsen:

Koning Overwinnaarplaats: plaats waar de jongeren 's avonds verzamelen. Tags, jongeren met honden, jongeren met brommertjes, generatieconflicten, geluidsoverlast, ...

ING-park: samenscholingen van jongeren wat geluidsoverlast veroorzaakt, asociaal gedrag, ...

Sociale woonwijk Rolin: samenscholingen van jongeren, bezetten van de ingang van gebouwen door jongeren, samenlevingsproblemen tussen bevolkingsgroepen van verschillende sociale en culturele origine, generatieconflicten, asociaal gedrag, vandalisme, kleine delinquentie, hasjgebruik, ...

Van Meyelplein: samenscholingen van jongeren, vandalisme, asociaal gedrag, hasjgebruik, geluidsoverlast, ...

Sint-Antoniusplein: samenscholingen van jongeren, vandalisme, asociaal gedrag, geluidsoverlast, hasjgebruik, jongeren met brommertjes, ...

Leopoldstadplein: samenscholingen van jongeren, asociaal gedrag, geluidsoverlast, ...

Theuxplein: samenscholingen van jongeren, niet-toegestane balspelen, asociaal gedrag, geluidsoverlast, ...

**Ligt het project in de lijn van een momenteel bestaande voorziening?**    Ja / Nee

### **Zo ja, welke?**

De avondstewards die deels in dienst zijn genomen via eigen fondsen en deels gesubsidieerd worden via de subsidies voor de Europese Toppen.

### **Hoeveel personen zijn momenteel aangesteld in dit project?**

Het basisteam van de stewards bestaat uit 8 personen. Van juni tot september wordt dit team uitgebreid met 4 personen. Het team wordt door 1 persoon gecoördineerd.

Wachtteel tegen schoolverzuim

### **Beknopte beschrijving van het project:**



Uitbreiding van het vroegere team van schoolbemiddelaars, waardoor een optreden op gemeentelijke schaal mogelijk is voor alle scholen van alle netwerken.

Deze wachtcel is een eerstelijnsdienst die ermee belast is zo goed mogelijk te luisteren naar de jongere en hem/haar te informeren en door te verwijzen. Ze is momenteel samengesteld uit drie schoolbemiddelaars: een criminologe die sinds tien jaar voor de gemeente werken, een assistente psychologie met een licentiaatsdiploma in gezinswetenschappen en seksuologie, die sinds vijf jaar voor de gemeente werken en een socioloog die in het kader van Veiligheidsplan 2007 in dienst wordt genomen

De schoolbemiddeling is er in de eerste plaats voor de leerplichtige jongeren. Het is de taak van de schoolbemiddelaars om de jongeren in staat te stellen hun leertraject voort te zetten en om het behoud van een goede sfeer op de school te bevorderen. Naast hun collega's, kunnen ook de preventiedienst, de jongere zelf, de ouders, de school, de politie, vzw's, etc. een beroep doen op de schoolbemiddelaars.

Deze cel werkt rechtstreeks samen met alle spelers die betrokken zijn bij het onderwijssysteem (scholen, DAS, dienst jeugd-gezin van de politie, etc.).

Naast het eerstelijnswerk moet de wachtcel de oorzaken van het schoolverzuim en het geweld dat daaruit voortvloeit bepalen en diagnosticeren, en op zoek gaan naar gepaste oplossingen.

Wij wensen de verplichting van een derde persoon handhaven om deze voorziening uit te breiden.

In de gemeente Etterbeek zijn er immers erg veel onderwijsinstellingen, namelijk een twintigtal kleuter-, lagere en secundaire scholen. In 2004 woonden er 5069 jongeren tussen 6 en 18 op het grondgebied van de gemeente, dat is 12% van de Etterbeekse bevolking. Het schoolbemiddelingsproject staat ten dienste van de leerlingen die de scholen van de verschillende onderwijsnetten in de gemeente Etterbeek bezoeken, dat zijn ongeveer 10.000 leerlingen.

Deze wil om extra personeel in dienst te nemen komt ook voort uit de vaststelling door de schoolbemiddelaarsters dat er steeds meer aanvragen zijn, waarbij aan elke jongere veel tijd moet worden besteed om diepgaand werk te verrichten. De huidige bemiddelaarsters volgden in 2006 104 dossiers op.

#### **Interventieplaats:**

De hele gemeente. Deze cel richt zich tot alle scholen, van alle netten.

**Ligt het project in de lijn van een momenteel bestaande voorziening?**    **Ja** / Nee

#### **Zo ja, welke?**

De dienst schoolbemiddeling van het Veiligheids- en Preventiecontract, gesubsidieerd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

#### **Hoeveel personen zijn momenteel aangesteld in dit project?**

3 personen

#### **(20) Conclusion d'une convention entre l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide d'urgence aux toxicomanes et la commune d'Etterbeek pour l'année 2008 - Approbation.**

**Afsluiting van een overeenkomst tussen de TRANSIT vzw voor onthaal en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden en de gemeente Etterbeek voor het jaar 2008 - Goedkeuring.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :*

*Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Considérant que les Contrats de Sécurité et de Prévention successifs conclus depuis 1994 entre l'Etat belge représenté par le Ministre de l'Intérieur et la Commune d'Etterbeek, prévoient un budget de 5.684,29 euros à rétrocéder à l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide d'urgence aux toxicomanes ;

Considérant que le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2008 conclu entre le Ministère de l'Intérieur et notre Commune ne déroge pas à ce principe ;

Considérant que cette rétrocession équivaut en fait à une subvention communale en faveur d'une asbl ;

Considérant que toute subvention doit faire l'objet d'une convention liant les parties et précisant les droits et obligations de chacune d'entre elles,

## **DECIDE**

D'approuver la conclusion de la convention 2008 entre l'asbl TRANSIT d'accueil et d'aide d'urgence aux toxicomanes et la Commune d'Etterbeek , ci-annexée.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

## **CONVENTION**

ENTRE

La commune d'Etterbeek, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins au nom duquel agissent Monsieur De Wolf, Bourgmestre et Monsieur Debaty, Secrétaire communal, en exécution d'une délibération du Conseil communal du .....

ET

L'a.s.b.l. Transit, ayant son siège rue Stephenson 96 à 1000 Bruxelles, représentée par Monsieur STOOP, Président et Monsieur Ceulemans, Trésorier.

Il est convenu ce qui suit :

### **Article 1**

Dans le cadre du plan stratégique de sécurité et de prévention, conclu entre l'Etat fédéral et la commune d'Etterbeek, l'a.s.b.l. Transit, a pour mission :

d'être un centre de crise d'urgence pour les usagers de drogues interpellés par les services de police ou provenant des dispositifs communaux et du réseau socio-médical ;

d'être un centre d'hébergement de courte durée, à bas seuil d'accès, ouvert 24 heures sur 24 et fonctionnant 7 jours sur 7.

d'être un centre d'accueil et d'orientation ;

de proposer une aide sociale, psychologique et administrative ;

d'accompagner les usagers de drogue(s) dans les démarches nécessaires à l'amélioration de leurs conditions socio-économiques et à leur intégration sociale.

Pour ce faire un subside de € 5.684,29 est octroyé par l'Etat fédéral.

### **Article 2**

L'a.s.b.l. Transit engagera le personnel nécessaire pour exécuter sa mission. Elle est le prestataire de service et l'employeur administratif du personnel engagé.

### **Article 3**

La commune d'Etterbeek s'engage à rétrocéder, à l'a.s.b.l. Transit le montant du subside qui lui est alloué par l'autorité subsidiaire, aux fins d'exécuter sa mission.

### **Article 4**

La commune d'Etterbeek s'engage à liquider au profit de l'a.s.b.l. Transit, et ce sur base d'une déclaration de créance établie par l'asbl, une avance de 70% du montant du subside octroyé par l'Etat fédéral. Le solde de 30% sera versé sur présentation des pièces justificatives requises selon les directives dont question à l'article 5 ci-après.

#### **Article 5**

La remise des pièces justificatives concernant les dépenses imputées, tant en matière de frais de personnel qu'en matière de frais de fonctionnement, sera effectuée par l'a.s.b.l. Transit, conformément aux directives financières du plan stratégique de sécurité et de prévention émises par le Ministère de l'Intérieur.

#### **Article 6**

Tout ou partie du montant versé par la commune d'Etterbeek à l'asbl Transit, et non couvert par des pièces justificatives valables, sera ultérieurement restitué à la commune d'Etterbeek qui en fait l'avance.

#### **Article 7**

Cette convention est valable pour l'année 2008 et annule les conventions précédentes, conclues entre l'a.s.b.l. Transit et la commune d'Etterbeek. La présente convention pourra être reconduite chaque année, conformément à la durée du subside accordée par l'autorité subsidiante.

#### **Article 8**

L'asbl Transit s'engage à appliquer toutes les mesures nécessaires afin de permettre le contrôle tel que le défini par l'autorité subsidiante.

#### **Article 9**

Les deux parties s'engagent à mener à bien cet accord. En cas de litiges issus de cet accord, seul le Tribunal Civil sera habilité à statuer sur les différends.

#### **Article 10**

Dans le cas où l'asbl Transit ne respecterait pas les principes évoqués dans l'article 1, la commune d'Etterbeek se réserve le droit de résilier cette convention.

Cette convention a été rédigée à Etterbeek, en quatre exemplaires.

Par la présente, chaque partie déclare avoir reçu un exemplaire.

Pour l'a.s.b.l. Transit

Le Président, Gustave STOOP, Le Trésorier, Ronald CEULEMANS

Pour la Commune d'Etterbeek, Le Secrétaire Communal, Christian DEBATY, Le Bourgmestre, Monsieur De WOLF

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de achtereenvolgende veiligheids- en preventie contracten afgesloten sinds 1994 tussen de belgische Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Binnenlandse Zaken en de Gemeente Etterbeek systematisch een begroting van 5.684,29 euros voorzien aan de vzw TRANSIT voor ontvangst en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden;

Overwegende dat het Strategische veiligheids en preventieplan 2008 afgesloten tussen het Ministerie van Binnenlandse Zaken en onze gemeente van dit principe niet afwijkt;

Overwegende dat deze teruggave daarom een gemeentelijke subsidie ten bate van een vzw betekent;

Overwegende dat elke subsidiering het voorwerp moet uitmaken van de conclusie van een overeenkomst die de partijen verbindt en de rechten en plichten van elk van beiden verduidelijkt;

**BESLIST** met éénparigheid van stemmen

De conclusie van de hierbijgevoegde overeenkomst 2008 tussen vzw TRANSIT voor onthaal en dringende hulpverlening aan de drugsverslaafden en de Gemeente Etterbeek goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan de overheidstoezicht onderworpen worden.

## **OVEREENKOMST**

TUSSEN

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, in wiens naam handelen De Heer De Wolf, Burgemeester, en De Heer Debaty, Gemeentesecretaris, in uitvoering van een beslissing van de Gemeenteraad van .....

EN

De v.z.w. Transit, gelegen Stephensonstraat 96 te 1000 Brussel, vertegenwoordigd door de Heer STOOP, Voorzitter, en de Heer Ceulemans, penningmeester.

Wordt overeengekomen wat volgt :

### **Artikel 1**

In het kader van de strategische veiligheids- en preventieplannen, afgesloten tussen de Federale Staat en de gemeente Etterbeek, vervult de v.z.w. Transit de volgende opdracht :

Functioneren als opvang- en crisiscentrum voor druggebruikers, aangehouden door politiediensten of doorgestuurd door gemeentelijke diensten of het sociaal-medisch netwerk ;

een laagdrempelig crisisopvangcentrum zijn met verblijf van korte duur, toegankelijk 7 dagen per week en 24 uur op 24.

een onthaal- en oriëntatiecentrum zijn ;

sociale, psychologische en administratieve hulp aanbieden;

druggebruikers begeleiden bij het regulariseren van hun socio-economische situatie en hun sociale integratie.

Hiervoor kent de Federale Staat een subsidie toe van 5.684,29 €.

### **Artikel 2**

De v.z.w. Transit zal het nodige personeel aanwerven. Zij is de prestatieplichtige en de administratieve werkgever van het aangeworven personeel.

### **Artikel 3**

De gemeente Etterbeek verbindt zich ertoe om deze subsidie over te maken aan de v.z.w. Transit.

### **Artikel 4**

De gemeente Etterbeek verbindt zich ertoe om een voorschot, ten bedrage van 70% van de totale door de Federale Staat toegekende subsidie, over te maken aan de v.z.w. Transit en dit op basis van een attest van schuldvordering opgemaakt door de v.z.w. Transit. Het saldo van 30% zal gestort worden na voorlegging van de vereiste rechtvaardigingsstukken en volgens de richtlijnen waarvan sprake in artikel 5 infra.

### **Artikel 5**

Het overmaken van de rechtvaardigingsstukken betreffende de uitgaven geboekt zowel voor de personeelskosten als voor de werkingsmiddelen, zullen door de v.z.w. Transit uitgevoerd worden overeenkomstig de financiële richtlijnen van de strategische veiligheids- en preventieplannen uitgevaardigd door het Ministerie van Binnenlandse Zaken.

#### **Artikel 6**

Uitgaven die niet gedekt zijn door geldige rechtvaardigingsstukken, zullen later aan de gemeente Etterbeek, die het heeft voorgesloten, terugbetaald worden.

#### **Artikel 7**

Deze overeenkomst geldt voor het jaar 2008 en vervangt alle vorige overeenkomsten tussen de v.z.w. Transit en de gemeente Etterbeek. De huidige overeenkomst kan jaarlijks verlengd worden, overeenkomstig de duur van de subsidies toegekend door de subsidiërende overheid.

#### **Artikel 8**

De v.z.w. Transit verbindt zich ertoe om alle nodige maatregelen te treffen teneinde de controle, zoals omschreven door de subsidiërende overheid, mogelijk te maken.

#### **Artikel 9**

Beide partijen verbinden zich ertoe om deze overeenkomst na te leven. Eventuele geschillen zullen enkel door de burgerlijke rechtbank beslecht kunnen worden.

#### **Artikel 10**

Mocht de v.z.w. Transit de principes zoals uiteengezet in artikel 1 niet naleven, behoudt de gemeente Etterbeek zich het recht om deze overeenkomst te ontbinden.

Deze overeenkomst werd opgemaakt te Brussel, in vier exemplaren.  
Elk der contractanten verklaart hierbij een exemplaar ontvangen te hebben.

Voor de v.z.w. Transit  
De Voorzitter, Gustave STOOP, De Penningmeester, Ronald CEULEMANS

Voor de Gemeente Etterbeek  
De Gemeentesecretaris, Christian DEBATY, De Burgemeester, Vincent DE WOLF.

#### **(21) Convention Eurotop 2007 - Approbation. Eurotop overeenkomst 2007 - Goedkeuring.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :*  
*Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Attendu que le Ministère de l'Intérieur a décidé d'accorder des moyens financiers aux Ville et Communes de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de l'organisation des Sommets européens ;

Attendu que l'utilisation du montant accordé est subordonnée à l'élaboration d'une convention avec le Ministère de l'Intérieur ;

Vu la convention Eurotop 2007 établie par le Ministère de l'Intérieur,

**DECIDE**

D'approuver la convention Eurotop 2007 ci-annexée.

**CONVENTION EUROTOP 2007  
DE LA COMMUNE D'ETTERBEEK**  
**(Relative à la prévention de la criminalité lors des Sommets Européens et d'autres initiatives liées à la fonction internationale de la Ville de Bruxelles et des communes de la Région de Bruxelles-Capitale)**

Vu les lois sur la compatibilité de l'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991, notamment les articles 55 à 58 ;

Vu les lois du 10 août 2001 créant un Fonds de financement du rôle international et de la fonction de capitale de Bruxelles et modifiant la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, modifiés par la loi-programme du 24 décembre 2002 ;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1994 portant sur l'organisation du contrôle administratif et budgétaire ;

Vu l'avis du Comité de coopération visé par l'article 43 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, émis en date du 4 septembre 2007 ;

Vu la décision des membres fédéraux du Comité de coopération précédemment visé donné en date du 4 septembre 2007 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 25 janvier 2008 ;

Vu l'arrêté royal du 6 décembre 2007 relatif aux conventions EUROTOPS et abrogeant l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 2003 déterminant les conditions auxquelles les communes doivent satisfaire pour bénéficier d'une allocation financière dans le cadre d'une convention relative à la prévention de la criminalité lors des Sommets européens et autres initiatives liées à la fonction internationale de la Ville de Bruxelles et des communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté royal du 6 décembre 2007 accordant une aide financière pour 2007 aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale afin de couvrir les dépenses liées à la prévention de la criminalité dans le cadre des Sommets européens et autres initiatives liées à la fonction internationale de la Ville de Bruxelles et des communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

**Convention**

Entre,

d'une part, l'État représenté par le Ministre de l'Intérieur, établi rue de la Loi 2 à 1000 Bruxelles, ci-après dénommé « l'État »,

et,

d'autre part, la commune d'Etterbeek pour lequel interviennent Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Monsieur Christian DEBATY, Secrétaire communal.

Sous réserve des crédits disponibles, un montant de 297.404,62 € est attribué à la commune d'Etterbeek.

Le crédit mis à la disposition de la commune doit être utilisé à la réalisation d'initiatives qui

maintiennent la qualité de vie et la sécurité dans les quartiers ;  
contribuent à l'insertion et à la cohabitation entre les citoyens ;  
aident à circonscrire la criminalité dont sont victimes les fonctionnaires européens ;  
limitent les conséquences de victimisation ;  
contribuent au maintien de la paix publique et plus particulièrement à la bonne entente entre communautés belges et d'origine étrangère ;  
contribuent à faire diminuer le sentiment d'insécurité.

Les actions développées doivent s'adresser prioritairement aux groupes-cible, quartiers et zones géographiques suivants :

- les jeunes fragilisés des communes concernées ;
- les habitants des quartiers limitrophes au périmètre de sécurité mis en place lors des manifestations liées aux Sommets européens ;
- les fonctionnaires des institutions européennes ainsi que leur famille ;
- les quartiers qui abritent les institutions de l'Union européenne, les écoles européennes ainsi que les quartiers d'habitation de leurs fonctionnaires ;
- les grands axes de communication (gares, métro,...) ;
- les quartiers touristiques et de loisirs ;
- le secteur de l'Horeca.

Les projets développés peuvent se décliner sous forme d'actions ponctuelles ou revêtir un caractère permanent.

Une fois la convention conclue, la commune recevra, à titre d'avance, une première tranche équivalente à 50 % du montant qui lui est alloué dans le cadre des arrêtés royaux du 6 décembre 2007.

Au plus tard pour le 30 juin suivant l'année budgétaire visée par la convention, la commune transmet au Ministre de l'Intérieur un rapport d'activité détaillé et permettant d'évaluer les projets mis en place.

Au plus tard pour le 30 juin suivant l'année budgétaire visée par la convention et via le système ICT disponible sur le site web de la Direction générale Sécurité et Prévention, la commune transmet au Ministre de l'Intérieur un dossier financier complet, justifiant et prouvant la nature et le montant des dépenses effectuées. Les communes tiendront à la disposition du Ministre de l'Intérieur les pièces originales et ce afin de permettre une inspection de la part des services compétents.

Conformément à l'arrêté royal du 6 décembre 2007 relatif aux conventions EUROTOPS, le solde sera versé après vérification de l'usage correct de l'aide financière. Un contrôle systématique sera réalisé au sein de la Direction générale Sécurité et Prévention. Le cas échéant, le Ministre de l'Intérieur se réserve le droit d'effectuer, par coup de sonde et au sein de la commune, un contrôle portant sur l'effectivité des dépenses et sur leur lien avec les objectifs de la convention.

Afin de veiller au respect des dispositions de la présente convention, le Ministre de l'Intérieur se réserve le droit de réaliser des visites de supervision et d'évaluation au sein de la commune.

Cette convention entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et se termine le 31 décembre 2007. Le crédit mis à disposition ne pourra en aucun cas être dépassé.

Pour l'État :  
Le Ministre de l'Intérieur, P. DEWAEEL.

Pour la Commune :  
Le Bourgmestre, Vincent DE WOLF, Le Secrétaire communal, Christian DEBATY.

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Gelet op dat de Ministerie van Binnenlandse Zaken heeft besloten om financiële middelen toe te kennen aan de Stad en Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van de organisatie van de Europese toppen;

Gezien dat de aanwending van het toegekende bedrag onderworpen is aan de uitwerking van een overeenkomst gesloten met de Ministerie van Binnenlandse Zaken;

Gelet op Eurotop - overeenkomst 2007 opgesteld door de Ministerie van Binnenlandse Zaken,

**BESLIST** met éénparigheid van stemmen

De hierbijgevoegde Eurotop-overeenkomst 2007 goed te keuren.

**EUROTOP-OVEREENKOMST 2007  
VAN DE GEMEENTE ETTERBEEK**

**(Betreffende de criminaliteitspreventie tijdens Europese Toppen en andere initiatieven die verbonden zijn met de internationale functie van de Stad Brussel en van de gemeenten van het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest)**

Gelet op de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 17 juli 1991, inzonderheid op de artikelen 55 tot 58;

Gelet op de wetten van 10 augustus 2001 tot oprichting van een Fonds ter financiering van de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel en tot wijziging van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfonds, gewijzigd bij de programma-wet van 24 december 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het advies van de Samenwerkingscommissie bedoeld in artikel 43 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen van 4 september 2007;

Gelet op de beslissing van de federale leden van de voornoemde Samenwerkingscommissie van 4 september 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 25 januari 2008;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 december 2007 betreffende de EUROTOP-overeenkomsten en tot opheffing van het koninklijk besluit van 1 december 2003 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de gemeenten moeten voldoen om een financiële toelage te kunnen genieten in het kader van een overeenkomst betreffende de criminaliteitspreventie tijdens de Europese Toppen en andere initiatieven die gepaard gaan met de internationale functie van de Stad Brussel en de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 december 2007 tot toekenning van een financiële tussenkomst voor 2007 aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk gewest om de uitgaven te dekken die verband houden met de criminaliteits-preventie in het kader van de Europese Toppen en andere initiatieven die voortvloeien uit de internationale functie van de stad Brussel en van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk gewest.

**OVEREENKOMST**

Tussen,

enerzijds de Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Binnenlandse Zaken, gevestigd in de Wetstraat 2 te 1000 Brussel, verder « de Staat » genoemd,

en,

anderzijds de gemeente Etterbeek, waarvoor optreden de heer Vincent DE WOLF , Burgemeester, en de heer Christian DEBATY, gemeentesecretaris.

Onder voorbehoud van de beschikbare kredieten wordt een bedrag van € 297.404,62 toegekend aan de gemeente Etterbeek

Het krediet dat ter beschikking wordt gesteld van de gemeente moet worden aangewend voor de realisatie van initiatieven die

Het welzijn en de veiligheid in de wijken handhaven;

Bijdragen tot de integratie en tot het samenleven van de burgers;

Bijdragen tot het beperken van de criminaliteit waarvan de Europese ambtenaren het slachtoffer zijn;

De gevolgen van het slachtofferschap beperken;

Bijdragen tot het behoud van de openbare rust en meer bepaald de goede verstandhouding tussen Belgische en buitenlandse gemeenschappen;



Bijdragen tot het doen verminderen van het onveiligheidsgevoel.

De ontwikkelde acties moeten zich voornamelijk richten op de volgende doelgroepen, wijken en geografische zones:

de kwetsbare jongeren van de betrokken gemeenten;  
 de inwoners van de wijken die grenzen aan de veiligheidsperimeter die werd ingesteld tijdens manifestaties die gepaard gaan met de Europese Toppen;  
 de ambtenaren van de Europese instellingen en hun familie;  
 de wijken die plaats bieden aan de instellingen van de Europese Unie, de Europese scholen en de woonwijken van hun ambtenaren;  
 de grote verkeersaders (stations, metro, ...);  
 de wijken voor toerisme en vrije tijd;  
 de horecasector.

De ontwikkelde acties kunnen de vorm aannemen van punctuele acties of een permanent karakter hebben.

Eens de overeenkomst is afgesloten zal de gemeente, als voorschot, een eerste schijf ontvangen gelijk aan 50 % van het bedrag dat haar toegekend wordt in het kader van de koninklijke besluiten van 6 december 2007.

De gemeente maakt, ten laatste tegen 30 juni van het jaar dat volgt op het begrotingsjaar waarvan sprake in de overeenkomst, een gedetailleerd activiteitenverslag over aan de Minister van Binnenlandse Zaken aan de hand waarvan de opgerichte projecten kunnen worden geëvalueerd.

De gemeente maakt, ten laatste tegen 30 juni van het jaar dat volgt op het begrotingsjaar waarvan sprake in de overeenkomst en via het ICT-systeem dat op de website van de Algemene Directie Veiligheid en Preventie beschikbaar is, een volledig financieel dossier over aan de Minister van Binnenlandse Zaken die de aard en het bedrag van de uitgevoerde uitgaven rechtvaardigen en aantonen.

De gemeenten houden de originele stukken ter beschikking van de Minister van Binnenlandse Zaken om een inspectie mogelijk te maken van de bevoegde diensten.

Het saldo zal worden gestort na verificatie van de correcte aanwending van de financiële hulp. Gelet op het koninklijk besluit van 6 december 2007 betreffende de EUROTOP-overeenkomsten, zal binnen de Algemene Directie Veiligheid en Preventie een systematische controle worden uitgevoerd. In voorkomend geval behoudt de Minister van Binnenlandse Zaken zich het recht voor om steekproefsgewijs en binnen de gemeente, een controle uit te voeren aangaande de effectiviteit van de uitgaven en over de samenhang ervan met de doelstellingen van de overeenkomst.

Teneinde toe te zien op de naleving van de bepalingen van onderhavige overeenkomst, behoudt de Minister van Binnenlandse Zaken zich het recht voor om supervisie- en evaluatiebezoeken af te leggen binnen de gemeente.

Deze overeenkomst treedt in werking op 1 januari 2007 en eindigt op 31 december 2007.

Het ter beschikking gesteld krediet kan in geen geval worden overschreden.

Voor de Staat :

De Minister van Binnenlandse Zaken, P. DEWAEL

Voor de Gemeente :

De Burgemeester, V. DE WOLF, De gemeentesecretaris, C. DEBATY

**(23) Propriétés communales - Ancien garage Vandervelde - Etude de sol - Application de l'article 249 § 1 alinéas 1 et 2 de la nouvelle loi communale - Prise de connaissance  
 Gemeentelijke Eigendommen - Voormalige garage Vandervelde - Grondonderzoek - Toepassing van het artikel 249 § 1, lid 1 en 2 van de nieuwe gemeentewet - Kennisname**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :*

*Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Attendu que la commune d'Etterbeek est propriétaire de l'ancien garage Vandervelde situé chaussée de Wavre 538 ;

Que ce bien n'a pu servir à la destination pour laquelle il avait été acquis, à savoir comme garage communal ;

Que conséquemment le Conseil communal a décidé en sa séance du 15 octobre 2007 d'approuver le principe de la vente par procédure négociée et de confier au comité d'acquisition de Bruxelles 1 la vente de ce bien et de représenter la commune durant cette procédure ;

Que cette délibération a été approuvée par l'autorité de tutelle en date du 4 décembre 2007 ;

Que divers acquéreurs se sont manifestés ;

Que la vente était prévue dans le courant du mois de juin 2008 ;

Que dans le cadre de la vente, le comité d'acquisition interrogeait l'IBGE conformément aux dispositions de l'ordonnance du 13 mai 2004 relative à la gestion des sols pollués ;

Qu'il importait dès lors avant toute aliénation qu'une reconnaissance de l'état du sol soit effectuée ;

Que l'urgence de réaliser cette étude obligatoire s'imposait sous peine de ne pouvoir conclure comme prévu la vente en juin prochain et ce d'autant plus que les délais de réalisation de l'étude exigeaient au moins 15 jours calendrier ;

Que l'attente jusqu'à l'approbation de la modification budgétaire aurait reporté la vente, au plus tôt, au mois de novembre et risquait ainsi d'entamer l'intérêt des candidats acquéreurs ;

Qu'il convenait dès lors de lancer de manière urgente un marché afin de désigner l'adjudicataire de cette étude de sol ;

Que ce marché a fait l'objet d'une procédure négociée sur base de l'article 17 § 2 – 1° a) de la loi du 24 décembre 1993, avec consultation des firmes ci-après :

GEOSAN, square Docteur Jean Joly, 4 à 1040 Bruxelles

ERM, place Rouppe, 16 à 1000 Bruxelles

ECOREM, place de la Minoterie, 10 à 1080 Bruxelles

Attendu que l'offre la plus intéressante a été déposée par la firme ECOREM ;

Vu l'arrêté de désignation de cette firme par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 15 mai 2008 ;

Vu l'article 249 § 1 alinéas 1 et 2 de la nouvelle loi communale ;

## **PREND ACTE**

de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15 mai 2008 décidant

de procéder d'urgence à l'étude de sol de l'ancien garage Vandervelde situé chaussée de Wavre 538 ;

de confier ce marché à la firme ECOREM, place de la Minoterie, 10 à 1080 Bruxelles pour un montant de € 7.229,27 (prix ttc si absence d'eau à 5 m de profondeur) ou € 9.866,00 (prix ttc si présence d'eau à 5 m de profondeur) ;

de faire application de l'article 249 § 1 alinéas 1 et 2 de la nouvelle loi communale afin de pourvoir à cette dépense réclamée par de circonstances impérieuses et imprévues.

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Aangezien dat de gemeente Etterbeek eigenaar is van de voormalige garage Vandervelde gelegen Waverssesteenweg, 538;

Dat dit goed niet heeft kunnen dienen voor de bestemming waarvoor het aangekocht werd, te weten als gemeentelijke garage;

Dat ingevolge de Gemeenteraad in zitting van 15 oktober 2007 besloten heeft het principe van de verkoop via onderhandelingsprocedure goed te keuren en de verkoop van dit goed evenals de vertegenwoordiging van de gemeente gedurende deze procedure aan het aankoopcomité van Brussel 1 toe te vertrouwen;

Dat deze beraadslaging op 4 december 2007 goedgekeurd werd door de toezichhoudende overheid;

Dat verschillende kopers zich bekend gemaakt hebben;

Dat de verkoop voorzien was in de loop van de maand juni 2008;

Dat in het kader van de verkoop, het aankoopcomité overeenkomstig de voorschriften van de ordonnantie van 13 mei 2004 betreffende het beheer van vervuilde gronden het BIM ondervraagd heeft;

Dat vanaf dat ogenblik, vóór elke vervreemding, een onderzoek van de bodem uitgevoerd moest worden;

Dat de spoedeisendheid om deze verplichte studie uit te voeren noodzakelijk was om zoals voorzien tot de verkoop in juni 2008 te kunnen overgaan en dat bovendien de uitvoeringstermijnen van de studie minstens 15 kalenderdagen opeisen;

Dat de wachttijd tot de goedkeuring van de begrotingswijziging de verkoop, minstens tot november, uitgesteld zou hebben, en zo de belangstelling van de kandidaat kopers in het gedrang zou kunnen brengen;

Dat het dus dringend nodig was een opdracht te gunnen om een aanbesteder aan te duiden voor dit grondonderzoek;

Dat deze opdracht het voorwerp gemaakt heeft van een onderhandelingsprocedure op basis van het artikel 17§2 – 1° a) van de wet van 24 december 1993, met raadpleging van de volgende firma's :

GEOSAN, Dokter Jean Jolyplein, 4 te 1040 Brussel

ERM, Rouppeplein, 16 te 1000 Brussel

ECOREM, Meelfabriekplein, 10 te 1080 Brussel

Aangezien de interessantste offerte door de firma ECOREM ingediend werd;

Gezien het aanduidingsbesluit van deze firma door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 15 mei 2008;

Gezien het artikel 249 § 1 lid 1 en 2 van de nieuwe gemeentewet;

### **NEEMT AKTE**

van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 mei 2008 om

dringend over te gaan tot het grondonderzoek van de voormalige garage Vandervelde gelegen Waverssesteenweg, 538;

deze opdracht aan de firma ECOREM, Meelfabriekplein, 10 te 1080 Brussel te gunnen voor een bedrag van € 7.229,27 (prijs incl. BTW indien geen water aanwezig op 5 m diepte) of € 9.866,00 (prijs incl. BTW indien water aanwezig op 5 m diepte);

het artikel 249 § 1, lid 1 en 2 van de nieuwe gemeentewet toe te passen om in deze uitgave te kunnen voorzien die door dringende en onverwachte omstandigheden opgeëist werd.

**(24) Mobilier urbain - Années 2009 à 2023 - Choix de marché  
Stadsmeubilair - Jaren 2009 tot 2023 - Keuze van de opdracht**

*Ce point est retiré de l'ordre du jour du Conseil communal.  
Dit punt wordt van de agenda van de gemeenteraad ingetrokken.*

*Madame Françoise BERTIEAUX rentre en séance.  
Mevrouw Françoise BERTIEAUX komt in zitting terug.*

**(25) Ecole ""Les Marronniers"" - Rénovation de la chaufferie - Programme 2008 - Choix du marché -  
Demande de subsides  
School ""Les Marronniers"" - Vernieuwing van de stookkamer - Programma 2008 - Keuze van  
de opdracht - Toelagenaanvraag**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :  
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Attendu qu'un crédit € 390.000 est inscrit à l'article 722/724-60 du budget extraordinaire de 2008 en vue de la réalisation de travaux aux écoles ;

Attendu que ce budget a été approuvé par l'Autorité de Tutelle ;

Attendu que le programme de cette année prévoit la rénovation de la chaufferie de l'école « Les Marronniers » ;

Attendu que le coût de ces travaux peut être estimé à € 130.000 ,TVA 21 % comprise;

Attendu que ce marché fera l'objet d'un appel d'offres général sur base du cahier spécial des charges n° TP/PL/2008/14 ;

Attendu que ce marché sera soumis aux règles de publicité prévues par l'Arrêté Royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'Arrêté Royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'annexe à l'Arrêté Royal précité établissant le cahier général des charges ;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

Attendu que les subventions SIBELGA (30 %) seront sollicitées pour la présente entreprise ;

**DECIDE**

- de procéder aux travaux de rénovation de la chaufferie de l'école « Les Marronniers » ;
- d'arrêter l'appel d'offres général comme mode de passation du marché ;
- d'arrêter le cahier spécial des charges n° TP/PL/2008/14 et ses annexes ;

- de fixer le montant de l'estimation à € 130.000, tva 21 % comprise ;
- d'introduire une demande de subsides auprès de SIBELGA.

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Aangezien dat een krediet van € 390.000 werd ingeschreven op artikel 722/724-60 van de buitengewone begroting van 2008 voor de uitvoering van werken aan de scholen;

Aangezien dat deze begroting goedgekeurd werd door de Toezichthoudende Overheid;

Aangezien dat het programma van dit jaar de vernieuwing van de stookkamer van de school "Les Marronniers" voorziet;

Aangezien dat de kostprijs van deze werken kan geraamd worden op € 130.000 BTW 21 % inbegrepen;

Aangezien dat deze opdracht het voorwerp zal uitmaken van een algemene offerteaanvraag op basis van het bijzonder bestek nr.TP/PL/2008/14;

Aangezien dat deze opdracht zal onderworpen worden aan de bekendmakingvoorschriften voorzien in het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de bijlage aan het hiervoor vermeld Koninklijk Besluit houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden;

Gezien artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

Aangezien dat de SIBELGA toelagen (30%) zullen worden aangevraagd voor deze onderneming;

#### **BESLIST**

- over te gaan tot de vernieuwing van de stookkamer van de school "Les Marronniers";
- de algemene offerteaanvraag te weerhouden als gunningswijze van de opdracht;
- het bijzonder bestek n° TP/PL/2008/14 en zijn bijlagen goed te keuren;
- de raming der werken vast te stellen op € 130.000 BTW 21 % inbegrepen;
- een toeslagenaanvraag bij SIBELGA in te dienen.

**(26) Garage communal - Acquisition urgente d'un nouveau compresseur - Application de l'article 249 § 1 alinéas 1 et 2 de la nouvelle loi communale - Prise de connaissance  
Gemeentelijke garage - Dringende aankoop van een nieuwe compressor - Toepassing van het artikel 249 § 1, lid 1 en 2 van de nieuwe gemeentewet - Kennisname**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :*

*Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Attendu que l'unique compresseur à air dont dispose le garage communal à rendu son dernier souffle ;

Attendu que cet appareil est utilisé quotidiennement ; que l'utilité d'un tel appareil est évidente ;

Que sa réparation n'est pas envisageable ;

Attendu qu'il s'avère dès lors indispensable de procéder d'urgence à l'acquisition d'un nouveau compresseur ;

Attendu que deux firmes ont été consultées ; que les propositions ont été étudiées par le service technique compétent et que ce dernier préconise de retenir le compresseur proposé par la société ATLAS COPCO BELGIUM, Brusselsesteenweg, 346 à 3090 Overijse ;

Attendu que ce marché a été traité par procédure négociée sans publicité conformément à l'article 17§ 2-1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté de désignation de cette firme par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 29 mai 2008 ;

Vu l'article 249 § 1, alinéas 1 et 2 de la nouvelle loi communale ;

### **PREND ACTE**

de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29 mai 2008 décidant

- de procéder d'urgence à l'acquisition du nouveau compresseur destiné au garage communal ;
- de confier ce marché à la firme ATLAS COPCO BELGIUM, Brusselsesteenweg, 346 à 3090 Overijse pour un montant de € 4.600,00, TVA comprise ;
- de faire application de l'article 249 § 1, alinéas 1 et 2 de la nouvelle loi communale afin de pourvoir à cette dépense réclamée par des circonstances impérieuses et imprévues.

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Aangezien dat de enige luchtcompressor waarover de gemeentelijke garage beschikt het begeven heeft;

Aangezien dat dit toestel dagelijks gebruikt wordt; dat het gebruik van zo'n toestel overduidelijk is;

Dat de herstelling ervan niet overwogen kan worden;

Aangezien dat bijgevolg dringend moet overgegaan worden tot de aankoop van een nieuwe compressor;

Aangezien dat twee firma's geraadpleegd werden; dat beide voorstellen door de bevoegde technische dienst bestudeerd werden en dat deze laatste compressor voorgesteld door de maatschappij ATLAS COPCO BELGIUM, Brusselsesteenweg, 346 te 3090 Overijse, aanprijst;

Aangezien dat deze opdracht het voorwerp gemaakt heeft van een onderhandelingsprocedure op basis van het artikel 17 § 2-1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten;

Gezien het aanduidingsbesluit van deze firma door het College van Burgmeester en Schepenen in zitting van 29 mei 2008;

Gezien het artikel 249 § 1, lid 1 en 2 van de nieuwe gemeentewet;

### **NEEMT AKTE**

van de beslissing van het College en Burgemeester en Schepenen van 29 mei 2008 om

- dringend over te gaan tot de aankoop van een nieuwe compressor voor de gemeentelijke garage;
- deze opdracht aan de firma ATLAS COPCO BELGIUM, Brusselsesteenweg, 346 te 3090 Overijse te gunnen voor een bedrag van € 4.600,00, BTW inbegrepen;
- het artikel 249 § 1, lid 1 en 2 van de nieuwe gemeentewet toe te passen om in deze uitgave te kunnen voorzien die door dringende en onverwachte omstandigheden opgeëist werd.

**(27) Administration communale - Fixation des conditions de divers marchés publics - Article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale - Communication pour information  
Gemeentebestuur - Vaststellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten - Artikel 234 derde lid van de nieuwe gemeentewet - Mededeling ter informatie**

*A l'unanimité des voix, le conseil communal prend la délibération suivante :*

*Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 17 § 2 – 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de 67.000 €, hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 8 mai 2008

Objet : Voirie – Acquisition d'une camionnette

Estimation de la dépense : € 40.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 421/743-52 du budget extraordinaire de 2008

Date : 8 mai 2008

Objet : Acquisition de matériel destiné à l'institut Ernest Richard

Estimation de la dépense : € 30.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 735/744-51 du budget extraordinaire de 2008

Date : 15 mai 2008

Objet : Acquisition de matériel destiné au service de la signalisation (disques)

Estimation de la dépense : € 5.900,00 TVA comprise

Article budgétaire : 423/744-51 du budget extraordinaire de 2008

Date : 22 mai 2008

Objet : Embellissement du square de Léopoldville

Estimation de la dépense : € 15.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 766/721-60 du budget extraordinaire de 2008

Date : 22 mai 2008

Objet : Remplacement urgent du disjoncteur général de l'Hôtel communal

Estimation de la dépense : € 18.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 104/724-60 du budget extraordinaire de 2008

Date : 29 mai 2008  
 Objet : Acquisition de matériel destiné au service de la signalisation (barrières Nadar)  
 Estimation de la dépense : € 2.500,00 TVA comprise  
 Article budgétaire : 423/744-51 du budget extraordinaire de 2008

Date : 29 mai 2008  
 Objet : Projet potagers et verger collectifs  
 Estimation de la dépense : € 5.400,00 TVA comprise  
 Article budgétaire : 879/721-60 du budget extraordinaire de 2008

Date : 5 juin 2008  
 Objet : Centre d'Enseignement Ernest Richard et église Saint-Antoine de Padoue - Travaux de maintenance – Chauffage  
 Estimation des dépenses : € 4.026,02 et € 9.512,97 TVA comprise  
 Articles budgétaires : 735 et 790/724-60 du budget extraordinaire de 2008

## DECIDE

de prendre pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale.

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 derde lid van de nieuwe gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 17 § 2 – 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Aangezien dat het de opdrachten betreft gegund bij onderhandelingsprocedure waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van 67.000 €, B.T.W. niet inbegrepen, niet overschrijdt;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen moeten ter kennisgeving medegedeeld worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering;

Aangezien dat de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen:

Datum: 8 mei 2008  
 Onderwerp: Wegen – Aankoop van een vrachtwagen  
 Raming van de uitgave: € 40.000,00, BTW inbegrepen  
 Begrotingsartikel: 421/743-52 van de buitengewone begroting van 2008

Datum: 8 mei 2008  
 Onderwerp: Aankoop van materiaal voor het Instituut Ernest Richard  
 Raming van de uitgave: € 30.000,00, BTW inbegrepen  
 Begrotingsartikel: 735/744-51 van de buitengewone begroting van 2008

Datum: 15 mei 2008  
 Onderwerp: Aankoop van materiaal voor de dienst signalisatie (borden)  
 Raming van de uitgave: € 5.900,00, BTW inbegrepen  
 Begrotingsartikel: 423/744-51 van de buitengewone begroting van 2008

Datum: 22 mei 2008  
 Onderwerp: Verfraaiing van het Leopoldstadplein  
 Raming van de uitgave: € 15.000,00, BTW inbegrepen  
 Begrotingsartikel: 766/721-60 van de buitengewone begroting van 2008



Datum: 22 mei 2008  
 Onderwerp: Dringende vervanging van de hoofdschakelaar van het Gemeentehuis  
 Raming van de uitgave: € 18.000,00, BTW inbegrepen  
 Begrotingsartikel: 104/744-51 van de buitengewone begroting van 2008

Datum: 29 mei 2008  
 Onderwerp: Aankoop van materiaal voor de dienst signalisatie (Nadarhekken)  
 Raming van de uitgave: € 2.500,00, BTW inbegrepen  
 Begrotingsartikel: 423/744-51 van de buitengewone begroting van 2008

Datum: 29 mei 2008  
 Onderwerp: Project collectieve groentetuinen en boomgaarden  
 Raming van de uitgave: € 5.400,00, BTW inbegrepen  
 Begrotingsartikel: 879/721-60 van de buitengewone begroting van 2008

Datum: 5 juni 2008  
 Onderwerp: Onderwijscentrum Ernest Richard en Sint-Antonius van Paduakerk – Onderhoudswerken - Verwarming  
 Raming van de uitgaven: € 4.026,02 en € 9.512,97, BTW inbegrepen  
 Begrotingsartikels: 735 en 790/724-60 van de buitengewone begroting van 2008

## **BESLIST**

kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 derde lid van de nieuwe gemeentewet.

### **(28) Voirie - Renouvellement de divers trottoirs - Programme 2008 - Choix du marché Weginis - Vernieuwing van verschillende voetpaden - Programma 2008 - Keuze van de opdracht**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :  
 Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Attendu qu'un crédit de € 1.410.000,00 est inscrit à l'article 421/731-60 du budget extraordinaire de 2008 en vue de divers travaux d'aménagement en voirie;

Attendu que le programme de cette année prévoit, entre autres, le renouvellement de divers trottoirs, à savoir l'avenue Commandant Lothaire, la rue de Theux et la rue de Pervyse ;

Attendu que le coût de ces travaux est estimé à € 550.000,00 TVA 21% comprise ;

Attendu que ce marché fera l'objet d'une adjudication publique sur base du cahier spécial des charges TP/LG/2008/15 ;

Attendu que ce marché sera soumis aux règles de publicité prévues par l'Arrêté Royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'Arrêté Royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'annexe à l'Arrêté Royal précité établissant le cahier général des charges ;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

**DECIDE**

- d'approuver le cahier spécial des charges TP/LG/2008/15 relatif aux travaux de renouvellement de divers trottoirs ;
- d'approuver l'adjudication publique comme mode de passation du marché ;
- d'approuver l'estimation de la dépense de € 550.000,00 à imputer à l'article 421/731-60 du budget extraordinaire de 2008.

La présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle dans les plus brefs délais.

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Aangezien dat een krediet van € 1.410.000,00 werd ingeschreven op artikel 421/731-60 van de buitengewone begroting van 2008 voor inrichtingswerken aan de wegenis;

Aangezien dat het programma van dit jaar, onder andere, de vernieuwing voorziet van verschillende voetpaden, te weten Kommandant Lothairelaan, de Theuxstraat en de Pervijsestraat;

Aangezien dat de kostprijs van deze werken kan geraamd worden op € 550.000,00 BTW 21% inbegrepen;

Aangezien dat deze opdracht het voorwerp zal uitmaken van een openbare aanbesteding op basis van het bijzonder bestek TP/LG/2008/15;

Aangezien dat deze opdracht zal onderworpen worden aan de bekendmakingvoorschriften voorzien in het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de bijlage aan het hiervoorvermelde Koninklijk Besluit houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden;

Gezien het artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

**BESLIST**

- het bijzonder bestek TP/LG/2008/15 goed te keuren betreffende de vernieuwing van verschillende voetpaden;
- de openbare aanbesteding als gunningswijze van de opdracht goed te keuren;
- de raming van de uitgave van € 550.000,00 op het artikel 421/421-60 van de buitengewone begroting van 2008 goed te keuren.

De huidige beraadslaging zal verzonden worden aan de Toezichthoudende overheid binnen de kortste termijnen.

**(29) Nomination de représentants de la Liste du Bourgmestre pour le Conseil consultatif du Développement durable  
Benoeming van de vertegenwoordigers van de Lijst van de Burgemeester voor de Adviesraad voor Duurzame ontwikkeling**

*Par 30 oui et 1 non, le Conseil communal prend la délibération suivante :*

*Met 30 ja-stemmen en 1 nee-stem neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Considérant qu'un Conseil consultatif du développement durable a été approuvé par le Conseil communal, en sa séance du 25 juin 2007 ;

Considérant que le Conseil comprend 12 membres au moins et 21 au plus ;

Considérant que le Conseil consultatif est composé par :

- des membres représentant le pouvoir organisateur
- des membres d'associations actives en matière de développement durable sur le territoire de la commune
- des citoyens etterbeekois ayant un intérêt particulier pour le développement durable

Considérant qu'en séance du 19 mai 2008, le Conseil communal a approuvé la nomination des membres du Conseil consultatif du Développement durable mais qu'il manquait deux représentants de la Liste du Bourgmestre en tant que membres représentant le pouvoir organisateur;

Vu l'article 120 bis de la Nouvelle loi Communale,

### **ARRETE**

La nomination des représentants de la Liste du Bourgmestre :

- Monsieur Patrick Cuisinier

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Aangezien de beslissing van de Gemeenteraad van 25 juni 2007 de samenstelling van een Etterbeekse adviesraad voor Duurzame ontwikkeling heeft goedgekeurd;

Aangezien de Adviesraad minstens 12 en maximum 21 leden omvat ;

Aangezien de Adviesraad is samengesteld uit drie categorieën van leden ;

- leden die de initiatiefnemende overheid vertegenwoordigen ;
- leden die verenigingen vertegenwoordigen die op grondgebied van Etterbeek de belangen van duurzame ontwikkeling behartigen;
- Etterbeekse burgers die een bijzonder belang hechten aan de Duurzame ontwikkeling

Aangezien de goedkeuring van de leden van de Adviesraad van de Gemeenteraad van 19 mei 2008, maar de ontbreking van de twee vertegenwoordigers van de Lijst van de Burgemeester als leden die de initiatiefnemende overheid vertegenwoordigen ;

### **BESLIST**

De benoeming van de vertegenwoordigers van de Lijst van de Burgemeester :

- De Heer Patrick Cuisinier

### **(30) Culte catholique - Eglise N.D. du Sacré-Coeur - Compte 2007 Katholieke eredienst - Kerk van O.L.V. van het Heilig Hart - rekening 2007**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :*

*Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal.

Vu la décision du 07/02/2008 du Conseil de fabrique de l'Eglise N.D. du Sacré-Coeur arrêtant son compte pour 2007 ;

Attendu que ce document se présente comme suit :

RECETTES

ordinaires	€ 35.838,69	
extraordinaires	€ 53,46	€ 35.892,15

DEPENSES

relatives au culte	€ 12.353,09	
ordinaires	€ 23.606,31	
extraordinaires	€ 2720,18	€ 38.679,58

**SOIT AVEC UN MALI DE 2787,43**

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu l'article 155, 9° de la loi communale ;

Attendu que plusieurs crédits budgétaires en dépense ont été dépassés ;

Attendu que ce document se clôture avec un mali de € 2787,43 ;

**DECIDE**

D'émettre un avis défavorable à l'approbation du compte 2007 de l'Eglise N.D. du Sacré-Coeur.

\*\*\*

De Gemeenteraad.

Gelet op de beslissing van 07/02/2008 van de kerkfabriek van de kerk O.L.V. van het Heilig Hart houdende vaststelling van haar rekening over 2007;

Overwegende dat dit document de volgende inhoud heeft :

ONTVANGSTEN

gewone	€ 35.838,69	
buitengewone	€ 53,46	€ 35.892,15

UITGAVEN

betreffende de eredienst	€ 12.353,09	
gewone	€ 23.606,31	
buitengewone	€ 2720,18	€ 38.679,58

**HETZIJ MET EEN OVERSCHOT VAN € 2787.43**

Gelet op het dekreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken ;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten ;

Gelet op het artikel 255, 9° van de gemeentewet ;

Overwegende dat er meerdere begrotingskredieten in uitgaven werden overschreden ondanks een begrotingswijziging;

Overwegende dar de rekening met een tekort van € 2787.43 afsluit;

## **BESLIST**

Een ongunstig advies uit te brengen ter goedkeuring van de rekening over 2007 van de Kerk van O.L.V. van het Heilig Hart.

- (31) Associations de commerçants d'Etterbeek reconnues (Quartier Champs, Ilot Chasse, Faubourg Cinquantenaire et Shopping Club Thieffry) - Comptes 2006 - Budget 2007 - Approbation - Répartition des subsides.  
Erkende handelaarsverenigingen van Etterbeek (Quartier Champs, Ilot Chasse, Faubourg Cinquantenaire en Shopping Club Thieffry) - Rekening 2006 - Begroting 2007 - Goedkeuring - Verdeling van de toelagen.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :*

*Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Considérant qu'un subside de 10.000,00 € en faveur des associations de Commerçants d'Etterbeek a été inscrit à l'article 520/332.02/02 du budget 2007 de la Commune d'Etterbeek;

Considérant que sur les 5 associations reconnues (Quartier Champs, Îlot Chasse, Faubourg Cinquantenaire, Shopping Club Thieffry et Commerce Chasse), seules les 4 premières ont fourni leurs comptes annuels 2006 (bilan et compte de résultats) et le budget de l'exercice en cours ou comptes annuels de l'exercice 2007 et les pièces justificatives;

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Échevins se prononcera sur l'octroi d'un subside de 1.239,00 € à l'association des commerçants « Commerce Chasse »;

Considérant que le solde des subsides disponible s'élèverait à 8.761,00 € et que ce montant est à répartir entre 4 associations, soit 2.190,25 €;

Attendu que les instructions de Monsieur le Ministre de la Région Bruxelloise précisent que les comptes et budgets des asbl subsidiées par les communes doivent être adoptés par les conseils communaux compétents;

Vu les comptes 2006 des associations de commerçants (Quartier Champs, Ilot Chasse, Faubourg Cinquantenaire et Shopping Club Thieffry);

Vu les comptes ou les budgets 2007 de ces 4 associations de commerçants;

Vu les articles 93 et 117 de la Nouvelle Loi communale;

## **DECIDE**

D'approuver les comptes 2006 et les budgets ou comptes 2007 des 4 associations de commerçants reconnues « Quartier Champs, Ilot Chasse, Faubourg Cinquantenaire, Shopping Club Thieffry et Commerce Chasse » tels que repris ci-dessous :

1) Îlot Chasse :

Exercice 2008

Revenus 2007

Edité par.....: Fisco France  
 Nom du Client.....: Ilot Chasse asbl  
 Répertoire.....: 4-524000-80

Annexe a la déclaration a l'impôt des personnes morales

1. Recettes Professionnelles	:	16.752,80 €
2. Dépenses Professionnelles	:	16.752,80 €
3. Différences.....	:	- €

code	nature	total de la rubrique	%	montant
1	Recettes			
10	Recette Brocante 2007	670,00 €		670,00 €
11	Subside Communale	5.163,00 €		5.163,00 €
12	solde caisse	- €		- €
13	Cotisations	850,00 €		850,00 €
14	Recette Activités 2007	854,00 €		854,00 €
15	Report antérieur	9.214,84 €		9.214,84 €
16	Intérêts Bancaire	0,96 €		0,96 €
	<b>total</b>	<b>16.752,80 €</b>		<b>16.752,80 €</b>
2	Frais Généraux			
20	Taxe communale	1.035,00 €	100	1.035,00 €
21	Publicités & insertions	800,00 €	100	800,00 €
22	Assurances	143,55 €	100	143,55 €
23	Frais installation	1.280,51 €	100	1.280,51 €
24	Frais de réunion	227,50 €	100	227,50 €
25	Location de matériel	140,00 €	100	140,00 €
26	Prestation artistiques	2.400,00 €	100	2.400,00 €
27	Taxes sabam	- €	100	- €
28	Frais bancaire	42,22 €	100	42,22 €
29	Frais Particip + honoraires	929,50 €	100	929,50 €
201	Frais secrétariat Divers	111,66 €	100	111,66 €
	<b>total</b>	<b>7.109,94 €</b>		<b>7.109,94 €</b>
3	différence			<b>9.642,86 €</b>
30	Report Réserve activité 2008	<b>9.642,86 €</b>		
	<b>résultat 2007</b>	<b>16.752,80 €</b>		<b>16.752,80 €</b>

Approbation, date et signature du Président et du trésorier avec mention  
 "Lu et approuvé"

Président

Trésorier

Exercice 2008 revenus 2007

État des dépenses et des recettes

Dépenses		Recettes	
biens et services	7.109,94	cotisations	850

rémunérations biens et services divers		dons et legs subsidés :	
		région	3.200
		communautés commune	1.963
		autres	
autres dépenses		autres recettes	1.524,96
total dépenses	7.109,94	total recettes	7.537,96
différence :	428,02		

## État du patrimoine

avoirs	DETTES
immeubles	dettes financières
- appartenant a l'association en pleine propriété	
- autres	
machines	dettes a l'égard de fournisseurs
- appartenant a l'association en pleine propriété	
- autres	
meublé et matériel roulant	dettes a l'égard de membres
- appartenant a l'association en pleine propriété	
- autres	
stocks	dettes fiscales-salariales et sociales
créances	
placements de trésorerie	
liquidités	résultats reportés
autres avoirs	9.642,86
total des avoirs	9.642,86
	total des dettes 9.642,86

Exercice 2007

Revenus 2006

Edité par.....: Fisco Finance  
 Nom du Client.....: Ilot Chasse a.s.b.l  
 Répertoire.....: 4-524000-80

## Annexe à la déclaration à l'impôt des personnes morales

1. Recettes Professionnelles	:	13.439,03 €
2. Dépenses Professionnelles	:	13.439,03 €
3. Différences.....:		- €

Code	Nature	Total de la rubrique	%	Montant
1	Recettes			

10	Recette Brocante 2006	2.643,09 €		2.643,09 €
11	Subside Communale	1.963,00 €		1.963,00 €
12	solde caisse			- €
13	Cotisations	600,00 €		600,00 €
14	Recette Activités 2006	- €		- €
15	Report antérieur	8.182,31 €		8.182,31 €
16	Intérêts Bancaire	50,63 €		50,63 €
	<b>Total</b>	<b>13.439,03 €</b>		<b>13.439,03 €</b>
<hr/>				
2	Frais Généraux			
20	Taxe communale	- €	100	- €
21	Publicités & insertions	750,00 €	100	750,00 €
22	Assurances	143,55 €	100	143,55 €
23	Frais installation	210,16 €	100	210,16 €
24	Frais de réunion	345,30 €	100	345,30 €
25	Location de matériel	- €	100	- €
26	Prestation artistiques	1.825,00 €	100	1.825,00 €
27	Taxes sabam	- €	100	- €
28	Frais bancaire	40,47 €	100	40,47 €
29	Frais Particip + honoraires	745,57 €	100	745,57 €
201	Frais secrétariat Divers	164,45 €	100	164,45 €
	<b>Total</b>	<b>4.224,50 €</b>		<b>4.224,50 €</b>
<hr/>				
3	Différence			<b>9.214,53 €</b>
30	Report Réserve activité 2006	<b>9.214,53 €</b>		
<hr/>				
	<b>Résultat 2006</b>	<b>13.439,03 €</b>		<b>13.439,03 €</b>

Approbation, date et signature du Président et du trésorier avec mention  
"Lu et approuvé"

Président

Trésorier

Exercice 2007 revenus 2006

État des dépenses et des recettes

Dépenses		Recettes	
Biens et services	4.224,50	Cotisations	600
Rémunérations		Dons et legs	
Biens et services divers		Subsides :	
		Région	
		Communes	
		Commune	1.963
		Autres	
Autres dépenses		Autres recettes	2.693,72
Total dépenses	4.224,50	Total recettes	5.256,72
Différence :	1.032,22		

État du patrimoine

Avoirs	Dettes
--------	--------



Immeubles		Dettes financières	
- appartenant a l'association en pleine propriété			
- autres		Dettes a l'égard de fournisseurs	
Machines			
- appartenant a l'association en pleine propriété			
- autres		Dettes a l'égard de membres	
Mobilier et matériel roulant			
- appartenant a l'association en pleine propriété			
- autres		Dettes fiscales-salariales et Sociales	
Stocks			
Créances			
Placements de trésorerie	9.214,53	Résultats reportes	9.214,53
Liquidités			
Autres avoirs			
<b>Total des avoirs</b>	<b>9.214,53</b>	<b>Total des dettes</b>	<b>9.214,53</b>

## 2) Shopping Club Thieffry

Entrées dépense :

2006

## Dépenses

Divers	30,77
Radio	193,6
Colruyt	52,02
bonbons	17,96
Leysen	3066
Adant (sac)	4,84
Sibelga 1	300,39
Sibelga 2	353,79116
Sapin	1160
Bonbons	13,59
bonbons	12,5
colruyt	24,07
conso Musiciens	7
costumes	160
Photos	65
trois banques	25,91
photocopies	30,77

---

5745,21

chaises + tables

200

---

5945,21

## Entrées

Cotisations	1200
Brocante	1822
Banque	5873
Caution animation	600
Photos	600
subsidés communaux	1963

---

5703,73

Association Des Commerçants Shopping Club Thieffry  
(association de fait)  
état des dépenses et des recettes

31 décembre 2006

dépenses		recettes	
biens et services	5.945.21	cotisations	1.200.00
rémunérations		dons et legs	
biens et services divers		subsidés :	
		Région	
		communautés	
		commune	1.963.00
		autres	
autres dépenses		autres recettes	2.540.73
total dépenses	5.945.21	total recettes	5.703.73
différence :			< 241.48>

état du patrimoine

31 décembre 2006

avoirs		dettes	
immeubles		dettes financières	
- appartenant a l'association en pleine propriété			
- autres			
machines		dettes a l'égard de fournisseurs	
- appartenant a l'association en pleine propriété			
- autres			
meublier et matériel roulant		dettes a l'égard de membres	
- appartenant a l'association en pleine propriété			
- autres			
stocks		dettes fiscales-salariales et sociales	
créances			
placements de trésorerie	4.298,12	autres dettes	
liquidités		résultats reportés	4.298.12
autres avoirs			
total des avoirs	4.298.12	total des dettes	4.298,12

Entrées dépense :

2007

Dépenses

Entrées

Lysen	948,8	Brocante	1585
Fleurs	43	Electrabel	279,88
T,P,	715,17	Fintro	120
Journal Etterbeek	200	Divers	2,12
Sibelga	540,14		
Musique Animation	150	Sous total	1987
Divers	113,47		
OCB	123,36		
Nettoyage Raes	250		
Compte M, Diaros	350	Subsides commune	1963
Musicien	68		
Voyage plus	500		
Affiches Noël	80		
Repas musicien	53,6		
Frais Banque	19,14		
Total	4154,68	Total	3950

Association Des Commerçants Shopping Club Thieffry  
(association de fait)  
état des dépenses et des recettes

31 décembre 2007

Dépenses		Recettes	
Biens et services	4.154.68	Cotisations	
Rémunérations		Dons et legs	
Biens et services divers		Subsides :	
		Région	
		Communautés	
		Commune	1.963.00
		Autres	
Autres dépenses		Autres recettes	1.987.00
Total dépenses	4.154.68	Total recettes	3.950.00
Différence :			<204.68>

État du patrimoine

31 décembre 2007

Avoirs	Dettes
Immeubles	Dettes financières
- appartenant a l'association en pleine propriété	
- autres	
Machines	Dettes a l'égard de fournisseurs
- appartenant a l'association en pleine propriété	
- autres	
Mobilier et matériel roulant	Dettes a l'égard de membres
- appartenant a l'association en pleine propriété	

- autres		Dettes fiscales-salariales et Sociales	
Stocks			
Créances			
Placements de trésorerie	4.093,44		
Liquidités			
Autres avoirs		Autres dettes	
		Résultats reportés	4.093,44
Total des avoirs	4.093,44	Total des dettes	4.093,44

## 3) Quartier Champs

Entrées dépense :

2006

Dépenses		Entrées	
Carrefour	15,3	Cotisation	1800
Colruyt	102,16	Brocante	2497,5
Casa	164,89		
Comtesse du Barry	47,7		
Sponsor Bal	90		
Poste	5,2	Sous total	4297,5
Prémaman	23,11		
Poste	6,02		
Nobel	5,09	Subsides commune	2063
Nobel	5,09		
Nobel	5,09		
Nobel	10,17		
Nobel	10,17		
Carrefour	45		
Sportlife	48,85		
Sportlife	9,35		
Arfa sprl	10	Total	6360,5
Ici Paris XL	22,26		
Poste	52		
Carrefour	11,1		
Carrefour	35		
Poste	26		
Belgica	1221		
Ici Paris XL	76,81		
Le Bayou	16		
Roger Boudins	23		
Vincent	110		
Aide Claude	50		
Château gonflable	115		
Colruyt	55,64		
Amu-Z-Band	515		
Mamano	450		
Tollet David	110		
Claude	250		
Josiane	155		
Journal Etterbeek	500		
Melki	42		
Colruyt	58		
Le Titien	39		

Thierry	74
Paulette	29
Poste	58,1
Total	4697

## Association des commerçants du Quartier des Champs

## État des dépenses et des recettes

31 décembre 2006

Dépenses		Recettes	
Biens et services :	4.697.1	Cotisations :	1.800.00
Rémunérations :	/	Dons et legs	
Biens et services :	/	Subsides :	
		Région	
		Communautés	
		Commune	2.063.00
		Autres	
Autres dépenses :		Autres recettes	2.497.50
Total dépenses	4697.1	Total recettes	6.360.50
Différence :	1663.4		

## État du patrimoine

31 décembre 2006

Avoirs	Dettes
Immeubles	Dettes financières
- appartenant a l'association en pleine propriété	
- autres	
Machines	Dettes a l'égard de fournisseurs
- appartenant a l'association en pleine propriété	
- autres	
Mobilier et matériel roulant	Dettes a l'égard de membres
- appartenant a l'association en pleine propriété	
- autres	
Stocks	Dettes fiscales-salariales et Sociales
Créances	déclaration TVA 4t 2006
Placements de trésorerie	Autres dettes
Liquidités	Résultats reportés
Autres avoirs	3.968.88
Total des avoirs	Total des dettes 3.968.88

Entrées dépense :

2007			
Dépenses		Entrées	
Brussels Music Band	450	Cotisation	1800
Sportlife	23,1	Brocante	2448,34
Sportlife	40,9		
Journal Etterbeek	400		
GB Contact	25		
Au Rendez-Vous	27	Sous total	4248,34
Borges'Music	325		
Wuidens spectacle	950		
David Tollet	180		
Tihon chanteur	150	Subsides commune	2063
Amu-Z-Band	515		
Nettoyage Brocante	200		
Bart Smit	82,5		
Librairie la Détente	10		
Copyland	23,25		
Adg Buro	193,2		
Adg Buro	108,9	Total	6311,34
Nobel	73,62		
Copyland	18,8		
Au Rendez-Vous	15,1		
Comtesse du Barry	27,75		
Fleur Cecile	40		
Prémaman	12,5		
Poste	60		
Poste	60		
Librairie la Détente	1,35		
Librairie la Détente	2,9		
Librairie la Détente	2,7		
Librairie la Détente	4,05		
Fleur Cécile	30		
Sportlife	36,85		
Ethias	67,7		
Le Belgica	1155		
Forrest	40,5		
Zeeman	7,19		
Total	5359,86		

Association des commerçants du Quartier des Champs.

État des dépenses et des recettes

31 décembre 2007

Dépenses	Recettes
----------	----------

Biens et services :	5.359.86	Cotisations :	1.800.00
Rémunérations :	/	Dons et legs	
Biens et services :	/	Subsides :	
		Région	
		Communautés	
		Commune	2.063.00
		Autres	
Autres dépenses :		Autres recettes	2.448.34
Total dépenses	5.359.86	Total recettes	6.311.34
Différence :	951.48		

État du patrimoine

31 décembre 2007

Avoirs	Dettes
Immeubles	Dettes financières
- appartenant a l'association en pleine propriété	
- autres	
Machines	Dettes a l'égard de fournisseurs
- appartenant a l'association en pleine propriété	
- autres	
Mobilier et matériel roulant	Dettes a l'égard de membres
- appartenant a l'association en pleine propriété	
- autres	
Stocks	Dettes fiscales-salariales et Sociales
Créances	
Placements de trésorerie	Autres dettes
Liquidités	Résultats reportés
Autres avoirs	
Total des avoirs	Total des dettes
4.920.36	4.920.36

4) Faubourg Cinquantenaire

Association des commerçants Faubourg Cinquantenaire asbl

État des Dépenses Et Des Recettes

31 décembre 2006

Dépenses	Recettes
Biens et services :	Cotisations :
11.272,23	10.059,97
Rémunérations :	Dons et legs
/	
Biens et services :	Subsides :
/	région
	Communautés
	Commune
	1.963,00

		Autres	
Autres dépenses :	389,93	Autres recettes	13,90
Total dépenses	11.662,16	Total recettes	12.036,87
Différence :	374,71		

État Du Patrimoine

31 décembre 2006

Avoirs	Dettes
Immeubles	dettes financières
- appartenant a l'association en pleine propriété	
- autres	
Machines	dettes a l'égard de fournisseurs
- appartenant a l'association en pleine propriété	307,44
- autres	
Mobilier et matériel roulant	dettes a l'égard de membres
- appartenant a l'association en pleine propriété	
- autres	
Stocks	dettes fiscales-salariales et sociales
Créances	déclaration tva 4t 2006
Placements de trésorerie	283,32
Liquidités	autres dettes
Autres avoirs	résultats reportés
	7.966.71
Total des avoirs	Total des dettes
8.557,47	8.557,47

Association des commerçants  
du Faubourg Cinquantenaire ASBL  
Rue des Tongres 13  
1040 BRUXELLES

Compte de résultats	31/12/2006		31/12/2005	Budget	
Entrées					
70000 Cotisations	10.059,97 €		9.598,42 €	11.000,00 €	
70020 Location emplacement	- €		- €	- €	
70040 Actions	- €		1.401,63 €	- €	
70050 Extourne cotisations impayées	- €		- €	- €	
	10.059,97 €		11.000,05 €	11.000,00 €	
74000 Subsidés	1.963,00 €		1.416,00 €	2.500,00 €	
74300 Frais généraux récupérés	- €		- €	- €	
	1.963,00 €		1.416,00 €	2.500,00 €	
Intérêts bancaires	13,90 €		16,10 €	15,00 €	



	13,90 €		16,10 €		15,00 €	
Total des entrées		12.036,87 €		12.432,15 €		13.515,00 €
Sorties						
61120 Électricité	676,37 €		556,49 €		750,00 €	
61140 Entretien des locaux	- €		- €		- €	
61200 Fournitures de bureau	- €		- €		- €	
61240 Photocopies	- €		- €		- €	
61270 Timbres poste	- €		- €		- €	
61290 Frais d'envoi	- €		- €		- €	
61300 Honoraires comptabilité	696,00 €		562,00 €		700,00 €	
61420 Action chéquiers	- €		- €		- €	
61425 Action Animation	200,00 €		- €		- €	
61430 Action Fêtes de fin d'années	4.271,30 €		8.175,00 €		5.000,00 €	
61440 Action Nuit des soldes	4.125,00 €				5.000,00 €	
61450 Action Braderie	1.113,56 €					
61455 Action Brocante	- €		8,78 €		- €	
61480 Outillage	- €		- €		- €	
61800 Cotisations	- €		- €		- €	
61810 Publicités et insertions	- €		1.488,40 €		- €	
61830 Frais d'Assemblée Générale	190,00 €		201,80 €		200,00 €	
	<u>11.272,23 €</u>		<u>11.592,47 €</u>		<u>12.850,00 €</u>	
64050 Taxes communales & provinciales	- €		- €		- €	
	- €		- €		- €	
65000 Intérêts bancaires	- €		92,70 €		- €	
65010 Intérêts de retard	10,64 €		- €		- €	
65400 Différence de change	- €		- €		- €	
65900 Frais bancaires	377,20 €		292,75 €		350,00 €	
	<u>387,84 €</u>		<u>385,45 €</u>		<u>350,00 €</u>	
66400 Pertes exceptionnelles	- €		- €		- €	
	- €		- €		- €	
67030 Précompte mobilier	2,09 €		2,42 €		- €	
	<u>2,09 €</u>		<u>2,42 €</u>		<u>- €</u>	
Total des sorties		11.662,16 €		11.980,34 €		13.200,00 €
Résultats		374,71 €		451,81 €		315,00 €

Association des commerçants  
du Faubourg Cinquantenaire ASBL  
Rue des Tongres 13  
1040 BRUXELLES

	31/12/2006	31/12/2005
Actif	8.557,47 €	7.592,00 €
28 Détail poste "Immobilisations financières"		

Cautionnement Electrabel	- €		- €	
40000 Détail poste "Clients"		- €		- €
Solde au 31/12/2006	1.240,00 €		896,00 €	
41100 Détail poste "TVA à récupérer"		1.240,00 €		896,00 €
Déclaration 4ème trimestre 2006	- €		489,15 €	
55000 Détail poste "Valeurs disponibles"		- €		489,15 €
Solde ING	7.317,47 €		6.206,85 €	
		7.317,47 €		6.206,85 €

		39.082,00 €		38.717,00 €
Passif		8.557,47 €		7.592,00 €
14000 Détail poste "Résultat reporté"				
Résultat reporté	7.592,00 €		7.140,19 €	
Résultat de l'exercice	374,71 €		451,81 €	
		7.966,71 €		7.592,00 €
44000 Détail poste "Fournisseurs"				
Solde au 31/12/2006	307,44 €		- €	
		307,44 €		- €
45100 Détail poste "TVA à payer"				
Déclaration 4ème trimestre 2006	283,32 €		- €	
		283,32 €		- €
46000 Détail poste "Acomptes reçus"				
Solde au 31/12/2006	- €		- €	
		- €		- €

Association des Commerçants du Faubourg Cinquantenaire  
Rue des Tongres, 13 à 1040 Bruxelles

TVA : BE 459.591.641

Assemblée Générale du 27. 03. 2007  
Procès –Verbal

Monsieur Serge Mauroit préside l'Assemblée. Il désigne en qualité de Secrétaire Monsieur Gérard Vandembulcke

Monsieur le Président informe l'Assemblée que l'ordre du jour comporte les points suivants :

Rapport du Conseil d'Administration  
Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et du budget du prochain exercice  
Fixation du montant de la cotisation pour l'année qui commence

Il est ensuite donné lecture des comptes annuels de 2006 et du rapport du Conseil d'Administration

L'Assemblée prend ensuite les résolutions suivantes :

1<sup>ère</sup> résolution :

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité, d'approuver les comptes annuels arrêtés au 31.12.2006 par un bénéfice net de 374, 71 €.

2<sup>ème</sup> résolution :

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité, d'approuver le budget du prochain exercice comprenant un total d'entrées de 13. 515,00 € et un total de sorties de 13.200,00 €.

3<sup>ème</sup> résolution :

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité, de ne pas modifier le montant de la cotisation pour l'année 2007, à savoir 347, 11 € HTVA par membre.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance commencée à 20 heures est levée à 21 heures, après lecture et approbation du présent procès-verbal.

Mauroit Serge  
Administrateur

Vandenbulcke  
Gérard

S.A. ESTEPHAR – Boulevard Brand Whitlock 131 – 1200 Bruxelles  
Rapport Procès - Verbal

Association des commerçants Faubourg Cinquantenaire asbl

#### ETAT DES DEPENSES ET DES RECETTES

##### Budget 2007

Dépenses		Recettes	
Biens et services	12.850	Cotisations	11.000
Rémunérations		Dons et legs	
Biens et services divers		Subsides :	
		région	
		Communautés	
		Commune	1.963
		Autres	537
Autres dépenses	350	Autres recettes	15
Total dépenses	13.200	Total recettes	13.515
Différence :	315		

état du patrimoine

31 décembre 2007

Avoirs	Dettes
Immeubles	Dettes financières
- appartenant a l'association en pleine propriété	
- autres	
Machines	Dettes a l'égard de fournisseurs
- appartenant a l'association en pleine propriété	

- autres		Dettes a l'égard de membres	
Mobilier et matériel roulant			
- appartenant a l'association en pleine propriété		Dettes fiscales-salariales et Sociales	
- autres			
Stocks		Autres dettes	
Créances		Résultats reportés	7.632.47
Placements de trésorerie	7.632.47		
Liquidités			
Autres avoirs			
Total des avoirs	7.632.47	Total des dettes	7.632.47

Association Faubourg Cinquantenaire  
Rue des Tongres, 13  
1040 Bruxelles

Bruxelles, Le 13 Novembre 2007

#### PROGRAMME 2008

Dimanche en mai : « répétition du centième anniversaire de l'avenue de Tervueren »

Affiches distribuées aux magasins  
Occupation de la rue des Tongres par des stands « brocantes et antiquités »

Vendredi 27 et Samedi 28 juin : Braderie des commerçants.

Décembre : illumination et décoration de la rue des Tongres (gros budgets)

Pour le « Faubourg Cinquantenaire » :  
Le Président Serge Mauroit,  
Le Secrétaire et Trésorier Vandenbulcke – Plasschaert,

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Overwegende dat een toelage van 10000,00€, ten gunste van de handelaarsverenigingen van Etterbeek op artikel 520/332.02/02 van de begroting van de gemeente Etterbeek werd ingeschreven;

Overwegende dat van de vijf erkende handelaarsverenigingen (Quartier Champs, Ilot Chasse, Faubourg Cinquantenaire, Shopping Club Thieffry et Commerce Chasse), enkel de eerste vier hun jaarlijkse rekening van 2006 (balans, verlies&winst rekening) en de begroting van het huidige boekjaar hebben binnengebracht evenals de jaarlijkse rekeningen voor het boekjaar 2007 en de bewijzen voorgelegd hebben ;

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen zich heeft uitgesproken over de toekenning van een toelage van 1239,00€ ten gunste van de handelaarsvereniging « Commerce Chasse » ;

Overwegende dat het saldo van de toelagen 8761,00€ bedraagt en dat dit bedrag verdeeld moet worden tussen de 4 verenigingen, d.w.z. 2190,25€ per vereniging ;

Aangezien de instructies van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bepalen dat de rekeningen en de begrotingen van de VZW's die genieten van een gemeentelijke toelage, moeten goedgekeurd worden door de bevoegde Gemeenteraad ;

Aangezien de rekeningen van 2006 van de handelaarsverenigingen (Quartier Champs, Ilot Chasse, Faubourg Cinquantenaire en Shopping Club Thieffry) ;

Aangezien de rekeningen of de begrotingen van 2007 van deze 4 handelaarsverenigingen ;

Aangezien de artikels 93 en 117 van de nieuwe Gemeentewet;

## BESLIST

De rekeningen van 2006 en de begrotingen of rekeningen van 2007 van de 4 erkende handelaarsverenigingen « Quartier Chasse, Ilot Chasse, Faubourg Cinquantenaire, Shopping Club Thieffry en Commerce Chasse » goed te keuren zoals hieronder gevoegd :

1) Îlot Chasse :

	Exercice 2008	Revenus 2007
Edité par.....:	Fisco Fnance	
Nom du Client.....:	Ilot Chasse asbl	
Répertoire.....:	4-524000-80	

### Annexe a la déclaration a l'impôt des personnes morales

1. Recettes Professionnelles	:	16.752,80 €
2. Dépenses Professionnelles	:	16.752,80 €
3. Différences.....:		- €

code	nature	total de la rubrique	%	montant
1	Recettes			
10	Recette Brocante 2007	670,00 €		670,00 €
11	Subside Communale	5.163,00 €		5.163,00 €
12	solde caisse	- €		- €
13	Cotisations	850,00 €		850,00 €
14	Recette Activités 2007	854,00 €		854,00 €
15	Report antérieur	9.214,84 €		9.214,84 €
16	Intérêts Bancaire	0,96 €		0,96 €
	<b>total</b>	<b>16.752,80 €</b>		<b>16.752,80 €</b>
2	Frais Généraux			
20	Taxe communale	1.035,00 €	100	1.035,00 €
21	Publicités & insertions	800,00 €	100	800,00 €
22	Assurances	143,55 €	100	143,55 €
23	Frais installation	1.280,51 €	100	1.280,51 €
24	Frais de réunion	227,50 €	100	227,50 €
25	Location de matériel	140,00 €	100	140,00 €
26	Prestation artistiques	2.400,00 €	100	2.400,00 €
27	Taxes sabam	- €	100	- €
28	Frais bancaire	42,22 €	100	42,22 €
29	Frais Particip + honoraires	929,50 €	100	929,50 €
201	Frais secrétariat Divers	111,66 €	100	111,66 €
	<b>total</b>	<b>7.109,94 €</b>		<b>7.109,94 €</b>
3	différence			<b>9.642,86 €</b>

30	Report Réserve activité 2008	9.642,86 €	
résultat 2007		16.752,80 €	16.752,80 €

Approbation, date et signature du Président et du trésorier avec mention  
"Lu et approuvé"

Président

Trésorier

Exercice 2008 revenus 2007

État des dépenses et des recettes

Dépenses		Recettes	
biens et services	7.109,94	cotisations	850
rémunérations		dons et legs	
biens et services divers		subsidés :	
		région	3.200
		communautés	
		commune	1.963
		autres	
autres dépenses		autres recettes	1.524,96
total dépenses	7.109,94	total recettes	7.537,96
différence :	428,02		

État du patrimoine

		DETTES	
avoirs			
immeubles		dettes financières	
- appartenant à l'association en pleine propriété			
- autres			
machines		dettes à l'égard de fournisseurs	
- appartenant à l'association en pleine propriété			
- autres			
mobilier et matériel roulant		dettes à l'égard de membres	
- appartenant à l'association en pleine propriété			
- autres			
stocks		dettes fiscales-salariales et sociales	
créances			
placements de trésorerie	9.642,86	résultats reportés 9.642,86	
liquidités			
autres avoirs			
total des avoirs	9.642,86	total des dettes	9.642,86

Exercice 2007

Revenus 2006

Edité par.....: Fisco Finance  
 Nom du Client.....: Ilot Chasse a.s.b.l  
 Répertoire.....: 4-524000-80

Annexe à la déclaration à l'impôt des personnes morales

1. Recettes Professionnelles	:	13.439,03 €
2. Dépenses Professionnelles	:	13.439,03 €
3. Différences.....:		- €

Code	Nature	Total de la rubrique	%	Montant
1	Recettes			
10	Recette Brocante 2006	2.643,09 €		2.643,09 €
11	Subside Communale	1.963,00 €		1.963,00 €
12	solde caisse			- €
13	Cotisations	600,00 €		600,00 €
14	Recette Activités 2006	- €		- €
15	Report antérieur	8.182,31 €		8.182,31 €
16	Intérêts Bancaire	50,63 €		50,63 €
	<b>Total</b>	<b>13.439,03 €</b>		<b>13.439,03 €</b>
2	Frais Généraux			
20	Taxe communale	- €	100	- €
21	Publicités & insertions	750,00 €	100	750,00 €
22	Assurances	143,55 €	100	143,55 €
23	Frais installation	210,16 €	100	210,16 €
24	Frais de réunion	345,30 €	100	345,30 €
25	Location de matériel	- €	100	- €
26	Prestation artistiques	1.825,00 €	100	1.825,00 €
27	Taxes sabam	- €	100	- €
28	Frais bancaire	40,47 €	100	40,47 €
29	Frais Particip + honoraires	745,57 €	100	745,57 €
201	Frais secrétariat Divers	164,45 €	100	164,45 €
	<b>Total</b>	<b>4.224,50 €</b>		<b>4.224,50 €</b>
3	Différence			<b>9.214,53 €</b>
30	Report Réserve activité 2006	<b>9.214,53 €</b>		
	<b>Résultat 2006</b>	<b>13.439,03 €</b>		<b>13.439,03 €</b>

Approbation, date et signature du Président et du trésorier avec mention  
 "Lu et approuvé"

Président

Trésorier

Exercice 2007 revenus 2006

État des dépenses et des recettes

Dépenses		Recettes	
Biens et services	4.224,50	Cotisations	600
Rémunérations		Dons et legs	
Biens et services divers		Subsides :	
		Région	
		Communautés	
		Commune	1.963
		Autres	
Autres dépenses		Autres recettes	2.693,72
Total dépenses	4.224,50	Total recettes	5.256,72
Différence :	1.032,22		

## État du patrimoine

Avoirs	Dettes
Immeubles	Dettes financières
- appartenant a l'association en pleine propriété	
- autres	
Machines	Dettes a l'égard de fournisseurs
- appartenant a l'association en pleine propriété	
- autres	
Mobilier et matériel roulant	Dettes a l'égard de membres
- appartenant a l'association en pleine propriété	
- autres	
Stocks	Dettes fiscales-salariales et Sociales
Créances	
Placements de trésorerie	
Liquidités	Résultats reportes 9.214,53
Autres avoirs	
Total des avoirs	Total des dettes 9.214,53

## 2) Shopping Club Thieffry

Entrées dépense :

2006

## Dépenses

Divers	30,77
Radio	193,6
Colruyt	52,02
bonbons	17,96
Leysen	3066
Adant (sac)	4,84

## Entrées

Cotisations	1200
Brocante	1822
Banque	5873
Caution animation	600
Photos	600
subsides communaux	1963



Sibelga 1	300,39	
Sibelga 2	353,79116	5703,73
Sapin	1160	
Bonbons	13,59	
bonbons	12,5	
colruyt	24,07	
conso Musiciens	7	
costumes	160	
Photos	65	
trois banques	25,91	
photocopies	30,77	
	<u>5745,21</u>	
chaises + tables	200	
	<u>5945,21</u>	

Association Des Commerçants Shopping Club Thieffry  
(association de fait)  
état des dépenses et des recettes

31 décembre 2006

dépenses		recettes	
biens et services	5.945.21	cotisations	1.200.00
rémunérations		dons et legs	
biens et services divers		subsidés :	
		Région	
		communautés	
		commune	1.963.00
		autres	
autres dépenses		autres recettes	2.540.73
total dépenses	5.945.21	total recettes	5.703.73
différence :			< 241.48>

état du patrimoine

31 décembre 2006

avoirs	dettes
immeubles	dettes financières
- appartenant a l'association en pleine propriété	
- autres	
machines	dettes a l'égard de fournisseurs
- appartenant a l'association en pleine propriété	
- autres	
meublier et matériel roulant	dettes a l'égard de membres
- appartenant a l'association en pleine propriété	

- autres		dettes fiscales-salariales et sociales	
stocks			
créances		autres dettes	
placements de trésorerie	4.298,12	résultats reportés	4.298.12
liquidités			
autres avoirs			
total des avoirs	4.298.12	total des dettes	4.298,12

Entrées dépense :

2007

Dépenses		Entrées	
Lysen	948,8	Brocante	1585
Fleurs	43	Electrabel	279,88
T,P,	715,17	Fintro	120
Journal Etterbeek	200	Divers	2,12
Sibelga	540,14		
Musique Animation	150	Sous total	1987
Divers	113,47		
OCB	123,36		
Nettoyage Raes	250		
Compte M, Diaros	350	Subsides commune	1963
Muscicien	68		
Voyage plus	500		
Afiches Noël	80		
Repas musicien	53,6		
Frais Banque	19,14		
Total	4154,68	Total	3950

Association Des Commerçants Shopping Club Thieffry  
(association de fait)  
état des dépenses et des recettes

31 décembre 2007

Dépenses		Recettes	
Biens et services	4.154.68	Cotisations	
Rémunérations		Dons et legs	
Biens et services divers		Subsides :	
		Région	
		Communautés	
		Commune	1.963.00
		Autres	
Autres dépenses		Autres recettes	1.987.00
Total dépenses	4.154.68	Total recettes	3.950.00
Différence :			<204.68>

État du patrimoine

31 décembre 2007

Avoirs		Dettes	
Immeubles		Dettes financières	
- appartenant a l'association en pleine propriété			
- autres			
Machines		Dettes a l'égard de fournisseurs	
- appartenant a l'association en pleine propriété			
- autres			
Mobilier et matériel roulant		Dettes a l'égard de membres	
- appartenant a l'association en pleine propriété			
- autres			
Stocks		Dettes fiscales-salariales et Sociales	
Créances			
Placements de trésorerie	4.093,44		
Liquidités		Autres dettes	
Autres avoirs		Résultats reportés	4.093.44
<b>Total des avoirs</b>	<b>4.093,44</b>	<b>Total des dettes</b>	<b>4.093,44</b>

## 3) Quartier Champs

Entrées dépense :

2006

Dépenses		Entrées	
Carrefour	15,3	Cotisation	1800
Colruyt	102,16	Brocante	2497,5
Casa	164,89		
Comtesse du Barry	47,7		
Sponsor Bal	90		
Poste	5,2	Sous total	4297,5
Prémaman	23,11		
Poste	6,02		
Nobel	5,09		
Nobel	5,09	Subsides commune	2063
Nobel	5,09		
Nobel	10,17		
Nobel	10,17		
Carrefour	45		
Sportlife	48,85		
Sportlife	9,35		
Arfa sprl	10	Total	6360,5
Ici Paris XL	22,26		
Poste	52		
Carrefour	11,1		
Carrefour	35		

Poste	26
Belgica	1221
Ici Paris XL	76,81
Le Bayou	16
Roger Boudins	23
Vincent	110
Aide Claude	50
Château gonflable	115
Colruyt	55,64
Amu-Z-Band	515
Mamano	450
Tollet David	110
Claude	250
Josiane	155
Journal Etterbeek	500
Melki	42
Colruyt	58
Le Titien	39
Thierry	74
Paulette	29
Poste	58,1
Total	4697

Association des commerçants du Quartier des Champs

État des dépenses et des recettes

31 décembre 2006

Dépenses		Recettes	
Biens et services :	4.697.1	Cotisations :	1.800.00
Rémunérations :	/	Dons et legs	
Biens et services :	/	Subsides :	
		Région	
		Communautés	
		Commune	2.063.00
		Autres	
Autres dépenses :		Autres recettes	2.497.50
Total dépenses	4697.1	Total recettes	6.360.50
Différence :	1663.4		

État du patrimoine

31 décembre 2006

Avoirs	Dettes
Immeubles	Dettes financières
- appartenant a l'association en pleine propriété	
- autres	
Machines	Dettes a l'égard de fournisseurs

- appartenant a l'association en pleine propriété			
- autres			
Mobilier et matériel roulant			Dettes a l'égard de membres
- appartenant a l'association en pleine propriété			
- autres			Dettes fiscales-salariales et Sociales
Stocks			déclaration TVA 4t 2006
Créances			Autres dettes
Placements de trésorerie	3.968.88		Résultats reportés
Liquidités			3.968.88
Autres avoirs			
Total des avoirs	3.968.88		Total des dettes 3.968.88

## Entrées dépense :

2007

Dépenses		Entrées	
Brussels Music Band	450	Cotisation	1800
Sportlife	23,1	Brocante	2448,34
Sportlife	40,9		
Journal Etterbeek	400		
GB Contact	25		
Au Rendez-Vous	27	Sous total	4248,34
Borges'Music	325		
Wuidens spectacle	950		
David Tollet	180		
Tihon chanteur	150	Subsides commune	2063
Amu-Z-Band	515		
Nettoyage Brocante	200		
Bart Smit	82,5		
Librairie la Détente	10		
Copyland	23,25		
Adg Buro	193,2		
Adg Buro	108,9	Total	6311,34
Nobel	73,62		
Copyland	18,8		
Au Rendez-Vous	15,1		
Comtesse du Barry	27,75		
Fleur Cécile	40		
Prémaman	12,5		
Poste	60		
Poste	60		
Librairie la Détente	1,35		
Librairie la Détente	2,9		
Librairie la Détente	2,7		
Librairie la Détente	4,05		
Fleur Cécile	30		
Sportlife	36,85		
Ethias	67,7		
Le Belgica	1155		
Forrest	40,5		
Zeeman	7,19		

Total 5359,86

Association des commerçants du Quartier des Champs.

État des dépenses et des recettes

31 décembre 2007

Dépenses		Recettes	
Biens et services :	5.359.86	Cotisations :	1.800.00
Rémunérations :	/	Dons et legs	
Biens et services :	/	Subsides :	
		Région	
		Communautés	
		Commune	2.063.00
		Autres	
Autres dépenses :		Autres recettes	2.448.34
Total dépenses	5.359.86	Total recettes	6.311.34
Différence :	951.48		

État du patrimoine

31 décembre 2007

Avoirs		Dettes	
Immeubles		Dettes financières	
- appartenant a l'association en pleine propriété			
- autres			
Machines		Dettes a l'égard de fournisseurs	
- appartenant a l'association en pleine propriété			
- autres		Dettes a l'égard de membres	
Mobilier et matériel roulant			
- appartenant a l'association en pleine propriété		Dettes fiscales-salariales et Sociales	
- autres			
Stocks		Autres dettes	
Créances		Résultats reportés	4.920.36
Placements de trésorerie	3.796.06		
Liquidités	1.124.30		
Autres avoirs			
Total des avoirs	4.920.36	Total des dettes	4.920.36

4) Faubourg Cinquanteaire

Association des commerçants Faubourg Cinquanteaire asbl

## État Des Dépenses Et Des Recettes

31 décembre 2006

Dépenses		Recettes	
Biens et services :	11.272,23	Cotisations :	10.059,97
Rémunérations :	/	Dons et legs	
Biens et services :	/	Subsides :	
		région	
		Communautés	
		Commune	1.963,00
		Autres	
Autres dépenses :	389,93	Autres recettes	13,90
Total Dépenses	11.662,16	Total recettes	12.036,87
Différence :	374,71		

## État Du Patrimoine

31 décembre 2006

Avoirs		Dettes	
Immeubles		Dettes financières	
- appartenant a l'association en pleine propriété			
- autres			
Machines		Dettes a l'égard de fournisseurs	
- appartenant a l'association en pleine propriété			307,44
- autres			
Mobilier et matériel roulant		Dettes a l'égard de membres	
- appartenant a l'association en pleine propriété			
- autres			
Stocks		Dettes fiscales-salariales et Sociales	
Créances	1.240,00	déclaration tva 4t 2006	283,32
Placements de trésorerie	7.317,47	Autres dettes	
Liquidités		Résultats reportés	7.966.71
Autres avoirs			
Total des avoirs	8.557,47	Total des dettes	8.557,47

Association des commerçants  
du Faubourg Cinquantenaire ASBL  
Rue des Tongres 13  
1040 BRUXELLES

Compte de résultats	31/12/2006		31/12/2005	Budget	
Entrées					

70000 Cotisations	10.059,97 €		9.598,42 €		11.000,00 €
70020 Location emplacement	- €		- €		- €
70040 Actions	- €		1.401,63 €		- €
70050 Extourne cotisations impayées	- €		- €		- €
	<u>10.059,97 €</u>		<u>11.000,05 €</u>		<u>11.000,00 €</u>
74000 Subsidés	1.963,00 €		1.416,00 €		2.500,00 €
74300 Frais généraux récupérés	- €		- €		- €
	<u>1.963,00 €</u>		<u>1.416,00 €</u>		<u>2.500,00 €</u>
Intérêts bancaires	<u>13,90 €</u>		<u>16,10 €</u>		<u>15,00 €</u>
	13,90 €		16,10 €		15,00 €
<b>Total des entrées</b>		<b>12.036,87 €</b>		<b>12.432,15 €</b>	<b>13.515,00 €</b>
<b>Sorties</b>					
61120 Electricité	676,37 €		556,49 €		750,00 €
61140 Entretien des locaux	- €		- €		- €
61200 Fournitures de bureau	- €		- €		- €
61240 Photocopies	- €		- €		- €
61270 Timbres poste	- €		- €		- €
61290 Frais d'envoi	- €		- €		- €
61300 Honoraires comptabilité	696,00 €		562,00 €		700,00 €
61420 Action chéquiers	- €		- €		- €
61425 Action Animation	200,00 €		- €		- €
61430 Action Fêtes de fin d'années	4.271,30 €		8.175,00 €		5.000,00 €
61440 Action Nuit des soldes	4.125,00 €				5.000,00 €
61450 Action Braderie	1.113,56 €				
61455 Action Brocante	- €		8,78 €		- €
61480 Outillage	- €		- €		- €
61800 Cotisations	- €		- €		- €
61810 Publicités et insertions	- €		1.488,40 €		- €
61830 Frais d'Assemblée Générale	<u>190,00 €</u>		<u>201,80 €</u>		<u>200,00 €</u>
	11.272,23 €		11.592,47 €		12.850,00 €
64050 Taxes communales & provinciales	- €		- €		- €
	- €		- €		- €
65000 Intérêts bancaires	- €		92,70 €		- €
65010 Intérêts de retard	10,64 €		- €		- €
65400 Différence de change	- €		- €		- €
65900 Frais bancaires	<u>377,20 €</u>		<u>292,75 €</u>		<u>350,00 €</u>
	387,84 €		385,45 €		350,00 €
66400 Pertes exceptionnelles	- €		- €		- €
	- €		- €		- €
67030 Précompte mobilier	<u>2,09 €</u>		<u>2,42 €</u>		- €
	2,09 €		2,42 €		- €
<b>Total des sorties</b>		<b>11.662,16 €</b>		<b>11.980,34 €</b>	<b>13.200,00 €</b>
<b>Résultats</b>		<b>374,71 €</b>		<b>451,81 €</b>	<b>315,00 €</b>



Rue des Tongres 13  
1040 BRUXELLES

	31/12/2006	31/12/2005
<b>Actif</b>	<b>8.557,47 €</b>	<b>7.592,00 €</b>
28 Détail poste "Immobilisations financières"		
Cautionnement Electrabel	- €	- €
	- €	- €
40000 Détail poste "Clients"		
Solde au 31/12/2006	1.240,00 €	896,00 €
	1.240,00 €	896,00 €
41100 Détail poste "TVA à récupérer"		
Déclaration 4ème trimestre 2006	- €	489,15 €
	- €	489,15 €
55000 Détail poste "Valeurs disponibles"		
Solde ING	7.317,47 €	6.206,85 €
	7.317,47 €	6.206,85 €

	39.082,00 €	38.717,00 €
<b>Passif</b>	<b>8.557,47 €</b>	<b>7.592,00 €</b>
14000 Détail poste "Résultat reporté"		
Résultat reporté	7.592,00 €	7.140,19 €
Résultat de l'exercice	374,71 €	451,81 €
	7.966,71 €	7.592,00 €
44000 Détail poste "Fournisseurs"		
Solde au 31/12/2006	307,44 €	- €
	307,44 €	- €
45100 Détail poste "TVA à payer"		
Déclaration 4ème trimestre 2006	283,32 €	- €
	283,32 €	- €
46000 Détail poste "Acomptes reçus"		
Solde au 31/12/2006	- €	- €
	- €	- €

Association des Commerçants du Faubourg Cinquantenaire  
Rue des Tongres, 13 à 1040 Bruxelles

TVA : BE 459.591.641

Assemblée Générale du 27. 03. 2007  
Procès –Verbal

Monsieur Serge Mauroit préside l'Assemblée. Il désigne en qualité de Secrétaire Monsieur Gérard Vandembulcke

Monsieur le Président informe l'Assemblée que l'ordre du jour comporte les points suivants :

Rapport du Conseil d'Administration  
Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et du budget du prochain exercice  
Fixation du montant de la cotisation pour l'année qui commence

Il est ensuite donné lecture des comptes annuels de 2006 et du rapport du Conseil d'Administration

L'Assemblée prend ensuite les résolutions suivantes :

1<sup>ère</sup> résolution :

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité, d'approuver les comptes annuels arrêtés au 31.12.2006 par un bénéfice net de 374, 71 €.

2<sup>ème</sup> résolution :

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité, d'approuver le budget du prochain exercice comprenant un total d'entrées de 13. 515,00 € et un total de sorties de 13.200,00 €.

3<sup>ème</sup> résolution :

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité, de ne pas modifier le montant de la cotisation pour l'année 2007, à savoir 347, 11 € HTVA par membre.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance commencée à 20 heures est levée à 21 heures, après lecture et approbation du présent procès-verbal.

Mauroit Serge  
Administrateur

Vandembulcke  
Gérard

S.A. ESTEPHAR – Boulevard Brand Whitlock 131 – 1200 Bruxelles  
Rapport Procès - Verbal

Association des commerçants Faubourg Cinquantenaire asbl

État Des Dépenses Et Des Recettes

Budget 2007

Dépenses		Recettes	
Biens et services	12.850	Cotisations	11.000
Rémunérations		Dons et legs	
Biens et services divers		Subsides :	
		région	
		Communautés	
		Commune	1.963
		Autres	537
Autres dépenses	350	Autres recettes	15
Total dépenses	13.200	Total recettes	13.515
Différence :	315		

Etat Du Patrimoine

31 décembre 2007

Avoirs		Dettes	
Immeubles		Dettes financières	
- appartenant a l'association en pleine propriété			
- autres			
Machines		Dettes a l'égard de fournisseurs	
- appartenant a l'association en pleine propriété			
- autres			
Mobilier et matériel roulant		Dettes a l'égard de membres	
- appartenant a l'association en pleine propriété			
- autres			
Stocks		Dettes fiscales-salariales et Sociales	
Créances			
Placements de trésorerie	7.632.47	Autres dettes	
Liquidités		Résultats reportés	7.632.47
Autres avoirs			
<b>Total des avoirs</b>	<b>7.632.47</b>	<b>Total des dettes</b>	<b>7.632.47</b>

Association Faubourg Cinquantenaire  
Rue des Tongres, 13  
1040 Bruxelles

Bruxelles, Le 13 Novembre 2007

Programme 2008

Dimanche en mai : « répétition du centième anniversaire de l'avenue de Tervueren »

Affiches distribuées aux magasins  
Occupation de la rue des Tongres par des stands « brocantes et antiquités »

Vendredi 27 et Samedi 28 juin : Braderie des commerçants.

Décembre : illumination et décoration de la rue des Tongres (gros budgets)

Pour le « Faubourg Cinquantenaire » :  
Le Président Serge Mauroit,  
Le Secrétaire et Trésorier Vandenbulcke – Plasschaert,

**(32) Bibliothèque communale francophone ""Hergé"" - Règlement fixant les conditions d'accès et d'utilisation d'Internet à disposition du public,  
Gemeentelijke franstalige bibliotheek ""Hergé"" - Reglement betreffende de toegang en de consultatie van Internet ter beschikking van het publiek,**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :  
Met éenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Considérant que la bibliothèque communale "Hergé" met à la disposition de ses usagers, depuis 2004, 8 postes donnant accès à Internet ;

Attendu que ce service répond aux attentes des lecteurs qui utilisent de plus en plus ce moyen de documentation complémentaire ;

Attendu qu'il paraît dès lors judicieux de mettre en place un "code de bonne conduite" afin de prévenir tout incident ;

Vu les articles 90 et 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

## **DECIDE**

d'approuver le règlement pour l'accès et la consultation des postes Internet à la bibliothèque communale Hergé tel qu'il figure en annexe.

## INTERNET

### **Conditions d'accès et d'utilisation des postes**

La bibliothèque communale Hergé met à disposition de ses usagers 8 ordinateurs en accès direct: elle permet ainsi de compléter l'offre documentaire de ses collections et offre à tous la possibilité d'utiliser les outils numériques de recherche.

L'accès aux ordinateurs est réservé aux détenteurs d'une carte de lecteur de la bibliothèque.

Les postes de travail donnent accès à un traitement de texte (Open Office), à Internet ainsi qu'à l'impression de documents . Les sessions sont payantes (0,75 € l'heure) et l'accès est autogéré dès que la carte lecteur est créditée d'unités-temps.

Chaque usager est responsable de sa session de travail. L'utilisation d'Internet par les mineurs se fait sous la responsabilité de leurs parents.

L'utilisateur du réseau Internet privilégiera la recherche documentaire.

L'accès à la messagerie électronique est autorisé à titre exceptionnel et pour autant qu'elle ne gêne pas la recherche documentaire.

L'accès aux sites diffamatoires, faisant l'apologie de la violence, pornographiques ou tombant sous le coup de la loi est formellement interdit.

L'utilisateur s'engage à ne pas modifier la configuration des postes de consultation, à ne pas entraver le système ou à porter atteinte aux données du disque dur.

En cas d'abus, la bibliothèque se réserve le droit de suspendre la connexion. Le non respect des présentes règles peut entraîner une suppression temporaire, voire définitive du droit d'accès à Internet.

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de « Bibliotheek Hergé », sinds 2004, 8 computers uitgerust met Internet aan de gebruikers ter beschikking stelt ;

Aangezien deze dienst aan de verwachtingen beantwoordt van de lezers die meer en meer gebruik maken van dit aanvullend middel van documentatie;

Aangezien het verstandig zou zijn om een "code van goede gedrag" op te maken om problemen te voorkomen ;

Gelet op de artikels 90 en 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

## **BESLIST**

Het reglement van de « Bibliotheek Hergé » betreffende de toegang en de consultatie van Internet zoals bijgevoegd goed te keuren.

### **(33) Bibliothèque communale francophone ""Hergé"" - Comptes 2007 - Budget 2008, Gemeentelijke franstalige bibliotheek ""Hergé"" - Rekening 2007 - Begroting 2008,**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :*

*Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Considérant qu'un subside de € 7437 a été proposé en faveur de la « Bibliothèque Hergé » au budget ordinaire de 2008 de la commune d'Etterbeek (art. 767/332-02/10) ;

Attendu que les instructions de M. le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale précisent que les comptes et budget des A.S.B.L. subsidiés par les communes, doivent être approuvés par le Conseil communal ;

Attendu qu'il s'agit d'une institution relevant de la Communauté Française de Belgique et que selon les termes du nouveau décret du Conseil de la Communauté Française du 10 avril 1995, les comptes et bilan seront arrêtés au 31 décembre de chaque année ;

Vu le rapport d'activités 2007 présenté conjointement aux prévisions budgétaires pour l'année 2008;

Vu le compte 2007 et le budget 2008 arrêté par l'Assemblée Générale de la « Bibliothèque Hergé » ;

Vu les articles 90 et 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

## **DECIDE**

d'approuver le compte 2007 et le budget 2008 de la « Bibliothèque Hergé », tels qu'ils sont annexés à la présente

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Overwegende dat een toelage van € 7437 ten gunste van de « Bibliotheek Hergé » op artikel 767/332-02/10 van de gewone begroting 2008 van de gemeente Etterbeek werd voorgesteld ;

Aangezien dat de instructies van de Heer Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest benadrukken dat de rekeningen en de begroting van de V.Z.W.'s gesubsidieerd door de gemeenten, goedgekeurd moeten worden door de Gemeenteraad ;

Aangezien dat het om een instelling van de Franse Gemeenschap van België gaat en dat volgens het nieuw decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 10 april 1995, de rekeningen en balans zullen vastgelegd worden op 31 december van elk dienstjaar ;

Gelet op de rekeningen 2007 en de begroting 2008 vastgelegd door de Algemene bijeenkomst van de « Bibliotheek Hergé » ;

Gelet op zijn activiteitenverslag 2007 ;

Gelet op de artikels 90 en 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

**BESLIST**

De rekening 2007 en begroting 2008 van de « Bibliotheek Hergé » zoals bijgevoegd goed te keuren.

*Voir annexe – Zie bijlage*

**(34) Régie communale autonome - Plan financier 2008-2010  
Autonome gemeenteregie - Financieel plan 2008-2010**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :  
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Régie communale autonome – Plan financier 2008-2010

Vu l'article 31 des statuts de la Régie Communale Autonome prévoyant de transmettre au Conseil communal un plan financier lorsque le compte de résultat enregistre une perte durant deux exercices consécutifs ;

Attendu que le plan financier 2008-2010 a été arrêté par le Conseil d'administration de la Régie Communale Autonome en date du 23 juin 2008 ;

**DECIDE**

1. d'approuver le plan financier 2008-2010 en annexe ;
2. du maintien des activités de la Régie Communale Autonome.

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Autonome Gemeenteregie – Financieel plan 2008-2010

Gelet op artikel 31 van de statuten van de Autonome Gemeenteregie waarin voorzien wordt dat een financieel plan aan de Gemeenteraad moet worden voorgelegd indien de resultatenrekening gedurende twee opeenvolgende jaren een verlies laat noteren;

Overwegende dat het financieel plan 2008-2010 door de Raad van Bestuur werd aangenomen in zijn vergadering van 23 juni 2008;

**BESLIST**

1. het financieel plan 2008-2010, in bijlage, goed te keuren;
2. de activiteiten van de Autonome Grondregie verder te zetten.

*Voir annexe – Zie bijlage.*

**(35) Budget 2008 - Modification n° 1  
Begroting 2008 - Wijziging nr 1**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :*

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Voir annexe – Zie bijlage.

**(36) Régie communale autonome - Rapport d'activités 2007 et plan de gestion 2008  
Autonome gemeenteregie - Activiteitenverslag 2007 en beheersplan 2008**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal

Vu les articles 18.1 et 32 des statuts de la Régie Communale Autonome prévoyant de transmettre chaque année au Conseil communal le rapport d'activités comprenant au moins les comptes annuels arrêtés au 31 décembre et le plan de gestion qui énonce les objectifs ;

Attendu que le rapport d'activités 2007 et le plan de gestion 2008 ont été arrêté par le Conseil d'administration de la Régie Communale autonome en date du 23 juin 2008 ;

Attendu que le compte peut être résumé comme suit :

Coûts des ventes et prestations	2.057.272,96	Ventes et prestations	1.896.441,43
<i>Boni d'exploitation</i>		<i>Perte d'exploitation</i>	<i>160.831,53</i>
Charges financières	544,26	Produits financiers	917,17
<i>Bénéfice courant</i>		<i>Perte courante</i>	<i>160.458,62</i>
Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels	
Impôts sur le résultat	49,75	Prélèvements sur les impôts différés	
<b>Bénéfice de l'exercice</b>		<b>Perte de l'exercice</b>	<b>160.508,37</b>

Attendu que la Régie Communale Autonome comptabilise depuis au moins deux ans des pertes ;

**DECIDE**

1. d'approuver le rapport d'activités 2007 et le plan de gestion 2008 de la Régie Communale Autonome ;
2. de donner décharge aux administrateurs pour leur gestion durant l'année 2007 ;
3. de donner décharge au commissaire réviseur et aux commissaires aux comptes.

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Gelet op de artikels 18.1 en 32 van de statuten van de Autonome Gemeenteregie waarin voorzien wordt dat het activiteitenverslag met de jaarrekeningen afgesloten op 31 december en het beheersplan met de doelstellingen elk jaar aan de Gemeenteraad moeten worden voorgelegd;

Overwegende dat het activiteitenverslag 2007 en het beheersplan 2008 door de Raad van Bestuur werden aangenomen in zijn vergadering van 23 juni 2008;

Overwegende dat de rekening als volgt kan worden samengevat:

Kosten voor diensten en verkopen	2.057.272,96	Diensten en verkopen	1.896.441,43
<i>Exploitatiewinst</i>		<i>Exploitatieverlies</i>	<i>160.831,53</i>
Financiële lasten	544,26	Financiële opbrengsten	917,17
<i>Batig courant resultaat</i>		<i>Nadelig courant resultaat</i>	<i>160.458,62</i>

Uitzonderlijke kosten		Uitzonderlijke opbrengsten	
Belasting op het resultaat	49,75	Onttrekking aan uitgestelde belastingen	
<b>Winst van het dienstjaar</b>		<b>Verlies van het dienstjaar</b>	<b>160.508,37</b>

Overwegende dat sinds minstens twee jaren de resultaten verlieslatend zijn;

## BESLUIT

1. het activiteitenverslag 2007 en het beheersplan 2008 goed te keuren;
2. de bestuursleden kwijting te verlenen voor hun beheer tijdens het jaar 2007;
3. kwijting te verlenen aan de commissaris-revisor en de commissarissen voor de rekening.

**(37) Interpellation de Monsieur Rik BAETEN relative au lien entre villes ETTERBEEK - ESSAOUIRA.**  
**Interpellatie van de heer Rik BAETEN betreffende de stedenband ETTERBEEK - ESSAOUIRA.**

*Monsieur Rik BAETEN expose son interpellation.*

Cette année cela fera cinq ans qu'un accord officiel de coopération a été conclu entre Etterbeek et la ville Marocaine d'Essaouira. Le lien entre villes était à l'origine une initiative de l'Echevin Michiel Vandebussche qui avait pris comme point de départ la «Solidarité internationale» pour sa politique de gestion du développement durable. La ville d'Essaouira a été choisie parce que cette ville collaborait depuis quelques années au programme «d'Agenda Local 21». Parce qu'Ettebeek voulait également mettre en place une politique de développement durable, le lien entre villes devait aussi résulter en un processus d'apprentissage réciproque. Le choix du label «Lien entre Villes» dans le cadre de la solidarité internationale signifie plus qu'un simple «jumelage». Un lien entre villes doit répondre à de sévères critères de qualité et la coopération entre le Nord et le Sud doit être encouragée dans un esprit de réciprocité.

Au programme d'action était relié l'accord de coopération avec comme point fort la création d'une maison de quartier dans le quartier défavorisé de Mellah. A cette fin, une ancienne école juive à l'abandon avait été choisie. La restauration serait basée sur un diagnostic et un plan concret d'exécution qui serait élaboré en concertation avec les habitants et les associations de quartier.

D'autres actions qui ont été développées dans le cadre du lien entre villes concernaient les échanges de points de vue, de connaissances et d'expériences avec l'équipe de l'Agenda Local 21, comme par exemple le soutien aux associations locales, le soutien pour des actions concernant la réparation des remparts et des murailles délabrées, la restauration des arcades aux alentours du marché local aux poissons avec l'aide de jeunes non qualifiés, un échange de jeunes à l'initiative du Contrat de Sécurité et de l'Association Bayti à Essaouira et un échange entre les écoles «Claire Joie» et «Oued Addahad».

Après un départ plus que prometteur sous l'impulsion de l'équipe de l'Agenda local 21 à Essaouira et le service du Développement durable à Etterbeek il semblerait que le «moteur» aurait tendance à cafouiller ces deux dernières années. D'après ce que j'ai appris, l'Agenda Local 21 aurait plié bagages et il semblerait que l'Administration locale d'Essaouira n'est plus intéressée par un lien entre villes avec Etterbeek. Le projet de Maison de Quartier a été repris par la Province par manque d'intérêt de la part de l'Administration communale d'Essaouira.

Mais graduellement Etterbeek prêtait également de moins en moins d'attention à ce lien entre villes, tant au niveau du contenu qu'au niveau de la qualité. C'est pour ça que d'après moi celui-ci est insuffisamment intégré et accepté par les associations et les plateformes de concertation de la Solidarité internationale comme par exemple la Table Ronde Etterbeekoise de la Solidarité Internationale (TRESI) mais également par la communauté Marocaine. Il y a aussi cet aspect de «développement durable» qui n'est plus mis en avant.

Nous pensons que la présence d'un lien entre villes, comme décrit ci-dessus, est un enjeu communal très important. Quelles sont les mesures que le Collège compte prendre pour remettre «sur les rails» le lien entre villes ? Le Collège est-il toujours d'avis qu'il y a assez de garanties pour un développement durable au profit de



la population nécessiteuse ? Est-ce que la reprise du dossier de la Maison de Quartier par la Province offre assez de perspectives pour la réalisation de celui-ci «par et pour» les habitants du quartier Mellah ?

*Monsieur Frank VAN BOCKSTAL répond :*

*Le lien en tre villes constitue un pilier essentiel du travail du service communal de la Solidarité Internationale et est reconnu aussi comme tel par l'autorité flamande subsidiante.*

*Cela vous a peut-être échappé, mais l'année passée, Chambery et Claire Joie se sont inscrits dans un échange culturel et il s'en est suivi un échange instructif avec des jeunes, échange coordonné par le service de prévention. Ces jeunes etterbeekois ont même gagné un prix avec un clip vidéo qu'ils ont enregistré ensemble avec les jeunes de la rue de l'association Bayti.*

*Une mission s'est également rendue à Essaouira en novembre où toutes les associations se sont retrouvées autour de la table, un événement qui n'avait plus eu lieu depuis le déménagement de l'Agenda Local 21 d'Essaouira vers Marrakesh. Pour information, je voudrais vous dire que l'Agenda Local 21 d'Essaouira avait déjà déménagé en septembre 2004, vous avez donc eu 4 ans pour peaufiner votre historique.*

*Lors de cette mission bien remplie, des réunions ont eu lieu avec des conseillers communaux d'Essaouira et la commission "développement social", ce qui a abouti à une déclaration d'intention autour du programme fédéral coordonné par la "VSGB", tel que rédigé à Al Hoceima en collaboration avec la DGOS.*

*A Etterbeek, les gens d'Ettercité et du service de prévention se sont régulièrement réunis, une soirée d'information et de sensibilisation a été organisée fin 2007 et une en mai 2008. Bientôt, un nouveau groupe de jeunes, des ambassadeurs du lien en tre villes pour en être de véritables défenseurs, partira à Essaouira pour tirer des enseignements auprès des jeunes de leurs âges et consacrer leur temps et énergie à un objectif humanitaire. Le Conseil communal pour la coopération au développement d'Etterbeek, mieux connu sous le nom d'ERTIS a été informé en temps utile sur l'avancement et l'utilité du travail fourni par les associations telles celle de Bayti (enfants des rues) et ALCS (combat et aide pour le sida). Les membres d'ERTIS reconnaissent eux-même qu'ils ont maintenant une vue plus claire et plus critique de ce que représente exactement le lien entre villes.*

*En ce qui concerne la maison de quartier Mellah, nous pouvons vous dire que les travaux qui ont, les années précédentes, chaque fois été reportés à long terme et comme vous l'écrivez "cafouillaient", ont commencé le 2 mars. Le manque d'intérêt de la part du pouvoir communal d'Essaouira ne se limite pas à nos attributions. Ceci nous a été confirmé par la province et trois délégations ministérielles sur place. Ils ne se sont pas non plus engagés dans l'initiative nationale lancée par le Roi du Maroc en matière de développement social et humain. La comparaison entre une phase de démarrage et le cours actuel des choses semble, mutatis mutandis, opportuniste dans la mesure où le pouvoir actuel ne peut en aucun cas être comparé avec les conseils exécutifs précédents. Ceci n'empêche que nous mettons les bouchées doubles et que nous sommes allés à la recherche de nouveaux partenaires tels le Gouverneur, la délégation d'Entraide Nationale qui poursuivent au plan local les mêmes objectifs et suivent des projets semblables. Ce sont ceux qui ont été identifiés par le service et moi-même dans un cadre logique commun entre les villes Belges et Marocaines à Al Hoceima (en collaboration avec DGCD et l'AVCB) : carte sociale pour identifier les besoins, projets pour les jeunes, renforcement des initiatives sociales.*

*La maison de quartier qui, malgré des débuts prometteurs n'avait par la suite fait l'objet d'aucun travaux, est actuellement en cours de rénovation. Une convention a été conclue entre le Gouverneur, l'association Essaouira Mogador et la délégation de l'Entraide Sociale. Un comité directeur a été mis sur pied composé de représentants de la province dont Madame Miri Nacera, chef DUA de la province d'Essaouira avec laquelle nous sommes régulièrement en contact, mais aussi l'architecte Richard Haloui, Madame Lubna du bureau d'étude RECIBA et Essaid Bouaissa pour l'association Essaouira Mogador. Ce dernier est en même temps un familier d'Etterbeek puisqu'il a accompli ici un stage d'échange. Le dossier technique est ainsi enfin en bonne voie, ce qui ne nous empêche pas de mettre l'accent sur les points sociaux et de continuer à insister sur l'implication des associations locales dans le projet et sur le fonctionnement de la maison de quartier.*

*Etterbeek joue également pleinement son rôle en tant qu'instigateur de synergies entre le projet de la maison de quartier à Mellah "et le Complexe Socio-éducatif de la délégation du Ministère "Entraide Nationale".*

*Ensemble avec le Collège des Bourgmestre et Echevins, je m'engage entièrement à réaliser tous les engagements qui ont été signés au sein de la convention conclue.*

\*\*\*

*De heer Rik BAETEN legt zijn interpellatie uit.*

Dit jaar is het vijf jaar geleden dat een officiële samenwerkingsovereenkomst werd gesloten tussen Etterbeek en het Marokkaanse Essaouira. De stedenband was een initiatief van schepen Michiel Vandebussche die de “internationale solidariteit” als uitgangspunt nam voor zijn beleid van duurzame ontwikkeling. Essaouira was uitgekozen omdat deze stad reeds enige jaren werkte aan een programma “Lokale Agenda 21”. Omdat ook Etterbeek een beleid van duurzame ontwikkeling wilde opstarten, zou de stedenband moeten resulteren in een wederzijds leerproces. Het geven van het label “stedenband” in het kader van de internationale solidariteit, is iets anders dan een gewone “jumelage”. Een stedenband moet aan solide kwaliteitscriteria voldoen en de samenwerking tussen Noord en Zuid in een geest van ‘wederkerigheid’ bevorderen.

Aan het samenwerkingsakkoord was een actieprogramma verbonden met als blikvanger de oprichting van een wijkhuis in de kansarme Mellahwijk. Hiervoor werd een leegstaande voormalige Joodse school uitgekozen. De restauratie zou gebaseerd worden op een diagnose en een concreet uitvoeringsplan dat in dialoog met de bewoners en de wijkverenigingen tot stand zou komen.

Andere acties die in het kader van de stedenband werden ontwikkeld betroffen de uitwisseling van kennis en ervaring met het team van de lokale agenda 21, steun aan de lokale verenigingen, steun voor de acties om de bouwvallige omwallingen te herstellen, restauratie van de booggewelven rond de plaatselijke vismarkt met de hulp van ongeschoolde jongeren, een jongerenuitwisseling op initiatief van het Veiligheidscontract en de vereniging Bayti in Essaouira en een uitwisseling tussen de scholen Claire Joie en Oued Eddahab.

Na een veelbelovende start onder impuls van het team Lokale Agenda 21 in Essaouira en de dienst Duurzame Ontwikkeling in Etterbeek, lijkt de laatste twee jaar de motor erg te sputteren. Naar ik verneem werd het team van de lokale agenda 21 in Essaouira opgedoekt en lijkt het gemeentebestuur aldaar niet meer geïnteresseerd in de stedenband met Etterbeek. Het project van het wijkhuis werd overgenomen door de Provincie bij gebrek aan belangstelling van het stadsbestuur van Essaouira.

Maar ook in onze gemeente werd gaandeweg minder aandacht besteed aan een kwalitatieve en duurzame invulling van de stedenband. Zo is hij m.i. onvoldoende geïntegreerd en aanvaard door de verenigingen en overlegplatformen van internationale solidariteit zoals de Ertis, maar ook door de Marokkaanse gemeenschap. En ook het aspect ‘duurzame ontwikkeling’ staat niet meer op de voorgrond.

We vinden het bestaan van een stedenband, zoals hierboven beschreven, een belangrijk gemeentelijk project. Welke maatregelen zal het college nemen om de stedenband opnieuw op de rails te krijgen ?

Is het college van oordeel dat er nog voldoende garanties zijn voor een duurzame ontwikkeling ten bate van de noodlijdende bevolking ? En biedt de overname van het dossier van het wijkhuis door de provincie nog genoeg perspectief op de realisatie ervan ‘door en voor’ de bewoners van de Mellahwijk ?

Indien ik goed ben ingelicht loopt het convenant 2006-2008 met de Vlaamse Gemeenschap inzake internationale solidariteit dit najaar af en moet een nieuwe convenant voor drie jaar worden opgesteld. Zal de stedenband met Essaouira daarin nog een plaats hebben ? En zo ja, welke zullen dan de prioritaire acties zijn voor de komende drie jaar ? En in welke mate zullen het duurzaam karakter en de bewonersparticipatie daarin gewaarborgd worden ?

*De heer Frank VAN BOCKSTAL antwoordt. De stedenband vormt een essentiële pijler van het werk van de gemeentelijke dienst internationale solidariteit en wordt ook als dusdanig erkend door de subsidiërende Vlaamse overheid.*

*Het is u misschien ontgaan maar verleden jaar werden Chambéry en Claire Joie ingeschreven in de culturele uitwisseling en vond tevens een leerzame uitwisseling plaats met jongeren gecoördineerd door het Veiligheidscontract. Deze Etterbeekse jongeren wonnen zelfs een prijs met een videoclip die ze samen met de straatjongeren van de vereniging Bayti geregisseerd en opgenomen hadden.*

*Ook was er een werkbezoek aan Essaouira in november waarbij men alle verenigingen weer rond de tafel gekregen hebben, een gebeurtenis die sinds het verhuizen van de Lokale Agenda 21 van Essaouira naar Marrakesh, niet meer had plaatsgevonden. Ter informatie wil ik u meedelen dat de Lokale Agenda 21 reeds in september 2004 verhuisde, zijnde dus reeds 4 jaar om uw tijdshistoriek aan te scherpen.*

*Tijdens het drukke werkbezoek werd ook met gemeenteraadsleden van Essaouira en de commissie « développement social » bijeengekomen hetgeen resulteerde in een intentieverklaring rond het federale programma gecoördineerd door de VSGB, zoals opgesteld in Al Hoceima ism DGIS.*

*In Etterbeek werd regelmatig bijeengekomen met de mensen van Ettercité en het Veiligheidscontract, een info- en sensibilisatieavond georganiseerd eind 2007 en één in mei 2008. Straks gaat een nieuwe groep jongeren, ambassadeurs van de stedenband daar zij de echte verdedigers ervan zijn, naar Essaouira om er te leren van hun leeftijdgenoten en hun tijd en energie te geven voor een humanitair doel. De gemeentelijke raad voor ontwikkelingssamenwerking (GROS) van Etterbeek, beter bekend onder de naam ERTIS, werd op geregelde tijdstippen geïnformeerd over de vooruitgang en het nut van het werk die verenigingen als Bayti (straatkinderen) en ALCS (aids bestrijding en hulp) leverden. Leden van de ERTIS bevestigen zelfs dat ze nu een duidelijker en soms kritischer beeld krijgen van wat de stedenband precies inhoudt.*

*Aangaande het wijkhuis van de Mellah kunnen we u meedelen dat de werken die de voorbije jaren telkenmale op de lange baan werden geschoven en zoals U schrijft « sputterden », sedert 2 maart begonnen zijn. Het gebrek aan belangstelling van het gemeentebestuur van Essaouira beperkt zich niet tot onze aangelegenheden. Deze werd ons bevestigd door de provincie en drie verschillende ministeriële delegaties ter plaatse. Zo engageerde zij zich evenmin in het door de Koning van Marokko gelanceerde nationale initiatief voor sociale en menselijke ontwikkeling (INDH). De vergelijking tussen een beginfase en een actuele gang van zaken, lijkt ons, mutatis mutandis, opportunistisch daar het huidige bestuur in geen enkel opzicht kan vergeleken worden met voorgaande executieve raden. Dit mag echter niet beletten dat wij ons dubbel inzetten en op zoek gegaan zijn naar nieuwe partners zoals de gouverneur, de « délégation d'Entraite Nationale » dat op lokaal vlak dezelfde objectieven nastreeft en gelijkaardige projecten lopen heeft als degene die door de dienst en mijzelf geïdentificeerd werden in een gezamenlijk logisch kader tussen Belgische en Marokkaanse steden in Al Hoceima (ism DGOS en AVCB) : sociale kaart om de noden te identificeren, projecten voor jongeren, versterking van sociale initiatieven.*

*Momenteel wordt het wijkhuis dat in de « veelbelovende start » geen steen verder raakte, gerestaureerd. Er werd een conventie afgesloten tussen de gouverneur, vereniging Essaouira Mogador en de délégation de l'Entraide Sociale. Er is een « comité directeur » opgesteld bestaande uit vertegenwoordigers van de provincie onder wie Mevrouw Miri Nacera, chef DUA van de provincie d'Essaouira, met wie regelmatige contacten hebben, maar ook architect Richard Halaoui, Mevrouw Lubna van het studiebureau RECIBA en Essaid Bouaïssa voor de vereniging Essaouira Mogador. Deze laatste is tevens vertrouwd met Etterbeek, daar hij hier nog een (stage-) uitwisseling aflegde. Het technische dossier is dus eindelijk in goede banen wat ons niet weerhoudt om de sociale accenten te benadrukken en te blijven hameren op de betrokkenheid van lokale verenigingen in het project en het functioneren van het wijkhuis.*

*Etterbeek speelt ook ten volle haar rol als facilitator van synergieën tussen het project van het wijkhuis in de Mellah en het « Complex Socio-Educatif » van de delegatie van het ministerie « Entraide Nationale ».*

*Samen met het college van burgemeester en schepenen engageer ik mij dan ook volledig om AL de ondertekende engagementen vanwege de gemeente Etterbeek te realiseren binnen het afgesproken en ondertekende convenant.*

**(39) Interpellation de Madame Corinne DE HENAU relative à la situation des parkings et abonnements dans les quartiers riverains du Cours St Michel.  
Interpellatie van Mevrouw Corinne DE HENAU betreffende de toestand van de parkeerplaatsen en de abonnements in de wijken rond de St Michielswarande.**

*Madame Corinne DE HENAU expose son interpellation.*

L'enquête publique concernant le renouvellement du Permis d'environnement de la Banque ING a soulevé les problèmes de parking en journée dans les rues proches de la Banque et des questions concernant le plan de déplacement d'ING pour son personnel.

Pour améliorer la situation actuelle des parkings dans ce quartier, plusieurs points devraient être abordés avec ING par les responsables communaux. Ce sujet aurait pu normalement être examiné par la Commission de Mobilité mais nous apprenons que sa réunion de juin est annulée et reportée à septembre. Aussi, nous posons les questions suivantes qui ont une portée plus générale concernant la politique de la commune en matière de gestion du parking mais qui ont également trait au problème de parking dans les rues proches d'ING.

1/ Le service responsable a procédé à des relevés pour estimer le nombre d'abonnements vendus. Le résultat de ces relevés a été exprimé pour l'ensemble de la commune (591 abonnements vendus) mais l'impact sur certains quartiers spécifiques n'a pas été étudié dans le détail. Un chiffre cependant a été mentionné : en 2003 pour la rue Père de Deken, 80% des véhicules garés avaient l'abonnement. Ce chiffre prouve à lui seul la nature du problème. Ce chiffre doit être équivalent dans la rue de la Grande Haie. La vente d'abonnements aboutit au retour de voitures ventouses dans certains quartiers. Le Collège peut-il faire procéder à une étude détaillée de la distribution des voitures munies d'abonnement dans la commune ? Ceci semble nécessaire pour bien appréhender la nature du problème et pour envisager les solutions à y apporter. Le but étant évidemment de diminuer les voitures ventouses dans les quartiers à problèmes et sans doute de limiter la vente d'abonnements, plutôt que d'arrondir le chiffre d'affaire du plan horodateurs.

3/ Il faut également considérer qu'une partie importante des abonnements est vendue aux nombreux sous-traitants d'ING ! Sur 3000 employés, ING compte 900 sous-traitants. Traiter ceux-ci au cas par cas, indépendamment des employés propres d'ING, c'est pratiquer une politique de l'autruche ! L'administration de la vente d'abonnement pourrait-elle intégrer dans ses critères d'attribution l'endroit où vont travailler tous les jours les conducteurs de ces véhicules ?

2/ ING possède des emplacements de parkings (utilisés à 80% seulement) et a sans doute un accès privilégié aux parkings voisins New Schuman. Les critères d'accès ou le coût de ces parkings pourraient-ils être modifiés pour servir d'incitants à les utiliser plutôt que les abonnements ? Le Collège pourrait-il demander à ING de faire en sorte que l'utilisation de ces parkings soit maximale par ceux de ses employés et sous-traitants qui viennent en voiture ?

3/ ING possède un plan de déplacement d'entreprise avec plusieurs incitants pour utiliser les transports publics, la bicyclette ou pour encourager le « car-pooling ». A notre connaissance, ce plan ne s'applique pas aux voitures des sous-traitants, évaluées à 330 par jour. Le Collège pourrait-il inviter ING à ce que ce plan soit également appliqué aux sous-traitants, (avec partage des frais éventuels à négocier avec ceux-ci) ? Ces places de stationnement libérées de la voirie permettraient ainsi aux riverains et aux nombreux visiteurs d'ING (250 à 300 par jour) de trouver une place pendant la journée.

4/ING prévoit dans les années futures de passer de 3000 à 5000 employés (dont des sous-traitants). L'urgence de traiter ce problème dès maintenant s'impose.

La commune ne manque pas de moyens de persuasion. En effet, nous avons découvert que depuis des années, ING ne paie sa taxe de bureaux que sur 45.000m<sup>2</sup> au lieu des 100.000 m<sup>2</sup> réellement mesurés.

*Le Bourgmestre répond qu'en ce qui concerne l'aspect parking, la commune a été roulée par ING lors de la délivrance du premier permis d'environnement. La Commune n'a pas été assez coercitive parce qu'elle est partie d'un principe de bonne foi dans le chef d'une banque, bonne foi qui a été abusée parce que la banque a segmenté son parking en créant une société NEW IMMO SHUMAN qui a une autre personnalité juridique qu'ING mais qui lui appartient à 100%. Le Bourgmestre a donc écrit un courrier particulièrement virulent à ING, qui est resté sans réponse.*

*Il a convoqué le directeur du service de l'Urbanisme et du service de la Voirie pour leur dire qu'il trouvait trop mou l'avis tel qu'il a été rédigé par la commission de concertation. Il demande donc de rédiger un avis du Collège pour que dorénavant la délivrance d'abonnement tant pour les employés d'ING que pour les sous-traitants soit purement et simplement interdit.*

*Il faut savoir que la technique des abonnements a été inventée parce qu'on veut protéger les habitants mais aussi les petits commerçants. Ces abonnements, qui sont délivrés à un tarif avantageux et déductibles fiscalement, ne peuvent être délivrés qu'à ceux qui n'ont pas accès à un parking.*

*En ce qui concerne le nombre d'abonnements sur le territoire de la commune, il y en a 591 et sachez que ce n'est pas ces abonnements qui arrondissent les fins de mois du Plan communal de stationnement. Le but est plutôt de générer le co-voiturage et un déplacement dans un plan d'entreprise.*

*Madame Corinne DE HENAU ajoute que le nombre d'abonnements par entreprise passe de huit à moins d'une unité.*

*Le Bourgmestre lui dit qu'il vient de répondre à cette question en disant qu'il n'était pas lié par cet avis et qu'il avait interdit l'octroi des abonnements pour les sociétés qui possèdent des parkings dans leur bâtiment.*

*Madame Corinne DE HENAU dit que si elle a bien compris, le commune n'a pas l'intention de réduire le nombre de parking pour les petites PME.*

*Le Bourgmestre lui répond qu'elle a parfaitement bien compris.*

\* \* \*

*Mevrouw Corinne DE HENAU legt haar interpellatie uit.*

De openbare enquête betreffende de vernieuwing van de milieuvergunning van de ING Bank heeft overdag talrijke parkingsproblemen opgewekt in de straten dicht bij de Bank en vragen betreffende het ING- vervoerplan voor haar personeel.

Om de huidige toestand van de parkeerplaatsen in deze wijk te verbeteren moeten verschillende punten met ING besproken worden samen met de gemeentelijke verantwoordelijken. Dit onderwerp had normaal gezien door de Mobiliteitscommissie moeten onderzocht worden maar we hebben juist vernomen dat de vergadering van juni ingetrokken was en naar September overgeplaatst was. Welnu we stellen de volgende vragen die meer algemeen zijn en die meer betrekking hebben op het beleid van de Gemeente op het gebied van het beheer van de parkeerplaatsen maar die ook betrekking hebben op de parkeerproblemen in de straten in en rondom ING.

1./ De verantwoordelijke dienst is tot een overzicht overgegaan om het aantal verkochte abonnements te schatten. Het resultaat van deze opmetingen werd voor het geheel van de Gemeente uitgedrukt (591 verkochte abonnements) maar de invloed op sommige wijken werd niet in detail onderzocht. Een cijfer werd toch wel vermeld; in 2003 voor de Pater de Dekenstraat hadden 80% van de voertuigen een abonnement. Dit cijfer bewijst alleen al de aard van het probleem. Dit cijfer zou moeten overeenkomen met die van de Grote Haagstraat. Het verkoop van abonnements leidt tot de terugkeer van het aantal langdurig geparkeerde voertuigen in sommige wijken. Zou het College kunnen overgaan tot een uitvoerige studie van de voertuigen die uitgerust zijn met een abonnement in de Gemeente ? Dit lijkt noodzakelijk om de aard van het probleem goed te kunnen bevatten en zonodig naar oplossingen te zoeken. De bedoeling is natuurlijk de langdurige parkeerwagens in de wijken waar er problemen zijn te verminderen en om waarschijnlijk het verkoop van de abonnements te verminderen, in plaats van de omzetcijfer op het niveau van de parkeerautomaten te vermeerderen.

2./ Men moet ook in aanmerking nemen dat een belangrijke deel van de abonnements aan talrijke onderaannemers van ING verkocht wordt! Op 3.000 werknemers telt ING zo'n 900 onderaannemers. Deze één per één behandelen, los van de bedienden van ING, is net zoals een struisvogelpolitiek toepassen. Zou het bestuur voor de verkoop van abonnements in zijn toekenningscriteria de plaats kunnen integreren waar de bestuurders van al deze voertuigen alle dagen gaan werken?

3./ ING beschikt over parkeerplaatsen (80% in gebruik) en beschikt zonder twijfel ook een bevoorrechte toegang tot de naburige parkeerplaatsen van New Schuman. Zouden de toegangscriteria of de kosten van deze parkings kunnen gewijzigd worden om als stimulerend middel te dienen en ze te gebruiken in plaats van abonnements ? Zou het College aan ING kunnen vragen om er voor te zorgen dat het gebruik van deze parkeerplaatsen maximaal zouden benut worden door de bedienden van ING en de onderaannemers die met de wagen komen werken ?

4./ ING beschikt over een bedrijfsvervoerplan met aansprekende mogelijkheden voor het openbaar vervoer, voor de fiets of ook nog om de « car-pooling » aan te moedigen. Voor zover we weten wordt dit plan niet toegepast voor de voertuigen van de onderaannemers, dagelijks op zo'n 330 geschat. Zou het College ING niet aanmoedigen er voor te zorgen dat dit plan ook zou toegepast worden op de onderaannemers (met het delen van de kosten, eventueel met hen te onderhandelen). Deze vrijgekomen parkeerplaatsen zullen aan de buurtbewoners alsook aan de talrijke klanten van ING de mogelijkheid geven gemakkelijker een parkeerplaats te vinden.

5./ ING voorziet in de toekomstige jaren over te gaan van 3.000 bedienden tot 5.000 (waaronder talrijke onderaannemers). Het wordt stilaan tijd om dit probleem ernstig aan te pakken. De Gemeente beschikt over tal van overtuigingsmiddelen. Inderdaad, we hebben onlangs ontdekt dat ING, al jarenlang, zijn belasting op de

kantooroppervlakten voor een oppervlakte van liefst maar 45.000 m<sup>2</sup> betaald in plaats van de werkelijk gemeten 100.000 m<sup>2</sup>.

*De Burgemeester antwoordt dat wat de parking betreft, de Gemeente door ING bedot werd tijdens de uitreiking van de eerste stedenbouwkundige vergunning. De Gemeente gebruikte onvoldende coërcitive kracht want ze baseerde zich op het principe van de goede trouw in hoofde van een bank, de goed trouw die geschonden werd omdat de bank zijn parking in segmenten verdeeld houdende daarmee de oprichting van de maatschappij NEW IMMO SHUMAN, die een ander juridische rechtspersoonlijkheid bezit, maar die voor 100% eigendom van de bank is. De Burgemeester heeft dus een bijzonder virulente brief naar ING geschreven, en jammer genoeg, zonder reactie.*

*Hij heeft de Directeur van de dienst Stedenbouw alsook die van het Wegennet opgeroepen om hen te zeggen dat hij het advies, zoals die door het overlegcomité opgemaakt werd, te mild vindt. Hij zal dus een advies aan het College vragen opdat het uitrijken van abonnementen, zowel voor het personeel van ING alsook voor de onderaannemers, voortaan verboden zou zijn.*

*Men moet immers weten dat het systeem van de abonnementen uitgevonden werd met de bedoeling de bescherming van de inwoners en de detailhandelaars. Deze abonnementen, die tegen zeer voordelige prijzen uitgereikt worden en die ook fiscaal aftrekbaar zijn, worden uitsluitend uitgereikt aan de personen die geen toegang hebben tot een parking.*

*Wat het aantal abonnementen op het gemeentelijk grondgebied betreft, zijn er in totaal zo'n 591 en u moet ook weten dat deze abonnementen geen bijverdienste voor het gemeentelijk Parkeerplan betekenen. De bedoeling is meer bedoeld als een aanmoediging voor de carpooling en het vervoer in een ondernemingsplan.*

*Mevrouw Corinne DE HENAU zegt ook dat het aantal abonnementen per onderneming van 8 elementen tot min één eenheid gegaan is.*

*De Burgemeester zegt ook dat hij reeds deze vraag beantwoord heeft door te zeggen dat hij niet gebonden was door dit advies en dat hij de toekenning van de abonnementen voor de ondernemingen die over een parking beschikken verboden had.*

*Mevrouw Corinne DE HENAU zegt dat indien ze het goed bebrepen heeft, de Gemeente niet van plan was het aantal parkeerplaatsen voor de kleine ondernemingen en de KMO's te verminderen.*

*De Burgemeester zegt dat ze het inderdaad goed begrepen heeft.*

**(40) Communications.  
Medelingen.**

Par arrêtés du 12 juin 2008 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, les délibérations relatives à

- la conclusion d'un contrat entre la commune et Alpina Tours en vue de l'organisation de classes de neige
- la conclusion d'un contrat entre la commune et l'Evasion scolaire en vue de l'organisation de classes de neige

sont annulées.

\*\*\*

Bij besluit van 12 juni 2008 van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, worden de beraadslagingen betreffende

- het afsluiten van een contract met Alpina tours voor de organisatie van sneeuwklassen
- het afsluiten van een contract met Evasion Scolaire voor de organisatie van sneeuwklassen vernietigd.

**URGENTES – SPOEDEISENHEDEN**

**(41) Secrétariat - Locaux de l'ancienne chirurgie de la polyclinique du square Jean Joly - convention de prêt à usage avec l'asbl ATOLL.  
Secretariaat - Lokalen van het gewezen medisch-chirurgisch instituut van het Dr. Jean Jolyplein - Bruikleningsovereenkomst met de vzw ATOLL.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :  
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 25.06.2007 par laquelle était octroyée à l'a.s.b.l. "ATOLL" la jouissance des locaux de l'ancienne chirurgie de la polyclinique du Square Jean Joly, selon les modalités d'un prêt à usage;

Considérant que cette convention avait été conclue pour une période de un an prenant fin de plein droit le 30.06.2008 sans qu'aucune tacite reconduction ne puisse être invoquée;

Considérant que rien ne s'oppose à ce qu'une nouvelle convention de prêt à usage pour les mêmes locaux ne soit conclue;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;

**DECIDE**

D'octroyer à l'a.s.b.l. "ATOLL" la jouissance des locaux de l'ancienne chirurgie de la polyclinique du Square Jean Joly, selon les modalités de prêt à usage précisées en annexe.

**CONVENTION DE PRÊT A USAGE**

Entre,

1. la Commune d'Etterbeek, propriétaire, ayant son siège avenue d'Auderghem 115/117 à 1040 BRUXELLES (gérance : Service des travaux publics représentée par : Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Monsieur Christian DEBATY, Secrétaire communal. dénommée ci-après " la Commune "

et ,

2. le Centre Public d'Action Sociale (C.P.A.S.) d'Etterbeek, utilisateur principal, ayant son siège Square Jean Joly, 2 à 1040 BRUXELLES, représenté par Madame Eliane PAULISSEN, Présidente du C.P.A.S et par Monsieur Gino ROOSDANS, Secrétaire, dénommé ci-après " le C.P.A.S. "

d'une part,

**ET**

l'a.s.b.l. ATOLL, ayant son siège avenue Van Becelaere 146 à 1170 BRUXELLES représentée par : Mesdames Marianne LOOTVOET, Présidente, et Martine DEPREZ, Coordinatrice, dénommée ci-après " Atoll " d'autre part

**PRELIMINAIRE**

Dans le cadre de la politique en faveur du bien-être des personnes du 3<sup>ème</sup> âge, le C.P.A.S. a fait exécuter des travaux d'aménagement dans les anciens locaux de chirurgie de la polyclinique du Square J. Joly en vue de fournir, sous la forme d'un prêt à usage au commodat (art. 1875 à 1891 du code civil), un lieu permettant l'accueil en journée par Atoll de personnes âgées. Cette initiative est soutenue par les pouvoirs publics etterbeekois parce qu'elle est à la fois une alternative au placement des personnes âgées en institutions mais également un moyen de lutte contre la solitude que vivent de nombreux seniors à domicile.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1<sup>er</sup>**

La Commune et le C.P.A.S. concèdent à titre gratuit à Atoll l'usage et la jouissance des locaux de l'ancienne chirurgie de la polyclinique du square J. Joly, dont le plan figure en annexe, pour un terme probatoire d'un an prenant cours le 1er juillet 2008 pour se terminer de plein droit le 30 juin 2009 sans qu'aucune tacite reconduction ne puisse être invoquée.

Trois mois avant l'échéance, à l'initiative du C.P.A.S., une réunion entre ce dernier et la Commune, d'une part et Atoll d'autre part, se tiendra en vue d'examiner et de discuter les résultats de l'expérience entreprise. Selon les résultats obtenus et l'état des lieux mis à disposition, la Commune et le C.P.A.S. décideront souverainement soit de la proposition du renouvellement du prêt à usage pour une durée déterminée, soit du maintien de son échéance au 30 juin 2009.

La Commune et le C.P.A.S. pourront résilier de façon anticipative la convention, sans indemnité quelconque, moyennant un préavis de trois mois. Ce préavis débutera le premier jour du mois qui suivra l'expédition du courrier recommandé notifiant ledit préavis.

## **Article 2**

Dans l'hypothèse où elle subirait un événement de force majeure, comme une perte totale ou prépondérante des subsides dont elle bénéficie, Atoll pourra, en dérogation à l'article 1er, résilier de façon anticipative la convention, sans indemnité quelconque, moyennant un préavis de deux mois.

Ce préavis débutera le premier jour du mois qui suivra l'expédition du courrier recommandé notifiant ledit préavis.

## **Article 3**

La Commune et le C.P.A.S. auront le droit de visiter les locaux dans leur entièreté pendant toute la durée de la convention, moyennant rendez-vous. Au cas où le Service des travaux, assumant la gérance administrative de l'immeuble, constaterait soit des problèmes touchant à l'hygiène, soit des dégradations importantes, elle en avisera immédiatement Atoll qui prendra les mesures pour y remédier.

## **Article 4**

L'accueil des personnes âgées ne pourra être assuré que durant les heures d'ouverture du C.P.A.S. soit du lundi au vendredi non fériés de 7h30 à 17h 45. En cas de fermeture exceptionnelle du C.P.A.S. (jours de congés administratifs, fermetures anticipées de services la veille de certaines fêtes,...), des dispositions pragmatiques seront adoptées afin de permettre à l'a.s.b.l. Atoll de respecter des heures d'ouverture.

## **Article 5**

Les parties conviennent que les dispositions du code civil régissant l'entretien de la chose prêtée et les réparations dans le cadre du bail à loyer sont d'application.

## **Article 6**

6.1 Atoll supportera les frais de consommation d'eau et d'électricité selon les forfaits suivants

- eau : 20,00 EUR par mois
- électricité : 35,00 EUR par mois

Total des charges forfaitaires= 55,00 EUR par mois

6.2 Atoll supportera les frais de gaz de chauffage en versant au C.P.A.S. une provision de 100,00 EUR par mois.

6.3 Outre les forfaits et provision pour consommations, Atoll s'engage à verser mensuellement au C.P.A.S. un montant de 125,00 EUR représentant sa contribution dans les frais de rénovation des locaux.

6.4 Atoll versera pour le cinquième jour de chaque mois les montants relatifs au points 6.1 à 6.3, soit 280,00 EUR, au compte n° 000-0090715-20 du C.P.A.S.

## **Article 7**

Atoll signalera immédiatement à la Commune et au C.P.A.S. tout accident dont ces derniers pourraient être rendus responsables. Atoll en fera autant pour les dégâts au gros œuvre de l'immeuble, dont la réparation incombe à la Commune. A défaut, Atoll engagera sa responsabilité.

Atoll devra tolérer les travaux de grosses réparations, mis à charge du propriétaire, même s'ils durent plus de 40 jours.



Atoll préservera les installations des effets du gel et veillera à ce que les appareils sanitaires, tuyaux et égouts ne soient pas obstrués du fait des occupants.

Atoll ne pourra faire usage ni du toit de l'immeuble ni de la façade, soit pour y installer une antenne, soit d'une manière plus générale, pour y fixer quoi que soit, sauf autorisation expresse et écrite du propriétaire.

La Commune et le C.P.A.S. ne seront pas responsables des inconvénients ou dommages qui pourraient résulter des distributions d'eau, de gaz et d'électricité.

### **Article 8**

Un état des lieux d'entrée a été établi contradictoirement par les deux parties avant la remise des clefs.

En cas de résiliation anticipée de la convention ou préalablement à la réunion conjointe prévue à l'article 1er de la présente convention, un état des lieux de récolement sera établi. Ledit état des lieux permettra à la Commune et au C.P.A.S. de décider du renouvellement du prêt à usage pour une durée déterminée ou de son échéance au terme convenu.

Qu'il y ait renouvellement ou échéance, les dégradations et les défauts d'entretien constatés dans l'état des lieux seront réparés par Atoll.

### **Article 9**

Les lieux ne pourront être modifiés qu'avec l'accord de la Commune. Sauf convention contraire, les modifications seront acquises à cette dernière sans indemnité.

A défaut d'accord, la commune pourra les reprendre à son compte sans indemnisation ou exiger que les lieux soient remis sans délai dans leur état initial.

### **Article 10**

Atoll ne pourra déranger les voisins par diffusion de bruits anormaux occasionnant des troubles de voisinage.

Atoll ne pourra jamais détenir dans les lieux loués aucune marchandise susceptible de répandre des mauvaises odeurs dans l'immeuble ou dans le voisinage ou susceptible de présenter un danger quelconque.

En matière de collecte d'immondices, Atoll se conformera scrupuleusement aux règlements élaborés par la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune.

Atoll s'engage à faire effectuer le nettoyage du couloir et du vitrage compris entre le couloir central du C.P.A.S. et l'entrée de ses locaux. Il est expressément convenu que l'entretien du jardin incombera à Atoll.

### **Article 11**

Lors de la cessation de la présente convention, Atoll rendra les locaux libres de tout mobilier ou objets entreposés. Atoll présentera les lieux dans un état de propreté satisfaisant à défaut de quoi, les frais d'enlèvement, de nettoyage ou même de désinfection lui seront réclamés.

### **Article 12**

Atoll s'engage à souscrire auprès d'Ethias, une police d'assurance type intégrale incendie garantissant les meubles. Les risques suivants doivent être couverts :

- incendie et périls accessoires, frais de démolition et d'évacuation :
- dégâts des eaux, bris de vitrage
- assurance vol du contenu
- responsabilité des tiers.

Préalablement à la remise des clefs, Atoll remettra au Service des travaux Publics de la commune un certificat de couverture provisoire pour les différents risques mentionnés ci-dessus.

Une copie du contrat définitif d'assurance sera transmise au même service de la Commune, dans les trente jours de l'entrée en vigueur du prêt à usage.

Dressé à Etterbeek, le 23 juin 2008, en quatre exemplaires, dont un est remis à l'a.s.b.l. Atoll, un au C.P.A.S. et deux sont destinés à la Commune qui fera procéder à l'enregistrement de la présente convention.

Le présent contrat de prêt à usage est conclu sous réserve de son approbation par le Collège des Bourgmestre et Echevins, le Conseil communal, le Bureau Permanent du C.P.A.S., le Conseil de l'Action Sociale et les autorités de tutelle.

Pour la Commune d'Etterbeek,  
Le Secrétaire,

Le Bourgmestre,

Christian DEBATY

Vincent DE WOLF

Pour le C.P.A.S.  
Le Secrétaire,  
Gino ROOSDANS

La Présidente,  
Eliane PAULISSEN-DE MEULEMEESTER

Pour l'a.s.b.l. Atoll  
La Coordinatrice,  
Martine DEPREZ

La Présidente,  
Marianne LOOTVOET

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25.06.2007 waardoor aan de vzw Atoll, het vruchtgebruik toegekend werd van de oude lokalen van het operatiekwartier van de polikliniek van het Dokter Jean Jollyplein en dit volgens de modaliteiten van een bruikleenovereenkomst;

Overwegende dat deze overeenkomst afgesloten werd voor een periode van één jaar eindigend van rechtwege op 30.06.2008 zonder dat er een stilzwijgende verlenging ingeroepen kan worden;

Overwegende dat er zich niets verzet tegen het afsluiten van een nieuwe bruikleenovereenkomst voor dezelfde lokalen ;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

## **BESLIST**

Aan de vzw « ATOLL » het vruchtgebruik toe te kennen van de oude lokalen van het operatiekwartier van de polikliniek van het Dokter Jean Jollyplein, volgens de modaliteiten van een bruikleenovereenkomst, in bijlage verduidelijkt.

### **(42)    Projet Gardiens de la Paix - Contingent complémentaire - Convention 2008 - Approbation.           Projet Gemeenschapswachten - Bijkomend contingent - Overeenkomst 2008 - Goedkeuring.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :*

*Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Attendu que le Ministère de l'Intérieur a décidé d'octroyer un subside à la Commune d'Etterbeek pour la mise en place du contingent complémentaire de gardiens de la paix pour l'année 2008;

Attendu qu'à cet effet, une convention a été établie par le Ministère de l'Intérieur ;

Considérant que cette convention constitue une annexe au Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2007-2010 de la Commune d'Etterbeek,

**DECIDE** à l'unanimité des voix

d'approuver l'annexe au Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2007-2010 de la Commune d'Etterbeek ci-dessous :

**Annexe au plan stratégique de sécurité et de prévention de la commune d'ETTERBEEK pour l'année 2008**

**Projet Gardiens de la paix – contingent complémentaire**

Entre d'une part, l'Etat, représenté par le Ministre de l'Intérieur, établi Rue de la Loi, 2 à 1000 Bruxelles et le Ministre de l'Emploi, établi Rue Royale, 180 à 1000 Bruxelles, ci-après dénommé l'"Etat" ;

et d'autre part, la commune d'Etterbeek, représentée par le Conseil communal, pour lequel interviennent M V. DE WOLF, Bourgmestre, et M Ch. DEBATY, Secrétaire communal, agissant en exécution de la séance du Conseil communal du....., ci-après dénommée "la commune".

En application de la décision du Conclave budgétaire du 06 et 07 octobre 2002, du Conseil des Ministres du 18 mars 2007, et de l'arrêté royal du 19 mars 2003 modifiant l'arrêté royal du 19 décembre 2001 de promotion de mise à l'emploi des demandeurs d'emploi de longue durée, visant à soutenir des engagements supplémentaires par les communes pour la politique locale de sécurité, la loi du 15 mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la nouvelle loi communale, et enfin, l'arrêté ministériel d'exécution du 20 mars 2008, il est convenu ce qui suit :

Sur base de cette annexe et tenant compte des dispositions légales concordant avec les projets de dépenses approuvées par l'Autorité subsidiante, un montant de 10.823,68 € est accordé sous réserve de la disponibilité des crédits.

En aucun cas un dépassement de l'intervention totale prévue n'est possible.

Cette somme est accordée à la commune pour la mise en place du contingent complémentaire de gardiens de la paix - Activa dans le cadre du projet figurant ci-dessous. Ce budget est divisé en frais de personnel et de moyens.

### **I. Projet gardiens de la paix - Activa – contingent complémentaire**

Les missions des gardiens de la paix doivent être conformes à la loi du 15 mai 2007(1 La loi du 15 mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la nouvelle loi communale.)

Il est fortement recommandé que les agents du contingent complémentaire travaillent de concert avec les gardiens de la paix du plan stratégique de sécurité et de prévention.

De plus, conformément à la loi du 15 mai 2007, la commune a créé un service de gardiens de la paix, et elle a désigné un fonctionnaire communal chargé de diriger ce service.

### **II. Intervention financière de l'Etat**

L'Arrêté Ministériel du 20 mars 2008 octroyant pour l'année 2008, une aide financière en vue de la réalisation de projets gardiens de la paix-activa « contingent complémentaire » dans les villes et communes bénéficiant d'un plan stratégique de sécurité et de prévention conclu avec l'Etat, détermine les bases légales quant à cette intervention financière.

Les crédits alloués sont ventilés en frais de personnel et en moyens.

#### **Quant aux frais de mise à l'emploi :**

Il s'agit de la prise en charge d'une allocation forfaitaire (Les frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail des agents activa sont couverts par l'allocation forfaitaire de 420 € par agent ETP.) de 420 €/mois par agent ETP Activa.

#### **Quant au budget relatif aux moyens, celui-ci se subdivise comme suit :**

Il doit être utilisé prioritairement pour les frais d'équipement et de formation. Cette intervention forfaitaire « Equipement/Formation » est fixée à 371,84€/an par agent ETP Activa. Ce montant sera limité à 185,92 € par an si le poste pourvu équivaut à moins d'un mi-temps. Cette limitation n'est pas valable pour l'année d'entrée en service des gardiens de la Paix - Activa.

L'équipement réglementaire comprend :

- veste été, hiver
- polos
- sweat-shirts
- pantalons/ jupes
- chaussures

casquettes  
gants et écharpes  
panneaux de signalisation, lampes torches, bandes réfléchissantes .

Une fois que les postes équipement et formation auront été pourvus, les frais d'investissement peuvent être couverts et ceci, prioritairement en vue de répondre à l'obligation des villes de mettre à disposition de leurs gardiens de la paix des moyens de communication adéquats à l'exercice de leur fonction.

Ce n'est qu'en cas de solde résiduel, que des frais de fonctionnement pourront alors être imputés sur ce budget. Il s'agit des frais liés au support logistique/fonctionnement et prioritairement de ceux liés à la téléphonie mobile et aux déplacements des gardiens de la paix dans le cadre de leurs missions. Pour le reste, se référer à l'arrêté royal du 9 avril 2007 concernant les plans stratégiques de sécurité et de prévention.

Les enveloppes allouées (pour les budgets "mise à l'emploi" et "moyens") sont fixes. En aucun cas, celles-ci ne peuvent donc être dépassées. De plus, toute vacance de poste ne donnera pas lieu au paiement des budgets repris ci-dessus, pour la période équivalente à la vacance.

Les crédits alloués par la présente convention, sont, quant à eux, strictement et exclusivement réservés au contingent complémentaire.

Toutefois, si des dépenses supplémentaires en logistique/fonctionnement s'avéraient nécessaires, la Commune pourrait les imputer sur le budget du plan stratégique de sécurité et de prévention.

Les villes et communes transmettent avant le 31 mars 2009 au SPF Intérieur toutes les pièces financières justificatives. La non-exécution des dispositions de cette convention donne lieu au remboursement de l'aide financière octroyée conformément au présent arrêté.

**L'intervention budgétaire maximale est ventilée comme suit :**

Personnel

Mise à l'Emploi	10.080,00 € (420 € x 2 ETP x 12)
-----------------	----------------------------------

Moyens :

Frais d'équipement/formation (en cas de solde investissement/fonctionnement)	743,68 € (371,84 € x 2 pers.)
---	-------------------------------

Total	10.823,68 €
-------	-------------

Pour l'Etat,  
Le Ministre de l'Intérieur,  
P. DEWAEL

Le Ministre de l'Emploi,  
J. MILQUET

Pour la Commune,  
Le Bourgmestre,  
V. DEWOLF

Le Secrétaire communal,  
Ch. DEBATY

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Gelet op het Ministerie van Binnenlandse Zaken besluit om een subsidie toe te staan aan de gemeente Etterbeek voor de verwezenlijking van een project bijkomend contingent gemeenschapswachten, voor de jaar 2008;

Overwegende dat met het oog hierop, een overeenkomst door het Ministerie van Binnenlandse Zaken gesloten is;

Overwegende dat deze overeenkomst een bijlage bij de Strategische veiligheids-en preventieplan 2007-2010 van de Gemeente Etterbeek vormt,

**BESLIST**

De bijlage bij de Strategische veiligheids-en preventieplan 2007-2010 van de Gemeente Etterbeek hier bijgevoegde goed te keuren:

**Bijlage bij het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan van de gemeente ETTERBEEK voor het jaar 2008**

**Project Gemeenschapswachten – bijkomend contingent**

Tussen enerzijds de Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Binnenlandse Zaken, gevestigd in de Wetstraat 2 te 1000 Brussel en de Minister van Werk, gevestigd in de Koningsstraat 180 te 1000 Brussel, verder “de Staat” genoemd;

enanderzijds de gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door de Gemeenteraad, waarvoor optreden de heer V. DE WOLF, Burgemeester, en de heer C. DEBATY, Gemeentesecretaris, die handelen in uitvoering van de zitting van de Gemeenteraad van ....., verder “de gemeente” genoemd.

Overeenkomstig de beslissing van het begrotingsconclaf van 6 en 7 oktober 2002, en de Ministerraad van 7 december 2007, en het koninklijk besluit van 19 maart 2003 tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot bevordering van de tewerkstelling van langdurig werkzoekenden, ter ondersteuning van bijkomende aanwervingen door de gemeenten voor het lokaal veiligheidsbeleid, de wet van 15 mei 2007 tot instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot wijziging van artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet, en tenslotte, het uitvoeringsbesluit van 20 maart 2008, werd het volgende overeengekomen:

Op basis van deze bijlage en rekening houdend met de wettelijke bepalingen overeenkomstig de uitgavenprojecten die werden goedgekeurd door de subsidiërende Overheid, wordt een bedrag van € 10.823,68 toegekend onder voorbehoud van de beschikbare kredieten.

In geen geval is een overschrijding van de voorziene tussenkomst mogelijk.

Dit bedrag wordt aan de gemeente toegekend voor de verwezenlijking van projecten «Bijkomend Contingent» Activa-gemeenschapswachten in het kader van het hieronder beschreven project. Dit budget wordt opgesplitst in personeelskosten en werkingsmiddelen.

**I. Project Activa-gemeenschapswachten – bijkomend contingent**

De opdrachten van de gemeenschapswachten moeten conform zijn aan de Wet van 15 mei 2007 (De wet van 15 mei 2007 tot instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot wijziging van artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet.). Het wordt sterk aanbevolen dat de gemeenschapswachten, aangeworven binnen het bijkomend contingent, eendrachtig samenwerken met de gemeenschapswachten binnen het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan.

Bovendien heeft de gemeente – conform de wet van 15 mei 2007 – een Dienst Gemeenschapswachten opgericht, en een gemeenteambtenaar aangesteld die belast wordt met de leiding van de dienst.

**II. Financiële tussenkomst vanwege de Staat.**

Het Ministerieel Besluit van 20 maart 2008 tot toekenning voor het jaar 2008 van financiële hulp met het oog op de verwezenlijking van de projecten “bijkomend contingent” Activa-gemeenschapswachten in de steden en gemeenten die een Strategisch Veiligheids- en Preventieplan hebben afgesloten met de Staat, bepaalt de wettelijke basis voor deze financiële tussenkomst.

De toegekende kredieten worden verdeeld in personeelsmiddelen en werkingsmiddelen.

**Wat betreft de onkosten verbonden aan de tewerkstelling:**

Het gaat om de tenlasteneming van een forfaitaire tussenkomst (De tussenkomst in de vervoerskosten voor het woon-werkverkeer vande ACTIVA-medewerkers is inbegrepen in de forfaitaire toelage van 420 €/maand per voltijdse eenheid medewerker) van 420 €/maand per stadswacht FTE (Activa).

**Het budget voor de werkingsmiddelen** wordt als volgt onderverdeeld:

Het budget moet bij voorrang worden gebruikt voor de uitrustings- en vormingskosten. De forfaitaire tussenkomst «Uitrusting/Opleiding» bedraagt 371,84 € per jaar per betrekking van Activa-gemeenschapswacht. Dit bedrag wordt beperkt tot 185,92 € per jaar indien de betrekking minder bedraagt dan 1/2e werktijd. Deze uitzondering geldt niet voor het jaar van indiensttreding van de Activagemeenschapswachten.

De reglementaire uitrusting omvat :

een winter- en een zomerjas  
 polo's/T-shirts  
 sweaters/pulls  
 broeken/rokken  
 schoenen  
 petten  
 handschoenen en sjaals  
 verkeersborden, zaklampen, reflecterende banden.

In geval van resterend budget, mogen ook investeringen worden gedaan, zij het wel dat deze in de eerste plaats moeten dienen om tegemoet te komen aan de verplichting van steden en gemeenten om aangepaste communicatiemiddelen ter beschikking te stellen van hun gemeenschapswachten in de uitoefening van hun beroep.

Enkel bij restsaldo, mogen actiemiddelen ten laste genomen worden door dit budget. Het gaat hier om kosten die aan de logistieke ondersteuning/werking verbonden zijn, in de eerste plaats de kosten van mobiele telefonie en de reiskosten van de gemeenschapswachten in het kader van hun acties. Voor de andere toegestane uitgaven wordt verwezen naar het Koninklijk Besluit van 9 april 2007 m.b.t. de strategische veiligheids- en preventieplannen.

De toegekende kredieten (voor de budgetten van “personeelskosten” en “werkingsmiddelen”) liggen vast. In geen geval is een overschrijding van de voorziene tussenkomst mogelijk. Bovendien zullen openstaande betrekkingen geen aanleiding geven tot de uitbetaling van de budgetten zoals hierboven bepaald, en dit voor de periode dat de betrekking niet werd ingevuld.

**De door onderhavige conventie toegekende kredieten zijn enkel en alleen bestemd voor het bijkomend contingent.**

Indien echter bijkomende uitgaven voor logistieke ondersteuning/werking nodig zijn, kan de gemeente deze inschrijven op het strategisch veiligheids- en preventieplan.

De steden en gemeenten verstrekken uiterlijk op 31 maart 2009 aan de FOD Binnenlandse Zaken alle financiële bewijsstukken. Het niet-uitvoeren van de bepalingen uit deze conventie zal aanleiding geven tot het terugvorderen van de financiële hulp die overeenkomstig dit besluit toegekend wordt.

**De financiële tussenkomst wordt als volgt onderverdeeld:**

Personeel

Tewerkstelling € 10.080,00 (420 € x 2 ETP x 12)

Werkingsmiddelen € 743,68 (371,84 € x 2 pers.)

Middelen voor uitrusting/vorming/ (in geval van resterend budget investeringen/actiemiddelen)

Totaal € 10.823,68

Voor de Staat,  
 De Minister van Binnenlandse Zaken,  
 P. DEWAEL

De Minister van Werk,  
 J. MILQUET

Voor de gemeente,

De Burgemeester,  
V. DEWOLF

De Gemeentesecretaris,  
C. DEBATY

**(43) Infrastructures communales consacrées aux crèches - Appel à projets 2008,  
Gemeentelijke infrastructuur bestemd tot de crèches - Oproep tot projecten 2008,**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :  
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Considérant que le programme d'investissement 2008 prévoit divers travaux à réaliser à la crèche Aimé Dupont sis rue des Champs, 67 à 1040 Etterbeek ;

Vu le courrier daté du 3 avril 2008 émanant du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, dont copie en annexe, dans lequel il est demandé aux Communes de faire part de leur(s) projet(s) d'investissement consacré(s) aux crèches et de rentrer le(s) projet(s) pour le 15 juin 2008 au plus tard ; que le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé, en séance du 12 juin 2008, de répondre à l'appel à projets par l'introduction du dossier susmentionné ;

Considérant que des travaux de sécurisation (rapport des Pompiers du 10 décembre 2007) et le remplacement de la toiture doivent être réalisés à la crèche Aimé Dupont ; que le coût de ces divers travaux peut être estimé à € 140.000,00.

**DECIDE**

La Commune d'Etterbeek présente au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de l'appel à projets, le dossier suivant :

Travaux de sécurisation et le remplacement de la toiture de la crèche communale Aimé Dupont sise rue des Champs, 67 pour un montant estimé de € 140.000,00.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale – division Travaux subsidiés dans les plus brefs délais

\*\*\*

De Gemeenteraad,

Aangezien dat het investeringsprogramma 2008 voorziet verschillende werken uit te voeren in de gemeentelijke crèche Aimé Dupont gelegen Veldstraat, 67 te 1040 Etterbeek.

Gezien de brief gedateerd van 3 april 2008 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waarvan kopij in bijlage, waarin er aan de Gemeenten gevraagd wordt hun investerings-project(en) bestemd tot de crèches in te leveren voor 15 juni 2008 ten laatste; dat het College van Burgemeester en Schepenen beslist heeft, in haar zitting van 12 juni 2008, om aan de oproep tot projecten te beantwoorden door het indienen van het hierbovenvermeld dossier;

Aangezien dat beveiligingswerken (verslag van de Brandweer van 10 december 2007) en de vervanging van het dak uitgevoerd moeten worden in de gemeentelijke crèche Aimé Dupont; dat de uitgave van deze verschillende werken geraamd kan worden op € 140.000,00.

**BESLIST**

De Gemeente van Etterbeek stelt aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het kader van de oproep tot projecten, het volgend dossier voor :

Beveiligingswerken en de vervanging van het dak in de gemeentelijke crèche Aimé Dupont gelegen Veldstraat, 67 voor een geraamd bedrag van € 140.000,00.

De huidige beraadslaging zal verzonden worden aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest binnen de kortste termijn.

La séance est levée à 22h00  
De zitting wordt gesloten om 22u00

PAR LE CONSEIL:  
NAMENS DE RAAD

Le Secrétaire,  
De Secretaris,

Le Bourgmestre,  
De Burgemeester,

Christian DEBATY

Vincent DE WOLF